

VALOMBRÉ

PREMIÈRE PARTIE

LE MANUSCRIT DE L'AVOCAT

Le torrent du Guiers-mort descend du massif de la Grande Chartreuse vers Saint-Laurent-du-Pont et les Écheltes où il rejoint le Guiers-vif. Les innombrables visiteurs qui ont remonté son cours en allant au monastère vide et pareil aujourd'hui à un cadavre, dans la montagne, n'ont pas oublié la sauvagerie de cette gorge étroite. C'est là ce qu'on appelle *le Désert*, entre le pont Saint-Bruno et le pont Saint-Pierre. Mais qui s'est penché sur cette eau bondissante aux rives abruptes et envahies d'une sorte de jungle, sans ressentir le vertige ? Que peut recéler dans sa vase ce courant rapide et transparent à la surface?...

Du temps que j'étais avocat en Savoie, — il y aura trente ans bientôt, — n'osant guère aborder le criminel à cause des responsabilités de vie et de mort, j'allais de temps à autre rendre visite à l'un de mes confrères, beaucoup plus âgé, — de plus de vingt ans, — du barreau de Grenoble, qui est demeuré pour moi le type du défenseur. J'aime à l'opposer, lorsqu'il m'arrive encore aujourd'hui, — souvenir d'autrefois ou curiosité de romancier, — d'entrer à la Cour d'assises, à ces maîtres nouveaux dont le vacarme, l'insolence, le mauvais ton et l'absolu mépris de la vérité constituent, depuis l'acquittement de Germaine Berton, un scandale judiciaire. Le suffrage universel

a-t-il peu à peu envahi le jury? L'absence de toute instruction et de saines habitudes sociales et morales rend trop aisément ces médiocres cervelles primaires de jurés accessibles à des arguments de tambours-majors et à une éloquence de grosse caisse. Le Parlement, si l'on n'y prend pas garde, finira par là, lui aussi. Il n'y aura plus de place pour de raisonnables débats. Ce sera à qui gesticulera et criera le plus fort, et le coffre le plus puissant viendra à bout de la plus équitable et de la plus intelligente démonstration. Tandis que maître Véry, décédé il y a quelques années, dont la courtoisie de grand seigneur était proverbiale, écoutait le président avec déférence, s'abstenait de terrifier les témoins ou de les trainer dans la boue, n'allongeait pas indéfiniment les audiences, ne faussait pas systématiquement les faits, et obtenait néanmoins des succès dont lui-même ne s'enorgueillissait pas, dont il ressentait même parfois quelque trouble, rien que parce qu'il mettait à jour, dans chaque cause, ce fond d'humanité qui la plupart du temps, dans la vie ordinaire, reste caché, secret, mystérieux, ténébreux et, quand il apparaît à la surface, nous trouve tout surpris, décontenancés, atterrés même, prêts à la pitié à cause du retour sur soi-même et de la comparaison de notre existence en somme facile, protégée, gardée, avec ces enfances abandonnées, ces mauvais exemples, ces milieux malsains où le crime se prépare, se développe, s'accomplit à l'avance dans le désarroi, l'affaiblissement, la corruption de la volonté et du sentiment.

Son autorité était dangereuse et il le sentait si bien qu'il soutenait des œuvres de préservation et de relèvement, y voyant le complément d'une indulgence qui pouvait tourner aisément à la faiblesse. Une société qui cesserait de se défendre serait bientôt submergée. Mais elle se défend mieux encore par ces ouvrages avancés, l'éducation, les notions premières, les mœurs relevées ou maintenues surtout par le sens religieux, que sur place, contre les attaques individuelles ou collectives. C'est affaire à un gouvernement durable, et qui prévoit. La plupart de nos maux actuels et des menaces qui pèsent sur notre avenir ne sont même pas envisagés dans une législation qui oublie la famille, l'habitation, la mauvaise propagande.

Or maître Véry m'a légué un manuscrit où il a noté les péripéties d'une affaire qui s'échelonna sur une vingtaine d'années, qui fut découverte dans ce désert de la Grande-Char-

treuse où nulle trace de crime ne semble pouvoir subsister, et qui n'eut pas de dénouement. Elle n'apparut jamais au grand jour. Elle demeura cachée dans l'ombre. Le dernier acteur est mort, peu avant le grand avocat. Sa race est aujourd'hui éteinte. Maître Véry lui-même avait d'ailleurs pris soin de modifier les noms et les lieux, avec cette réserve professionnelle dont il ne s'était jamais départi. Personne ne pourra reconnaître un drame que nul n'a connu jadis, si peut-être l'un ou l'autre l'a soupçonné. On peut donc coudoyer dans le monde un meurtrier qui n'a pas été inquiété. Tous les criminels ne sont pas découverts et, découverts, tous ne sont pas poursuivis. Mais il y a de cruels retours. Ces horreurs dissimulées savamment ou supportées en commun pour ne pas trahir un passé reçu en héritage, pour ne pas atteindre un rejeton innocent, empoisonnent l'atmosphère d'une maison, en rendent l'air irrespirable, font de la complicité du silence un affreux supplice.

Mais ce qui, peut-être, rend ce manuscrit particulièrement émouvant, ce sont les amours extraordinaires qui s'y rencontrent et s'y dépassent. Celui qui l'a rédigé n'a pas cru l'écrire dans un dessein personnel et pourtant il s'y poursuit lui-même. Son dernier entretien avec Sylvie d'Arnay ne m'a-t-il pas rappelé, — sans que rien dans sa vie ni dans son caractère puisse être rapproché du caractère et de la vie de son terrible et héroïque compatriote, — la dernière entrevue de Barnave avec Marie-Antoinette ? Ce Barnave, que Salvandy représente comme « un de ces hommes de courage et d'éloquence que les révolutions suscitent et qu'elles dévorent, qui apportent dans le maniement des affaires publiques trop de passion pour modérer à temps leur parti et trop de vertu pour le suivre jusqu'au bout : génies malheureux que la postérité blâme, admire, plaint tour à tour, parce qu'ils ont cherché le bien sans le trouver, fait le mal sans le vouloir et que, s'ils ont failli beaucoup, ils ont aussi beaucoup expié... », d'une excellente famille de Grenoble, assez doué pour rendre Mirabeau inquiet et jaloux, avait contribué à déchaîner la Révolution, puis, après le retour de Varennes, où il avait admiré le courage de la Reine, il avait tenté de ramener la royauté. Devenu suspect et ne pouvant plus que compromettre la cause qu'il désirait défendre, il vint dire adieu à Marie-Antoinette et lui demanda,

comme suprême récompense d'un dévouement qu'il allait payer de sa tête, de lui baiser la main. La Reine la lui tendit en pleurant. Il est ainsi des amours à jamais irréalisées qui ennoblisent toute une vie; mais pourquoi déflorer par avance le récit qu'on va lire et l'histoire de Sylvie d'Arnay?

Il ne me reste plus qu'à donner sur l'auteur du manuscrit quelques brefs renseignements biographiques. Né à Grenoble pendant la Révolution de 1848, d'une ancienne famille de robe, et dans l'hôtel même où il vécut et mourut, sur ce quai de la rive gauche de l'Isère appelé aujourd'hui quai Stéphane-Jay, où l'on ne peut manquer de remarquer son haut portail et son mur que recouvre une glycine, demeura-t-il marqué de ces troubles que suivit le coup d'État? A la fin du Second Empire, Charles Véry, formé par les Renan et les Taine, faisait partie de cette jeunesse pour qui la Science était une religion et qui, par une contradiction incomprise de ses maîtres, ajoutait à cette religion soi-disant positive le dogme politique de la souveraineté populaire. Mais, engagé volontaire en 1870, il avait vu, non sans indignation, comment, oubliant la patrie, les hommes qu'il admirait dans l'opposition tiraient parti de la défaite impériale pour instaurer la République. La Commune l'avait attiré comme une protestation contre le gouvernement du 4 Septembre, puis écœuré par ses excès. Et de même la répression. En sorte que, dégoûté de la vie politique à l'aurore même de son talent, il s'était retranché dans son existence professionnelle comme dans une tour d'ivoire. Là, il devait connaître l'estime générale, et tous les succès, au civil comme au criminel.

Sa vie privée avait suivi une courbe parallèle. Elle passait pour avoir été assez agitée pendant ses années de Quartier latin. Puis il avait épousé une cousine d'une grande beauté qui l'avait toujours aimé. Elle était morte sans lui laisser d'enfant, après dix années d'un bonheur sans nuages, et il ne l'avait jamais remplacée. Il passait pour mystérieux et secret, parce qu'il choisissait avec soin ses relations, écartait non moins soigneusement les importuns, amateur de livres, de musique, d'art et de voyages, acceptant sans plainte la solitude. Rien n'exaspère autant ceux qui ont besoin d'autrui pour garder l'illusion de vivre.

Au jour de la Grande Guerre, il était déjà presque un vieillard, mais il n'en eut jamais l'apparence. Président de la Croix-

Rouge de Grenoble, il multiplia ses services et il eut soin de n'en retirer aucun avantage. Après l'armistice, il vécut dans la retraite. Il est décédé en 1921, sans bruit, discrètement, déjà oublié dans une ville remuante où l'utilisation rapide des puissances industrielles et le dédain des supériorités méditatives ne permettent pas de s'arrêter aux regrets stériles ni de tirer des valeurs exceptionnelles un enseignement. L'envie, la basse envie démocratique diminue d'ailleurs de plus en plus le sens et le respect du mérite, et le moindre croquant se croit l'égal du plus noble esprit.

Voilà, je crois, ce qu'il importait de connaître sur l'auteur du manuscrit. Et maintenant, ouvrons ce manuscrit et laissons la parole à M^e Véry...

LA CONSULTATION

Je revenais de mon cher Palais de Justice de Grenoble qui est taillé dans le vieux château des Dauphins et qui en a gardé quelques belles boiseries. J'avais obtenu, et non sans peine, l'acquiescement d'un Italien, objet de l'une de ces haines de village qui environnent quelquefois un étranger et le poussent à bout, afin de l'écraser mieux. Mon client avait ainsi frappé le fermier qui le chassait ignominieusement et injustement, mais sa victime s'en était tirée avec six ou huit mois d'hôpital. Il m'avait fallu tenir tête à une meute entière, la population s'acharnant en témoignages violents et heureusement contradictoires ou manifestement exagérés. J'avais fini par prendre goût à ce jeu, mais j'étais épuisé et désirais me reposer une heure avant le dîner.

— Je n'y suis pour personne, déclarai-je en rentrant à mon valet de chambre.

— Monsieur, il y a justement une dame.

— Quelle dame?

— Elle n'a pas dit son nom.

— Eh bien! renvoyez-la à demain.

— C'est qu'elle attend monsieur depuis trois heures. Elle veut absolument lui parler. Il s'agit de quelque chose de grave.

— Elle vous l'a dit?

— Non, monsieur, mais j'ai bien compris qu'elle était inquiète.

Ce pauvre Jacques ayant la manie de s'intéresser à ma clientèle avec d'absurdes prétentions à la psychologie, je n'aurais pas attaché d'importance à sa remarque s'il n'avait ajouté :

— Elle vient de loin.

— D'où?

— Oh ! de loin. C'est une grande dame, et tout de même elle a de la boue à la chaussure.

Du moment qu'elle avait de la boue à la chaussure, il ne convenait pas de lui infliger un second voyage.

— Eh bien ! faites entrer, Jacques, puisque vous y tenez.

Il parut satisfait de son triomphe et il introduisit sans retard ma cliente. Mais j'attendis qu'il fût sorti pour m'écrier :

— Vous ici, madame ? Qu'y a-t-il donc ? Votre père sans doute ? Oui, je sais.

Car j'avais reconnu dans cette patiente visiteuse M^{me} de Varce, la comtesse de Varce que j'avais quelque peine à appeler : madame, quand hier encore je l'appelais : mademoiselle. Je n'avais pas revu depuis son mariage cette Sylvie d'Arnay dont le père chassait avec moi le chamois, le coq de bruyère et la perdrix blanche dans le massif de la Grande-Chartreuse. Celui-ci, le marquis d'Arnay, était un terrible homme qui vivait sur ses terres et dans le château dont il porte le nom et qui protége le joli village de la Terrasse au-dessus de l'Isère, limite naturelle du domaine qui, de l'autre côté, au delà de la route de Grenoble à Chambéry, escalade les pentes des contreforts de la dent de Grolles et du Granier. Il ne supportait aucun empiètement sur ce domaine de près de mille hectares, aucune restriction à ses droits. J'avais grand peine à l'endiguer dans sa manie procédurière. Il m'estimait pusillanime et trop prudent. Lui-même, si je ne l'eusse retenu, eût tiré des coups de fusil pour clore une servitude de passage ou pour défendre son gibier ou même son bois mort. Sa femme s'était étiolée à son ombre comme une plante sous la bourrasque. Elle n'avait pas tardé à dépérir et disparaître. Il l'avait remplacée par une maîtresse qu'il cachait assez mal dans les environs de Grenoble, qu'il avait sortie d'un petit casino où elle chantait et qu'il prétendait épouser, assuraient les méchantes langues, après le mariage de sa fille. Ainsi aurait-il précipité M^{me} Sylvie, d'abord récalcitrante, dans les bras du comte de Varce, presque aussi jeune qu'elle, élevé à Grenoble dans les jupes d'une mère et de deux

sœurs, pourvu d'une assez belle fortune apparente et qui passait pour un garçon distingué et élégant, mais taciturne, timide et presque trop sage. Le jeune ménage s'était installé au château d'Arnay avant de choisir une autre résidence, ce qui impatientait le marquis désireux de faire place nette.

Les nombreux procès du père m'avaient ouvert toutes grandes les portes du château et permis de suivre le développement de la fille qui, sans avoir la réserve maternelle, se livrait peu et croissait auprès du marquis sans lui rien révéler d'elle-même. J'avais réussi à m'attirer sa sympathie. A diverses reprises j'avais obtenu qu'elle fût de nos parties de chasse ou de nos excursions en montagne. Sans me faire des confidences qu'elle ne faisait d'ailleurs à personne, elle me traitait avec une sorte d'amitié, comme le seul homme qui se fût intéressé à elle, le seul homme d'un âge déjà mûr et d'un conseil désintéressé, car les petits jeunes gens rôdaient autour de cette proie, maintenus à distance par le marquis, peu soucieux d'enrichir des prétendants mal pourvus. On ne la pouvait dire jolie, mais la vie au grand air l'avait rendue saine et robuste, le teint coloré, — ce qui n'était pas alors à la mode, — de beaux cheveux châains qui n'étaient pas coupés, — ce n'était pas encore la mode, — et s'épaississaient en arrière en une lourde masse, des yeux limpides, un air d'Anglaise sportive. Cependant, sur cette charpente vigoureuse, la trace maternelle était demeurée sensible à une certaine gaucherie un peu gênée des mouvements qui n'était pas sans grâce, à une certaine timidité de parole, à une certaine mélancolie du regard. Elle était sans illusion sur les hommes et sur la vie. La mort prématurée de sa mère l'avait privée de son appui naturel. La brusquerie et le ton de commandement de son père l'effarouchaient et, de trop bonne heure, elle avait connu toutes les vilenies de la campagne, des châteaux et de la ville.

Je la plaisantais parfois sur ce désenchantement précoce et tâchais de la rendre plus accessible au bonheur. Notre bonheur dans la vie dépend tellement de l'humeur avec laquelle nous accueillons les circonstances inévitables. Quand elle se décida ou quand elle fut amenée à accepter la demande officielle du jeune Aynard de Varce, comme je la complimentais, elle me répondit sur ce ton indifférent qui lui était habituel :

— Oh ! celui-là ou un autre !

Je la pressai alors d'attendre. Pourquoi se hâter de choisir? Puis, voyant bien qu'elle ne résisterait pas à la volonté du marquis, j'entrepris l'éloge de son fiancé.

— Oui, convint-elle, il est joli garçon, presque trop joli.

Mais j'ajoutai :

— Façonné par trois femmes, il doit être aimable et délicat.

Elle m'arrêta aussitôt :

— Aimable? oui, peut-être. Délicat? C'est une qualité qui ne s'aperçoit qu'à la longue. Il ne parle pas beaucoup. On dirait qu'il a peur de moi.

Et éclatant d'un rire forcé, elle conclut :

— C'est peut-être l'effet de l'amour.

Il était aisé de comprendre qu'elle se mariait pour se marier et non par une inclination particulière. La veille de la cérémonie, au diner de contrat où j'étais invité, elle me prit à part un instant :

— J'ai dissuadé Aynard de mettre en état son château du Touvet, parce que je veux rester à la Terrasse.

— Et pourquoi? Un jeune ménage est toujours mieux chez soi.

— Pas toujours. Et je désire empêcher mon père de se remarier avec cette chanteuse. Il faut veiller sur notre nom. Puis-je compter sur vous?

— Sans doute. Mais le marquis fait ce qu'il veut.

— La vieillesse l'a touché. Il a des rhumatismes. Et je tiens la maison à son goût. L'autre ne saurait pas.

Ainsi était-elle plus préoccupée de maintenir la place de sa mère au foyer ancien que d'en fonder un nouveau.

J'assistai au mariage où tout le monde remarqua l'image renversée qu'offrait le nouveau couple : le marié frêle, délicat et gentil comme une jeune fille, et l'épouse calme, impassible et forte comme un homme. Dix mois plus tard, je reçus le faire-part de la naissance d'un fils, Bruno. Il y avait de cela six ou huit mois, pas davantage.

Quel changement chez M^{me} de Varce que je n'avais pas rencontrée depuis ces dix-huit mois, la maladie ayant ralenti le zèle processif du marquis! Elle avait beaucoup embelli. Sa robustesse, un peu masculine, s'était assouplie et harmonisée. Son visage s'était affiné. Mais qu'il était pâle et quel contraste avec le beau teint presque trop chaud d'autrefois! Il n'y avait

pas besoin de la regarder longtemps pour se rendre compte de son bouleversement. Ma première pensée fut pour son père sur qui je savais qu'elle exerçait une surveillance attentive. Comme elle se taisait, je l'interrogeai :

— M. d'Arnay se serait-il décidé à ce sot mariage ?

— Non, monsieur l'avocat, mon père est à Aix-les-Bains en ce moment, pour y rétablir sa santé. Je crois bien qu'il a renoncé à tout, sauf à se plaindre et à commander.

Elle ne m'appelait pas habituellement *monsieur l'avocat* : elle venait donc me consulter. Elle ne parlait pas ordinairement de son père avec cette désinvolture : il ne s'agissait donc pas de lui. La devinant désespérée et embarrassée, je m'efforçai de la rassurer et de retrouver sa confiance d'autrefois :

— Alors, mon enfant, qu'y a-t-il donc ?

Ce *mon enfant* fit merveille. Elle me sourit amicalement, d'un sourire si triste, si douloureux !

— C'est bien difficile à dire.

— Je vous aiderai.

— Oh ! oui, aidez-moi.

— Eh bien ! je commence. Il s'agit de votre mari (elle fit un signe d'acquiescement). Vous n'êtes pas heureuse (signe d'approbation). Vous avez quelque arrière-pensée de séparation peut-être (signe d'hésitation). Mais vous avez un petit enfant auquel il faut penser avant tout (signe de tendresse et presque d'extase maternelle au rappel de son bébé).

Et comme elle continuait de se taire, je lui expliquai de mon mieux le rôle de l'avocat. Un avocat est une sorte de confesseur, comme un prêtre, comme un médecin. Ce qu'on lui confie est sacré. Le secret professionnel le lie. Rien de ce qui entre dans son cabinet de travail ne peut en sortir sans l'acquiescement du client. Un simple conseil peut quelquefois empêcher bien des complications, bien des désaccords, bien des ruptures. Enfin n'étais-je pas en outre pour elle un très ancien ami, déjà lié avec ses parents, et qui l'avait suivie elle-même dès son jeune âge ? Visiblement elle s'attendrissait en m'écoutant et cependant ne me répondait pas. Enfin, comme si elle prenait son courage à deux mains, elle se décida à me poser cette étrange question :

— Il faut avant toutes choses que je sache si vous êtes l'avocat de M^{lle} Monique Desclaux.

— De qui?

— Ah ! je vois que vous ne l'êtes pas. Quel soulagement ! J'avais si peur...

— Et pourquoi ?

— Parce que, si vous étiez l'avocat de M^{lle} Monique Desclaux, il ne me resterait plus qu'à m'en aller.

Cette phrase ne pouvait être encore pour moi qu'une énigme. Elle me devait bientôt paraître trop claire :

— Attendez, madame, cette Monique Desclaux, n'est-ce pas une petite institutrice de la ville qui vient d'être arrêtée sous l'inculpation d'infanticide ?

— Précisément.

— J'ai lu cette histoire dans *le Petit Dauphinois* ou dans la *République de l'Isère*. On a retrouvé l'enfant dans le Guiers-mort, entre Saint-Laurent-du-Pont et le pont Saint-Bruno. Non, je ne suis pas chargé de sa défense. C'est, je crois, mon confrère, M^e Arbonel. Il m'a paru d'après les journaux que l'affaire se présentait assez mal. Simple présomption d'avocat. Le petit corps accusait déjà plus d'un an, si je me rappelle bien. C'est un crime affreux, si la mère l'a commis. Je préfère n'avoir pas été choisi par elle.

Tandis que je parlais avec indifférence, j'observais M^{me} de Varce dont le visage achevait de se décomposer. En quoi pouvait-elle s'intéresser à ce point au sort de cette institutrice que je ne me rappelais pas avoir jamais rencontrée au château d'Arnay, qui n'était pas de son monde et qu'elle ne devait pas connaître ? Et pourtant aucun doute ne pouvait subsister : il y avait un lien, dont l'origine m'échappait encore, entre le conseil qu'elle venait me demander et ce crime barbare qui faisait grand bruit dans la région. Il est vrai que, pour juger un crime, il faut en connaître toutes les circonstances et bien souvent j'avais déploré moi-même la hâte des journaux à s'emparer d'un fait divers et à créer ou tout au moins orienter l'opinion publique sans une enquête suffisante. A mon avis, une réglementation de la presse s'impose à ce sujet. Elle peut tuer ou endommager des réputations irréparablement et contrairement à toute équité.

Brusquement, la lumière se fit dans mon esprit. Un avocat d'assises est un peu comme un juge d'instruction : sur des données incomplètes il bâtit des hypothèses, il reconstruit des

dramas. Méthode dangereuse, et dont j'avais appris à me méfier. Mais, sur le moment, c'est presque une habitude professionnelle d'aller jusqu'au bout de son imagination quand elle recompose. Dans l'espèce, les événements ne devaient que trop me donner raison. M^{me} de Varce ne me rendait pas visite pour protéger une amitié ou pour me recommander quelqu'un de ses relations. Tour à tour accablée et nerveuse, elle suivait une préoccupation uniquement personnelle. Ne m'avait-elle pas approuvé quand j'avais fait allusion à son mari? M. de Varce était évidemment sur la sellette. Comment pouvait-il y être à propos de cette affaire? Ah! mais, cette Monique Desclaux n'avait-elle pas instruit sa plus jeune sœur? Comme tant d'autres jeunes filles de la ville, sans doute. Mais tout ne pouvait-il s'expliquer ainsi : il avait séduit l'institutrice et l'avait quittée pour faire un beau mariage. L'enfant était peut-être, était sans doute de lui. Il se découvrait coupable, et en quelque partie responsable du crime de la mère réduite à ses seules ressources, abandonnée de ses élèves, et compromise à Grenoble. La lâcheté de l'homme est presque toujours la cause de ces infanticides. Dans son désarroi, il n'avait rien trouvé de mieux que de se confier à sa femme. Ou peut-être celle-ci avait-elle deviné et interprété ses remords. Et comme M^{me} de Varce ne sortait pas de son mutisme, je m'aventurai à lui dire au bout de mes réflexions :

— Pourquoi votre mari n'est-il pas venu plutôt que vous-même?

— Ah! s'écria-t-elle, vous avez deviné. Comment avez-vous pu deviner? Mais si j'avais laissé mon mari venir chez vous, chez un avocat, ne croyez-vous donc pas qu'on aurait pu avoir des soupçons? Votre hôtel, sur ce quai de l'Isère, est trop en vue.

La pauvre femme se tordait les mains. J'étais sur la voie : il n'y avait qu'à marcher dans cette direction pour atteindre la vérité. Mais la vérité intégrale, la vérité toute nue, non vraiment, je ne l'avais pas devinée : malgré tant d'années passées au barreau, je n'aurais pas osé aller jusque-là.

— Voyons, voyons, repris-je, il nous faut éclaircir cette affaire au plus tôt, si je dois, si je puis vous aider. M. de Varce est le père de l'enfant?

— Oui.

— Je ne veux pas discréditer une malheureuse fille. Mais,

enfin, en est-il sûr ? A-t-il des raisons pour n'en pas douter ? La recherche de la paternité est interdite par la loi (1).

Et comme M^{me} de Varce, décidément anéantie par la crainte, se taisait de nouveau, je dus remplir le vide de la conversation avec un exposé juridique pour lui donner le temps de se remettre et de se décider à me livrer le nécessaire :

— A tort ou à raison, chez nous l'enfant appartient à la mère. L'homme en abuse le plus souvent. Ailleurs, en Suisse par exemple, où cette recherche est autorisée, c'est la femme qui en abuse. Il est bien rare qu'elle désigne pour le père de son enfant un individu peu reluisant. Vous tenez cette confiance de votre mari ? Soyez plus courageuse, mon enfant, et dites-moi tout ce que vous savez. Ou bien réfléchissez encore si le danger n'est pas pressant ; s'il n'est peut-être qu'imaginaire, reposez-vous et revenez un autre jour.

— Oh ! non... non, tout de suite. Excusez-moi, M. Véry : je ne devrais pas être si faible. Mais c'est terrible. Interrogez-moi, et je répondrai.

Terrible ? Je croyais qu'elle exagérât. Aussitôt je commençai l'interrogatoire :

— Comment vous êtes-vous aperçue de quelque chose ? Un mari ne confie pas à sa femme un pareil secret sans y être amené. Je suppose que vous avez lu ou qu'il a lu dans un journal de la région, *la République de l'Isère* ou *le Petit Dauphinois*, la nouvelle de l'arrestation de cette Monique Desclaux.

— C'est cela même. Vous savez comment les journaux l'ont annoncée. En plusieurs fois. Il y avait eu tout d'abord la découverte, bien inattendue...

— Oui, ces détails me reviennent à la mémoire. L'endroit avait dû être soigneusement choisi par l'assassin, là où le Guiers-mort est le plus encaissé, entre le pont Saint-Pierre et le pont Saint-Bruno. Mais une tempête qui a duré plusieurs jours avait grossi le torrent, lui avait communiqué une telle force qu'il a roulé beaucoup plus bas le petit cadavre attaché à une pierre. Sans cette circonstance, on ne l'aurait jamais retrouvé là où il avait été jeté et qu'un minuscule morceau d'étoffe accroché à un buisson n'aurait pu révéler sans avertissement. Le linge n'avait pas de marque. Il était décoloré.

(1) Elle l'était alors, en 1896.

Comment l'enfant a-t-il été identifié, je ne me souviens pas.

Ce fut elle, cette fois, qui compléta mon instruction :

— La paysanne de Saint-Pierre-de-Chartreuse à qui cette Monique Desclaux avait confié le petit, avait été payée en retard de ses derniers mois et en avait gardé un haineux ressentiment. Il n'en faut pas davantage chez certains êtres. Elle a donné au parquet et aux journaux le signalement de la jeune fille à tout hasard, sans rien savoir. Celle-ci, sans même attendre d'être appelée au Palais de Justice, sur la lecture du journal, s'est présentée au juge qui la recherchait, afin de tout avouer.

— Ah! oui, elle n'était pas inculpée, elle n'avait pas encore d'avocat. Mais s'est-elle retournée contre votre mari en révélant sa paternité?

— Non, pas encore. Et je n'ai pas tout dit. Je n'ai même rien dit.

Elle n'avait rien dit? Que pouvait contenir cette phrase menaçante? M^{me} de Varce, enfin, se décida à la confession, mais avec des arrêts, des spasmes dans la gorge, des points de suspension qui réclamaient une attention et une intervention continuelles pour obtenir un aveu complet, susceptible de m'inspirer une ligne de conduite :

— Un soir, après le dîner, la nourrice avait apporté le petit Bruno, afin de nous le montrer avant de l'aller coucher. Cette cérémonie se répétait chaque jour pour notre plaisir. J'avais joué quelques instants avec mon fils et j'avais remarqué, — une mère ne s'y trompe pas, — que mon mari se détournait de lui au lieu de l'embrasser et chatouiller comme d'habitude pour provoquer ses rires, car le petit homme rit déjà. Quand nous fûmes seuls, je pris le journal. C'est encore une coutume quotidienne. Aynard n'aime pas beaucoup la conversation. Il fume ou il fait des réussites quand il ne sort pas. Le journal contenait précisément sur le cadavre du Guiers-mort les détails dont nous venons de parler. Aynard les avait déjà lus. C'était avant l'arrestation de M^{lle} Desclaux. « Quelle horreur! m'écriai-je. Un enfant de douze mois. Écoutez : je vais vous lire. — Laissez cela, me coupa-t-il d'un ton sec. Ce n'est pas intéressant. — Pas intéressant? » Je me fâchai presque : « Il n'y a pas de crime plus lâche que le meurtre d'un enfant. Notre petit Bruno n'a que six mois et... » Il m'ordonna de me taire avec une violence dont je l'aurais cru incapable, car il est ordi-

nairement discret, doux, paisible. Paisible et sournois. Paisible et hypocrite.

Elle le chargeait avec une absence si complète de tendresse conjugale que j'en fus surpris. Un autre drame, un drame intime se juxtaposait au drame de l'enfant.

— Calmez-vous, madame.

— Oh! maintenant, je suis calme. J'irai jusqu'au bout. « Cela vous touche donc bien? répliquai-je à son accès de colère. — Moi! protesta-t-il. En quoi voulez-vous que cette histoire me touche? Expliquez-vous? Je veux que vous vous expliquiez. » Cette dispute était hors de proportion avec la lecture d'un fait-divers. Je ne pouvais l'attribuer et je ne l'attribuai tout d'abord qu'à une mauvaise disposition d'humeur. « En effet, déclarai-je pour couper court, je ne vois pas en quoi cela peut nous occuper. » J'avais remarqué son irritation, sa pâleur soudaine. Et cette remarque me revint les jours suivants. Décidément, il boudait son fils, il avait peur de l'embrasser. Sans le prévenir, je l'observais. Et quand les journaux annoncèrent l'arrestation et l'aveu de M^{me} Monique Desclaux, je ne pus me tenir de reprendre la conversation abandonnée. Mais cette fois je l'avais devancé. Il n'avait pas lu dans la matinée *le Petit Dauphinois*. C'est moi qui lui en donnai lecture. Levant les yeux, je le vis si atterré que je ne doutai plus du lien mystérieux qui l'attachait à cette affaire. « Aynard, lui dis-je brusquement, vous savez quelque chose. » Il était si épouvanté qu'il se livra, comme l'institutrice s'était livrée au juge. Le métier de juge d'instruction ne doit pas être difficile, quand on a su guetter la proie et qu'on la cueille au moment favorable. « Nous sommes perdus », convint-il. Et il s'enfuit. Jusqu'au soir je vécus dans une inquiétude mortelle, redoutant le suicide ou le départ. Quand je le vis revenir, je fus soulagé.

Elle tenait donc à lui plus que ne le pouvaient laisser supposer les épithètes dont elle le flétrissait tout à l'heure. Ou bien elle tenait à lui, comme il arrive, même en le méprisant.

— C'est alors, madame, qu'il vous a tout avoué?

— Oui, tout.

— Sa paternité.

— Sa paternité, et le reste.

— Le reste? Il n'est pourtant pas complice?

— Complice? Et pourquoi ne serait-il pas complice? Pour-

quoi se serait-il arrêté en chemin ? Vous ne voyez donc pas comme je suis torturée ? Nous sommes perdus, lui, moi, notre fils, si vous ne parvenez pas à nous sauver.

Elle avait jeté un cri de détresse, comme un de ces chamois que je tirais dans le massif de la Grande-Chartreuse et qui, découvrant le chasseur, laissent échapper un sifflement d'agonie. Elle aussi, elle sentait la mort et, pire que la mort, le déshonneur. Mais n'exagérât-elle pas sous le coup de la peur ? Ne grossissait-elle pas la responsabilité de son mari dans la faute de l'ancienne maîtresse ?

— N'allons pas si vite, la suppliai-je. Reprenons votre récit au point où vous l'avez abandonné. Votre mari n'a pas nié. Mais il n'a rien trahi encore. Le voici donc qui revient au château après un après-midi d'absence. Que s'est-il passé alors ?

— Il s'était ressaisi. Il avait repris son air naturel. C'était l'heure de se mettre à table. Il se força à manger. Lui, qui d'habitude vidait toujours le premier son assiette, ne parvenait pas à avaler sa part. Après le diner, il voulut se retirer, mais je le retins : « Vous ne pouvez me quitter ainsi. — Pourquoi donc, chère amie ? A cause des propos absurdes que je vous ai tenus tout à l'heure ? Vous ne voyez donc pas que je suis énervé depuis quelques jours. Des pertes au jeu. Oui, au Casino d'Uriage. C'est à quoi je faisais allusion quand je vous ai dit que nous étions perdus. » Il parlait, il s'excitait à parler. J'étais si désireuse de le croire que j'acceptai d'être sa dupe. Un peu plus tard, beaucoup plus tard, — car je ne pouvais me décider à le rejoindre, — je gagnai à mon tour notre chambre. Après la naissance de Bruno, nous avons refait chambre commune. Il feignait de dormir. Je me couchai à mon tour près de lui. Mais le sommeil me fuyait. Lui-même, je le devinais éveillé, bien qu'il ne fit pas un mouvement. Toute la nuit nous restâmes silencieux, l'un près de l'autre, et plus éloignés que les pires ennemis. Je savais déjà tout, et il savait que je savais. Et puis la pitié fut la plus forte. Est-ce la pitié seulement ? Je ne sais plus. Enfin, le matin, levée la première, je revins brusquement à lui, je pris sa tête dans mes bras et murmurai : « Mon pauvre petit ! » Vous souvenez-vous, à notre mariage, on disait de moi : « Elle est forte comme un homme », et de lui : « Il est joli comme une

femme. » Il me semblait que je devais le protéger en effet. Il ne se défendit pas, et ce fut l'aveu.

— Oui, l'aveu. Mais quel aveu ?

— Oh ! bien sûr, il ne voulait pas, il n'a pas fait le mal exprès. Mais le mal se fait-il jamais exprès ? Je ne sais pas. Il s'est mis à pleurer. Un homme qui pleure, cela est singulier, et tout d'abord ces larmes ne m'inspirèrent que du mépris ou du dégoût. Et puis, cela finit par devenir émouvant à cause de l'abandon de tout orgueil, à cause d'une humilité dont nos larmes, à nous autres femmes, ne sont pas le signe. Il m'a juré que tout ce qu'il avait fait, il ne l'avait accompli que par excès d'amour pour moi et pour notre petit Bruno. Il n'acceptait pas que nous puissions jamais être inquiétés par le chantage d'une femme, par l'apparition d'un autre enfant. Le foyer légitime seul comptait pour lui. L'autre, c'était une erreur de sa vie de garçon, un enfantillage qui n'aurait pas dû avoir de conséquences, qui ne pouvait pas en avoir. Cette Monique Desclaux, plus âgée que lui, l'avait sollicité, l'avait provoqué. Il lui avait remis le peu d'argent dont il disposait quand elle s'était reconnue enceinte et quand lui-même s'était fiancé. Il s'était même endetté pour elle. Elle avait accepté la séparation, elle n'avait pas protesté contre les fiançailles, ni contre le mariage. Pendant longtemps, il n'avait plus entendu parler d'elle. Il supposait que tout était fini. « Et l'enfant ? ai-je demandé. — L'enfant ? Eh bien, je croyais qu'elle l'avait déposé à l'Assistance publique. — Vous aviez accepté cela ? — Que vouliez-vous que je fasse ? Étais-je bien le père d'ailleurs ? — Étiez-vous le premier amant de M^{lle} Desclaux ? — Elle me l'avait dit. Mais je ne le crois pas. » Je remarquais bien que mes interruptions le dérangent dans sa confession. Cette confession devait être assez cruelle pour que je ne la rendisse pas plus difficile encore. Je cessai de l'interroger. Et même, avec une douceur féline, je paraissais presque l'approuver. Ah ! quand on veut tout savoir, à quelle perfidie ne s'abaisse-t-on pas ? Cependant la maîtresse avait reparu. Les paysans chez qui elle avait déposé son fruit lui réclamaient des mensualités de plus en plus lourdes. Elle serait obligée de le retirer. Elle menaçait d'apporter un jour l'enfant au château d'Arnay. Elle y vint avec lui. « Il aurait mieux valu le prendre, n'ai-je pu me tenir de murmurer. — Vous l'auriez accepté ? — Oui, peut-être, si vous me l'aviez

demandé. — Quelle étrange femme vous êtes ! Et c'est à cause de vous que j'ai voulu m'en débarrasser. — Vous vous en êtes débarrassé ? Vous ou elle ? — Je le lui ai arraché et il est tombé. Ce n'est pas ma faute. » Alors il s'est dégagé de moi, il s'est retourné contre la muraille après m'avoir dit : « Allez-vous-en. Livrez-moi à la justice. » J'étais épouvantée. Je me suis mise à sangloter. Cet homme qui était là devant moi, dont je partageais le lit, dont je portais le nom, dont j'avais un fils, — un fils adoré, — avait commis le crime le plus lâche et le plus monstrueux sur un enfant pareil au nôtre, plus âgé que le nôtre, né pareillement de lui. Ah ! si l'on pouvait mourir de honte et d'horreur, je ne me serais pas trainée jusqu'ici. On ne meurt pas de honte et d'horreur, puisque je puis revivre de pareilles heures en vous les racontant.

Je lui avais pris la main et ne trouvais à lui répéter que : *Mon enfant, ma pauvre enfant*. Si jamais j'ai connu la commiseration pour une créature humaine, moi qui en ai tant vu de déchues et de malheureuses, c'est bien ce soir-là, ce soir de juin il y a si longtemps, devant cette femme effondrée qui me livrait le tragique secret de son foyer et venait me confier son désespoir. A voix presque basse je demandai encore, — ne faut-il pas que le défenseur soit au courant de tous les détails, car l'un ou l'autre peut le servir ?

— Il ne vous a pas dit comment cela s'était passé ?

— Non, cela, je ne pouvais plus l'entendre. Vous le lui demanderez. Il dit que ce n'est pas sa faute. Mais tous les meurtriers doivent en dire autant.

Elle était à demi ployée sur elle-même, les coudes aux genoux, la tête dans les mains. J'attendais un dernier appel. Elle ne tarda pas à le formuler :

— Que faut-il faire maintenant ? Cette fille va le dénoncer. Demain, si ce n'est déjà aujourd'hui. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait encore ? Elle veut peut-être, dans un retour vers le passé, lui donner le temps de se dénoncer lui-même. Ainsi, du moins, ai-je interprété son silence, ce silence bien extraordinaire.

Le cas était angoissant. Il fallait prendre une détermination immédiate. Déjà revenu à mes habitudes professionnelles, je pesais le pour et le contre :

— Oui, ce silence est bien extraordinaire. Que signifie-t-il au juste ? Elle n'a pas encore prononcé le nom de votre mari,

sans quoi il eût été appelé à l'instruction. Le ménage-t-elle par calcul ? Attend-elle son heure pour le mieux compromettre et se décharger sur lui du poids le plus lourd ? N'a-t-elle contrelui aucune preuve et, sur le conseil de son avocat, n'en rassemble-t-elle pas les éléments avant de jeter son complice dans le débat ? Ou bien l'aime-t-elle encore assez pour prendre le crime à sa charge et le laisser en dehors ? L'aime-t-elle assez pour lui donner un suprême gage d'amour en l'épargnant ?

J'avais parlé pour moi-même plutôt que pour M^{me} de Varce, en énumérant ces hypothèses. Mais en m'écoutant, subitement elle se redressa. Quand je la croyais effondrée, je la retrouvais combative et même violente :

— Ah ! cela, non. Pas de générosité de la part de cette fille. Mieux vaut qu'Aynard se dénonce lui-même. Je le lui ai tout de suite conseillé. Lui, il hésite, à cause de moi, à cause de notre fils, à cause de notre nom, par peur de mon père aussi. Il est coupable, il ne doit pas attendre qu'on vienne l'arrêter. L'arrêter !...

L'arrêter : ce fut pour elle une vision d'épouvante. Elle aperçut nettement, — je le lus sur son visage, — les gendarmes apparaissant au bout de l'avenue et descendant de cheval dans la cour du château d'Arnay, passant les menottes au comte de Varce en présence des domestiques et des fermiers, — des vassaux, — en présence peut-être du vieux marquis revenu de sa cure à Évian et parfaitement capable de tenir tête à l'autorité à coups de fusil. En réalité les choses ne se passent plus aujourd'hui d'une façon aussi théâtrale. Mandé au parquet ou chez le juge d'instruction, l'inculpé est retenu, puis expédié directement à la prison avant que personne en soit averti. Ainsi les scènes déchirantes et les scandales publics sont-ils évités.

Ce qui me frappa dans la résurrection subite de M^{me} de Varce, redevenue énergique et résolue, ce fut sa révolte au seul soupçon de la magnanimité adverse. Elle ne pouvait admettre la grandeur d'âme d'une Monique Desclaux. Au fond de sa détermination se découvrait aisément la jalousie contre cette rivale qui l'écrasait peut-être de son silence, et par là même de son amour. Elle ne tenait donc pas seulement au coupable par la pitié, par la communauté de nom et de sort. J'entrevois ces abîmes de la femme où la chair et le cœur se

fondent, d'où elle tire ses pires faiblesses et ses plus grands dévouements. Elle pousserait son mari à se dénoncer plutôt que de recevoir une telle aumône.

— Et d'ailleurs, ajouta-t-elle, si mon mari avait eu la moindre confiance dans le silence de cette fille, il se serait tu vis-à-vis de moi, il ne m'eût pas livré son hideux secret.

Cette fille ! Avec quel mépris elle la rejetait ! Cependant il fallait prendre un parti, et sans retard :

— Voici, madame, mon avis. Demain matin, — ce soir, il est trop tard, et le Palais de Justice est vide, — je m'informerai, avec prudence, de l'état de l'instruction. Et demain après-midi, j'irai moi-même au château d'Arnay, afin que M. de Varce ne soit pas aperçu à Grenoble en quête d'un avocat. Nous déciderons alors avec lui quelle conduite adopter. La plus simple, la plus honorable, serait évidemment de se dénoncer soi-même. S'il est coupable, s'il est même le principal coupable, il ne peut laisser sa malheureuse complice se débattre seule, le voulût-elle, contre l'accusation. L'aveu risque d'atténuer la culpabilité. Découvert contre lui-même, M. de Varce se mettrait dans un cas plus dangereux. Mais je ne puis que donner un conseil. Il appartient à l'intéressé de choisir.

M^{me} de Varce se leva et me prit les mains avant de partir :

— Vous le ferez acquitter, me supplia-t-elle.

— J'essaierai. Cela dépend beaucoup des circonstances du meurtre qui ne vous ont pas été révélées.

— Il me les eût révélées, me répondit-elle en baissant la tête, si elles ne le condamnaient pas.

Elle n'avait pas d'illusion et tenait au misérable par tant de liens qu'elle ne songeait pas à rompre. Elle s'en allait le rejoindre dans ce château devenu déjà une prison. Je tentai, sans y croire, de la rassurer et lui donnai rendez-vous pour le lendemain :

— Votre père ? ajoutai-je sur le seuil de mon cabinet.

— Il ne doit pas tarder à revenir. Lui aussi, je le redoute, à cause de ses colères. Oh ! lui, je sais bien ce qu'il ordonnerait s'il savait.

— Et quoi donc ? Se dénoncer ?

— Se dénoncer, jamais !

— Attendre alors ?

— Non plus.

Je devinai : le suicide. On simule un accident, on disparaît. Des fenêtres de mon cabinet de travail qui donne sur le fleuve, je suivis des yeux la pauvre femme. Sans doute avait-elle laissé en ville sa voiture dont les armoiries ne devaient pas être aperçues devant ma porte. Elle marchait rapidement, la taille droite, la tête haute, dissimulant de son mieux l'épouvantable drame où elle se débattait, que la ville ignorait encore et qui demain serait peut-être livré à la curiosité, à la méchanceté, à la haine publiques, et livré justement.

MONIQUE DESCLAUX

Le hasard me servit le lendemain matin au delà de mes espérances. Il me fallait savoir exactement les résultats actuels de l'instruction, connaître les explications de l'accusée et les raisons de son silence vis-à-vis de son complice. Les bonnes relations que j'entretenais soit avec M. Bernin, le magistrat chargé de suivre l'affaire d'infanticide, soit avec mon confrère M^e Arbonel, le maître de nos assises de l'Isère, m'autorisaient sans nul doute à les questionner familièrement et habilement, et du ton quasi indifférent de l'avocat intéressé par une cause passionnelle, même si elle appartient à un autre. Mais n'était-ce pas abuser de leur confiance ?

M^e Arbonel est le moins secret des hommes. Majestueux et corpulent, avec une belle barbe en éventail, un nez en bec d'aigle, une large figure colorée, il est demeuré sensible comme une jeune fille. A chaque nouveau crime il ne manque pas de s'éprendre de son client, de découvrir en lui une multitude de vertus cachées, de lui prêter de nobles sentiments et les excuses les plus inattendues. Il s'émeut lui-même aux accents de son éloquence. Il attend le verdict en frissonnant. Un acquittement lui rend le souffle. Une condamnation le bouleverse. Et le lendemain il recommence. Rien n'est plus facile que de le faire parler. On y parvient après quelques compliments. Oui, mais plus tard comment me jugerait-il s'il devinait que je m'étais joué de lui ? Monique Desclaux, d'un jour à l'autre, pouvait désigner M. de Varce. Alors j'entrerais en scène, comme avocat de celui-ci. Pouvais-je abuser de la crédulité de mon confrère, de la facilité de ses confidences ?

Mieux valait monter tranquillement au cabinet du juge

d'instruction. N'avais-je pas toujours quelque sujet de m'entretenir avec lui, quelque affaire pendante, quelque interminable enquête ou quelque non-lieu ? M. Bernin, qui d'habitude se dérobaît à toutes relations trop étroites du Palais, me témoignait une attention, une confiance particulières. J'oserais presque dire qu'il me consultait dans les cas difficiles où je n'étais pas partie. Je ne lui poserais pas de questions, je l'amènerais simplement à penser tout haut devant moi sur le secret du Guiers-mort.

Je n'avais donc pas de plan arrêté quand je me rendis au Palais de Justice. Or, le Dieu des rencontres me fit déboucher sur la place Saint-André par les jardins de l'Hôtel de Ville, comme M^e Arbonel y arrivait de son côté par la Grande Rue. Nous nous rejoignîmes devant la statue de Bayard mourant. Il était visiblement préoccupé, anxieux même. Son visage mobile ne sait rien dissimuler. Ce fut lui-même qui aborda le sujet de mon inquiétude :

— Ah ! mon cher ami, s'écria-t-il en venant à moi et agitant son unique bras disponible, l'autre étant enroulé autour d'une volumineuse serviette, dans toute ma vie d'avocat je ne me suis pas heurté à un client aussi généreux, aussi noble de caractère. Mais il nous perd et j'essaie en vain de le lui faire comprendre.

De qui s'agissait-il ? Je ne l'avais point deviné à cause de l'usage du masculin, et le lui demandai sans retard.

— Mais de ce drame du Guiers-mort dont tout Grenoble s'entretient depuis quelques jours. Ne l'avez-vous pas suivi comme tout le monde ? Vous, un psychologue, l'homme des causes compliquées et des troubles secrets du cœur. Au fait, c'est vous qui auriez dû être chargé de cette affaire. Voulez-vous que je vous propose ? Il en est temps encore.

Je connaissais ses accès de désintéressement bientôt réprimés, comme ses flatteries qui en sollicitaient de pareilles, comme ses portraits outrageusement embellis de criminels merveilleux. Mais l'occasion était trop belle et il n'y avait qu'à le laisser s'emballer, à hâter même ses emballements. Je fis le modeste et l'ignorant :

— Mais non, mais non. C'est votre place, et non la mienne. Ce mystère du Guiers-mort, qu'est-ce donc ? Ah ! oui, une histoire d'infanticide. Un petit cadavre découvert dans le

torrent de la Grande-Chartreuse. Une fille-mère qui s'est débarrassée d'un fruit gênant. C'est très douloureux ; seulement, c'est malheureusement la banalité même. Vous ferez pleurer les jurés sur la pauvre fille abandonnée et vous obtiendrez une fois de plus un bel acquittement.

J'avais mal calculé. Je pensais voir le bon visage de mon confrère s'épanouir. Or, il demeura sérieux et grave, et même son expression de trouble me frappa.

— N'essayez pas, me dit-il presque sévèrement, de me donner le change. C'est la condamnation qui est à craindre. Songez donc : l'accusée n'est pas une petite paysanne rudimentaire, ni une ouvrière mal gardée qui se laisse aller à son instinct de défense en se débarrassant d'une gêne ; c'est une bourgeoise instruite, plus très jeune.

— Quel âge ?

— Une trentaine d'années. D'une famille pauvre, il est vrai, et dont elle est le soutien, et même le gagne-pain. Mais la pauvreté bourgeoise, vous savez bien qu'elle n'émeut personne. Surtout pas des jurés recrutés dans des milieux primaires, — dès qu'un juré est quelque peu intelligent et cultivé, on se hâte de le récuser, mais cette fois-ci je ne commettrai pas cette méprise, — et généralement envieux de tout ce qui les dépasse. Et puis, il ne s'agit pas d'un nouveau-né ou d'un enfant de quelques jours auquel on n'a pas eu le temps de s'attacher, et dont on se sépare sans que le cœur en saigne. Non, c'est une victime de douze mois, qui a déjà de la connaissance, des yeux qui interrogent, une bouche qui demande, une petite main qui s'accroche.

— Quel terrible avocat général vous seriez !

— Ah ! ne vous moquez pas de moi. Je vois trop bien ce qui nous sera contraire aux assises. Enfin, ce qui tourne encore contre nous, c'est l'attitude, c'est le système de M^{lle} Desclaux.

— Quelle attitude ? quel système ?

— Le pire. L'aveu. Tous les aveux. Elle prend tout le crime à son compte. Elle ne se défend pas. Elle s'estime coupable, elle se condamne elle-même et prétend expier sa faute. C'est proprement insensé. Tous les accusés cherchent à se dérober à la justice. Ils accusent tout le monde quand ils n'ont personne sur qui rejeter leur faute, tout le monde, c'est-à-dire la société. Tandis que ma cliente ne consent à accuser personne.

— Mais qui voulez-vous qu'elle accuse?

— Qui voulez-vous qu'elle accuse? Il y a un homme là-dedans qui, tout de même, a sa part de responsabilité. Cet homme, je voudrais bien connaître son nom, le mettre en cause, lui dire son fait, le montrer du doigt. Cet homme seul peut m'apporter aux assises la diversion nécessaire. Il faut, le plus souvent, vous le savez bien, que nous contournions la question principale pour aboutir à un acquittement. La question principale, c'est ici le meurtre de l'enfant. Il importe qu'elle se transforme et devienne la séduction d'une noble fille toute livrée d'avance à l'amour par la menace de la jeunesse qui s'en va, par les privations de toute nature et par une imagination romanesque. La séduction et l'abandon. Le séducteur, la lâcheté du séducteur, voilà le thème de ma plaidoirie. On oubliera l'enfant trouvé dans le Guiers-mort, et la victime deviendra l'accusée.

Ce que redoutait M^{me} de Varce, c'était bien cela précisément, et pire encore. Le meurtrier n'était plus recouvert que par cette volonté de silence que s'imposait l'infortunée Monique Desclaux. Mais pourquoi se taisait-elle? Je n'avais qu'à encourager mon confrère dans la voie des confidences pour le savoir. Ce n'était pas abuser de son ingénuité que de l'écouter parler :

— Le séducteur, dis-je négligemment, elle serait peut-être fort embarrassée de le nommer.

— Que voulez-vous dire?

— Que la vertu des criminelles est toujours sujette à caution, et qu'il faut au contraire se défier de leurs dénonciations. La loi n'est pas si sottie qui interdit la recherche de la paternité. Certes, elle ne protège guère la femme, et bien des coquins s'en servent pour se dérober à l'obligation paternelle. Mais les législations qui autorisent cette recherche engendrent tout autant d'abus. Toute fille enceinte se découvre un amant riche et haut placé. Au besoin, elle le sollicite dès qu'elle redoute la maternité. Votre cliente se tait sans doute parce qu'elle ne possède aucune preuve. Sans quoi elle eût déjà prononcé un nom et se fût peut-être exposée déjà à des protestations qui eussent achevé de la perdre. Rien n'est aisé en pareille matière.

Maître Arbonel m'avait écouté parler si longtemps sans m'interrompre parce qu'il était suffoqué par l'indignation.

Quand j'eus fini, il me prit le bras avec une sorte de commiseration affectueuse :

— Votre excuse, me dit-il, est de ne rien connaître de l'affaire. Si vous aviez vu, ne fût-ce qu'une fois, M^{lle} Monique Desclaux, vous ne parleriez pas ainsi.

— Est-elle jolie ? demandai-je. C'est aussi un argument.

— Je ne sais pas si elle est jolie. Elle l'a peut-être été. Mais elle est émouvante et pathétique plus que je ne puis dire. Son père était professeur d'histoire naturelle à Lyon. Il est décédé tout jeune, à la suite d'une congestion pulmonaire, contractée dans une excursion de recherches botaniques. Elle a pris ses diplômes rapidement et n'était pas majeure que déjà elle assurait par ses leçons l'existence de sa mère et de sa plus jeune sœur.

— Un prix de vertu.

— Parfaitement, un prix de vertu. Ce n'est pas vous que j'aurais besoin d'inviter à faire quelque différence entre les diverses catégories de femmes qui tombent. Celle-ci n'est tombée qu'une fois.

— Vous en êtes sûr ?

— J'en mettrais la main au feu.

— Cher ami, prenez garde de vous brûler. J'ai connu bien des femmes qui n'ont eu qu'un mari. Mais des femmes qui n'aient eu qu'un seul amant, je n'en ai guère rencontré.

— Il y en a pourtant. Et même, au fond, rien ne compte pour les femmes que l'amour. Si elles l'ont trouvé, elles ne réclament pas autre chose dans la vie.

— Il se cherche, il ne se trouve guère. Et il se cherche indéfiniment à travers bien des aventures.

Comment pouvais-je parler ainsi, moi qui l'ai trouvé sans l'avoir cherché et qui vis dans son souvenir ? Mais je n'en ai jamais fait confidence à personne. Et déjà M^e Arbonel me ripostait, assez bien ma foi :

— Il ne se cherche ni ne se trouve. Il s'éprouve. M^{lle} Desclaux l'a éprouvé, et sans doute pour une créature indigne quand, sa jeune sœur mariée, et mariée par ses soins, demeurée elle-même seule au foyer avec une vieille mère infirme, lasse de courir le cachet sans compensation, sans amitié, sans tendresse, menacée de perdre inutilement sa jeunesse, elle était une proie offerte. Quelque misérable s'est approché d'elle à cette heure de dépression pour abuser de sa crédulité ingénue. Il l'a

rendue mère et l'a quittée. Imaginez ce qu'elle a dû souffrir. De l'excès de ses souffrances s'est composé son crime. Elle a débarrassé son enfant d'une vie qu'elle regrettait de lui avoir infligée et dont elle voyait trop bien l'aboutissement au désespoir.

— Quel romancier, cette fois, mon cher confrère ! C'est elle qui vous a raconté tout cela ?

— Non, non, je reconstruis peu à peu la vérité.

— Mais pourquoi, ainsi désespérée, n'a-t-elle pas suivi son enfant au fond du torrent ?

— Je me le suis demandé. Je le lui ai demandé. Je vois là une sorte de déformation religieuse. Elle a voulu détruire l'œuvre de vie qu'elle estimait malfaisante. Si elle a survécu à cette destruction, c'est dans une singulière pensée d'expiation. Ces femmes-là estiment le suicide pire que le crime.

— Elle ne s'est pourtant pas dénoncée elle-même. Ou elle s'est dénoncée à la veille d'être mandée chez le juge d'instruction.

— Oh ! elle avouait d'avance. Les paysans qui avaient donné son signalement à la suite de l'article du *Petit Dauphinois* sur le petit cadavre trouvé dans le Guiers-mort ne savaient absolument rien. Ils ne poursuivaient qu'une haine personnelle. Le corps ne pouvait plus être identifié. Tandis qu'à peine introduite dans le cabinet de M. Bernin, M^{lle} Monique Desclaux s'est écriée : « Oui, c'est moi ». Le juge, stupéfait, ne pouvait en croire ses oreilles. Il a même commencé par protester. Lui-même me l'a raconté : « Mais, mademoiselle, je ne vous ai pas appelée et je ne sais pas de quoi il s'agit. — Il s'agit du crime du Désert, au pont Saint-Bruno. Oui, j'ai tué mon enfant, afin qu'il ne soit pas malheureux dans la vie, malheureux comme moi. Et je l'ai tué seule, entendez-vous, toute seule ». Jamais un juge d'instruction n'a reçu un aveu aussi prompt, aussi net, aussi précipité, aussi complet. Mais remarquez cette revendication. Elle ne veut pas avoir de complice. Toute sa défense va consister à couvrir celui qui l'a séduite et lâchement abandonnée, celui qui est la cause indirecte du meurtre. Et toute l'habileté du juge va consister dès lors à lui faire préciser les détails du crime afin de ne pas la prévenir d'assassinat, à tâcher d'obtenir d'elle un nom, une indication, un renseignement qui permette d'appeler en témoignage l'homme qui se cache, de le débusquer, et même de le mettre en cause. Rien n'y fera. Jamais elle ne le trahira. Ah ! c'est un beau duel à l'ins-

truction et que vous eussiez comme moi suivi passionnément.

— Le juge ne sera pas le plus fort. Car l'accusée a bien choisi son avocat.

— L'avocat et le juge sont ici d'accord. Moi aussi je l'encourage à parler, à divulguer son secret. Ce secret, le juge le cherche sans elle. Mais elle a dû entourer ses amours du plus grand mystère : rien ne les a jusqu'ici révélées. Une passion extraordinaire, absolue, souveraine, lui clôt la bouche. Elle se roule avec extase dans le sacrifice.

— Oh ! souveraine. Mieux vaut réserver l'épithète.

— Comment ! Elle accepte de sauver son suborneur, son complice en se perdant elle-même, et vous ne trouvez pas que c'est le comble de l'amour !

— Je réserve mon jugement, mon cher confrère. Évidemment tout cela n'est pas clair. L'amant est peut-être mort ou parti.

— Si elle ne pouvait lui nuire, elle le nommerait.

— Peut-être est-il inavouable.

— Non, non, elle n'a pu mal choisir.

— Peut-être est-il trop haut placé.

— J'y ai songé. Il est peut-être d'un autre rang social, peut-être marié. Elle désire lui éviter le scandale, la moindre éclaboussure. Et lui-même, en raison de son rang, de sa situation de famille, reste dans l'ombre au lieu de lui apporter son aide. Ah ! quelle punition pour les amours coupables, cette séparation dans le malheur et le danger !

Maitre Arbonel levait et agitait son unique bras disponible en signe de protestation et de détresse. Allait-il de ce pas chez le juge d'instruction que je désirais voir ? Je le lui demandai :

— Dans une heure seulement, me répondit-il, je suis convoqué. D'ici là, je vais au greffe et au parquet. Ma cliente doit être amenée de la prison. Voulez-vous la voir ?

Il l'offrait à ma curiosité pour me convaincre, pour m'attirer dans son parti et il ajouta :

— Quand vous l'aurez vue, je gage que vous ne douterez plus d'elle. Elle respire l'honnêteté, la franchise, la générosité, la grandeur d'âme.

Et il me quitta sur cette tirade. Quel portrait pour une criminelle ! Mais n'était-ce pas chez lui une habitude de louer ainsi toute sa clientèle des assises à tour de rôle ? Les plus

affreux coquins, il les badigeonnait de son éloquence et les présentait blancs comme neige. C'était aujourd'hui le tour de M^{lle} Monique Desclaux et il ne lui marchandait pas le blanchissage. Comment s'étonner de ses affirmations et de ses brevets d'innocence ? Il suivait sa pente naturelle. Il se préparait à émouvoir le jury en commençant par se convaincre lui-même. Et cependant il m'avait impressionné. Si cette jeune fille restait, dans son silence, fidèle à une passion unique pour cet Aynard de Varce dont la femme m'avait fait mesurer la médiocrité et la lâcheté ? Si elle ressemblait, même de loin, à un tel portrait ? M^e Arbonel pousse à l'exagération les sentiments et les arguments ; il ne les invente pas. Il voit gros, mais il voit clair. Il épaisit, il ne brouille pas. Et il y a beaucoup d'intelligence et de finesse dans sa manière de comprendre et d'expliquer les affaires les plus compliquées, les plus ténébreuses.

Puisque l'instruction ne reprenait que dans une heure, j'avais le temps de voir M. Bernin s'il était au Palais de justice, et je m'arrangerais pour assister à l'entrée de l'accusée dans le cabinet du juge. Rien ne vaut la vision directe. Un visage, pour qui sait en détailler les expressions, est plus significatif qu'un dossier.

M. Bernin qui venait d'arriver me reçut avec son affabilité coutumière. Coutumière à mon égard, car il est habituellement d'un abord distant et froid. J'avais eu l'occasion de l'apprécier pour son jugement, pour ses rares dons de psychologie, pour son expérience. Je savais qu'on pouvait se fier à lui dans les occasions délicates. Il a dépassé la cinquantaine et il a renoncé à cette poursuite de l'avancement rapide qui mue tant de magistrats, d'officiers, de fonctionnaires de valeur en coureurs forcenés et courtisans du pouvoir. C'est un caractère indépendant, fier, ombrageux, qui ne se laisse pas influencer. Son physique n'annonce point tant de qualités, rares et profondes. Il est grand et gros à souhait, charpenté à la façon de ces grands-ducs de Russie qui semblent appartenir à une autre humanité. Vieux garçon, il a peu de soins de sa personne et il prend pension à un petit hôtel où il paie double part, car il est atteint de boulimie et absorbe des portions formidables. Par surcroît, il est fort gourmand. A quelque dîner d'enquête où magistrats, avocats et avoués font assaut d'appétit et d'esprit

ensemble, il sortit à la fin du repas déjà trop copieux un pâté qu'il avait apporté et oublié. « On en peut manger pendant vingt minutes, déclara-t-il. J'ai calculé. » Comme on était au dessert, tous les convives refusèrent sa proposition. Il installa devant lui l'objet, sortit sa montre, opéra sous nos yeux pendant le temps prescrit et n'en fut point incommodé. Ses exploits gastronomiques lui ont ainsi composé une légende. Mais cette légende n'est pas agressive. A force d'équité et de clairvoyance, il a conquis au Palais une autorité exceptionnelle. On le respecte, on le considère, et dès qu'une affaire s'entortille, on le prie de la tirer au clair.

Quand j'eus traité avec lui en quelques mots la question qui était censée motiver ma visite, lui aussi, comme maître Arbonel, me parla le premier de ce secret du Guiers-mort qui, décidément, agitait le Palais :

— Oh ! me dit-il, je pourrais clore l'instruction. L'accusée avoue. Elle avoue tout. Elle avoue trop.

— On n'avoue jamais trop.

— Si, quand on veut sauver quelqu'un.

— Mais qui ?

— Son amant. Cette Monique Desclaux fait pitié, même à un juge. C'est à un ami que je parle, n'est-ce pas ? Je ne suis pas sûr qu'elle ait commis son crime toute seule. Je ne suis même pas sûr qu'elle l'ait commis, tant elle s'en accuse avec rage.

— Que voulez-vous dire ?

— Que nous sommes en présence d'une passion unique, ou d'un cas de folie. C'est peut-être du même ordre. Voici une jeune fille que tous les témoins s'accordent à nous représenter comme dévouée, bonne, pieuse, généreuse au point de se dépouiller pour sa famille. Sa réputation est excellente. Personne ne lui a connu d'amant. Personne ne la soupçonnait d'une intrigue. Personne n'a su qu'elle était enceinte. Et tout Grenoble apprend avec stupéfaction qu'elle s'est rendue coupable d'un infanticide.

— Elle est peut-être folle. Il y a des imaginations dévoyées. Les chastetés tardives produisent parfois de ces cas étranges. Elle a pu construire tout un roman et finir par croire à sa réalité.

— J'y ai pensé. Mais le ménage paysan de Saint-Pierre-de-

Chartreuse qui l'a dénoncée à tout hasard l'a parfaitement reconnue. Elle lui avait confié son enfant après la naissance. J'ai retrouvé le lieu de l'accouchement clandestin, Chapareillan, aux confins de la Savoie. Tôt ou tard, demain ou après-demain, les journaux le publieront. J'ai tout retrouvé, sauf le nom du séducteur.

— Elle s'est peut-être donnée une fois unique, à un inconnu, dans ce désarroi de l'être, dans cette aberration de l'esprit qui sont, à certaines heures désenchantées et déprimées, la rançon des volontés trop tendues et des privations trop cruelles. C'est à la fois affreux et pitoyable.

— J'y ai pensé aussi. Mais je n'y crois pas. Il y a, chez cette jeune fille, une expression d'extase quand elle notifie sa volonté de silence, quand elle refuse de répondre à mes questions, à quoi l'on ne peut se méprendre. Elle se sacrifie, et elle se sacrifie dans une frénésie amoureuse, avec une sorte de volupté. Elle croise les bras sur la poitrine comme pour me braver et comme pour affirmer la garde de son secret. A certains moments, je dois cacher mon émotion. Car elle m'émeut. Et il en faut, n'est-ce pas, pour émouvoir un vieux et formidable bonhomme comme moi ?

Il riait en me confessant son trouble. Et, en effet, quel contraste entre l'énorme charpente qui semblait le protéger contre toutes les influences du dehors et le cerveau lucide, la sensibilité délicate que cette enveloppe considérable recouvrait !

— Je regrette, ajouta-t-il, que vous ne soyez pas son avocat. M^r Arbonel en est tombé amoureux, comme de toutes ses clientes d'ailleurs. Et cela le paralyse. Sauf à l'audience, je l'espère.

— Il la fera acquitter.

— Ce n'est pas si sûr. Les jurés ne goûtent pas le sacrifice. Parlez-leur de braves accusés se renvoyant la balle à qui mieux mieux, niant, niant encore, niant toujours, ou bien invoquant la fatalité, comme la Belle Hélène, ou déclinant toute responsabilité aux dépens d'autrui. Mais un tel amour, coupable et généreux ensemble, non, cela, vraiment, les dépasse trop. Ils ne comprendront pas et, ne comprenant pas, ils condamneront. Ce qui sauverait peut-être la pauvre fille...

Le juge n'acheva pas, comme s'il suivait un songe intérieur.

— Ce qui la sauverait ? répétais-je sous forme interrogative.

— Eh bien ! ce serait la folie. Elle n'en peut plus. La tension nerveuse où elle vit l'épuise. Je l'ai autorisée à voir sa mère et sa sœur. Elle a refusé de les recevoir, pour ne pas se laisser attendrir. Celles-ci l'auraient suppliée de donner le nom de l'amant, et sans doute du complice. Je comptais sur cette entrevue, sur le rappel de cette famille honorable dont elle compromet, dont elle supprime le bon renom. Elle s'y est dérobée. Et cependant je suis allé sur les lieux, qu'elle n'a pas l'air de bien connaître, et qu'elle s'efforce pourtant de reconnaître. J'y retournerai sans doute avec elle ; là, peut-être, elle se laissera vaincre. Elle ne me paraît pas capable de s'être penchée sur le torrent avec son paquet vivant dans les bras. Il y faut une force, une agilité d'homme. Enfin, je crois avoir découvert l'endroit de ses rendez-vous, un village aux environs de Grenoble, où elle donnait périodiquement des leçons. Peut-être finirai-je par percer le mystère.

— A quoi cela vous avancera-t-il ?

— A citer un témoin que je pourrais embarrasser.

Je savais tout ce qu'il m'était nécessaire de savoir et me hâtai de changer de sujet. Mais le magistrat, regardant l'horloge, y revint tout naturellement :

— Onze heures. M^{lle} Desclaux va m'être amenée. Voulez-vous la voir entrer ?

Il me le proposait, lui aussi : comment ne serais-je pas resté ?

— Ce n'est pas un spectacle que je vous offre, rectifia-t-il. Mais vous aimez à déchiffrer les énigmes. Et ce visage en est une.

M^e Arbonel entra dans le cabinet du juge d'instruction avant que sa cliente y fût introduite :

— Ah ! me dit-il, je vous retrouve. N'est-ce pas, monsieur le juge, qu'il lui faut absolument voir M^{lle} Desclaux ?

Du moment qu'ils s'accordaient si bien pour me faire les honneurs de l'accusée, je n'avais qu'à me soumettre. Elle n'était pourtant pas un objet de curiosité et j'avais quelque honte de ma soumission. Un objet de curiosité : elle l'était déjà pour la foule qui s'amassait aux abords du Palais de Justice, afin de la voir descendre de voiture. L'ancienne prison, place Saint-André, attenait presque au cabinet du juge, tandis que la

nouvelle, au bout du quartier Saint-Joseph, impose un long parcours aux accusés dont la méchanceté publique guette la sortie et l'arrivée.

Une minute ou deux plus tard, la pauvre fille entra, accompagnée par les gendarmes. L'avocat et le magistrat avaient tous deux raison : elle méritait d'être vue. Les criminels, tantôt sont effondrés sous le poids de la honte et dans la peur de la justice, et tantôt poitrinent et font la roue. Bien peu jouent au naturel leur triste rôle. Ils sont lâches ou vaniteux. Rarement ils se contentent d'être des malheureux ou des coupables, ou d'être ensemble des coupables et des malheureux. Ce qui frappait tout d'abord chez cette Monique Desclaux, c'était sa parfaite simplicité. Elle ne cherchait à attirer ni la sympathie, ni la pitié. Elle s'offrait à la justice comme si elle reconnaissait son pouvoir, comme si elle s'inclinait devant elle, comme si elle acceptait d'avance une peine méritée. Cela se discernait aisément à la façon dont elle prit place en face de M. Bernin : elle ne tremblait pas, elle ne manifestait pas de crainte, mais elle montrait sa déférence envers un homme dont elle reconnaissait le juste pouvoir.

Elle n'était pas précisément jolie, et même elle aurait pu dans le monde passer inaperçue. Mais quand on avait commencé de la regarder, on ne cessait plus de s'intéresser à son visage et à sa personne. La prison n'est guère favorable aux soins de toilette : elle ne permet ni la tricherie de l'âge, ni celle du teint. L'accusée pouvait avoir une trentaine d'années : avec un peu de poudre et de fard, et une expression moins douloureuse, elle en aurait paru cinq ou six de moins. Moyenne de taille, la peau très blanche, assez bien faite, mais un peu courbée et la poitrine rentrée, par suite du travail penché sur un bureau, elle retenait l'attention par le visage et par les mains. Des mains fines, nerveuses, aux doigts longs, comme en ont les portraits de femmes de l'école lombarde que j'ai vus dans mes voyages en Italie, des mains toutes vivantes, qui révélaient une extraordinaire sensibilité. Un visage petit, étroit, bien porté sur le cou mince comme une fleur à peine plus longue que la tige, avec une bouche aux coins tombants, un nez un peu large, de grands yeux veloutés, brumeux, mouillés, dont le regard était embué et mélancolique. Et un lourd casque de cheveux châtain clair.

Elle ne me vit même pas. Elle répondit à peine au salut empressé de son avocat et à l'accueil distant, mais courtois du juge. Elle vivait en dedans, concentrée d'avance sur des réponses qui ne laisseraient pas de prise à l'équivoque. C'était cette concentration que j'avais déjà remarquée chez les femmes obsédées, soumises à une seule idée, incapables de s'en écarter, et déjà prêtes en effet pour la névrose. Le juge ne se trompait guère, qui parlait d'un examen médical. Elle ne trahirait pas son amant. M. et M^{me} de Varce pouvaient être rassurés. Mais avaient-ils le droit de ne pas la secourir, de la laisser seule en face d'une accusation qui ne rencontrait pas l'auteur principal ? Une telle lâcheté était-elle possible ? Cependant, une autre solution pouvait encore intervenir, qui arrangerait toutes choses. Je me penchai vers M. Bernin et lui glissai à voix basse :

— Est-elle responsable ?

Il esquissa un geste de doute. N'avais-je pas dépassé mes droits en posant cette seule question qui contenait une insinuation, une indication tout au moins ? Je m'éloignai aussitôt non sans quelque remords, après avoir une fois encore pris l'empreinte de ce masque contracté et tragique. Maître Arbonel m'accompagna jusqu'au seuil du cabinet.

— Vous la sauverez, lui dis-je en lui serrant la main.

Mais n'était-ce pas à mon client, à Aynard de Varce, le vrai coupable, ou le plus coupable, qu'il appartenait de la sauver sans retard ?

AYNARD DE VARCE

Le château d'Arnay est une vieille bâtisse du moyen âge refaite au temps du connétable de Lesdiguières qui plus d'une fois le prit pour dernier gîte d'étape en rentrant à Grenoble après avoir guerroyé contre les ducs de Savoie. Il est construit de pièces et de morceaux de styles différents, avec une partie moderne où le dernier marquis a mis le chauffage central et qu'il a percée de larges baies. Extérieurement, c'est un amas de bâtiments et de tours autour d'une cour intérieure où l'on pénètre par une poterne. Il ne manque pas de pittoresque ni de grandeur, avec ses architectures superposées et la marque d'époques successives.

Mais il faut en être rapproché pour se rendre compte de ses dimensions. Car il représentait une défense plutôt du côté de l'Isère dont il est distant de quinze cents mètres que du côté de la montagne, rempart naturel. On traverse tout le village allongé de la Terrasse pour le trouver à sa droite sur la route de Chambéry, on prend la petite place de l'église qui n'était tout d'abord qu'une chapelle dans sa dépendance et qui a été utilisée plus tard pour la paroisse. Un mur d'enceinte, d'où retombent des grappes mauves de glycine, le protège. Une allée de tilleuls y conduit, qui s'arrête pour laisser place à un bassin.

Au lieu de louer à Grenoble une voiture qui m'eût fait remarquer, je me contentai de monter dans le tramway de Chapareillan et de descendre à la station de la Terrasse. De là j'achevai lentement la route à pied, — quelques minutes à peine, — non sans m'arrêter fréquemment pour contempler le paysage du fleuve et des montagnes de Belledonne et des Sept-Laux que cette belle journée de juin caressait. Un rideau de peupliers aux verdure fraîches tremblait au vent et chantait. Je connaissais le château, pour y être venu déjà tant de fois. Mais ce voyage ne ressemblait à aucun autre. Les procès que j'avais plaidés pour le tenace et violent marquis d'Arnay, n'engageaient que des questions de propriété et de voisinage, de chasse, de pêche, de braconnage, ou de servitudes. Tandis qu'il s'agissait maintenant d'un crime et j'allais voir un assassin, ou tout au moins un meurtrier, à supposer que l'infanticide n'eût pas été prémédité. Moi-même, je me sentais la conscience troublée. Quel conseil donnerais-je à mon client? Commettrait-il la lâcheté de se dérober et d'abandonner sa complice à la justice sans venir prendre sa place à côté d'elle? D'autre part, avais-je le droit de lui cacher l'attitude de celle-ci, qui n'accepterait jamais de le dénoncer et qui se murait dans sa volonté d'acceptation et d'expiation? Cette attitude, que l'avocat et le juge m'avaient permis de surprendre, — sans savoir que je pouvais être un jour ou l'autre intéressé à l'affaire, — m'appartenait-il de la révéler? Je pesais ces questions, tout en marchant et ne voyais pas clair dans la décision à prendre. Mais pourquoi empiéter sur un domaine qui n'était pas le mien? Il n'appartient pas à l'avocat de choisir pour son client la voie où celui-ci doit s'engager. Au client de résoudre le problème. A chacun ses responsabilités. Le rôle de

l'avocat n'est pas d'égarer la justice, mais d'aider l'accusé de son mieux et de l'entourer de toutes les garanties de la défense.

Tout en ruminant ces pensées, j'arrivai à la poterne. Dès que je l'eus franchie, je fus accueilli par un chœur d'aboiements aux timbres différents. C'était le chenil dont s'enorgueillissait le marquis d'Arnay. Certes, il avait renoncé pour les chasses de Chartreuse à ces magnifiques chiens de Saintonge qui lancent le cerf dans les forêts de Chantilly ou de Compiègne et font à la poursuite un carillon de cloches qui retentissent dans les bois comme sous des voûtes d'église. Notre gibier du Dauphiné réclame des qualités moins brillantes et d'autres aptitudes. Ces chiens trop hauts de taille se déchirent et se blessent aux rochers et aux ronces, tandis que de modestes griffons, sous robe fauve, noir et feu, bâtards du Nivernais, de Vendée ou d'Anjou, ou, mieux encore, ces chiens courants dont la race est originaire de Franche-Comté ou même d'Allemagne, fauves ou noir et feu, d'un demi-mètre à l'épaule, d'une poitrine étroite, mais puissante, qui soutient l'haleine, dont la tête se termine par un museau étroit et dont le pied est excellent, mènent le chamois sans arrêt et rattrapent en résistance ce qui manque à leur voix moins déployée et à la perfection de leurs formes. Je m'approchai de leur palais. Mais leur vacarme redoubla. Ils ne me reconnaissaient pas et cependant que de fois j'avais entendu leur concert aux notes disparates dans le massif de la Grande Chartreuse sur la voie saignante d'un lièvre, d'un chamois, ou même d'un sanglier! En vain je les appelai, et quelques-uns d'entre eux par leurs noms : Taïaut, Brifaut, Faraud. Ils attendaient avec impatience le temps de la chasse et trompaient l'attente avec cette musique.

Une écurie de courses, un beau chenil, rien ne signifie mieux, aujourd'hui encore, la puissance seigneuriale. Le cheval et le chien sont les derniers vassaux. Ils veulent obéir à qui sait commander. Ils distinguent le chef. Or, il y avait un tel contraste entre l'ensemble de ce château taillé dans l'étoffe des siècles et la mission dont j'étais chargé et qui risquait d'anéantir toute l'œuvre du passé, de jeter bas une des races les plus fières de notre Dauphiné, et des plus réputées dans ses fastes militaires, — que j'hésitai à m'annoncer et prolongeai mon colloque avec la meute.

Certes, les châteaux s'en vont en ruines, les parcs se

lotissent et les races s'abâtardissent. Notre temps égalitaire supporte mal les signes de domination. Il substitue le culte individuel à celui de l'honneur. On tient encore aux titres et l'on ne tient plus au nom. Le snobisme a remplacé la tradition. Or, il faut croire à la tradition et à la durée pour être retenu dans ses actes par le respect du nom. Un esprit anarchique n'accepte plus de gêne. Du moins y a-t-on gagné de n'être plus atteint par le vice ou la sottise des collatéraux. La ligne directe est demeurée plus sensible. Et je me demandais comment réagirait le terrible marquis d'Arnay, s'il était mis au courant du crime de son gendre? Ne serait-il pas capable de l'étrangler de ses propres mains dans un accès de fureur?

Pour mieux donner le change, je demandai à la porte le marquis dont je savais l'absence.

— Monsieur le marquis est aux eaux d'Aix.

— Je croyais qu'il était rentré.

— Il est attendu d'un jour à l'autre.

D'un jour à l'autre, diable! M^{me} de Varce ne m'avait pas prévenu d'un retour aussi prochain. D'autant plus fallait-il se hâter de prendre une décision avant cette arrivée. De mon air le plus naturel, ainsi éconduit, je réclamai la comtesse de Varce et l'on me fit entrer. Elle-même devait jouer la même comédie, — et sans doute aussi vainement, mais nous nous croyons observés dès que nous traversons des circonstances particulières, — car elle ne se pressa point de me rejoindre au salon et, dès qu'elle m'y eut rejoint, elle se précipita sur moi et d'une voix basse me réclama des nouvelles en deux mots qui trahissaient son anxiété :

— Rien encore?

— Non, madame, rien encore.

Je la mis au courant de mes démarches. L'accusée n'avait pas trahi le tragique secret. Elle continuait de se taire. Elle se barricadait dans son silence, ou donnait des réponses évasives et imprécises sur les circonstances du crime, nettes et claires sur sa culpabilité. En vain le juge d'instruction essayait-il soit d'obtenir d'elle d'autres aveux, soit de la mettre en contradiction avec elle-même. C'était une lutte extraordinaire dont il ne sortirait pas vainqueur. Pour moi, il n'obtiendrait rien. Elle ne livrerait pas son complice.

Pourquoi ai-je parlé ainsi à M^{me} de Varce, sans lui rien

celer? Je savais d'avance ce qu'elle me répondrait. En effet, dès que j'eus terminé mon récit, elle me regarda bien en face et me demanda :

— Vous l'avez vue?

— Elle? Oui.

— Comment est-elle?

— Mais... elle est singulière. Je la plains et malgré sa faute et sa part dans le crime, je ne suis pas sans éprouver pour elle une grande pitié.

— Elle vous attire, quoi! Vous ne m'avez pas répondu : comment est-elle?

Je lui fis son portrait, m'arrêtant surtout aux yeux humides, aux yeux d'hallucinée, et je dus la peindre avec une certaine chaleur, car M^{me} de Varce m'arrêta.

— Oui, conclut-elle, il a dû l'aimer.

H: son mari. Elle était donc jalouse, elle qui, la veille même de son mariage, me paraissait si détachée de M. de Varce et ne songeait qu'à la garde de son père pour l'empêcher de se mésallier. Les cœurs de femmes sont toujours un peu ténébreux. Ou bien le mariage crée une association de vie, une communauté d'intérêts, — surtout après la naissance d'un enfant, — qui l'assimile à l'amour dès qu'il s'agit de le défendre contre une intruse passée, présente ou future. Et même elle ajouta, presque naïvement, avec ce mépris des subalternes qui m'a toujours choqué :

— Une institutrice! Je croyais que c'était une passade, comme avec une femme de chambre.

Mais ce mépris dissimulait mal une jalousie plus féroce que je ne m'y serais attendu. Jalousie qui allait produire sur elle le même effet que sur moi la compassion.

— *H* ne peut pas accepter ce silence, reprit-elle, toujours sans désigner par son nom M. de Varce. Car elle ne se taira pas jusqu'au bout. Elle attend son heure pour mieux le compromettre.

— Oh! non, madame, déclarai-je afin de l'éprouver, elle n'attend pas son heure. Son heure a dès longtemps sonné. Elle ne prononcera jamais le nom de votre mari, et M. de Varce, s'il le veut, peut demeurer à l'écart tranquillement. Il ne sera pas dénoncé.

— Mais comment pouvez-vous en être sûr? Comment le savez-vous?

— Parce qu'elle l'aime.

— Oh ! monsieur l'avocat ! Leur aventure était finie avant notre mariage, et mon mari est à ma dévotion.

— Elle en vivra toute sa vie. Il y a des cœurs qui ne s'ouvrent qu'une fois. Et même brisés, piétinés, écrasés, ils aiment encore.

— C'est elle qui l'a séduit.

— Je ne crois pas. Elle a dû être séduite elle-même par la timidité, la réserve que montrait alors M. de Varce dans ce milieu de femmes charmantes, mais un peu despotiques que sa mère et ses sœurs composaient.

Elle parut réfléchir en répétant :

— La timidité, la réserve...

N'était-ce pas cela pareillement, ces qualités négatives, qui l'avait attirée elle-même vers son fiancé, joli comme une fille, et déjà fuyant et sournois, ne livrant rien, ou si peu, de ses pensées, se contentant de plaire sans beaucoup de frais, et dont l'attrait n'était peut-être pas du meilleur aloi ? Et comme elle réfléchissait, je l'observai mieux. La fatigue, l'insomnie se lisaient sur ce visage qu'elles couperoient. Toute l'attitude était comme affaissée, vaincue, découragée. Et le regard aussi était chargé d'une tristesse qui devait confiner au désespoir. Elle me livra le fond de sa pensée :

— Il ne peut pas accepter ça.

Le disait-elle par haine de la rivale et afin de ne pas recevoir d'elle cette royale aumône que celle-ci leur jetterait en épargnant M. de Varce, ou par un sursaut d'équité ?

— N'êtes-vous pas de mon avis ? précisa-t-elle. Mais vous êtes avocat, vous ne voyez que la défense. Vous allez lui conseiller de ne pas bouger. C'est votre rôle.

Elle avait dit : *c'est votre rôle*, un peu comme elle avait jeté précédemment : *une institutrice*. Aussitôt, je me rebiffai contre l'injurieuse insinuation :

— Non, madame, ce n'est pas mon rôle. Vous vous trompez. M. de Varce choisira lui-même tout à l'heure son système de défense. Après qu'il l'aura choisi, et s'il choisit de se dénoncer et de se livrer à la justice, en souvenir de mes relations avec votre père et à cause de vous-même que j'ai connue tout enfant, et non par métier ni par goût, j'accepterai de l'assister. Voilà tout.

Elle comprit aussitôt qu'elle avait fait fausse route et me tendit la main avec une confiance et une amitié si complètes que j'en fus touché :

— Pardonnez-moi si je vous ai blessé. Ma vie est si affreuse depuis... depuis que je sais. Je n'aurais pas supposé, avant, que l'on pût accepter une pareille existence.

Elle murmura comme pour elle-même :

— Je n'ai pas changé de chambre. A cause de lui. Par pitié. Pour ne pas le condamner. Mais le sentir là!... Il n'ose plus toucher son fils, quand on le lui amène. Il a peur de l'autre. Il revoit l'autre. Je le devine, je le sens. Alors, c'est moi qui prends le petit Bruno et qui renvoie la nourrice en l'assurant que monsieur ne veut le recevoir que de mes mains. C'est une atmosphère presque intolérable que nous respirons ici. A sa place, je serais déjà partie pour Grenoble. Je me serais déjà livrée. Tandis qu'il hésite. Je ne sais pas ce qui se passe en lui. Nous ne parlons plus de ce qui nous tourmente, mais nos yeux, nos gestes, nos mains ne font qu'en parler. Ah! si vous nous voyiez ensemble, vous soupçonneriez tout de suite qu'il y a entre nous du sang et de la mort. La plupart des gens, par bonheur, n'ont pas appris à regarder. Alors, les secrets ne sont pas pénétrés et il ne se passe rien. Se peut-il qu'il ne se passe rien ici, après ce qui s'est passé là-bas, au Guiers-mort, et que je ne sais même pas exactement?

Elle se cacha le visage un instant et reprit, sans me donner le temps d'intervenir :

— Je vais aller le chercher. Je vous laisserai seul avec lui. Mais il vous demandera conseil. Que lui conseillerez-vous? Si vous lui dites que cette fille se taira, ne sera-t-il pas incliné à garder le silence, lui aussi?

— Le danger demeure, madame. J'exposerai à M. de Varce la situation exacte. L'accusée résiste à l'enquête du juge, c'est entendu. Mais le juge d'instruction a ses moyens d'investigation. Il est persuadé que la malheureuse n'a pas agi toute seule. Il lui cherche un complice. Il est peut-être sur la piste. Car il a déjà découvert l'accouchement clandestin de M^{lle} Desclaux à Chapareillan.

— A Chapareillan?

— Oui, tout près d'ici par conséquent. M. de Varce avait-il déjà cessé de la voir? Personne ne les a-t-il rencontrés ensemble?

Personne ne reconnaitra-t-il l'amant de l'accusée? Qui peut savoir?

— Et... où se rencontraient-ils?

— Vous me posez la question que le juge se pose.

— C'est juste. Où donc ai-je la tête? Je suis partagée, moi aussi. Tout de même, il est mon mari. Et puis il y a notre enfant, notre petit Bruno, notre innocent. Allons-nous être déshonorés? Ah! je suis tentée, parfois, de l'encourager à se taire, à se cacher. Je suis tentée de partir avec lui au loin, pour l'Italie, ou plus loin encore, pour l'Égypte. Là nous oublierions peut-être, et nous serions oubliés. Ne faut-il pas aussi que je pense à notre nom, à notre enfant? Je suis sa femme.

Elle répéta avec un sombre désespoir :

— Sa femme.

De toute ma vieille amitié pour cette Sylvie d'Arnay au joli nom forestier que j'avais connue tout enfant, et déjà tyrannisée par son père, je la plaignais. Avec sa belle taille d'amazone, sa force naturelle, sa fortune, sa haute situation de famille, elle avait toujours été une victime. Il y a ainsi des êtres sur qui le destin s'acharne.

Elle se leva brusquement :

— Je vous envoie Aynard. D'ailleurs, il doit vous attendre. Je lui avais annoncé votre visite pour cet après-midi. Quand vous aurez pris ensemble une décision, rappelez-moi. Vous n'aurez qu'à frapper à cette porte : je serai là. Mais je ne pourrai vous entendre : voyez ces murs. Il vous confiera sans doute des choses qu'il ne m'a pas dites, que je ne veux pas connaître, qui me seraient trop cruelles. Ne suis-je pas déjà au bout de mes forces et de ma patience?

Elle se retira. Certes, j'avais déjà rencontré, par profession, bien des criminels, et des pires. Les uns étaient des brutes féroces, les autres de pauvres diables, bien peu se réclamaient d'une psychologie compliquée. Mais cette fréquentation dont j'avais l'habitude ne me préparait nullement à l'entrevue présente. Je regardais autour de moi, dans ce salon d'attente, de magnifiques tapisseries des Flandres, épaves d'un passé historique, représentant des cortèges de fêtes et de batailles, et sur deux autres pans de muraille toute une galerie de portraits d'ancêtres pareille à celle qui autorise la grande scène d'*Hernani*,

et c'était dans ce cadre qu'allait me rejoindre un meurtrier protégé encore par l'amour qu'il avait inspiré et par sa propre lâcheté. Comment s'avancerait-il vers moi? Me recevrait-il en homme du monde, comme si j'étais en visite? Et d'abord me tendrait-il la main? La main est une partie de nous-même sacrifiée. La main d'un médecin touche toutes les tares, celle d'un avocat ne se refuse pas aux vices, mais aux crimes?

J'en étais là de mes réflexions quand M. de Varce, le comte de Varce, me rejoignit. Il me rejoignit avec un mince sourire sur les lèvres, un sourire presque impertinent, et ce faux air d'assurance que prennent volontiers les timides, mais il me proposa tout de suite de m'asseoir à côté de lui, comme s'il me rejoignait après m'avoir déjà vu, supprimant ainsi les formules de politesse et la difficile poignée de mains. Était-ce naturel ou combiné? Je retrouvais le joli homme, un peu trop féminisé à mon goût, que tout le monde grenoblois avait admiré le jour du mariage, — admiré non sans quelque dédain pour ce marié qui usurpait la grâce de la mariée à qui était départie la force, — et qui m'écartait déjà par ce quelque chose de fuyant dont la vie m'a appris à me méfier d'une façon toute particulière. De taille moyenne, mais bien prise, un de ces visages réguliers au nez droit et effilé, à l'ovale allongé, avec une petite bouche, il refusait son regard, — et c'est toujours le regard que je cherche dans une physionomie pour connaître un caractère, — et il le refusait comme un cheval se dérobe devant l'obstacle, au dernier moment. On croit le saisir, et ce regard est déjà loin. Il ne permet pas qu'on le surprenne. Il s'échappe ou s'efface. J'ai horreur de cette fuite. Elle communique à la figure la plus agréable un air sournois. Le dicton populaire employé pour désigner ces visages hypocrites, angéliques d'apparence, et si dangereux : *On lui donnerait le bon Dieu sans confession*, a dû être inspiré par quelque beau jeune homme d'autrefois à qui un Aynard de Varce a emprunté la ressemblance.

Qu'il eût séduit successivement M^{lle} Monique Desclaux et M^{lle} Sylvie d'Arnay, l'une pour en faire sa maîtresse de quelques mois et l'autre sa femme, rien de plus explicable. Les femmes sont d'autant plus attirées par ces êtres-là qu'elles les croient faibles comme elles, — comme la plupart d'entre elles, car il est des femmes si redoutables! — et comme elles délicats et tendres. Quelle désillusion les guette quand elles les décou-

vrent dans leur vérité, souples, rampants et faux! Mais pourquoi me presser de déchiffrer les traits de M. de Varce avant de l'avoir entendu? Avec moi, il ne pourrait pas jouer au plus fin. Avec moi, il ne pourrait pas se dérober. J'allais le contraindre, — chose difficile et pour lui peu fréquente, — à me livrer la vérité.

Cependant il se taisait, souriant toujours d'un sourire figé, refroidi, glacial et sans doute ne sachant comment engager la conversation. Il était de mon devoir de lui faciliter les aveux.

— Personne ne peut nous entendre? demandai-je.

— Non, personne. Vous pouvez parler.

Vous pouvez parler : comme si c'était moi le criminel! Il me mettait à l'aise! Un peu suffoqué par cet aplomb inattendu, je me proposai une revanche immédiate. Mais j'étais trop sûr d'avoir bientôt le pauvre homme, ou plutôt le misérable à ma merci, pour me presser.

— Est-ce à moi? lui dis-je presque doucement.

— Cela vaut mieux, implora-t-il, — car cette fois il m'implora. — Je saurai ce que vous savez déjà, et ensuite je compléterai. Et puis, n'est-ce pas, il faut m'aider.

En effet, j'étais venu pour l'aider. Il me le rappelait à l'heure utile. Je lui racontai la visite de M^{me} de Varce, en le fixant directement dans les yeux sans parvenir à y plonger mon regard. Impassible, il m'écoutait et je ne pouvais deviner ses pensées.

— La pauvre femme! murmura-t-il, lorsque je me tus. Quel calvaire pour elle!

— Oui, repris-je, quel calvaire! Elle a surpris votre secret, votre affreux secret. Mais il y a une autre personne.

Cette fois, il me regarda, l'espace d'un dixième de seconde, et dans cette rapide apparition je pus surprendre l'étonnement. Il ne songeait qu'à sa femme. Il avait oublié sa maîtresse, cette malheureuse accusée que tenait la justice et qui le recouvrait lui-même de la protection de son silence, de la protection de son amour.

— Oui, ajoutai-je et cette fois brutalement, M^{me} Monique Desclaux que vous avez rendue mère, que vous avez abandonnée et dont vous avez supprimé l'enfant, votre enfant.

— Oh! mon enfant!

Et il eut un demi-rire équivoque qui m'exaspéra.

— Voyons, repris-je en me forçant au sang-froid, nous sommes ici pour parler utilement. J'ai vu dans le cabinet du juge d'instruction votre ancienne maîtresse. La conviction du magistrat est faite à son endroit. Cette conviction est d'ailleurs appuyée sur une enquête minutieuse. M^{lle} Monique Desclaux était une honnête fille qui gagnait la vie de sa famille. Il a été impossible de lui découvrir une liaison. Or, on cache une passion, on ne cache pas de mauvaises mœurs, ou du moins pas longtemps. Vous avez été vraisemblablement son unique amant. Mais vous devez le savoir.

Il eut un geste évasif. Rien n'est malaisé d'ailleurs comme de dialoguer avec quelqu'un sans pouvoir jamais lire dans ses yeux. Je continuai :

— Nous sommes ici pour connaître la vérité. J'ai accepté de vous défendre, je ne le puis efficacement que si je suis informé. Tout à l'heure vous prendrez votre décision : vous dénoncer ou vous taire. Pour le moment, nous en sommes à un interrogatoire indispensable. M^{lle} Monique Desclaux, seule accusée jusqu'ici, vous donne la preuve de son unique amour en ne vous nommant pas.

— Elle attend.

— Non, je l'ai vue, je l'ai regardée, elle, et je suis certain qu'elle ne vous trahira pas.

J'obtins encore une lueur des yeux, aussitôt disparue.

— Elle ne me nommera pas ?

— Jamais.

Comment ne remarquait-il pas que je le soumettais à une épreuve, l'épreuve de mon mépris ? Il eut, cette fois encore, un vague sourire triste et murmura avec un singulier attendrissement :

— Alors elle me sauve, la pauvre petite.

Je l'attendais là. Il pouvait me cacher son regard, il me livrait sa conscience. Joseph de Maistre a beau dire que celle d'un honnête homme est assez vilaine. Il y a tout de même une singulière différence entre les réactions d'un honnête homme et celles d'un coquin. Et dans le crime comme dans le vice les nuances sont innombrables qui séparent les misérables des malheureux. Seule, une psychologie rudimentaire confond le tout dans le même sac.

— Qu'allez-vous faire ? demandai-je alors brusquement.

— Mais...

Il hésita, je dois le dire. Il hésita même quelques secondes. Puis il me lança, pour solliciter ma complicité :

— Ne me conseillez-vous pas le silence ? Puisqu'elle veut me sauver.

— Et vous accepteriez son sacrifice ?

Il biaisait, afin que sa réponse n'apparût pas trop répugnante :

— Oh ! pas à cause de moi, monsieur l'avocat, à cause de ma femme et de mon enfant.

— Mais elle ? Pouvez-vous la laisser risquer sa vie pour vous ? Car elle peut être condamnée à mort, le savez-vous ?

— A mort ? je ne crois pas. Les filles-mères, on les acquitte toujours. Et l'on pourra d'autant plus charger le séducteur qu'il ne sera pas là. Elle a, paraît-il, un excellent avocat.

Il avait trouvé ça dans ses méditations sur son crime ! Dans mon dégoût, je me plus avec quelque cruauté à le tourmenter :

— Oui, Maître Arbonel. En l'espèce, cela ne suffit pas à lui garantir l'acquittement. Il ne s'agit pas d'un infanticide comme il y en a malheureusement de temps à autre, accompli dans le désespoir de l'abandon et de la honte. Il s'agit du meurtre d'un enfant d'un an. Cet enfant, il a fallu l'emmener au bord du torrent, l'attacher à une pierre, le précipiter. Chacun de ces actes est épouvantable. Chacun d'eux est une préméditation. Qui, de vous deux, les a accomplis ?

— Oh ! protesta-t-il, cela ne s'est pas passé ainsi.

Et il détourna la tête, comme s'il ne pouvait se remettre lui-même en face de toute cette horreur. Et pourtant ne fallait-il pas le contraindre à parler, surtout s'il y avait des circonstances atténuantes, toujours possibles ?

— Enfin, quel est le plus coupable ? Et si c'est vous, laisserez-vous l'autre porter toute seule le poids de la faute, et le porter par amour pour vous ? Répondez, monsieur. Répondez-moi donc. Vous êtes protégé par le secret professionnel. Je suis, pour vous écouter, pareil à un confesseur. Mais si je dois vous défendre, il faut que je sache tout.

Son regard se déroba toujours et il m'était impossible de surprendre ce qui se passait dans son esprit. Je n'aurais pas d'ailleurs imaginé sa réponse :

— A quoi bon tout savoir, puisque tout doit rester caché? Je n'aurai pas besoin d'avocat. Je vous remercie, monsieur.

Et il se leva pour me reconduire. J'avoue que, sur le moment, je fus déconcerté. N'avais-je pas dépassé mon rôle et ne m'étais-je pas érigé à tort en justicier, quand je représentais l'aide et l'assistance du défenseur?

— C'est votre droit, monsieur, dis-je alors. Et je n'ai plus qu'à me retirer en effet. Je dois simplement vous faire observer que le silence de M^{me} Desclaux n'empêche pas le juge de rechercher une complicité dont il demeure persuadé. Il a déjà découvert la retraite de Chapareillan à quoi les journaux ont fait allusion. Il cherche du côté des familles où l'accusée comptait des élèves.

— Ah ! laissa-t-il échapper.

Nous fîmes quelques pas vers la porte. Puis, brusquement, il m'arrêta, me saisit le poignet pour me retenir, le lâcha aussitôt comme s'il avait fait un geste répréhensible ou inconvenant, et me livra enfin ce fond humain dont je n'avais pas su provoquer le remous et qu'il est de notre devoir professionnel de connaître, car c'est en lui que nous découvrons généralement le meilleur aspect de la défense, l'explication des plus ténébreux mobiles :

— Oui, vous me condamnez, vous aussi, je le vois bien, comme ma femme. C'est vrai, j'ai commis un acte effroyable. Mais pas celui que vous supposez. Je devrais aller me constituer prisonnier afin de dire la vérité, d'expier ma faute, de sauver ma pauvre complice. Je le devrais, et je ne le puis pas. Tout cela se tient. Il faudrait me confesser complètement. Alors peut-être vous me comprendriez. Je pensais avoir le courage de l'entreprendre devant vous, et vous m'avez rebuté.

— J'ai eu tort, je m'en rends compte. Je me suis montré avec vous trop dur et trop cassant.

— Oui, vous aviez honte de votre client.

Il ricana de nouveau, mais c'était un rire dont tout le mépris refluaient en dedans. Et il continua :

— Pourtant, si je suis coupable, il y a des explications.

— Donnez-les moi. Je ne vous interromprai dorénavant que pour vous aider.

— J'avais été un jeune homme très sage, très gardé. Trop bien gardé. Ma mère n'avait qu'une idée, m'empêcher de voir

des femmes. Je crois que mon père en avait trop vu. Elle avait cette phobie. Elle me couvait. Elle invitait mes sœurs à en faire autant. J'étais toujours accompagné d'un valet de chambre pour aller en ville, pour aller aux cours, pendant mes années d'étudiant. Mon père avait mangé toute sa fortune, et au delà. J'étais dans la dépendance matérielle de ma mère qui ne peut se détacher de ses biens. Il n'est pas décent dans notre monde de gagner sa vie et d'ailleurs je n'avais pas beaucoup travaillé. C'est alors que M^{lle} Desclaux a été engagée pour l'éducation de ma plus jeune sœur, Clotilde, qui était plus délicate de santé que l'autre. Elle avait été engagée sur ses certificats de moralité. Et puis, elle approchait de la trentaine et j'avais vingt-cinq ans. Une femme, la femme venait me visiter à domicile. Je la désirai tout de suite, et tout de suite elle l'a deviné. Je m'arrangeais pour me trouver là à ses entrées et à ses sorties. A la campagne, elle est venue habiter avec nous quelques semaines. Elle avait fait ailleurs des séjours semblables. Un jour, comme elle se baissait sur la table de l'anti-chambre pour ramasser ses livres et ses cahiers épars, je l'ai embrassée sur la nuque violemment, brutalement, sans un mot. Elle s'est retournée, toute rouge, indignée. Je lui ai dit que je l'aimais. Que vouliez-vous que je dise ? Elle a changé de couleur. Elle m'a cru. C'est étonnant comme les femmes croient vite ces mots-là qu'on dit au hasard. Et puis je l'ai rejointe dans sa chambre la nuit. Il fallait marcher pieds nus, traverser la chambre de ma sœur Clotilde, redouter les planchers qui craquent dans les vieilles maisons, les réveils matinaux. Et puis elle est devenue enceinte. Je pensais que ce n'était pas vrai, ou bien que cela n'arriverait jamais. Comment une petite amourette de rien du tout pouvait-elle avoir des suites aussi graves ? Ce n'était pas possible. Elle a dû partir, prétexter une maladie, s'éloigner. Tout ce que j'avais d'argent en réserve, tout ce que j'ai pu grappiller ici ou là, chez des parents en leur empruntant, chez des marchands en vendant des gravures ou des livres, a passé dans la main du propriétaire de Chapa-reillan, de la sage-femme, de la nourrice, et par son intermédiaire à elle, car je ne voulais pas être connu. Elle-même donnait un faux nom. N'y avait-il pas l'Assistance publique pour en finir ? J'osai le lui conseiller. Et pendant ce temps ma mère me circonvenait pour me marier. Elle dressait des plans,

menait des battues pour me découvrir une héritière. Je fus présenté à M^{lle} d'Arnay. J'acceptais d'avance un mariage quelconque et pensais y trouver ma liberté, même la liberté de mettre en ordre la situation de ma maîtresse par le moyen d'une rente. Mais ce mariage-là, c'était pour moi une chose inouïe. Dès mon enfance, j'avais admiré le château d'Arnay, le marquis d'Arnay, ses chevaux, ses équipages, sa meute. Plus tard, je regardais de loin M^{lle} Sylvie, comme une sorte de divinité. Et cette divinité m'était offerte. Aussitôt je m'épris d'elle. C'est une singulière chose que l'amour, monsieur. Il vous détache de tout le reste du monde. Et j'ai sacrifié l'enfant naturel par amour pour ma femme et pour mon enfant légitime.

Il avait parlé si longtemps sans que j'intervienne une seule fois. Mais il laissait une lacune entre son mariage et le meurtre. Ne consentirait-il pas à la combler?

— Vous n'avez rien révélé de votre passé à votre fiancée?

— Je n'avais rien à lui révéler, monsieur, puisque ce passé était aboli.

— Aboli?

— Sans doute. J'avais oublié l'accouchée de Chapareillan. Elle n'existait plus pour moi. Elle se débarrasserait de son enfant, ou le garderait, à sa guise. Elle m'écrivit, je ne répondis pas. Elle dut apprendre mon mariage, car elle se tut. Je croyais l'affairé enterrée, quand elle reparut il y a quelques mois. Elle est venue, elle a osé venir jusqu'ici, dans la cour du château, avec l'enfant, pour me voir. Je ne l'ai pas reçue. Et de colère je l'ai poursuivie, rejointe sur la route : « Que me voulez-vous? — Je n'ai pas de quoi payer l'entretien du petit. — Ah! je ne veux plus être ainsi dérangé... » Ma femme pouvait apprendre cette histoire. Ma femme qui venait de mettre au monde Bruno. Ah! non, on ne pouvait mêler ces deux ménages, ces deux naissances. Ce serait la destruction de mon bonheur. J'avais peur de Sylvie, peur de son terrible père. Par peur, j'ai donné un rendez-vous à Monique Desclaux à la Chartreuse. Elle m'y rejoignit avec l'enfant qu'elle avait pris au village. Là, je l'ai conjurée de s'en débarrasser, de le déposer enfin à l'Assistance publique. Elle s'y est refusée. « Eh bien! je l'y porterai moi-même, et sans retard. » Et j'ai voulu le lui arracher des mains. L'enfant est tombé contre un rocher, je

l'ai laissé tomber. Je ne me souviens plus. Quand nous l'avons ramassé, il vivait à peine.

— Mais c'est presque un accident ! m'écriai-je dans une sorte de joie professionnelle que mes confrères reconnaîtront.

— Un accident ? répéta M. de Varce. Non, j'avais tiré si fort, comme si ce n'était pas une chose vivante. Ce n'était pas une chose vivante pour moi. Il n'y avait au monde qu'un enfant, le mien, Bruno. Ah ! c'est épouvantable ! Mais ce petit, je ne le connaissais pas, je ne l'ai pas regardé. Je ne connaissais que le mien, celui de Sylvie. Laissez-moi tranquille avec cette horreur !...

Et il agita les mains comme si les Erinnyes étaient là, vengeresses et implacables. Je ne savais pas tout encore :

— Le petit, n'est-ce pas, était mort quand vous l'avez porté au torrent ?

— Je l'ai porté mort au torrent. Monique ne voulait pas. Elle criait. Je l'ai fait taire. Il fallait bien que l'enfant disparût, mort ou vivant. Il ne fallait pas qu'on pût le retrouver. Pour elle aussi, comme pour moi.

— Mais alors, M^{lle} Desclaux n'est pas coupable ?

— Non.

— Ah ! c'est autre chose. Et par cela même, il y a des circonstances atténuantes. Il n'y a pas de meurtre volontaire. Un geste violent et maladroit peut encore s'expliquer.

— Celui-là aussi ?

— Peut-être. Qu'allez-vous faire ?

— Me taire, me taire, me taire, cria-t-il. Mon foyer doit être intact. Je ne veux pas que ma femme et mon fils soient déshonorés. C'est impossible.

La porte voisine, alors, s'ouvrit, et M^{me} de Varce courut à lui. Elle avait dû laisser cette porte entr'ouverte dans son désir de connaître le secret intégralement :

— Ah ! madame, lui criai-je, il n'est pas si coupable que nous le supposons.

— Mon pauvre petit, dit-elle en le prenant dans ses bras. Ce qui est impossible, c'est de laisser condamner une innocente. Si vous voulez, je dirai que j'étais votre complice, que je vous ai encouragé. On nous arrêtera tous les deux. Nous ne nous séparerons pas.

— Oh ! Sylvie ! protesta-t-il contre cet accès de générosité.

Mais comme elle était tournée du côté des fenêtres que nous avions fermées malgré la chaleur et que traversaient les aboiements des chiens, elle eut tout à coup un geste de terreur et se sépara de son mari :

— Mon père ! annonça-t-elle, mon père qui arrive !

— Mais le marquis ne sait rien, la rassurai-je en m'approchant.

En effet, le marquis d'Arnay descendait allègrement d'une voiture à deux chevaux devant le perron. Il n'y avait qu'à dissimuler notre émotion et à lui expliquer ma présence par le désir de le voir lui-même. Et cependant nous restions tous trois hésitants, comme si cette venue inopinée contenait quelque menace.

— Nous reprendrons cette conversation demain chez moi, dis-je à voix presque basse, tandis qu'on entendait le pas lourd du marquis dans l'escalier.

— Oui, conclut M^{me} de Varce : je confierai le petit Bruno à une amie, et nous irons ensemble nous constituer prisonniers après vous avoir vu. N'est-ce pas, Aynard ?

— Pas vous, déclara-t-il avec ce manque d'assurance qui était le signe de son caractère.

Et il ajouta entre ses dents :

— Et puis, à quoi bon ?

L'accord n'était donc pas complet quand M. d'Arnay fit son entrée qui devait suspendre tout le débat et le renvoyer à plus tard.

HENRY BORDEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

FOCH EN ITALIE

Rien n'est à ajouter à la gloire que s'est acquise ce grand capitaine en menant les armées alliées à la victoire. Il est toutefois un épisode mémorable de sa carrière sur lequel la France ne fut pas assez informée : sa participation aux opérations militaires par lesquelles, en 1917-1918, les armées italiennes rétablirent si brillamment leur front et préparèrent l'offensive de Vittorio Veneto. C'est à la décrire que je voudrais consacrer ces quelques pages.

C'était au lendemain de Caporetto. Les Empires centraux avaient déclenché une offensive formidable contre les lignes de nos alliés italiens, offensive à la fois militaire et politique dont l'ennemi escomptait l'effet décisif sur l'issue de la guerre. Les Empires centraux faisaient aussi grand fond sur l'effet moral qu'ils attendaient de cette opération ; en quoi ils se trompèrent une fois de plus, comme les événements le démontrèrent. La situation n'en paraissait pas moins très grave. Elle exigeait de la part des alliés français et britanniques des résolutions immédiates. Il n'y eut de leur part aucune hésitation. En quelques jours les divisions françaises, suivies quelque temps après par les renforts anglais, franchissaient les Alpes et venaient se ranger aux côtés de leurs camarades italiens. La communauté d'armes qui s'ensuivit fut un des plus beaux moments de la guerre. Jamais le cœur de la France et celui de l'Italie ne battirent plus à l'unisson.

Foch parut le premier au grand rendez-vous donné aux frères d'armes d'Italie. Il avait compris aussitôt la grandeur du danger. Sans perdre un instant, il avait pris ses dispositions pour y parer. Chez lui la pensée et l'action, servies par une

volonté indomptable, se confondaient. Quelques heures lui suffirent pour se concerter avec les Anglais sur une action commune au delà des Alpes. Au premier moment, j'avais moi-même apporté la dernière insistance à demander l'envoi de renforts français; mais je n'aurais pu concevoir que cet appel se réaliserait avec une aussi foudroyante rapidité. Foch avait lancé ses troupes à l'escalade de la frontière des Alpes. En pleine bataille occidentale, il n'avait pas hésité à soustraire du front français cinq divisions, plus tard portées à sept, pour les porter où le péril lui paraissait non moins grand. Nos soldats accouraient par toutes les voies, par chemin de fer, par camions, par les cols qu'ils traversaient à pied. Je me demande encore comment cela arriva; mais, fait à peine croyable, une armée française, encore frémissante des luttes sanglantes avec l'ennemi allemand, était à pied d'œuvre quatre jours plus tard sur le sol italien. Ai-je besoin d'ajouter que l'effet moral fut immense, que nos troupes furent accueillies par leurs compagnons d'armes et par la population avec un fraternel enthousiasme et que les combattants des deux pays communiquèrent dans la foi en la victoire?

Dans cette nouvelle tâche qui s'imposait à l'improviste à son génie, Foch n'apportait pas seulement des conceptions militaires. Sa sympathie pour les alliés italiens, sa générosité native, sa joie de leur venir en aide dans des temps difficiles y entraient pour une grande part. Il me faut ici faire un retour sur le passé pour indiquer comment il envisageait le rôle de l'Italie dans la grande guerre, auquel il attribuait une importance de premier ordre le jour où la paix serait troublée. De nombreuses années avant l'attaque allemande, j'avais eu l'occasion de m'en entretenir avec lui. Les accords franco-italiens de 1900 et 1902 lui apparaissaient comme une grande garantie en temps de paix, et comme un atout puissant, si nos adversaires nous contraignaient à tirer l'épée pour la défendre. A ses yeux, la neutralité italienne seule constituait un inappréciable et décisif avantage pour nos armes. Une fois proclamée, elle nous permettrait de dégarnir la frontière italienne et de porter plusieurs centaines de mille hommes sur le champ de bataille principal. En fait, c'est ce qui se produisit lors de la bataille de la Marne. Toutes nos troupes des confins alpestres arrivèrent largement à temps pour y combattre.

J'avais dit à Foch, comme à d'autres, que cette neutralité, garantie par des conventions formelles et secrètes, ne faisait aucun doute dans mon esprit; que mes prévisions allaient beaucoup plus loin et qu'elles envisageaient la possibilité, pour moi presque certaine, que l'Italie, entraînée par la force des choses et par le souci de sa grandeur nationale, serait amenée à combattre à nos côtés. Cette opinion était tenue par bien des compatriotes et des plus hauts placés pour imprudente et chimérique. Foch ne fut pas de ceux-là. Avec ce don de double vue, de divination qui était l'un des plus beaux attributs de son génie, l'entrée en guerre de nos voisins trans-alpins fut regardée par lui comme certaine. Elle prit place dès lors dans ses conceptions comme un des éléments les plus décisifs de la lutte et de la victoire. Et il eut plus tard l'occasion de mesurer ce qu'étaient les effets de l'intervention italienne, quand il vit le quartier général allemand retirer en hâte du front français des divisions pour secourir les armées autrichiennes prises entre la double attaque des Russes et des Italiens.

On conçoit, dans ces conditions, l'état d'âme de Foch lorsqu'il partit pour l'Italie. L'offensive des Austro-Allemands, si elle n'était nettement arrêtée, pouvait créer un danger fort grave et peut-être fatal, non seulement pour la Péninsule, mais pour les Alliés. Il importait d'aveugler au plus vite la brèche faite au front du Carso et de s'établir sur de fortes positions pour y préparer une grande contre-offensive. Foch trouva d'ailleurs au delà des Alpes un terrain parfaitement préparé. Les affaires étaient dirigées par deux hommes d'État éminents dont la résolution était au-dessus de toute épreuve, Sydney Sonnino et Orlando. De tels hommes étaient faits pour établir avec Foch une entente étroite et une communauté de vues. Cet accord heureusement réalisé, Foch partit pour Padoue, siège du quartier général italien. Je l'y suivis, et je ne me séparai pour ainsi dire plus de lui jusqu'à son retour en France. C'est alors que, en contact presque constant avec lui, je pus le voir opérer.

A cette époque, on laissait encore entendre qu'il était sérieusement atteint dans sa santé, que son moral s'en ressentait et qu'il n'était plus en état de renouveler les exploits par lesquels son nom était déjà fameux dans le monde entier. C'était en

vérité un singulier malade. Toujours vaillant et de belle et héroïque humeur, il mettait ses officiers d'ordonnance sur les dents par sa vigueur et son besoin d'activité. Que d'occasions n'eus-jé pas d'admirer le caractère, les dons diplomatiques, le courage indomptable, les ressources, l'optimisme contagieux de ce prodigieux entraîneur d'hommes ! C'était merveille de le voir agir, exalter tous les courages, conquérir tous les cœurs. Il tenait par ailleurs en particulière estime ses compagnons d'armes, les chefs des armées italiennes, les Cadorna, les Bado-glio, le duc d'Aoste, les Diaz, les Albrizzi, les Alfieri. Il faisait d'eux un grand état et savait ce qu'on pouvait attendre, pour assurer la victoire finale, d'hommes de guerre de cette trempe. Il mettait aussi très haut la valeur combative de la troupe italienne. Tous ces brillants éléments, unis aux renforts alliés, lui donnaient la certitude d'une prompte et éclatante revanche.

Tout considéré, il posait donc en principe et il soutenait énergiquement que l'affaire de Caporetto était un incident de guerre, rien de plus, et qu'il était relativement aisé d'y remédier. « L'Italie, disait-il, dispose de quatre armées. L'une, la deuxième, a fléchi. Il faut en ramener les éléments à l'arrière, la reconstituer pour la ramener plus tard au front. En attendant, trois armées, solidement constituées, restent sur le champ de bataille. C'est plus qu'il n'en faut pour arrêter l'ennemi et passer rapidement à une offensive résolue. La situation est sérieuse; en réalité, elle n'a rien d'alarmant. Chaque pouce de territoire doit être défendu opiniâtrément. On ne pourra tenir, je l'admets, sur le Tagliamento. N'importe, la ligne du Tagliamento doit être obstinément défendue. On arrivera ainsi, en combattant, jusqu'à la ligne de la Piave. C'est un front de 30 kilomètres. Je défie bien l'ennemi d'y forcer les armées italiennes. Même avec des forces supérieures, il ne pourrait passer. Cinq cents hommes ne peuvent passer par une porte, quand cinquante hommes en défendent l'accès. La Piave deviendra la base de la future offensive... Et surtout qu'on ne pense pas un instant à rétrograder jusqu'au Mincio. Il serait insensé de renoncer à une base très forte pour en chercher une moins avantageuse, de livrer une grande partie du territoire aux dévastations de l'adversaire. Surtout pas de Mincio ! » Ce mot de Mincio, prononcé à la française, devint une manière de leit-motiv du futur maréchal.

Telles étaient ses idées sur les opérations à entreprendre. Les événements prouvèrent la justesse de ses vues. Ils se développèrent selon ses prévisions pour aboutir à la grande offensive victorieuse de Vittorio Veneto et à l'écroulement des armées autrichiennes. En ce qui concernait l'activité des troupes françaises, Foch avait jugé sage de ne pas les séparer ni de les éparpiller le long du front sans utilité pour la cause commune. C'était, selon lui, la réserve des bons et des mauvais jours. Elles étaient maintenues, prêtes à marcher, dès que sonnerait l'heure de la bataille nouvelle. Elles y furent en effet, et au premier rang, sous le commandement de ce magnifique homme de guerre qui s'appelait le général Graziani.

Ayant accompli son œuvre, Foch revint avec moi à Rome. L'esprit qu'il y trouva le remplit d'espoir et d'allégresse. Il savait à quel point le moral d'une armée touche de près à celui du pays et de ceux qui le gouvernent. Ce moral était magnifique. L'Italie et ses gouvernants étaient résolus à la lutte à outrance. Ils aspiraient à la victoire prochaine à laquelle ils avaient déjà sacrifié des centaines de mille hommes. Foch put se dire avec orgueil (mais il n'était pas orgueilleux) qu'il n'y fut pas étranger.

Cependant les événements du front italien avaient provoqué une vive émotion dans les chancelleries et les états-majors alliés. Les gouvernements de l'Entente jugèrent nécessaire de se réunir d'urgence à Rapallo. A cette conférence tous les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères ainsi que les chefs des états-majors devaient participer. M. Barthou m'ayant demandé de l'y représenter, je partis avec le général Foch pour Rapallo. MM. Orlando et Sydney Sonnino, accompagnés du général Alfieri, ministre de la Guerre, et du général Porro, chef adjoint de l'état-major, nous y avaient précédés. Le soir même arrivèrent le président du Conseil, M. Painlevé et M. Franklin-Bouillon. Le même train avait amené le Premier anglais, M. Lloyd George, le maréchal Roberts, commandant en chef des armées britanniques, et le fameux général Wilson, ami personnel intime de Foch. Le général Weygand, de son côté, avait rejoint son illustre chef. Tous les chefs de la coalition étaient donc présents au grand complet.

M. Orlando, en prenant la présidence, et appuyé par M. Son-

nino, exposa en termes nets et précis les vues de son gouvernement et ce qui formait le but principal de la conférence. Son exposé produisit sur tous la plus favorable impression. Les ministres italiens, et ils n'étaient pas les seuls, se demandaient si les contingences de la guerre n'exigeraient pas une augmentation des troupes alliées de renfort. Le général Foch prit la parole pour appuyer ce point de vue par des arguments à la fois militaires et moraux. Il admettait d'ailleurs le jeu de navette, c'est-à-dire d'amener au besoin une partie des contingents alliés portés à douze divisions sur le front principal français et vice-versa. En supposant au surplus que les forces ennemies demeurassent numériquement supérieures, Foch n'en demeurait pas moins convaincu que les armées italiennes, en conjonction avec celles des Alliés, étaient en mesure de leur tenir tête et de les attaquer. Il contestait que la supériorité du nombre fût le facteur principal de la victoire. La supériorité numérique, disait-il, permet sans doute de résoudre bien des questions, mais non pas toutes. Dans les conjonctures que l'on examinait, la force des positions défensives était un facteur précieux dont on devait tenir grand compte. Dans la guerre actuelle, la supériorité numérique ne garantissait rien du tout. Sur une position aussi forte que celle de la Piave, on pouvait au besoin tenir, attaquer, même dans des conditions numériques inférieures.

Finalement, il fut décidé, selon l'avis de Foch, que les contingents alliés seraient portés à douze divisions. La conférence de Rapallo s'occupa encore de nombreuses et très importantes questions ayant trait à la poursuite de la guerre commune, notamment de la création du conseil militaire interallié de Versailles, et dont il n'y a pas à s'occuper ici. Les conférenciers se séparèrent fort satisfaits les uns des autres et remplis d'une mutuelle confiance.

Foch, lui, retourna à Padoue pour y terminer sa mission. Puis il passa la main à son ami Fayolle et rentra en France, porté par le destin vers la gloire suprême et l'immortalité.

CAMILLE BARRÈRE.

UNE SEMAINE AU CHATEAU DE SAINT-CLOUD

Juillet-Août 1870

UN AUMONIER DE L'IMPÉRATRICE

Les pages qui suivent se rattachent à la « petite histoire ». Plusieurs publications récentes, notamment les *Entretiens* parus dans la *Revue* sous la signature de M. Maurice Paléologue, ont ramené l'attention sur l'Impératrice Eugénie et concouru à fixer définitivement sa place dans les fastes de notre pays. Aussi, les notes que nous présentons au public nous ont-elles paru mériter d'être recueillies, en raison de leur intérêt documentaire. Il s'agit, d'un « Journal » en forme de lettres adressées, du château de Saint-Cloud, tout au début de la guerre de 1870, par l'abbé Puyol, chapelain de l'Empereur, à Mgr Foulon, alors évêque de Nancy.

Prélat éminent, et une des plus hautes et des plus attachantes figures de l'épiscopat français de la seconde moitié du XIX^e siècle, Mgr Foulon devait devenir archevêque de Besançon, puis de Lyon et enfin cardinal. Son talent et le libéralisme courtois dont il fit toujours preuve portèrent Renan, — qui, bien que séparé de l'Église, avait gardé pour lui la plus respectueuse estime, — à proposer sa candidature à l'Académie française.

Quant à l'auteur des lettres ici présentées, sa physionomie comme sa carrière, marquées de perspectives séduisantes, de traits imprévus, de contrastes piquants et de désillusions répétées, pourraient fournir matière à de savoureuses peintures.

Né le 9 mars 1835, à Bayonne, Pierre-Édouard Puyol fut ordonné prêtre le 29 mai 1858 à Aire (Landes), par l'évêque de

ce diocèse, Mgr Hiraboure, son oncle, dont il fut, pendant un an, le secrétaire particulier. Nommé chanoine honoraire en 1859, il était promu, le 1^{er} juillet de la même année, curé de Capbreton, alors modeste village maritime de pêcheurs. Il devait y rester trois années, au cours desquelles des circonstances assez singulières le signalèrent à l'attention de l'empereur Napoléon III, qui fit plusieurs séjours, avec l'Impératrice, sur l'élégante plage de Biarritz, voisine de Capbreton.

En fouillant les archives de sa commune, l'abbé Puyol en avait exhumé un projet ancien qui utilisait, pour la construction d'un port, le célèbre *Gouf*, vaste fosse de 10 kilomètres de long sur 4 de large, qui atteint parfois 380 mètres de profondeur, et marque, sur le littoral de l'Océan, à Capbreton même, ce qui fut, jusque dans la seconde moitié du xiv^e siècle, l'estuaire du capricieux Adour, qui a plusieurs fois changé d'embouchure au cours des âges.

L'Empereur, grand bâtisseur comme on sait, aimait les travaux de large envergure. Il fut vivement intéressé par l'exposé d'une conception, qui, réalisée, aurait permis l'aménagement, en un point important de cette côte, d'un abri sûr, où une flotte nombreuse eût pu tenir à l'aise.

Devenu, en 1862, supérieur du Collège de Dax, l'abbé Puyol avait été admis, le 27 septembre 1867, au nombre des savants Chapelains de Sainte-Geneviève. Par ailleurs, l'éloquence religieuse de l'abbé Puyol, l'attrait de sa parole, la distinction de son esprit et la séduction de sa personne n'avaient point échappé à l'Empereur. Aussi, en 1869, Mgr Darboy, archevêque de Paris et Grand Aumônier de Sa Majesté, le désigna-t-il au choix impérial pour l'un des quatre postes de Chapelain des Tuileries, fonction qu'il occupa jusqu'à la chute de l'Empire.

A la Cour, ce Gascon avisé sut vite se faire une place de choix auprès de l'Impératrice et des dames de son entourage, à ce point que, sous le ministère Émile Ollivier, il fut sur le point, à trente-cinq ans, d'être nommé évêque de Soissons. C'était fait ! Le décret allait être signé, et ce fut, — revers étrange, — le souverain lui-même qui, croyant servir la fortune de l'abbé Puyol, compromit sa carrière et lui valut sa première déception épiscopale. L'Empereur s'opposa à la nomination, en disant : « Nous avons mieux que cela pour lui. Nous en ferons un coadjuteur de Paris et nous le sacrerons aux Tuileries ! »

Ainsi, de par « le fait du Prince », l'abbé Puyol, qui avait, en quelque sorte, frôlé par anticipation le premier siège épiscopal de France, voyait, comme dans une sorte de mirage qui caractérisa toute sa vie, les honneurs le fuir une première fois, au moment où il pensait les atteindre.

Après la chute de l'Empire, le nouvel archevêque de Paris, Mgr Guibert, nomma en 1871, l'abbé Puyol premier aumônier du Collège Sainte-Barbe. L'emploi lui laissant des loisirs, il pouvait le cumuler, outre sa chapellenie de Sainte-Geneviève, avec les fonctions de professeur de dogme, à la Faculté de théologie, située à la Sorbonne, et qui faisait alors partie intégrante de l'Université. Lettré et savant, érudit consommé, orateur éloquent, le nouvel aumônier fut vite remarqué et apprécié à Sainte-Barbe. Chercheur infatigable, en dépit d'une pénible myopie, il publia, durant son séjour dans cette maison, plusieurs volumes de doctrine théologique et d'histoire, notamment : *Louis XIII et le Béarn (1872)*; *Edmond Richer, étude sur la rénovation du Gallicanisme au XVIII^e siècle (1876)*.

En 1881, l'abbé Puyol fut nommé supérieur des Etablissements de Saint-Louis des Français, à Rome, rattachés depuis trois siècles au ministère des Affaires étrangères.

Longtemps *persona grata* aux Affaires étrangères aussi bien qu'au Vatican, l'abbé Puyol désirait ardemment l'épiscopat. Après neuf ans de supérieurat, ses vœux semblaient devoir être comblés, lorsqu'à la suite d'un conflit entre l'évêque de Bayonne et plusieurs curés des Basses-Pyrénées, trop activement mêlés à la politique, et en faveur de qui l'abbé était intervenu à Rome, il fut révoqué par le gouvernement français à la fin de 1890. L'abbé Puyol rentra en France où il remplit les fonctions de vicaire général du diocèse de Beauvais, puis de Rouen. Il mourut en 1904.

En la personne de l'abbé Puyol s'unissaient, à un remarquable degré, la distinction, la finesse, la subtilité, l'esprit d'initiative, la science, la culture littéraire, l'ardeur au travail, le goût de l'action et un grand sens de l'opportunité. Et cependant, « très ballotté durant sa vie », il y fut le jouet d'une succession d'espoirs presque réalisés et constamment déçus!

Brillant esprit, observateur et psychologue, nature artiste, il savait conter, avec un agrément extrême, les multiples anec-

dotes que sa carrière mouvementée et sa prodigieuse mémoire lui avaient permis de recueillir. Son imagination gasconne y ajoutait volontiers, il faut bien en convenir, selon le milieu et l'occasion, des détails, des couleurs et des embellissements plaisants, mais d'une exactitude parfois contestable, auxquels l'auditeur ne se laissait pas toujours prendre, quelque intérêt qu'il y trouvât.

Comme il ne manquait pas des qualités du courtisan, il marqua rapidement sa place aux Tuileries et devint très en faveur auprès de l'Impératrice, dont le charme irrésistible l'avait conquis dès l'abord et qui l'honorait de particulières attentions.

L'auteur du *Journal* note les anxiétés, les enthousiasmes et les pleurs alternés de l'Impératrice, ses continuelles inquiétudes pour son époux et « son pauvre petit », la profondeur de son amour maternel, les illusions, — que l'aumônier ne partage pas toujours, — des sphères officielles.

L'abbé Puyol qui, le 6 août, — et il était parfaitement sincère, — se serait volontiers « fait tuer pour l'Impératrice », passa effectivement auprès d'elle, aux Tuileries, une grande partie de la journée du 4 septembre. Il a rédigé, des principaux incidents qui marquèrent cette date historique, une longue et minutieuse relation, parue dans le *Figaro* du 24 novembre 1870, sous la simple signature : Y, et à laquelle M. Pierre de la Gorce a, sur plusieurs points, recouru lorsqu'il les a décrits à son tour.

Au moment où débute la correspondance publiée ci-dessous, Napoléon III, dont la santé est déjà irrémédiablement compromise, vient de partir pour Metz, laissant l'Impératrice-Régente et la Cour à Saint-Cloud.

Le jour de son départ, l'archevêque de Paris a célébré au château une messe à laquelle l'Empereur et le Prince Impérial, l'Impératrice et ses deux nièces ont communie.

L'abbé Puyol vient prendre, en qualité de chapelain, sa semaine de service et raconte, dans un style familier, vivant et alerte, l'existence « bourgeoise » pourrait-on dire, de l'Impératrice et de son entourage durant ces huit jours (1).

PIERRE JOUENET.

(1) M. Pierre de la Gorce; S. G. Mgr Gerlier, évêque de Tarbes et Lourdes; M. le général Conneau, fils du premier médecin de Napoléon III et ami d'enfance

JOURNAL DE L'ABBÉ PUYOL

31 juillet 1870.

A table, me voici placé entre M^{lle} Louise d'Albe (1) et M^{lle} d'Elbée, lectrice de Sa Majesté. Je me tourne du côté de l'Espagnole et je cause de *trá los montès* de toute mon âme. C'est une charmante enfant de pure race et de cœur plein de sensibilité.

Placé en face de l'Impératrice, je ne distinguais même pas son nez. Maudite myopie ! Mais il me suffisait de regarder la physionomie de ma voisine pour savoir ce que pensait la Régente.

Pauvre femme ! Son mari et son fils en guerre (2) : et elle, en face de la France à gouverner à l'aide des ministres que vous connaissez (3) ! Elle sent sa douleur et sa responsabilité. Elle a les yeux pleins de larmes. Mais elle veut faire son devoir et elle résiste. C'est une exaltation d'une nature toute particulière. C'est une riche nature : c'est Chimène.

Hier, la duchesse de Malakoff, qui est venue passer un mois avec l'Impératrice, a voulu glisser quelques mots de sympathie : « Ne me parlez pas ainsi, a dit la Régente, je ne veux pas m'attendrir. » Mais, à côté de l'Archevêque, la pauvre

du Prince Impérial : M. Jean Guiraud, ancien membre de l'École française de Rome, rédacteur en chef de *La Croix* ; M. le chanoine Mugnier ; M. Prudent, vicaire général de Rouen ; M. Rigault, archiviste du Ministère des Affaires étrangères ; M. l'abbé Rouziès, bibliothécaire-adjoint de l'Institut catholique de Paris ; M. Bord, secrétaire général du Collège Sainte-Barbe, ont bien voulu nous aider à contrôler et à préciser, sur divers points, notre documentation personnelle. Qu'ils daignent recevoir ici le témoignage de notre sincère gratitude pour leur parfaite obligeance et leur précieux empressement.

P. J.

(1) La plus jeune des deux nièces de l'Impératrice, qui avaient rejoint leur tante après la mort de leur mère, la duchesse d'Albe.

(2) L'Empereur était parti, le 20 juillet dans la matinée, de Saint-Cloud pour Metz, afin d'y prendre personnellement le commandement en chef de l'armée du Rhin. Le Prince Impérial, âgé de quatorze ans, l'accompagnait avec le grade de sous-lieutenant de grenadiers.

(3) Au début de la guerre, le ministère était ainsi composé : le duc de Gramont aux Affaires étrangères ; le maréchal Leboeuf, à la Guerre ; l'amiral Rigault de Genouilly, à la Marine ; MM. Chevandier de Valdrôme, à l'Intérieur ; Segris aux Finances ; Mège, à l'Instruction publique ; Plichon aux Travaux publics ; Louvet au Commerce ; Maurice Richard, aux Beaux-Arts. Émile Ollivier, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, bien qu'il n'eût ni le titre officiel, ni les fonctions de président du Conseil, était néanmoins le véritable chef du Cabinet.

femme n'y a pas tenu. Je voyais, aux regards de Louise d'Albe, quand l'évêque parlait son grave langage, quand il pénétrait au cœur de l'Impératrice. Celle-ci pleurait ses plus grosses larmes et ne se gênait pas, malgré ses trente convives, d'essuyer son visage à pleine serviette. Louise d'Albe faisait comme sa tante : c'était triste et charmant.

Elle adore l'Impératrice. « Avez-vous remarqué, lui disais-je, comme l'Impératrice embellit ? (ce qui est vrai.) — Oh ! c'est bien sûr, m'a répondu la naïve enfant ; à la différence des autres femmes, d'année en année, elle devient plus belle. Voilà ce que je pense et ce que je dis tout haut. »

De la même source ce trait charmant sur le Prince Impérial. Au moment de partir, il pleurait : « Louise, dit-il alors, ne croyez pas que ce soit de peur ; c'est le chagrin de la peine de maman. »

Après le déjeuner, long entretien avec la duchesse de Malakoff(1), une Espagnole. Décidément, elles ont les grandes qualités. Elle pleure que son mari ne soit pas là pour servir la France. « Oh ! comme il aimait l'Impératrice ! Pour elle il se serait coupé en morceaux ! — Et vous n'étiez pas jalouse ? — — Mais je l'aime plus que lui ! »

Après six ans de veuvage, la douleur est toujours vive et religieusement portée. Elle vit de souvenirs. « Je ne sais pas, me disait-elle, si le maréchal est mort avec le regret d'avoir une fille au lieu d'un garçon. Et je n'ai jamais voulu m'en assurer. Car, si nous eussions témoigné quelque préférence, la Providence nous aurait peut-être punis en nous enlevant ce qu'elle nous avait donné. »

Au surplus, la fille est charmante. Le vrai portrait du père, au physique et au moral. Elle a l'accent nasillard du vieux soldat d'Afrique et de Crimée.

Comme il arrive, ce terrible homme était singulièrement doux pour son enfant. Un reproche de la mère le privait d'appétit. La nuit, il se levait pour bercer sa petite fille. Un tel système d'éducation en avait fait une enfant gâtée. Le père disait : « Je suis vieux ; laissez-moi donc l'aimer quelques jours à la folie. »

Quelque temps avant sa mort, le maréchal était à la cam-

(1) Veuve du maréchal Pélessier, mort en 1864 dans ses fonctions de gouverneur général de l'Algérie.

pagne avec sa famille. Le moment du diner arrive. L'enfant a un caprice. Elle ne veut boire que dans un verre bleu. Le maréchal fait atteler, va à Alger acheter une collection de verres bleus et les dépose avec anxiété aux pieds de son enfant. Il avait pris la précaution de ne pas faire dételer, en cas que sa fille eût eu envie d'autre chose.

1^{er} août.

Il a été décidé, hier, qu'on dirait chaque matin une messe, pendant la durée de la guerre, au château de Saint-Cloud. C'est moi qui suis de service cette semaine : c'est moi qui ouvre la marche.

Le Grand Aumônier fait venir le Préfet du Palais (1) : il donne des instructions afin qu'on prépare un appartement pour le Chapelain. On me demande si je veux entrer en possession immédiatement. Je demande quelques heures pour me préparer à la villégiature. Je reviens le lendemain matin pour huit heures et je dis la messe de Sa Majesté.

Mon appartement est prêt. Une chambre de garçon tendue de perse grise, très confortable, avec une splendide vue dans l'axe de l'avenue du parc ; tout à côté de la chapelle, non loin de la bibliothèque.

Je passe deux heures à m'installer. Mais ce n'est pas tout : et le déjeuner ? Je vais à la recherche du Préfet du Palais. « Ah ! mon Dieu ! je n'ai pas pris les ordres de l'Impératrice. Pour ce matin, on vous servira dans votre chambre. Pour ce soir, la position sera régularisée. »

Effectivement, à midi, je recevais une dépêche par laquelle j'étais invité à déjeuner et à diner pour tout le temps de mon séjour à Saint-Cloud. — Bonne journée ! j'ai pris à la bibliothèque une bonne charge de livres. Quel bonheur de n'avoir rien à faire et de perdre son temps à lire des curiosités (2) ! Et moi qui ai commencé à faire imprimer un volume ! Quel ennui ! Lorsqu'il sera fait, je n'aurai qu'un chagrin, celui de l'avoir composé ainsi. A moins d'avoir dans la tête et le cœur

(1) Le « gouverneur » du château de Saint-Cloud était le colonel Thirion : mais quand la Cour se trouvait dans cette résidence, le chef hiérarchique du colonel était le général Rollin, qui avait alors sous ses ordres tout le personnel subalterne attaché aux Souverains dans leurs déplacements.

(2) C'est le dilettantisme de la paresse érudite (*Note de l'abbé Puyot*).

un chef-d'œuvre indiscutable, on devrait se contenter d'avoir dans l'imagination le projet de cinq ou six ouvrages. On réunit des matières diverses. On accumule des matériaux, on s'instruit. On devient dédaigneux pour ceux qui écrivent sur *vos sujets* et qui n'en savent pas autant que vous. On meurt en caressant cette chimère qu'on pouvait faire de belles œuvres et qu'il faudra longtemps pour en arriver à *votre point*. Mais quelle rage vous saisit parfois de vous faire imprimer? Puis, le poupon vient au monde. Alors c'est le moment de la modestie des auteurs, que je persiste à croire plus réelle que feinte. Ah! si j'avais eu le temps et le courage, ce serait bien autre chose, je le sens bien là! — là, c'est le front.

Donc, pendant que je prépare des travaux pour l'un des futurs volumes, l'heure du diner arrive. On se réunit au salon. Je suis en pays de connaissance. Je serre la main aux messieurs de service : une salutation aux dames.

L'Impératrice arrive. Elle vient tout droit à moi, me gronde de m'être éclipsé après ma messe, me demande d'être régulier auprès d'elle, enfin une série de ronrons qui m'ont paru adorables, et puis, nous voilà en marche pour la salle à manger. La consigne est de se placer où l'on voudra. J'avise une chaise vide : j'y vole. Voisine de gauche, la princesse d'Essling (1); voisine de droite, M^{me} Vandal (2). Celle-ci est une Heeckeren : une Flamande avec une langue et un babil de Parisienne. Elle accroche son autre voisin; je m'empare de la princesse et nous voilà en route à travers le diner et la conversation. Diner très bon : décidément, c'est une bonne maison. Conversation moins intéressante : je ne connais pas M^{me} d'Essling. Je me demande pourquoi nous n'avons pas mieux causé. Je saurai la vérité!

Café servi au salon. Dans les cas de détresse, il y a l'aide de camp de service, le vieux général Mollard (3), qui m'aide à faire de savantes retraites. Il m'appelle l'abbé : vous comprenez la nuance, et vous savez que cela comporte la liberté de le prendre et de le laisser. Nous étions à rocamboles sur je ne sais quoi; l'Impératrice m'appelle. Décidément, c'est une Souveraine.

(1) Grande maîtresse de la maison de l'Impératrice.

(2) Femme du conseiller d'État, directeur général des Postes, décédé en 1889 et père de l'historien Albert Vandal.

(3) Aide de camp honoraire de l'Empereur et sénateur.

Elle me demande compte de ma journée, m'invite à venir m'asseoir auprès d'elle sur la terrasse; j'ai le génie de deviner que c'est le cas de lui porter le bourrelet dont elle appuie ses reins, de lui approcher un tabouret pour ses pieds. Voilà la conversation qui s'engage : l'un arrive, puis l'autre. Nous nous mettons tous en frais. N'importe : l'Impératrice était dolente. La dépêche qui devait lui porter des nouvelles de l'Empereur et de son fils n'était pas arrivée. Et pourquoi y avait-il un tel retard ? On devisait là-dessus.

M. Vandal, qui parlait en homme du métier, était fort écouté. A chaque instant, il y avait des alertes. La pauvre mère soutenait la conversation sur l'organisation de l'aumônerie de l'armée, mais son esprit était loin : le bruit d'un pas la faisait tressaillir. Les dépêches qui ne portaient pas sur l'enveloppe le mot *urgent* étaient médiocrement accueillies.

Enfin arrive un pli avec le mot sacramentel. D'un bond elle va sous le réverbère : c'est pour pousser un cri de déception. C'est une cuisinière qui écrivait pour demander d'être admise aux ambulances en qualité d'infirmière !

Survient l'amiral Jurien de la Gravière (1). Morbleu, quel diable d'homme ! Quel entrain ! Quel boute-feu ! Il commence par un dithyrambe sur la marine qui vient de tirer les premiers coups de canon et de prendre deux canonnières prussiennes. « Je viens de voir Jeanne (c'est sa fille, dont le mari est dans l'escadre de la Baltique) (2). Jeanne ! l'escadre a capturé deux canonnières. » Jeanne se met à pâlir. « Mais qu'as-tu donc, mon enfant, qu'y a-t-il ? — Pas tant de gloire, papa ; une canonnière ne se laisse pas prendre sans tirer des coups de canon, et les coups de canon tuent les marins de l'escadre. » Le pétulant matelot n'avait pas songé à ce point de vue, mais il ne se déconcerte pas et improvise une théorie démontrant qu'une canonnière peut être prise de telle manière qu'elle n'a à tirer ni un coup de canon, ni un coup de fusil. Jeanne est tranquille.

(1) Aide de camp de l'Empereur et membre du Conseil d'amirauté. Il fut élu à l'Académie française, en 1888, en remplacement du baron de Viel-Castel.

(2) Dès le début de la guerre, on avait envisagé une diversion maritime, sous forme d'expédition dans la Baltique. Le 24 juillet, l'amiral Bouët-Willameuz appareilla à Cherbourg ; le 2 août, il pénétrait dans la Baltique. Mais les transports ne suivirent point, le corps expéditionnaire était encore en voie de formation, et le gouvernement danois, influencé par les menaces prussiennes, se hâta de proclamer sa neutralité.

L'Impératrice, de son côté, ne perdait pas de vue les siens. Elle dit son chagrin à l'amiral. Ah! ce n'est pas lui qui est dans l'embarras. Il vient de quitter Nélaton (1) qui a reçu trois lettres du quartier général. L'Empereur est très bien. Le Prince Impérial a un entrain violent et une gaité folle. — Amiral! Amiral! vous avez trop appuyé! L'Impératrice disait entre ses dents : « Ce diable d'enfant! ce diable d'enfant! » Puis, elle a éclaté : « Oh! que les enfants sont ingrats! » — L'accent disait tout : je suis ici dans l'angoisse et il est dans la joie! — Du coup l'amiral s'est tu. Mais M. Vandal a cru l'occasion bonne de déclarer que les enfants sont essentiellement ingrats et que, pour lui, il se prépare à tout de la part de ses enfants (2). M^{me} Vandal a trouvé l'occasion de placer un long caquetage sur son petit Ernest. Si j'avais assez d'ancienneté dans ce monde-là, j'aurais été meilleur courtisan. J'aurais cherché à convaincre la mère que son enfant est incapable d'ingratitude et qu'il ne s'est amusé que pour lui faire plaisir. On fait tout croire à une mère sur son enfant, quand on lui en dit du bien.

Il faisait froid : nous sommes rentrés au salon. Je me suis éclipsé. Je vous écris ceci. J'ai sommeil. Adieu, à demain.

Mardi 2 août 1870.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Hier, le brouillard. Aujourd'hui le beau temps. La journée ne s'annonçait pas bien, cependant.

L'Impératrice était soucieuse dès le matin. La première dépêche l'avait rembrunie et elle ne disait pas ce qui l'avait inquiétée (3). Puis, est venu le Conseil des ministres et le déjeuner ennuyeux comme peut l'être la réunion des gens à portefeuille. C'est là que j'ai compris qu'il n'y a pas de grand qui ne soit petit auprès d'un plus grand. Lorsque nous faisons dîner les ministres, on réserve habituellement la droite au chef du cabinet, et la gauche à l'un des autres ministres *ad turnum*.

(1) Chirurgien ordinaire de l'Empereur.

(2) Le pessimisme paternel a été assez heureusement déjoué en la personne de l'auteur de *l'Avènement de Bonaparte*.

(3) C'était le projet d'attaque sur Sarrebrück, débattu par l'Empereur, le 29 juillet, à la conférence de Saint-Avoid, et repris, le 31, dans un conseil tenu à Forbach.

Le reste se place comme il le peut, ordinairement très mal, car le placement à table est une sorte d'assaut qui demande un coup d'œil et de l'habitude. J'avais envie de faire un brin de conversation avec M^{me} de Rayneval, qui est la dame du Palais de service (1). Je me suis glissé à son côté et je me suis assis tranquillement. Ces pauvres ministres ne savaient où se colloquer. Il a fallu que le Préfet du Palais allât remorquer l'amiral Rigault de Genouilly, qui faisait soucieusement son tour de table, et l'aménât au-dessous de moi, en compagnie des ministres de la Guerre (2) et des Travaux publics. Ils formaient bout de table. J'ai dignement porté une si difficile préséance. J'ai adressé la parole à l'amiral : il m'a répondu en rechignant ; je l'ai flanqué là et je ne me suis occupé que de M^{me} de Rayneval. Quant à lui, se trouvant à côté d'un collègue des Travaux publics, il n'a pas desserré les dents.

Après le dîner, re-conseil des ministres. A peine a-t-on eu le temps de serrer la main à Émile Ollivier. J'ai pu, cependant, rappeler au duc de Gramont qu'en définitive il est Gascon : ce qui a détendu un moment les lèvres sarcastiques de ce grand sec homme.

A l'heure du dîner, joie universelle. La Régente lançait des éclairs de bonheur. « Vous savez, monsieur l'abbé, me dit-elle en passant, la bonne nouvelle ? » La bonne nouvelle, c'est le baptême de feu du jeune Prince. — Oh ! les mères, les mères !

M. de Metternich (3) était venu dîner. Pas de conversations particulières. L'Impératrice parlait fort, à tout le monde, et ne parlait que du Prince. Elle était entraînée. C'était l'orgueil du sang et l'amour affolé qui parlait par sa bouche. — « Il sera heureux, disait-elle, comme les Bonaparte. Il a paru au feu au mois d'août qui est leur mois ; il a assisté à un succès : il n'est arrivé malheur ni à sa personne, ni à sa suite. Je suis sûre qu'il est sacré. » — Elle débordait de confiance. A l'attentat du

(1) L'un des chambellans de l'Empereur était le comte de Rayneval.

(2) Le général Dejean, suppléant le maréchal Leboeuf. Il avait été nommé ministre de la Guerre, *par intérim*, par décret du 19 juillet 1870.

(3) Le prince Richard de Metternich, ambassadeur d'Autriche à Paris, fut l'un des plus fidèles et des plus respectueux admirateurs de l'Impératrice. Sa femme, née princesse Sandor de Szlavicza, avait, par son esprit et son entrain, acquis une importante situation personnelle à la Cour impériale.

14 janvier (1), lorsqu'elle rentra chez elle, elle ouvrit une Bible de famille et ses yeux tombèrent sur ce passage de l'Écriture qui disait en substance : « Je veille sur l'homme de ma droite, et celui qui ourdira des machinations contre lui sera pris dans ses propres filets. » Au moment où l'Empereur est parti pour l'armée du Rhin, elle a rouvert le livre au hasard, et, se souvenant de la première prophétie, elle a consulté le texte sacré : « Je mettrai tes ennemis sous tes pieds, et ton fils régnera de l'Orient à l'Occident, et ses ennemis seront frappés de stupeur. » Je n'ai point l'indication exacte ; si j'y pense, je demanderai des renseignements positifs. — La mère glorieuse jetait à travers la salle à manger ses souvenirs et ses espérances. Elle n'était pas discrète : « Je savais bien, disait-elle, qu'il devait y avoir un engagement aujourd'hui. Vous voyez comme je sais garder les secrets. » Elle était clémente. Conneau, lieutenant de vaisseau (2), venait de s'indigner que la Prusse eût armé des corsaires : « On les pendra à la vergue, disait-il, et ce sera parfait. — On ne pendra personne, dit l'Impératrice ! — Les instructions ont pourtant été données en conséquence, et c'est une suite nécessaire du traité de Paris, que la Prusse a signé. — Si on a donné des instructions, on a eu tort : je n'ai pas donné cet ordre, a dit la Régente ; je ne veux pas que pour avoir traité des Prussiens en pirates, nos ennemis soient tentés de traiter honteusement, par représailles, de braves Français. »

Puis, elle reparlait de son *pauvre petit* : « Il ne sera pas beau, il sera seulement distingué. »

Louise d'Albe protestait en chœur avec les autres dames.

— Allons, mesdemoiselles, montez-vous, montez-vous la tête ! Je ne dis pas qu'il sera laid ; mais il n'a pas le nez bien fait, ni les yeux beaux ; il aura une jolie tournure.

Metternich riait dans son grand cordon de la Légion d'honneur. Mais la diplomatie modérait ses élans. A un certain moment, s'apercevant que l'Impératrice le regardait, il a pris lentement son verre et, sans rien dire, il a bu comme s'il venait de porter un toast. Pour sûr, il n'a pas porté un toast à la victoire de l'armée française : non, Bismarck ne

(1) 1853, jour où l'Empereur et l'Impératrice, se rendant à l'Opéra, échappèrent à l'explosion de la bombe d'Orsini.

(2) Le lieutenant de vaisseau Eugène Conneau, officier d'ordonnance de l'Empereur, cousin du docteur Conneau, sénateur, premier médecin de S. M.

prouvera jamais que l'ambassadeur d'Autriche a violé les lois de la neutralité. Et néanmoins, M. de Metternich a toasté.

Pendant le diner, un orage s'est déclaré. Nous sommes passés au salon : l'Impératrice a pris son Metternich et ils se sont mis à causer. Chacun a pris sa petite occupation. Moi, j'ai pris le chargé d'affaires de Carlsruhe (1), qui disait que les Badois étaient plus résignés qu'enthousiastes. Pierre Daru est arrivé avec des dépêches : il nous a conté combien il avait mis d'heures de Metz à Paris. Enfin, le général Mollard s'endormait dans un coin. Je lui ai fait raconter sa campagne en Crimée. A Inkermann, j'ai battu la retraite et suis venu écrire les impressions de ma troisième journée à Saint-Cloud.

Mercredi 3 août 1870.

Vous ne connaissez pas M^{lle} Marion, aujourd'hui M^{me} Clary (2) ? Une grande et belle jeune femme aux cheveux noirs, au teint mat, dont le visage n'est pas parfait, mais dont la physionomie est pleine de douceur. Elle est dans la lune de miel. Je lui parle de son mari : elle ne sait parler que sur ce sujet. L'Impératrice l'aime beaucoup : c'est une personne digne d'affection. D'une douceur sérieuse, avec de nobles aspirations, naturelle et bienveillante ; invitée pour un mois.

Marie de Larminat est la première lectrice. C'est la bonté même. C'est un sourire toujours épanoui. Elle n'est pas jolie ; elle est grande, un peu paresseuse dans ses mouvements et lymphatique. Mais elle est si bonne enfant (3) !

M^{lle} d'Elbée, seconde lectrice. Autant d'idées et de paroles que peut avoir une pensionnaire. Encore toute surprise d'être passée du fond de la Vendée à Saint-Cloud.

M^{lle} d'Albe, l'ainée, peu douée sous le rapport des avantages naturels : petite, rousse, maigre ; toujours en mouvement. Bon caractère quand elle ne se fâche pas, s'amusant de rien.

(1) Baron de Schweizer.

(2) Femme du comte Clary, capitaine de cavalerie, officier d'ordonnance de l'Empereur.

(3) Avant son mariage avec le comte des Garets, devenu plus tard général, Marie de Larminat passa plusieurs années auprès de l'Impératrice Eugénie en qualité de demoiselle d'honneur. La comtesse des Garets a laissé, sur les dernières années du second Empire, de délicats et précieux souvenirs récemment publiés sous le titre *Auprès de l'Impératrice Eugénie* (Paris, 1928), auxquels nous avons fait plusieurs emprunts.

Je n'ai pas à parler de M^{me} Louise d'Albe (voir plus haut), ni de M^{me} de Malakoff, une opulente Espagnole, toujours prise de vapeurs ; invitée pour un mois. C'est là tout notre personnel féminin, avec la dame du Palais de service et M^{me} Pélissier.

Tout le jeune monde est tenu sévèrement. Quand il y a causerie, les jeunes gens vont se promener : ils ne doivent pas tout écouter.

Pendant la journée, on travaille. On lit aussi : mais les livres A. M. D. G. (1). Il y a une bibliothèque dont Sandeau est le directeur (2). On n'y trouve pas de livres contre la foi et les mœurs, et surtout pas de romans. Et le vieux bonhomme qui a la clef des casiers est dévot : il parle contre les mauvais livres et il ne donne rien aux jeunes personnes qu'après avoir demandé conseil à l'institutrice des demoiselles d'Albe.

Cette institutrice me revient en tête. Au milieu de ces physionomies un peu effacées, elle tranche par son puissant regard. Elle était avec nous dimanche : elle n'a pas paru depuis. On ne l'accepte pas, sans doute, tous les jours à la table de Sa Majesté. C'est une légionnaire de Saint-Denis. Il me semble qu'il doit y avoir en elle quelque chose de la souffrance de l'institutrice, aiguisée par l'ambition d'une âme supérieure à sa destinée et surtout à sa force. La physionomie m'a paru hardie et le caractère dominateur. Ce sera une maîtresse fille.

La première partie de la journée s'est passée à revenir sur les détails de la dépêche d'hier. On attendait du nouveau pour ce soir. La supériorité du chassepot est évidente. Les mitrailleuses n'ont pas manqué de faire merveille. L'Impératrice n'est plus cette impassible que Théophile Gautier nous représente au-dessus de toutes les distractions : la voilà remuée jusqu'aux fibres les plus délicates du cœur.

Ce soir, pas de dépêches ou dépêches secrètes. L'Impératrice est rêveuse. Pendant le dîner elle s'appuie plusieurs fois sur sa main. Elle ne parle pas. A peine quelques mots qu'elle m'adresse. Elle voudrait que j'aille me promener avec elle et ses dames d'honneur pendant l'après-midi. J'invente des pré-

(1) Est-il besoin de rappeler que cette abréviation, figurant sur toutes les éditions de la Société de Jésus, désigne la devise de la Compagnie : *Ad Majorem Dei Gloriam* ?

(2) Jules Sandeau avait été nommé par Napoléon III, en 1860, bibliothécaire du château de Saint-Cloud.

textes plus ou moins ridicules pour m'en dispenser. Je ne sors pas; je travaille; je suis insensible à la nature. Les deux raisons vraies, je ne les lui dis pas. En premier lieu, c'est que Sa Majesté se fait conduire en voiture dans le parc, puis à un moment donné, descend, et il faut revenir à pied. Des promenades en voiture, tant qu'on voudra : à pied, jamais ! Puis, je ne me soucie pas de prendre des habitudes de conversations régulières avec ces dames. De temps en temps, c'est bon : mais à moment précis et souvent renouvelé, tu serais bien vite usé, mon pauvre garçon !

En somme, une journée d'attente, mortelle par sa longueur et son incertitude. Il y a un mouvement de l'armée, c'est évident : on va se rencontrer bientôt. Ah ! mon Dieu ! Que va-t-il arriver ?

4 août 1870.

La Régente est descendue à la chapelle à huit heures précises. Fête de saint Dominique, le patron des Guzman. L'Impératrice a prié avec ferveur. J'entendais de l'autel ses soupirs et ses sanglots (1). Après la messe, elle est partie pour Paris. L'idée m'est venue que je pourrais bien en faire autant. Je prends mes renseignements : Sa Majesté déjeunera aux Tuileries, puis présidera le Conseil des ministres. Elle ne sera de retour que pour le dîner. Bon ! voilà mon affaire. Je me précipite chez le Préfet du Palais.

Dès qu'il me voit entrer : « Ah ! je comprends, me dit-il en me menaçant du doigt : vous vous échappez. — Ma foi, oui. — Eh bien ! si j'étais à votre place, j'en ferais autant. Mais je dois rester, et je serai seul pour tenir tête à ces dames. Mais c'est égal, je serai en route, moi aussi, à midi précis. »

Je pars au chemin de fer. Je tombe chez Saubot (2). Je vais lui demander de la pâtée. Il me la donne de grand cœur ; puis nous filons ensemble vers l'archevêché. On veut voir Mgr l'Archevêque : pas visible. L'Evêque d'Ajaccio (3), au moment de

(1) D'après la tradition de l'Ordre des Frères Prêcheurs, saint Dominique, son fondateur, était le fils de Félix de Guzman, descendant d'une ancienne famille espagnole ; d'où la dévotion particulière de l'Impératrice (née de Montijo de Guzman) envers le saint dont on célébrait la fête ce jour-là.

(2) L'abbé Saubot-Damborgez, fils d'un ancien préfet et compatriote de l'abbé Puyol.

(3) Mgr de Cuttoli, ancien maître des cérémonies de la Chapelle impériale.

monter en voiture. On se rabat sur le *Petit* (1), avec lequel on fait une bonne conversation. Puis, on va se faire raser, et on arrive au pont des Tuileries juste au moment où le bateau à vapeur partait pour Saint-Cloud. Embarquement : mais je m'arrête à la première station, car j'éprouve un remords de n'avoir pas fait un pèlerinage à Notre-Dame-des-Victoires. Beaucoup de monde à l'église. Le cœur m'en dit : je me fais porter à Saint-Étienne et à Sainte-Geneviève ; puis je reviens au bateau à vapeur. C'est un merveilleux paysage que celui de Paris à Saint-Cloud : mais ça pourrait être mieux. Si le Pousin avait passé par là, il y aurait corrigé quelques lignes, étendu quelques horizons, assoupli et brisé, çà et là, quelques contours. Mais enfin, il faut se contenter de ce que Dieu a bien voulu faire.

La station est au bas du château : je monte tranquillement l'avenue, quand j'entends tout à coup les grelots et le bruit d'une voiture. Je tourne la tête : l'Impératrice rentrait. Et moi qui, hier, pour ne pas l'accompagner, lui ai dit que je ne sortais jamais ! Je me mets au port d'arme, le chapeau à la main, je salue profondément. J'entends la voix de Sa Majesté qui me crie : « Ah ! ah ! Je vous y prends : vous voilà sorti ! — J'arrive de Paris, Madame », ai-je répondu tout rougeaud.

L'heure du dîner arrive : nous sommes au complet. Pas de nouvelles. La dépêche habituelle n'est pas arrivée. Des bruits ont couru à la Bourse que Sarrelouis avait été occupé par les Français. Il paraît certain que Mac-Mahon et Bazaine ont accentué leur mouvement (2). Pas de dépêche au moment où il serait si utile d'en recevoir. Olozaga (3) est, au dîner, à droite de l'Impératrice ; à gauche, c'est le premier secrétaire de l'ambassade autrichienne (4). L'Impératrice est accablée physiquement et moralement. Elle a de fréquentes suffocations. Elle

(1) L'abbé Édouard Petit, ancien élève de Mgr Foulon, nommé par Mgr Darboy, en 1863, secrétaire général de l'archevêché.

(2) Mac-Mahon, qui commandait à Strasbourg, avait reçu, après la conférence de Saint-Avold, l'ordre de diriger ses forces, disséminées de Huningue à Lauterbourg, vers la frontière septentrionale du Bas-Rhin, particulièrement menacée. Bazaine s'était avancé, dès le 31 juillet, avec le 3^e corps, de Boulay sur Saint-Avold, afin de rapprocher les unes des autres les troupes éparpillées sur la frontière de Lorraine.

(3) Salustiano de Olozaga, alors ambassadeur d'Espagne, avait été l'un des chefs du parti libéral sous le règne mouvementé d'Isabelle II.

(4) Comte Kuefstein.

soutient la conversation par un visible effort de volonté. Je me mets à côté de M^{me} de Rayneval : elle me plaît beaucoup et nous en dégoisons à avoir mal au gosier. On sert le café ; l'impératrice vient à moi ; elle me menace de son éventail : « Vous voilà surpris en flagrant délit de mensonge. Je vous ai vu dehors ; je veux que vous vous promeniez dorénavant dans le parc : vous y travaillerez comme vous voudrez, mais je veux que vous sortiez ».

Nous voilà en conversation intime : elle avait le cœur gros, la pauvre mère. Elle m'amène dans une embrasure de croisée et se met à pleurer à chaudes larmes. Que lui disais-je ? Je ne m'en souviens plus : mais j'étais moi-même profondément touché et je n'ai pu que prononcer de vraies paroles du cœur. Elle continuait à pleurer : « Je ne suis bonne à rien ; une dépêche me manque et me voilà toute bouleversée ; je suis plus épouse et mère que Régente, et cependant, je veux tout sacrifier à la France, je ne veux que le bonheur de la France (1). »

Et elle en revenait à son pauvre petit ! L'un de ses camarades, Tristan Lambert, qui s'est engagé dans la Garde, avait écrit à Sa Majesté (2). Elle venait de recevoir la lettre. Lambert avait passé une heure avec le Prince. Il avait cherché à se rendre compte des impressions éprouvées, et il en faisait un compte rendu intéressant. Le Prince avait dit : « Trois fois, j'ai entendu siffler les balles à mes oreilles ; la première fois, j'ai tiré mon képi et j'ai salué. Ma première pensée a été pour Dieu : puis le bruit des balles, du canon, l'enthousiasme des soldats, l'odeur de la poudre m'ont enivré et je me suis cru à une revue. »

L'impératrice me disait en pleurant : « Il a d'abord pensé à Dieu : j'en suis heureuse. Est-ce assez ? » — Je lui ai bien

(1) M. Paléologue (*Revue*, 1^{er} avril 1928, p. 550) paraît situer cette scène de désolation « à Saint-Cloud, pendant un déjeuner auquel assistaient les ministres » ainsi que l'archevêque de Paris, — celui, dans l'esprit de l'auteur sans doute, du 30 juillet, jour où d'après l'abbé Puyol, l'impératrice, « malgré ses tristes convives, essayait son visage à pleine serviette ». — Il est, à notre avis, plus vraisemblable de placer l'incident au 4 août, puisque l'ex-souveraine en dit elle-même, dans les *Entretiens* rapportés : « ...Ce jour-là, j'étais si abattue ! J'avais des pressentiments affreux ; je voyais comme un signe de mort sur tout ce qui m'entourait ; j'attendais avec une angoisse horrible le message fatal que je savais en route. »

(2) Le baron Tristan Lambert, fils du baron Lambert, capitaine des chasses de la vénerie impériale, était d'environ neuf ans plus âgé que le Prince impérial.

expliqué que le Prince était dans une action héroïque et que, rapporter à Dieu, à ce moment, sa pensée et sa volonté, c'était un suprême sacrifice. Elle a cherché sa lettre dans sa poche : elle en a tiré une foule de dépêches ; ce n'était pas ça. Elle est allée chercher dans son appartement la précieuse missive. Je la lui ai relue, en y mêlant beaucoup de commentaires, et elle ne ménageait pas d'attendrissantes réflexions. Nous aurions encore recommencé la lecture, si l'ambassadeur d'Espagne ne s'était approché. Sa figure a repris son impassibilité et sa grâce : et je suis venu vous raconter ceci, car il n'y avait plus grand charme pour moi au salon.

5 août 1870.

Une épine du métier. La messe doit commencer à huit heures. Nous sommes prêts. Mais l'Impératrice arrive à dix heures et un quart. Au déjeuner les dames me disent en souriant : « On vous a fait attendre ce matin. — Oui : un peu, mais ce n'est rien. » A la vérité, j'ai trouvé que c'était beaucoup.

M. Piétri, préfet de Police, est resté au déjeuner. La vraie figure du métier : silencieux, inquisiteur, doucereux. Il est et reste homme de police. Il est à droite de l'Impératrice qui ne le cajole guère.

L'Impératrice parle de ses voyages en Allemagne.

Le landgrave de Hesse était un vrai tyranneau du moyen-âge. Au théâtre, la sortie de la loge de ses fils donnait sur sa propre loge, et il se donnait le plaisir de les fermer à clef pour qu'ils n'eussent pas le loisir d'aller faire une petite conversation avec le corps de ballet. Quand la pièce l'ennuyait, il trouvait des distractions à lancer des coups de pieds dans l'os de la jambe de sa femme, ce qui obligea cette dernière à faire faire une sorte de box dans la loge seigneuriale.

L'Impératrice rencontra à Paris le fils de cet original. « Vous êtes ici. — Oui, Madame, c'est pour échapper à la *tyrannie* de mon père. » — Cet indépendant vient d'offrir son épée à la Prusse : je lui souhaite de ne pas la mieux manier que la langue française. C'est la réflexion de Sa Majesté.

Il n'y a rien comme d'être à la source des nouvelles pour ne rien savoir. C'est dans l'après-midi que nous avons su, par des nouvelles de Paris, que notre armée a éprouvé un échec

à Wissembourg. Voilà maintenant le secret de la tristesse de l'Impératrice, hier au soir. Elle garde bien son secret. Il faudra aviser à ses airs de physionomie. Tout aujourd'hui elle paraît gaie et souriante. Nous verrons demain si cela cache quelque chose. Pendant le diner, elle faisait les honneurs de la conversation à la princesse de la Moskowa (1), invitée pour quelques jours, et à la maréchale Canrobert. Naturellement, pas un mot de ce qui nous préoccupait tous. C'est une jolie école pour apprendre à ne pas parler de ce qu'on pense. J'étais à côté de Cossé-Brissac (2) qui, pendant le diner, a eu la perpétuelle envie de manger des goujons et qui a fini par y renoncer, de peur qu'ils ne fussent de la Seine, où le dernier orage les a empoisonnés. Je prends à part le général Mollard qui est plein de préoccupations. Voilà les Prussiens sur le territoire français ! Voilà un échec ! La Bourse a baissé de 0 fr. 80. Un rien, la reconnaissance de Sarrebrück, nous a exaltés ; un rien, l'échec de Wissembourg, nous affole.

Émile Ollivier est venu conférer ce soir avec l'Impératrice. Un peu plus tard est venu Plichon. Pendant ce temps, nous causions avec le docteur Nélaton. Il arrive de Metz : il vient de quitter l'Empereur. Il l'a laissé bien portant. En somme, il croit que Sa Majesté n'a rien ; que l'Empereur est comme les femmes qui sont à la mort quand elles n'ont rien à faire et qui retrouvent leur vigueur à la première occasion. L'orgueil que l'Impératrice avait de la conduite de son fils en présence de l'ennemi, l'Empereur l'avait encore davantage. Pour lui c'était tout : la journée ne signifiait rien en dehors de cela, — ce qu'il éprouve pour son fils, c'est de l'adoration.

La conversation s'est portée tout naturellement sur la maladie du Prince : c'était une suite de la rougeole qui ne s'était déclarée que trois mois après. Un simple séjour à la campagne a fait disparaître la fièvre en quarante-huit heures. Nélaton ne croit pas davantage à la prétendue maladie de la moelle épinière de l'Empereur. « Ce n'était, disait-il, qu'une loquade du docteur Reyer » (3). Le docteur est un homme satisfait et qui ne méconnaît pas son bonheur. Il est jovial et

(1) Dame du Palais de la maison de l'Impératrice, femme du général Ney d'Elchingen, sénateur, aide de camp de l'Empereur et grand-veneur.

(2) Le comte de Cossé-Brissac, chambellan de l'Impératrice.

(3) Un des médecins très importants de la fin du second Empire.

souriant. « J'ai soixante-deux ans, dit-il, j'ai toujours été heureux et je le suis autant qu'on peut l'être. Je puis mourir sans regrets. Mon cœur m'en donnera tout au plus pour deux ans : c'est la seule limite possible de ma vie. J'attends sans crainte. » Il disait cela sans la moindre mélancolie.

L'amiral Jurien de la Gravière est revenu, mais cette fois avec Jeanne. Jeanne est vraiment charmante : elle était tout de rose habillée, et son pâle visage raconte les mêmes choses que celui de M^{me} Clary, la préoccupation de l'époux absent. Nélaton est parti sans avoir pu saluer l'Impératrice. Je regardais avec admiration ces terribles mains qui ont tant torturé et tant sauvé.

L'Impératrice est revenue. Elle m'a aperçu et a envoyé chercher sa Bible, 1 volume in-8, édition de Cologne. Elle m'a montré les deux passages dont j'ai parlé plus haut. Au 14 janvier, celui qu'elle lut, les vêtements encore ensanglantés, est un passage d'Isaïe, chapitre 54, à partir du verset 15. — Celui qu'elle a rencontré, lorsqu'elle est revenue chez elle, après s'être séparée de l'Empereur, c'est la seconde moitié du psaume 58 (1).

Un autre détail. — Nélaton disait que l'Impératrice n'aime pas Saint-Cloud et ne voulait pas y laisser aller le Prince. Néanmoins, il insista auprès de l'Empereur. L'air de Paris n'est pas salubre ; les appartements du Prince donnaient sur un long corridor où brûle continuellement du gaz. Le père et le docteur partirent ensemble et choisirent l'appartement le plus convenable. Quarante-huit heures après, la convalescence commençait. Le Prince, dès qu'il vit sa mère, eut une parole d'enfant terrible : « Et maman qui ne voulait pas me laisser venir à Saint-Cloud ! — Tais-toi, tais-toi », dit l'Impératrice en pleurant et en couvrant son fils de baisers. Elle aime tellement son enfant que l'une de ses reparties suffit à la désoler.

Aujourd'hui, M. Filon (2) a reçu une lettre du Prince. Elle est jalouse. « Voyez donc, c'est à Tristan qu'il donne sa pre-

(1) Les références données par l'abbé Puyol sont inexactes. Ces deux citations ne sont point tirées littéralement de l'écriture, mais composées à l'aide de réminiscences provenant de divers chapitres et résumées sous une forme qui s'attache à l'idée plutôt qu'à l'expression même, comme dans saint Augustin ou dans saint Bernard.

(2) Pierre-Augustin Filon, précepteur du Prince Impérial.

mière balle et son dessin de bataille; c'est à son précepteur qu'il écrit sa première lettre! Et moi, je suis oubliée... »

6 août 1870.

Les ministres sont venus pour un Conseil et ils sont restés à déjeuner. La pauvre Impératrice est comme une *Mater dolorosa*. Ah! plus de toilette, plus d'apprêt, plus de soins de coquetterie. Mais la bonté simple, la grâce et la douleur profonde. En sortant, l'Impératrice me fait un signe : je vais à elle. « L'abbé, me dit-elle, je vous en supplie : allez prier Notre-Dame des Victoires et sainte Geneviève. Faites ces pèlerinages pour moi : la France a besoin du secours de Dieu. »

Je pars, j'arrive à Paris; la ville est en fête. Des drapeaux à toutes les croisées, la population est en proie à une indicible joie (1). C'était la fameuse dépêche, triste pendant de la dépêche du Tartare sur la prise de Sébastopol (2). Hélas! je savais bien que ce ne pouvait être la vérité. Je fais mes trois stations. Je passe par la Bourse, par la place Vendôme; je vois quelques groupes de désappointés, mais rien qui me dit quelque chose. Les journaux ont démenti ce faux bruit; j'en fais ample provision. J'arrive à Saint-Cloud. Je vais porter mes papiers et mes nouvelles au salon. Tout est dans un émoi extrême. « Vous venez de Paris? Mais qu'y a-t-il donc? » L'Impératrice se précipite vers moi. « Dites-moi la vérité. Que se passe-t-il? » Je suis tout stupéfait : « Mais je ne sais rien. — Où avez-vous été à Paris? » Je raconte mon itinéraire : rue de Rivoli, place Vendôme, où se trouve un rassemblement qui demande des nouvelles, boulevards ayant les fenêtres pavoisées, Bourse où il y a de l'émotion comme il y en a toujours, etc., etc... — « Il n'y a rien de plus? — En vérité, Madame, je n'ai rien vu. — Merci! » et elle rentre en sanglotant dans ses appartements (3).

(1) « Le 6 août vers midi, le bruit se répandit à la Bourse que l'armée prussienne venait d'être écrasée. Par une singulière ironie du sort, c'était l'heure où Mac-Mahon pliait, où Frossard laissait échapper la fortune... Les refrains de la *Marseillaise* éclatèrent..., les drapeaux parurent; sur les boulevards quelques magasins se pavoisèrent. » (P. de la Gorce.)

(2) L'allusion se rapporte à une prétendue dépêche, transmise, disait-on, par un Tartare, et qui, après la bataille de l'Alma, avait annoncé faussement la prise de Sébastopol. De là une joie passagère, dans Paris. (*Lettre de M. Pierre de la Gorce à l'annotateur.*)

(3) L'anxiété de l'Impératrice et de son entourage s'expliquent d'autant mieux qu'aucun avis officiel n'était venu confirmer la prétendue victoire française. La

Aussitôt, un *tolle* universel de la part de tous les assistants. Voici ce qui s'était passé lorsqu'on a découvert que la nouvelle était fausse. Naturellement, à Paris, on est allé s'en prendre à Émile Ollivier. On y va en nombre. On pénètre chez lui. On lui demande des nouvelles. Il n'en a pas. On l'envoie promener. Alors il se fâche et fait évacuer son hôtel (1). Mais en même temps, il expédie à la Régente un télégramme qui lui dit en termes exprès que la Révolution se réveille, et qu'il faut venir à Paris. La Régente n'a pas voulu de cette promenade à Paris. Elle a envoyé le général Lepic (2) dans la capitale pour voir les ministres et décider des mesures de précaution.

Le dîner s'est fait, vous pouvez supposer comment. Une dépêche de l'Empereur arrive, à six heures, de Metz : « Frossard engagé; pas de nouvelles de Mac-Mahon; succès incertain, bon espoir (3). » Redoublement de terreur. Metternich est là, il est aussi soucieux que tous les autres. On se lève, on va se promener, on ne rencontre qu'un poignant serrement de cœur.

Je quitte la duchesse de Malakoff, je rentre dans les appartements, je trouve l'Impératrice assise autour d'une table avec le général Lepic, Cossé-Brissac, et la princesse de la Moskowa. Je veux m'esquiver. Elle m'appelle : « Mettez-vous là et écoutez. » Voici ce que j'ai entendu. Si jamais le système parlementaire trouve en moi un apologiste, ce sera parce que j'aurai quelque espoir de l'étrangler le lendemain. Lepic faisait ses communications; il est d'abord allé au Ministère de la Justice. Tous les ministres s'y trouvaient. Ils ne s'entendent pas.

La journée se passa dans une incertitude exaspérante, et c'est au milieu de la nuit seulement que l'Impératrice reçut des mains du marquis de Piennes, chambellan de service, le télégramme de l'Empereur lui annonçant le double désastre de Fröschwiller et de Forbach.

(1) La scène se passait à la Chancellerie, place Vendôme, au retour du Conseil des ministres, qui s'était prolongé assez tard à Saint-Cloud.

(2) Aide de camp de l'Empereur; il remplissait les fonctions de premier maréchal-des-logis, surintendant des palais impériaux.

(3) Frossard, aide de camp de l'Empereur et chef de la maison militaire du Prince Impérial, commandait le 2^e corps de l'armée du Rhin à Forbach (6 août). Dès la veille au soir, il avait, avec l'approbation de l'Empereur, ramené ses trois divisions d'infanterie en arrière, pour les répartir entre diverses positions jalonnant le plateau de Forbach à Sarreguemines. Ses 28 000 hommes s'y heurtèrent inutilement aux forces conjuguées de Steinmetz et du prince Frédéric-Charles, qui en comptaient plus de 50 000. Il fut, en outre, victime de la coupable inertie de Bazaine.

Il n'a pu rien tirer d'eux, si ce n'est une copie d'une proclamation du Conseil des ministres qu'ils ont faite en leur nom, sans la soumettre à l'Impératrice. — Les bras lui en sont tombés, à la pauvre femme. Elle a dit : « Mais alors, à quoi bon une Régente ? » Et, après un moment de silence : « Je ne dirai rien : je ne veux pas qu'une question de personnalité soulève l'ombre d'une difficulté... »

Lepic a continué : « Ils demandent que toutes les dépêches de l'Impératrice soient livrées au public. — Je le veux bien. — De là, continuait Lepic, je suis allé chez Piétri. Piétri est un homme de tête : il a fait sa proclamation et il se met en mesure de la faire respecter. Il croit qu'il y a là-dessous une œuvre révolutionnaire : il estime qu'à l'aide de la déception générale on peut essayer de tenter quelque chose. — Oui, a dit l'Impératrice, une sorte de conspiration de Malet. — Mais Piétri essaiera de tout disperser avec les sergents de ville ; puis, il fera marcher vigoureusement la garde de Paris. Si cela ne suffit pas, il fera appel à la troupe. »

Lepic, de chez Piétri, est allé chez le maréchal Baraguay d' Hilliers. Juste, c'est le moment que le maréchal a choisi pour boudier. Il boude parce que, peut-être, on ne lui a pas donné un corps d'armée, ou parce qu'on ne lui a pas donné des ordres directement, ou parce qu'on ne l'a pas invité à déjeuner. Il reçoit de haut le général Lepic, qui est presque un camarade : « Monsieur le général, vous savez comme moi quelles sont mes troupes. Monsieur le général, vous n'ignorez pas que je marcherai dès que j'aurai reçu des ordres des ministres. » — Mais, qu'importe ! Celui-là est un soldat. Il est de mauvaise humeur, mais il fera son devoir. — En revenant, Lepic va encore au Ministère : ils ont pris une décision, c'est d'envoyer Maurice Richard à Metz, informer l'Empereur de ce qui se passe.

C'est le dernier coup. L'Impératrice écoute sans sourciller, mais elle est horriblement pâle. Elle peut à peine balbutier : « Mais pourquoi aller ajouter aux préoccupations de l'Empereur ? Ne peut-on le laisser diriger la guerre sans lui casser la tête de nos ennuis ? »

Elle n'en pouvait porter davantage. Elle s'est retirée. Le général Lepic nous a dit en se levant : « On nous annonce la visite de quelques mauvais gars, sous prétexte de porter une

pétition à l'Impératrice. Je m'en vais donner des ordres pour qu'on les reçoive à coups de chassepot. »

A ce moment, neuf heures et demie, on me remet une dépêche de la Grande Aumônerie qui m'annonce que je dois rentrer à Paris demain et céder ma place à l'abbé Liabeuf, et que je dois dire la messe de neuf heures aux Tuileries. Le matin, il avait été décidé, au contraire, que je passerais la semaine prochaine à Saint-Cloud... J'ai le cœur serré de voir les défaillances et les trahisons prêtes en cas d'infortune. Le spectacle de cette Impératrice accablée me navre, et je suis disposé à me faire tuer pour elle.

Je vais prendre congé d'elle : « Madame, je pars. — Déjà ? — J'ai un ordre de service pour les Tuileries. — Je le regrette : mais je ne tarderai pas à vous revoir. — Donnez-moi, Madame, votre main à baiser. (Elle me l'accorde.) — Vous prierez toujours pour nous. — Non, lui dis-je, je ne prierai que pour l'Impératrice. » Elle m'a dit avec émotion : « Pour tous, pour tous et surtout pour la France. — Madame, laissez-moi donc ne penser qu'à vous. Vous le voyez, on vous oublie... — Chut ! chut ! m'a-t-elle dit en souriant et en me montrant un groupe rapproché. — Eh bien ! ai-je répondu, je veux désobéir à l'Impératrice et lui dévouer toutes mes prières. » De nouveau je lui ai baisé la main, et je suis rentré dans ma chambre pour écrire ceci.

Demain, je quitterai Saint-Cloud à six heures du matin. Dieu veuille qu'il nous arrive ce soir une dépêche favorable de l'armée. Cela suffira pour détendre la situation. »

* * *

Ici se termine le récit de l'abbé Puyol, récit malheureusement fragmentaire et qui atteint, en sa partie finale, à la plus poignante émotion.

Le lendemain, dimanche 7 août, hélas ! tandis que les cloches des églises vibraient joyeusement dans l'air d'une radieuse matinée d'été, Paris apprenait avec « une sorte d'hébètement terrifié » la double défaite de la veille, dont l'Impératrice avait, dans la nuit même, transmis la nouvelle au Ministère de l'Intérieur, en lui communiquant le funeste message reçu de l'Empereur.

Tandis que Frossard était battu à Forbach, Mac-Mahon,

accablé par des forces de plus de 100 000 hommes, — il n'en comptait que 40 000 ! — succombait, malgré l'indomptable acharnement de ses magnifiques soldats, à Frœschwiller, où la bataille s'était engagée dans des conditions parfaitement imprévues de part et d'autre.

Ce fut, avec la destruction de l'armée d'Alsace, le prélude des échecs sanglants que l'armée de Lorraine devait éprouver, quelques jours après, sous Metz, et l'invasion de nos deux belles provinces de l'Est. Ce furent bientôt la chute du ministère Ollivier, remplacé par le ministère Palikao (9 août), et les premiers signes avant-coureurs des événements du 4 septembre, sur lesquels l'abbé Puyol a laissé, nous l'avons dit, un mémoire qui présente la valeur et la sincérité d'un témoignage véritablement historique.

On peut regretter que le chapelain impérial ait été rappelé à Paris plus tôt qu'il ne s'y attendait, et nous ne sachons pas que les suivants de l'abbé Puyol dans son service aient tenu, comme lui, leur « Journal de Saint-Cloud ». C'eût été, surtout si l'on eût pu le recueillir d'une plume qualifiée à l'égal de la sienne, une précieuse contribution à l'étude de cette angoissante période de la suite d'août et du commencement de septembre 1870, qui marque l'une des époques les plus tragiques de notre histoire.

PIERRE JOUVENET.

AU CŒUR DE L'ANATOLIE

I

LA FORTERESSE

De quelque côté qu'on aborde les hauts plateaux de l'Anatolie, de la verte plaine de Brousse, ou des rives édéniques de Smyrne, de la vallée du Méandre, jardin du paradis, des bords de la mer Noire ou des serres chaudes d'Adana, on a l'impression de gravir, degré par degré, les bastions d'une âpre forteresse, irréductible.

Bordée de tous côtés par d'étroites bandes de terre fleurie et comblée, comme de fossés bien arrosés, elle apparaît, gradin après gradin, plus sévère, séries de plateaux montant de l'ouest à l'est, étageant ses villes cadénassées par les montagnes jusqu'à ce bourg d'Erzeroum, à 1800 mètres d'altitude. Elle domine le désert de Syrie; elle va s'appuyer aux massifs du Caucase et de l'Ararat, nœud puissant qui divise en deux parts le continent d'Asie, aussi nettement que des espaces océaniques.

Oui, forteresse, l'Anatolie multiplie les ouvrages de défense, aligne dans les régions de l'est, autour de chacune de ses plaines, une suite de terribles montagnes; ses collines occidentales ressemblent à des postes d'observation; ses cols sont d'inquiétants défilés, ses gorges, des abîmes entre des parois à pic. Et les hautes cimes de l'Olympe de Bithynie, de l'Erdjias et du Taurus se dressent comme des sentinelles géantes.

Ce formidable appareil, qui protégea les germes sensibles des civilisations primitives, isola, pendant des siècles, un peuple satisfait de son isolement. Il commence de comprendre que

les murailles infranchissables ne peuvent plus, aujourd'hui, empêcher les hommes de participer au grand courant de la vie universelle.

ANGORA

Mes yeux se sont fermés, encore pleins des images ravissantes d'une fin de journée d'été à Constantinople : la courte traversée de Galata à la gare d'Asie, Haïdar Pacha, puis les rives de la Marmara, les courbes molles, les maisons enfouies sous les roses, les arbres penchés, sombres guirlandes découpées sur la mer, le clair de lune argentant des campagnes mystérieuses et touffues.

Le train roule dans la nuit, le train accéléré qui, trois fois par semaine, assure le service entre la capitale d'hier et celle d'aujourd'hui.

Le jour levant nous réveille. Les yeux, un instant, vacillent, en découvrant cette terre d'Anatolie, immense et vide, sans arbres, sans herbe, encerclée de montagnes si lointaines, et d'un blond si léger, qu'elles semblent à peine une limite; elles prolongent l'horizon en verticale à la rencontre du ciel; paysage qui serait désolé, puisque toute vie en paraît absente, et qu'on est accoutumé à chercher dans la nature les traces humaines, — si ce n'était cette lumière bondissante et neuve, au point qu'on dirait qu'elle n'a jamais servi. Le vent fouette les visages penchés à la portière et déjà je reconnais le vent qui a passé sur des cimes et rapporte on ne sait quels effluves réconfortants. Il nous accueille dans son libre royaume. Après l'oppression de la canicule sur les bords brûlants de la mer, se sentir enveloppés par le souffle des montagnes!... Je lui souris avec gratitude.

Un arbre est un événement. Quelques saules se suivent dans un creux. On voit luire un peu d'eau parcimonieuse, un ruisseau que la sécheresse n'a pas tout à fait épuisé. O prodige! Des plants de tournesols... il y a donc des habitants sur cette terre dépouillée? Seules, jusqu'ici, défilaient à toute vitesse les petites gares pimpantes, comme des joujoux à peine sortis du magasin, et portant un nom illisible. Mais voici que le pauvre ruisseau a permis l'existence d'un village : des maisons de pisé s'aplatissent contre le sol, de la même couleur que lui, et, tout

de suite s'effacent, semblent rentrer dans la terre, ne laissant de visible qu'une étroite bande de verdure. La plaine remonte insensiblement vers les montagnes désertiques. Elle se rétrécit tout à coup. Le train s'engouffre dans un dédale de défilés rocheux. Une autre plaine surgit, vaste, entourée de montagnes, et que dominent trois collines, la plus haute portant à son faite une ville dressée dans ses remparts et abritant une vieille cité déroulée à ses pieds, la plus basse laissant entre elle et sa voisine une large coupure où s'inscrit une sommité lointaine.

Des usines. Des antennes de télégraphie sans fil, là-bas. Un quai, des autos alignées; une large avenue tirée au cordeau, coupant des terrains vagues, bordée de baguettes d'acacia et tendue vers cette foule d'édifices très modernes envahissant la plaine, et qui déconcertent les yeux tout à l'heure éblouis de solitude : Angora.

La ville neuve. — Aucune transition entre la cité médiévale et la ville nouvelle qui, sans cesse, multiplie ses bâtiments neufs. Elles ne se pénètrent point, elles se juxtaposent. L'une, retirée dans sa citadelle et blottie au pied des pentes arides, l'autre, avançant hardiment dans la plaine, s'adosse à la colline de Tchan-Kaya. On l'appelle Yéni-chéhir, la ville neuve.

Celle-ci compte cinq années d'existence à peine; l'autre? six mille ans, peut-être, car elle a dû être habitée au temps des Hittites, et même avant... Sa muraille d'enceinte est vieille de plus de deux mille ans. Une de ces villes qui ont toujours été là.

Après un passé tumultueux, où elle fut ardemment convoitée, prise et reprise par des vainqueurs différents, après des heures de gloire, — elle a vu proclamer un empereur romain, elle entendit peut-être prêcher saint Paul, elle assista à deux conciles de l'Eglise et connut des saints, — Angora, retombée à l'obscurité, n'était que le chef-lieu d'un vilayet, ne changeant rien à son mode de vie et à sa physionomie, depuis l'époque lointaine où les Turcs seldjoukides la plièrent à la loi islamique et la dotèrent d'admirables mosquées. A plus d'une reprise, elle fut un centre de réaction contre l'empire ottoman. Il semble que, de tous temps, les Turcs aient trouvé dans cette

cité l'atmosphère propice à leurs aspirations, à leurs résistances et reconnurent en elle le cœur même de leur race vaillante et opiniâtre. Mais ces mouvements n'intéressaient pas l'Europe, et Angora continuait d'être une obscure bourgade perdue sur les plateaux d'Asie Mineure.

Lorsque survint la plus magnifique de toutes ses aventures... D'ailleurs, elle était prête à l'instant où son destin lui fit signe.

Avant que Mustapha Kémal, commandant une armée de volontaires, parvint à Césarée, Angora lui fit dire qu'il pouvait compter sur elle. Dès lors elle fut la ville élue. Promue capitale de la République turque, appelée du jour au lendemain à l'existence d'aujourd'hui, elle dut, avec ses pauvres moyens, accueillir les membres du Gouvernement et leur suite nombreuse. Elle vit s'abattre sur elle un essaim d'architectes, de fonctionnaires, de journalistes, qui la bouscullaient, s'installaient, réclamaient des maisons, du terrain, des renseignements. De son mieux elle ajusta ses vieilles rues aux quartiers en devenir, ses toits sans ambition à ces ministères sortis du sol comme par enchantement, à ces banques aux façades imposantes. Elle garde cette physionomie un peu effarée des gens qu'une fortune subite oblige à emménager dans une demeure luxueuse et inachevée, qui les effraie à leur insu et où ils essaient de conserver tant bien que mal les chers souvenirs de leur obscurité.

Des rues que l'on perce, de brillants magasins confrontés avec les échoppes du bazar, des édifices qu'on voit s'élever de jour en jour, des plâtras, des échafaudages, de vieux cimetières que l'on défonce, pour les transformer en jardins, et qui laissent échapper leurs crânes.

Cependant la physionomie de la ville neuve se dessine déjà, villas pimpantes alignées, bâtiments officiels aux façades habillées de faïences bleues et vertes, rues larges, où la circulation des automobiles sera facile à régler, coupant à angle droit l'avenue de la République, aux longues perspectives régulières, qui deviendra les Champs-Élysées d'Angora. Ses frères acacias essaient résolument de grandir. Elle commence à se border de palais : le Musée la domine, puis le vaste ministère de l'Hygiène, le *Turk-Odjak* (foyer turc) en construction. La statue équestre de Mustapha Kémal, en bronze, apparaît au centre d'un rond-point. Aux abords de la colline de Tchan-

Kaya, où l'avenue de la République conduit en ligne droite, la plupart des ambassades établiront leurs quartiers : celle d'Allemagne, installée la première, multiplie ses édifices ; le palais des Soviets est une masse écrasante.

Au flanc de la colline un peu verte où les notables d'autrefois cultivaient leur vigne, s'échelonnent les villas des ministres, parmi les maisonnettes anciennes, crépies en blanc et rose sous l'entrelacs des poutres. Au sommet, la résidence de Mustapha Kémal. On la reconnaît de loin, car elle est entourée de vieux arbres, un sujet d'étonnement ici... un luxe, le seul luxe auquel il tienne.

L'avenue de la Gare aborde la ville entre le palais du Parlement et le nouvel hôtel, l'Angora Palace, pour aboutir aux rues commerçantes où circulent les autobus, où des magasins tout neufs présentent les « dernières nouveautés ». Les rues se déploient autour d'une place que domine le monument de la République.

Sur un socle très haut, où sont sculptés des bas-reliefs, le général victorieux, à cheval, fixe sur la plaine son regard indomptable. A ses pieds, trois figures de bronze : deux soldats, jetés en avant, appelant leurs camarades, et, en arrière, une paysanne, qui porte un obus sur son épaule courbée, symbolise l'action héroïque des femmes d'Anatolie pendant la guerre d'indépendance. N'est-ce pas la première fois qu'en Turquie on voit une place publique s'orner d'une figure féminine ? Le long de la plate-bande fleurie, autour du monument, des têtes de loups, en pierre, carrées, puissantes, laissent échapper un filet d'eau.

A ces palais, à ces villas les architectes s'efforcent de donner le style du pays. Ils distribuent des coupoles, empruntent aux vieilles maisons leurs encorbellements, les façades à trois pans, les balustrades de pierre. Ils font venir de Koutaya des faïences bleues et vertes qu'ils disposent en frise et en dessous réguliers le long des corniches.

S'ils s'égarent et veulent imiter l'Occident, l'opinion publique les rappelle à l'ordre. Un journaliste facétieux ne déclarait-il pas que tel édifice n'est point de style turc, puisque les pigeons d'Angora refusent de s'y poser ! Il faudrait parler aussi de l'ébahissement des cigognes, nichées sur la colonne d'Auguste, et qui ne reconnaissent plus la cité dont elles sont le porte-bonheur...

On voudrait que la ville neuve ne comptât que ces maisons basses entourées de jardins que les Turcs affectionnent. Mais la surenchère du terrain leur infligera bientôt les hautes bâtisses et la proximité des appartements superposés, une des laideurs de l'Occident. Un architecte m'affirme que, dans la vieille ville, un mètre de sol s'est vendu jusqu'à six cents livres turques (1). Le prix moyen est de cent livres turques par mètre carré.

Jusqu'ici, néanmoins, l'Angora nouvelle garde une unité de style, une spontanéité, nulle part rencontrées, et l'on respire dans ses rues une sorte d'enthousiasme, de bonne volonté, de jeunesse émanant de partout. Le mot « demain » retentit sans cesse : les yeux des Turcs contemplent la cité future ; il semble que le présent s'agrandisse de l'avenir, un avenir rempli des belles certitudes du présent.

La vieille ville. — Angora, réveillée en sursaut par le prince Charmant. Sous le manteau neuf dont il l'a revêtue à la hâte, elle a gardé sa robe d'autrefois. Comme elle me plaît, cette robe désuète, laissant traîner ses plis au bas de la colline et déroulée à la rencontre de l'Angora nouvelle !

Maisons crépies en blanc, aux poutres apparentes, façades à encorbellement, vieux moucharabieh dont les boiseries lavées sont devenues presque grises, mosquées entourées de grands arbres, places silencieuses, recueillies autour d'un tombeau.

Brusquement, au sortir d'une rue transversale, on voit apparaître la citadelle emboitant tout le faite de la colline. Haute muraille flanquée de proche en proche par des tours triangulaires qui se silhouettent comme des proues, double enceinte, abritant la Cité d'en haut. Le long des pentes abruptes on reconnaît les restes d'un troisième mur de défense et l'emplacement de grosses tours rondes qui descendaient jusqu'à la ville romaine.

C'est la fin de l'après-midi. L'ardeur du soleil oblique se réfugie le long de ces rampes arides, comme appelé par ces vieilles pierres qui se dorent et s'empourprent. Toute la colline d'Angora flamboie, jusqu'aux masses sévères du vieux han (2),

(1) La livre turque vaut 2 fr. 60 or.

(2) Caravansérail.

énorme construction, vieille de plusieurs siècles, à mi-hauteur, et l'on ne prête aucune attention aux quelques villas neuves qui montent à l'assaut des premiers escarpements.

La petite Cité d'en haut est si bien lovée entre ses murailles qu'on ne l'aperçoit pas tandis qu'on gravit le roide chemin. Et c'est une surprise, lorsqu'on a franchi la porte en arc, ouverte dans l'épaisseur du massif de pierres, de la découvrir, intacte et secrète, avec ses maisons anciennes si rapprochées que leurs encorbellements se touchent par-dessus les ruelles. Elle a son bazar où les échoppes se serrent, et, sur une place étroite et ombragée, sa mosquée enclose d'un mur où s'encastraient des marbres grecs et romains portant des inscriptions.

Le long des petites rues si calmes, des femmes accroupies sur leur seuil vous suivent du regard. Le bazar a fermé ses portes, les hommes reviennent de la mosquée. Autour d'une fontaine avare, un groupe de jeunes filles et d'enfants attendent leur tour de poser une cruche sous le mince filet d'eau.

Une pente nue rejoint la muraille supérieure où s'adosse une construction blanche, reste de la citadelle, qui deviendra un musée. Elle surplombe une paroi à pic encore défendue par des murs, face à la colline jumelle, le Mont Tamerlan, désert, qui étage ses blocs de porphyre d'un rouge sombre autour des stèles d'un vieux cimetière.

On s'asseyait sur les pierres chauffées. Des lions de marbre romains s'échelonnent au pied de la petite maison où loge le gardien du musée, un philosophe qui cultive des lauriers roses et soigne une bande de chats. Ici, à près de mille mètres d'altitude, on respire des souffles frais. Toute la plaine d'Angora s'étale, remontant doucement vers les ondulations lointaines, s'appuyant à ce demi-cercle de collines où les villégiateurs d'autrefois ont laissé des traces de verdure. La montagne du Ciel, là-bas, ferme l'horizon de son triangle bleu. L'Elma-dagh, dominant Tchan-Kaya, face à l'Hissar-dagh, semble une longue colline crénelée en dépit de ses 1980 mètres.

Le soleil va plonger derrière la montagne ; et la plaine, tout à l'heure d'un blond ardent, devient pourpre, rose et violette : impalpable floraison de la terre, d'une douceur, d'une richesse, que les futurs jardins d'Angora ne parviendront jamais à égaler.

Le soleil a disparu. La montagne du Ciel plaque une pyramide violette sur le ciel rouge. La lumière de la plaine

s'effaule. Le crépuscule est très bref; nos yeux retournent vers la ville neuve, ample, régulière, gainée d'échafaudages, qui déjà pique de points de feu le bord du désert; les vieux quartiers turcs sont massés dans l'ombre, tandis que les maisons de la Cité d'en haut gardent une clarté à leurs façades, étrange reflet d'un monde qu'on ne voit pas.

Des fils brillants s'étirent dans la plaine assombrie. Un ruisseau? Je pense à la rivière d'Angora dont je n'ai pu découvrir le cours. Elle a un nom, Inge-Sou (l'eau mince), elle reçoit même des affluents. Peut-être s'endort-elle en été, au milieu de son lit. Ces fils brillants allongés sur la plaine, c'est tout ce qui reste d'elle, sans doute.

LE TEMPLE D'AUGUSTE

Une des plus belles mosquées seldjoukides d'Angora porte le nom d'Aslam Hané, la demeure du lion, sans doute à cause de ce grand lion de marbre, en face de sa porte, legs des Romains probablement. Sans le déranger, ils ont élevé à quelques pas de lui un tombeau où s'adosse une maison décrépite et précieuse, car des dalles sculptées sont insérées dans les murailles. Une inscription grecque demeure bien lisible sur l'un de ces marbres: les noms de quatre-vingts habitants d'Ancyre qui s'étaient réunis pour élever un monument en l'honneur d'Auguste.

Le temple d'Auguste, demeuré debout, atteste l'importance que l'empereur accordait à sa ville d'Ancyre, puisque sur les murailles de ce temple il fit graver son testament, copie, dit l'inscription, de l'acte authentique qui est gravé à Rome, sur deux tables d'airain.

Les tables d'airain ont disparu, et c'est à Angora qu'il faut venir pour déchiffrer le texte du testament impérial. Si le mur du fond a été détruit avec sa porte par les chrétiens, pour transformer le temple en église, les murailles principales et l'entrée monumentale sont intactes. Intactes ces hautes pierres dorées tenues entre elles par des crampons, offrant au graveur cette belle page lisse et dure et où les caractères apparaissent très nets, l'inscription latine sur la face interne, la traduction grecque sur la face extérieure.

Hautaine justification de sa vie, que le vieil empereur dicta

à l'âge de soixante-seize ans, paroles fières et tristes que l'on croit entendre résonner entre les murailles magnifiques, avec l'inflexion d'un adieu.

« Quant aux nations étrangères, quand j'ai pu les conserver sans danger, j'ai mieux aimé les conserver que les détruire...

« J'ai fait revivre les exemples de nos ancêtres...

« Dans les temples de toutes les villes d'Asie, j'ai rétabli après ma victoire les ornements dont les avait dépouillés, pour en jouir comme d'une propriété privée, celui auquel j'avais fait la guerre...

« Je n'ai pas voulu prendre la place de quelqu'un qui vivait encore...

« Sans que j'aie jamais fait la guerre injustement à aucun peuple... »

Paroles qui sonnent singulièrement juste aujourd'hui encore.

LES JARDINS D'ANGORA

Une capitale où l'eau manque... On ne peut compter sur l'intermittent Inge Sou qui ne garde en été que quelques flaques boueuses, où les bestiaux vont boire et les femmes laver leur linge. La ville qui pouvait s'en tirer à peu près, avec ses quelques fontaines, lorsqu'elle comptait trente mille habitants ne sait plus comment suffire aux besoins de quatre-vingt mille !

Il était question d'amener à Angora l'eau d'un petit lac, situé à vingt-cinq kilomètres, au delà des défilés de Tchan-Kaya, sur la route de Koniah. Mais, tout récemment, on a trouvé des sources, à une quinzaine de kilomètres de la ville. Il a fallu les chercher en creusant le sol jusqu'à quatorze mètres de profondeur. L'eau est pure et suffisamment abondante. De grands travaux sont commencés pour la capter. Lorsqu'ils s'achèveront, on sera en mesure de distribuer à chaque habitant cent vingt litres par vingt-quatre heures.

Plus tard, lorsque la ville s'agrandira ? On trouvera d'autres sources... En attendant, il faut une lutte incessante pour obtenir un parterre.

Autour des villas neuves on a préparé des jardins, jardins en devenir, où des plantes, hâtivement semées et courageuses, tendent leurs fleurs le long des clôtures : capucines, œillets

d'Inde; les passants leur sourient et se retournent pour les regarder encore.

Chaque jour, je me penche au balcon de l'hôtel sur la plate-bande d'herbe vive qui est un bain frais pour les yeux. Un arrosage quotidien lui permet de supporter l'accablant soleil. Cet arrosage coûte à l'Angora Palace vingt-cinq francs or par jour...

De l'autre côté de la route, le jardin du Parlement entoure le bâtiment neuf à trois ailes, au balcon ajouré, aux jeux de faïences bleues, qui a une expression de bonhomie. Les arbres sont à peine en état de feuiller; on n'a pu obtenir un buisson, un coin d'ombre. Le jardin aux allées trop blanches semble un miroir où convergent les rayons de soleil. Pourtant il a des fleurs qu'un vieux jardinier suisse arrose avec pitié, tout en se lamentant de dispenser si peu d'eau; ces fleurs aux corolles diminuées ont l'air de s'épanouir à travers de la souffrance. Il en est d'un peu désuètes et délicieuses comme ces volubilis qui montrent tant de bonne volonté. Les rudes soucis ne sont pas difficiles à contenter et les zinias s'efforcent chaque jour d'élever davantage leurs tiges raides où un bouton est promis. Il y a aussi des roses, le triomphe du vieux jardinier qui les compte avec vénération et se fâche si quelqu'un essaie de lui en dérober une. Ces roses d'Anatolie, éclatantes et fragiles, dont les corolles privées d'humidité s'effeuillent à peine ouvertes, comme elles sont précieuses!

Un jour que nous partions pour l'intérieur du pays, un jeune confrère journaliste m'apporta un bouquet : des zinias, des œillets d'Inde, serrés, presque sans feuilles, et des roses! Comme une sorte de prodige je le considérais, je le gardais dans mes mains, qui, depuis si longtemps, n'avaient tenu de fleurs. Et rien ne m'a plus touchée que cette offrande d'un pauvre jardin d'Angora, ces fleurs qui ont tant de mal à s'ouvrir et qu'on offrait à une passante.

SUR UNE TERRASSE DE TCHAN-KAYA

Pourquoi Mustapha Kémal a-t-il élu, comme capitale, dans cette plaine dépouillée, cette rude cité, si pauvre, sans ombrage et privée d'eau?

Telle est la question que se posent certains étrangers. Sans

doute ne sont-ils pas venus, sur cette terrasse, au sommet de la colline de Tchan-kaya, devant la maison très simple que Mustapha Kémal a fait agrandir d'une tourelle pour loger sa bibliothèque. Ils ne se sont pas arrêtés à cette place, la place même où le Ghazi contemple chaque jour Angora dans les robes changeantes que tisse la lumière. Ils auraient senti qu'il l'a choisie, dure à elle-même, vaillante, irréductible, parce qu'il l'a reconnue et s'est retrouvé en elle.

Forteresse au cœur de l'immense forteresse qu'est l'Anatolie, défendue de tous les côtés par ses montagnes, qui ne livrent qu'à regret d'étroits passages, habituée à dominer, pure des malfaisantes atmosphères levantines, elle s'imposait. L'histoire de la Turquie connaît des rythmes mystérieux. Une fois déjà, un grand chef, un victorieux, choisit Angora pour y enraciner la domination seldjoukide : sans doute obéissait-il au même ordre intérieur.

Avec son faite horizontal et les pentes régulières de sa colline, Angora a gardé, en les amplifiant, les lignes des vieilles citadelles hittites, recouvertes de terres, qui bombent de place en place le sol de l'Anatolie. De quelle poigne elle étreint sa colline ! Avec quelle taciturne allégresse elle dresse sa muraille, deux fois millénaire, et ses tours qui semblent un collier de sentinelles ! Elle enferme ses petites maisons et veille sur la cité neuve répandue à ses pieds.

Autour de cette dure silhouette, d'une grandeur qui se révèle peu à peu, s'évase la plaine nue, close entre ses montagnes. Muets colloques, échanges silencieux... comme elles s'entendent, la plaine désertique et la vieille cité ! Ici, rien ne parle de vie facile, de repos, d'oubli, de détente. Elles sont bien loin, les nuits voluptueuses du Bosphore, les promenades enchantées sur les bateaux déchirant l'eau soyeuse entre les palais inondés de clair de lune, l'odeur des roses qui vous rejoint, l'ombre des bois, la douceur des rivages. Ici tout est lutte, dans le passé, dans le présent, luttés contre les envahisseurs, luttés contre une armée que soutenait l'Europe, aujourd'hui, contre une nature ingrate, un sol qui refuse la culture, contre une humanité pliée à des routines... Ici, tout est dépouillement. Une sorte d'ascétisme héroïque s'épanche de la ville à la plaine. Dédaigneuses des contingences, indifférentes aux biens qu'on entasse et qu'on évalue, elles ne connaissent

que l'or impondérable qu'elles bercent longuement à chaque aurore, à chaque soleil couchant.

Le mouvement des montagnes elles-mêmes apparaît symbolique : entre elles s'établissent de mystérieuses correspondances. Une tête de rochers se lève et veille par-dessus cette longue épaule ; d'autres faces sont dressées, des bras se tendent.

Gigantesque réplique de la citadelle humaine, les montagnes s'ordonnent en une série d'enceintes, et forment un cercle immuable autour des trois collines dont la plus haute porte la cité bien gardée.

ON EST EN TRAIN DE CONSTRUIRE...

— On est en train de construire... dit le ministre.

Quel ministre ? Celui de l'Instruction publique ? de l'Intérieur ? de l'Hygiène ? des Affaires étrangères ? Peu importe, car tous ont répété ces mots qui reviennent sans cesse sur leurs lèvres ; jeunes, tous, ils ont la même expression d'ardeur, ils sont remplis d'enthousiasme, de projets. Ils se groupent autour de leur chef, Mustapha Kémal, accordés à la même idée, dévoués à la même cause. Ce gouvernement turc donne une singulière impression d'unité.

— On est en train de construire...

Quoi ? quoi donc encore ? Tout : des ministères et des écoles, des instituts, une annexe à l'hôpital, des casernes, un Turk Odjak, des maisons pour les fonctionnaires, des aqueducs, des routes, des kilomètres de chemin de fer, un village modèle, que sais-je ? Tout enfin.

Une autre phrase, également sobre, s'aligne en face de la première :

— Nous devons compter sur nos seules ressources qui ne sont pas grandes.

Tout construire... et si peu de capitaux ! Se suffire à soi-même, se créer soi-même... On écoute, on admire tant de confiance, et, de jour en jour, on constate que ces projets, qui semblaient chimériques, passent dans l'ordre des réalisations.

Lorsque le gouvernement de la République, il y a cinq ans, vint s'installer à Angora, il trouva la vieille cité dénuée de toute ressource et infestée de malaria. Il fallut s'arranger comme on put, camper, vivre de rien dans des maisons déla-

brées. Déménager de la somptueuse ville des sultans pour tomber dans ce désert ! Les ambassadeurs louaient à la semaine des wagons-lits, immobilisés sur les rails. On improvisait des dortoirs pour les députés. Tous eurent à souffrir. Les ministres prenaient la fièvre et continuaient de travailler. On assistait à cet étonnant spectacle d'un gouvernement sans domicile qui campait dans sa capitale.

Sans perdre un jour, architectes, entrepreneurs, maçons se mirent à la besogne. On construisait partout à la fois. Il fallait aller au plus pressé. En premier lieu vivre...

Aujourd'hui encore, il n'est pas facile d'installer à Angora le vaste appareil gouvernemental d'un grand pays. Beaucoup de fonctionnaires hésitent à faire venir leur famille : il faut accepter l'inconfort, l'inachevé. On manque de logement et la vie est très chère. Cependant, de mois en mois, la situation s'améliore. Les maisons poussent plus vite que les arbres. Elles se multiplient à raison d'un millier par année. Depuis que l'Angora Palace est ouvert, avec ses vastes salons, son restaurant, ses chambres, la vie sociale d'Angora s'est établie. On se retrouve, le soir, on cause, l'orchestre ressuscite autour des danseurs un peu de l'atmosphère d'autrefois. On a pu donner des diners et des bals. On a pu loger le roi et la reine des Afghans.

Tout d'abord il fallut assainir la plaine, lutter contre les moustiques porteurs de malaria, drainer les marécages que le capricieux Inge Sou laissait un peu partout sur sa route, en automne et au printemps. Aujourd'hui, dans cette plaine d'Angora, la malaria est vaincue. Il n'y a presque plus de moustiques. Il n'y a plus de malades.

— Nous avons entrepris la lutte contre le paludisme dans tout le pays, dit le ministre de l'Hygiène. Ce sera long. Mais nous obtenons déjà des résultats.

Il fait apporter des graphiques où s'inscrivent les courbes des maladies. Le paludisme et la variole sont en décroissance. Il y a le trachome enraciné dans les régions de l'Est. Cette maladie, très contagieuse, qui rend aveugle, est un terrible adversaire. Il y a la tuberculose...

— On est en train de construire à Angora un Institut central d'hygiène. La fondation Rockefeller a fait un don de 80 000 dollars pour l'équipement scientifique. Le premier bâti-

ment, destiné aux sections de bactériologie et de chimie, est déjà achevé. L'Institut central d'hygiène donnera des cours de perfectionnement aux médecins et au personnel sanitaire.

Car, ce vaste pays, où tout est à créer, où les communications sont si difficiles, manque du personnel indispensable pour lutter contre les maladies. On s'occupe de le former. Il existe déjà une école d'infirmières dépendant du Croissant Rouge. On commencera sans tarder à préparer des assistantes sociales, qui soigneront les malades dans les lointains villages. Et l'on va construire à Angora un foyer pour ces infirmières.

L'assistance médicale gratuite est encore très insuffisante. En faveur d'une population de 13 millions d'habitants, on ne dispose, dans les hôpitaux de Turquie, que de 9 750 lits. On s'efforce de les multiplier en dépit des moyens matériels limités. On crée des dispensaires, auxquels on annexe une salle de cinq lits ; 135 districts possèdent déjà leur dispensaire. Le vilayet d'Angora en compte, à lui seul, dix, qui seront bientôt aménagés d'une manière perfectionnée et pourront servir de modèles. Des sociétés privées, comme le Croissant Rouge, la Ligue antituberculeuse, le Croissant Vert, — aurait-on jamais cru qu'il faudrait, en Turquie, lutter contre l'alcoolisme ? — secondent l'effort du gouvernement.

Nous avons visité l'hôpital d'Angora, une série de pavillons clairs et gais, fort bien tenus. Quelques-unes des chambres ne contiennent que quatre lits. Au-dessus de la porte du pavillon principal, on remarque un bas-relief en marbre, représentant l'histoire de la médecine, copie de la fresque de Bourgeois qui décore l'amphithéâtre de l'École de médecine, à Paris.

Au laboratoire de pharmacie, nous avons vu entrer une jeune fille, timide, baissant ses yeux noirs, escortée de sa mère.

— Je vais lui faire une prise de sang, dit le médecin. Elle voudrait se marier. Alors... Notre loi exige désormais le certificat médical pré-nuptial.

Ainsi la Turquie s'installe une des premières dans des habitudes qui seront peut-être celles de demain.

— On est en train de construire... dit le ministre de l'Instruction publique.

Des écoles primaires, des écoles moyennes, des Instituts techniques.

— Nous avons 6060 écoles primaires, fréquentées par 450 000 enfants. Mais elles ne sont pas suffisantes. Le nombre des écoliers a doublé depuis la Révolution. Les classes ne suffisent plus à les contenir. Dans certaines écoles on est obligé d'instruire la moitié des élèves le matin, et l'autre moitié, l'après-midi.

On projette de créer des écoles ambulantes pour les villages lointains et difficiles d'accès. L'institutrice arrivera dans un camion où elle logera ; elle apportera tout son matériel scolaire et la mosquée servira de classe.

Angora possède treize écoles primaires, dont quatre toutes neuves, les autres modernisées, et l'on prévoit la construction d'une quatorzième. Ces écoles ont des classes spacieuses et aérées où la lumière entre à flots, des cours de récréation, des lavabos bien installés.

Au rez-de-chaussée du Ministère, on a réuni des travaux d'élèves : modelages, aquarelles naïves, cartes de géographie en relief, pages d'écriture où s'alignent les caractères compliqués et beaux de l'alphabet arabe, œuvre des écoliers de cinquième année. Cinq ans, c'est un minimum, en Turquie, pour apprendre à écrire. Le long des murs, des figures d'étrangers illustres regardent avec indulgence ces humbles travaux d'enfants : Molière, Racine, Goethe, Schiller, Voltaire, Pasteur, Tolstoï...

Au lycée d'Angora, qui compte 500 élèves, dont 120 seulement sont externes, nous avons visité la salle où les meilleurs devoirs sont exposés. En frise s'étalent, sur de longues pancartes, des inscriptions admirablement calligraphiées. Je prie qu'on m'en traduise quelques-unes, graves conseils, réflexions, paroles du Ghazi de préférence, telle celle-ci : « L'instruction ne doit pas être considérée comme un élément de luxe, mais comme un adjuvant à la lutte quotidienne pour vivre. »

Nous parcourons le vieux bâtiment modernisé, pourvu de laboratoires et d'appareils de douches. Une quarantaine d'élèves inspecteurs prennent des cours de vacances avant de partir pour les écoles lointaines qu'ils initieront aux nouvelles méthodes.

Ils sont rangés dans le jardin. Les uns ont des cheveux déjà grisonnants. Tous ces yeux brillent d'enthousiasme.

— Nous pouvons les envoyer dans les endroits les plus difficiles, les plus déserts, dit le représentant du ministre. Ils

acceptent tout, ils considèrent leur mission comme un apostolat.

Un jeune homme exprime, en français, au nom des élèves, leur espoir de contribuer au développement de la Turquie.

— Nous n'avons pas assez de personnel, dit le ministre.

On crée des écoles normales. Les futures institutrices reçoivent des notions d'hygiène, afin de pouvoir conseiller les mères, et les élèves instituteurs se familiarisent avec les questions agricoles, pour venir en aide aux paysans.

Le gouvernement se préoccupe surtout de l'enseignement professionnel, car il s'agit de remédier à cette carence de travailleurs spécialisés, qui forçait les Turcs jusqu'ici à recourir aux Européens.

— On est en train de construire à Angora un Technicum qui sera achevé dans trois ans, outillé de la façon la plus moderne, et coûtant un million et demi de livres turques. Il recevra les enfants qui auront suivi l'école primaire. Après cinq ans de préparation, ils sortiront ouvriers qualifiés. Les élèves les plus distingués continueront leurs études, recevront pendant deux ans un enseignement spécialisé et deviendront des techniciens. L'État-major rêve la création d'une École polytechnique pour former des ingénieurs civils et des ingénieurs militaires. Déjà on la prévoit à Angora. Cette école sera moins théorique que celles de l'Occident. Elle aura ses hauts fourneaux, ses laboratoires d'électricité où les élèves ingénieurs s'initieront à la pratique du métier.

— Et qu'a-t-on prévu pour les femmes ?

— Un Institut technique avec une section commerciale et une section normale. Il y aura des cours de tissage et de broderie, d'économie domestique et de sténographie. On est en train de le construire à Angora.

Déjà les ministères emploient des femmes comme dactylographes. Il y a même une femme sous-chef de bureau.

On rêve en regardant ces jeunes filles apporter un document, nettes, agiles, les cheveux coupés. Cinq ans pour bouleverser une tradition vieille de plusieurs siècles !

Le Ghazi a dit :

— Nous sommes forcés de regagner en quelques années les siècles que nous avons perdus.

Au ministère de l'Intérieur, à celui des Travaux publics, à celui des Finances, partout on assiste à cet effort de rattraper le temps. Qui donc accusait les Turcs d'indolence? Chaque année voit poser des kilomètres de rail, construire des kilomètres de route. Et il faut considérer que, dans la presque totalité du pays, le trafic se fait à dos d'âne ou à dos de chameau et que chaque bûche, chaque pierre doit être ainsi patiemment transportée le long des sentiers de montagne.

On s'efforce d'améliorer la condition des paysans. Libérés de la dime qui les écrasait en raison surtout des exactions de l'ancien régime, ils acquittent un impôt raisonnable, calculé d'après l'importance de leurs immeubles et de leurs troupeaux. Aussi le cheptel est-il en augmentation, malgré plusieurs années consécutives de terrible sécheresse.

La Turquie nouvelle, jusqu'ici, n'a point contracté d'emprunt. Chaque année elle amortit la dette flottante que lui a laissée l'Empire et elle augmente son budget qui a passé de 33 millions en 1914 à 207 millions de livres turques en 1928. Grâce à une administration sans cesse revisée, à des économies obtenues peu à peu, à des impôts progressifs frappant surtout la classe aisée, et à de nombreux impôts indirects, la jeune République réussit par ses propres moyens à faire face à ses dépenses.

Le premier souci de Mustapha Kémal, sa plus grande sollicitude fut d'abord pour l'armée. Les soldats, bien nourris, bien vêtus, sont pliés à une instruction solide, car l'armée doit être aussi l'école. Autrefois, le service militaire durait cinq années et se prolongeait, dans certains cas, pendant dix ou douze ans... Aujourd'hui il compte dix-huit mois, dont trois mois de vacances.

Dans les casernes d'Angora (casernes provisoires, recouvertes en tôle ondulée en attendant la belle caserne qu'on est en train de construire), nous avons pu les étudier de près ces garçons disciplinés, aux gestes vifs et précis, qui venaient présenter leur tête aux compas anthropométriques.

Les officiers reçoivent avec une courtoisie charmante. Il y a des fleurs autour du mess, et l'on prend le café en mesurant les hommes.

— Parce que nous voulons la paix, dit le commandant, nous voulons être forts. On ne peut défendre la paix que si l'on ne

redoute pas la guerre. Nous avons 120 000 hommes sous les armes, bien entraînés, rompus à toutes les fatigues. Nous pouvons en lever immédiatement 600 000, et doubler ce chiffre en cas de besoin...

On fait un grand effort pour doter le pays d'une aviation perfectionnée. Jusque dans de pauvres villages nous avons vu les affiches de la « Loterie au bénéfice de l'aviation ».

Ces préoccupations des nécessités immédiates n'empêchent pas le gouvernement de s'intéresser aux besoins de l'esprit. On doit construire à Angora une bibliothèque. En attendant, les livres sont rassemblés dans les sous-sols du ministère de l'Instruction publique, où de nombreux lecteurs viennent chaque jour les consulter.

Le musée est déjà terminé et l'on est en train de l'aménager. Les membres de la mission américaine qui poursuivent une série de fouilles archéologiques viennent y installer leurs trouvailles, des poteries, des sculptures, des inscriptions. Sans doute y transportera-t-on ces marbres grecs et romains, ces bas-reliefs hittites rangés aujourd'hui dans la cour du temple d'Auguste, et ce lion magnifique qu'on vient tout justement d'amener du désert.

En relief sur une dalle, la tête triangulaire, les mâchoires ouvertes, la queue relevée, il va, emporté par un mouvement irrésistible. Il donne la sensation d'une force libre. Le sculpteur hittite, en simplifiant cette féroce effigie, accusa le caractère de puissance. C'est ainsi qu'un jour, il a dû voir paraître, sur quelque haut plateau, le lion, passant comme un dominateur.

A côté du lion terrible d'Hanskoï, les lions romains, aux crinières bouclées, ressemblent à de gros chiens soumis.

Le musée d'Angora deviendra un centre d'études pour ceux que passionne l'histoire, encore si obscure, des peuples primitifs en Anatolie. Peut-être, dans l'avenir, viendra-t-on de très loin contempler ici les chefs-d'œuvre de l'art hittite.

Créer... quand aucune routine, aucun précédent, aucune tradition ne vous retiennent; quand il n'est pas besoin, au préalable, de trancher des liens qui ralentissent. Adopter, sans transition, les méthodes les plus modernes. Le téléphone? Oui, le téléphone automatique du premier coup. Le télégraphe?

Il ne peut être question que du sans fil. A Angora, la plupart des dépêches expédiées sont des radios. Le Technicum, l'École normale, l'Institut d'hygiène, installés selon les dernières formules? Non pas. Selon les formules de demain. Rien d'intermédiaire. Toutes les étapes franchies d'un seul bond. La civilisation occidentale, chargée de siècles, est là, qui tend ses expériences, ses tâtonnements, ses espoirs, tout cela qui est utilisé, qui sera dépassé peut-être...

Créer, quand on a fait table rase des anciennes habitudes, courir librement sur les routes ouvertes, alors qu'on porte en soi de l'audace, de la jeunesse et de la foi, quelle aventure! Angora est la ville de cette aventure.

LES SOIRÉES D'ANGORA

Sur la terrasse de l'hôtel, orientée vers la plaine, on cause autour des petites tables. Le vent des hauts plateaux courbe la flamme des bougies. La journée brûlante n'est plus qu'un souvenir. On recommence à vivre sous ce ciel à peine sombre où je n'avais jamais vu tant d'étoiles.

On ne peut pas causer bien longtemps, sans que revienne sur des lèvres ferventes, prononcé avec un accent de mystère, le nom de celui qui communique son ardeur à tous ces néophytes, — le *Ghazi*, « le Victorieux ». J'écoute attentive. Soir après soir je vois mieux se dessiner ce visage.

Mustapha Kémal est à Stamboul. Depuis la guerre d'indépendance, c'est la seconde fois qu'il consent à prendre quelque repos sur les rives du Bosphore. Du repos? Il prépare le nouvel alphabet! Cependant Angora demeure remplie de sa présence. Il ne cesse jamais de l'habiter. « Mon cœur est toujours avec toi, dit le proverbe turc, mais les yeux demandent leur part...

— Il n'a qu'à vous regarder, dit un jeune homme. Quand il fixe son regard sur quelqu'un, il sait déjà qu'il obtiendra ce qu'il demande.

Ces yeux du Ghazi, d'un bleu ardoise sous les grands sourcils blonds, on ne peut plus les oublier lorsqu'une fois ils ont croisé les vôtres, un regard droit et clairvoyant qui pénètre les intentions secrètes, et si chargé de volonté que toute résistance semblerait une folie. Caressant ou hautain, distant, ou brillant d'ironie, il peut devenir implacable.

— J'ai vu des gens bouleversés par ce regard. Déjà ils étaient à la merci de Kémal, livrés tout entiers à ce dominateur qui n'avait pas prononcé un mot.

Il déteste les compliments, les flatteries, le lyrisme officiel. A quelqu'un qui le comparait à Alexandre et à Napoléon, il répondit :

— Je m'appelle tout simplement Mustapha Kémal, et si vous voulez me faire honneur, Mustapha Kémal de la Turquie.

Les anecdotes se croisent : paroles redites de bouche en bouche et déjà légendaires, lentes dépositions de témoins qui mettent en ordre leurs souvenirs :

— Un soir, j'étais à une fenêtre dans un pavillon du territoire interdit où l'on garde les munitions. Je vois paraître les phares d'un automobile. En vain la sentinelle somme le chauffeur d'arrêter. Le soldat, debout au milieu de la route, réitère l'ordre et met en joue. Un homme bondit de la voiture, le revolver à la main, et je cueille ce bref dialogue :

— Tu es fou ! C'est le Ghazi !

— Personne ne passe à partir de six heures du soir.

— Tu laisseras passer le Ghazi !

— Allez demander, si vous voulez, l'autorisation au chef des sentinelles. Moi, je ne bouge pas d'ici.

Le personnage comprend qu'il est inutile de faire sortir cet homme de sa consigne, et il s'éloigne pour obtenir l'autorisation de passer. Alors j'ai vu le Ghazi descendre de voiture et s'approcher du soldat. Je l'ai entendu demander :

— Comment t'appelles-tu ?

La sentinelle se nomma.

— Depuis combien de temps sers-tu ?

— Depuis trois mois, Pacha.

— C'est bien. Tu seras libéré dans quinze jours.

Le généralissime amicalement frappa l'épaule du soldat ébloui. Et il lui donna cent livres.

Soir après soir. Ceux qui l'approchent ne se lassent pas de rappeler son goût de la simplicité. Il s'entretient avec les paysans, avec les soldats. Il aime la jeunesse. Sa capacité de travail est extraordinaire. Il lui arrive de demeurer, courbé sur ses papiers, jusqu'à douze heures de suite, sans manger ni boire.

Soir après soir. Mustapha Kémal enfant :

A l'école il était toujours seul. Il se tenait à l'écart. Mais il avait sur ses camarades un ascendant extraordinaire. Déjà il lui suffisait de les regarder. Les uns se groupaient derrière lui, les autres s'écartaient en adversaires. Il ne s'inquiétait pas d'eux. Puis, s'étant assuré de ses partisans, il fonçait sur les autres.

Il entra à l'armée. On le craignait, car il disait de rudes vérités. Il fut aide de camp du prince héritier. C'était un moyen de se débarrasser de lui. Le prince l'estimait et le redoutait, à cause de cette franchise. Pendant une période où Kémal était en disgrâce, le prince eut à faire face à des difficultés :

— Kémal seul peut me tirer d'embarras, dit-il.

Et il le rappela.

— On m'a raconté ceci, dit un jeune homme. Tout le monde sait que Mustapha Kémal était contre l'entrée en guerre de la Turquie. Vous vous rappelez qu'en 1917, le prince héritier est allé à Berlin. Lorsqu'il annonça son départ, l'aide de camp Kémal fit « sa figure de mort ».

— Pourquoi aller en Allemagne ? osa-t-il demander.

Étonnement du prince.

— Tu me demandes pourquoi ?

— L'Allemagne n'a rien à voir avec notre patrie, fut la réponse.

Déjà, ces jeunes gens reprennent le beau récit qui a des accents d'épopée.

Quatre jours après l'arrivée des Grecs à Smyrne, Mustapha Kémal partit pour Samsoun. Épuisée par onze ans de guerre, à bout de forces, ses alliés écrasés, la Turquie semblait perdue. Le Sultan pactisait avec l'Angleterre. Kémal était seul, n'avait pas un sou, pas un homme, aucune munition. Mais il n'eut qu'à paraître à Samsoun, à laisser percer sa foi indomptable, il n'eut qu'à regarder ces hommes las et découragés... tous se groupèrent autour de lui. Il pénétra dans l'intérieur de l'Anatolie, suivi de cette singulière armée, dénuée de tout, sans uniforme et sans artillerie. Déjà on savait que Mustapha Kémal préparait une résistance désespérée. Des partisans venaient le rejoindre. L'armée s'enflait de jour en jour. Les Turcs retrouvaient des forces, parce qu'un homme était là, qui les appelait mystérieusement. Des femmes mêmes venaient s'enrôler. Les unes devaient se battre comme des soldats, tandis que les autres

assuraient le ravitaillement, avec leurs ânes et leurs chars misérables aux roues pleines. Les officiers affluaient. Kémal annonça que ses cadres étaient remplis et qu'il n'acceptait plus que de simples soldats ; les officiers renoncèrent à leur grade...

Quand la République fut proclamée, le 29 octobre 1923, — cette jeune République, née au milieu de tant de troubles et de souffrances, — Kémal devait confier aux jeunes hommes le soin de la servir, en leur rappelant les difficultés que lui-même surmonta :

« O jeunesse turque, ton premier devoir est de conserver et de défendre pour toujours la République turque... Tous les points du pays peuvent être occupés de fait ; ceux qui détiennent le pouvoir peuvent se trouver dans l'inadvertance, l'égarement, voire la trahison. La nation peut être tombée, éteinte, dans la pauvreté et la misère. O toi, fils de l'avenir turc, même dans ces conditions, ton devoir est de sauver l'indépendance et la République turques. La force dont tu as besoin se trouve dans le noble sang de tes veines. »

— Séparer la mosquée de l'État, arracher le peuple aux routines qui l'engourdissent, l'appeler aux exigences de la vie moderne, lui donner des lois européennes, faire appel à toutes les forces, à toutes les bonnes volontés, telle est la tâche que le Victorieux s'est proposée, conclut un des narrateurs.

— Lui seul pouvait réussir, s'écrie un jeune homme. Lui seul pouvait, par exemple, imposer à ce peuple qu'il abandonnât le fez, symbole de sa foi religieuse : tout autre se serait perdu à exiger un tel geste considéré comme un blasphème. Ainsi, d'un trait de plume, supprima-t-il l'ancien calendrier de l'Hégire, pour imposer le calendrier européen. Ainsi vient-il de faire accepter le nouvel alphabet... Avec lui, il y a toujours de l'imprévu.

NOELLE ROGER.

(A suivre.)

LE CONSULAT DE BONAPARTE

IV ⁽¹⁾

LE RÉORGANISATEUR EN FACE DES ASSEMBLÉES

LE CONSULAT DÉFINITIF

« Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie. » C'était la phrase essentielle de la proclamation que, le 24 frimaire an VIII (15 décembre 1793), les Consuls avaient adressée à la France au moment où ils lui faisaient connaître les articles de la Constitution proposée aux suffrages du peuple : la phrase enterrait le passé et ouvrait l'avenir. Le 4 nivôse (25 décembre), une nouvelle proclamation affirmait l'esprit du nouveau gouvernement enfin constitué. « Il faut que les lois soient fondées sur la modération, l'ordre et la justice. » On y lisait encore que, sans la modération, « il peut bien exister une faction, mais jamais *un gouvernement national* ». Et le style de Bonaparte se révélait dans le programme qui tenait en quelques mots lapidaires : « *Rendre la République chère aux citoyens, respectable aux étrangers, formidable aux ennemis.* »

C'était bien en effet Bonaparte qui seul parlait et qui seul agissait dans le triumvirat institué de la veille. Les deux autres consuls n'étaient que d'éminents comparses et la Constitution d'ailleurs ne leur avait pas laissé d'autre rôle.

Aussi bien était-ce Bonaparte qui les avait fait désigner : il les avait choisis, et, avec sa perspicacité ordinaire, choisis

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1^{er} et 15 juin.

à merveille pour la tâche qui leur était dévolue, assez capables pour le seconder utilement et assez modestes pour ne le gêner en rien, suffisamment accrédités pour amener des amis, — fort différents, — au gouvernement et assez effacés pour ne pouvoir abuser de ce crédit en se faisant chefs de partis au pouvoir.

Cambacérès et Lebrun étaient deux légistes, mais, tandis que le premier, homme de loi provincial, avait siégé à la Convention, le second, ancien secrétaire du chancelier Maupeou, avait légiféré à la Constituante. Ils représentaient deux phases de la Révolution et deux esprits : Lebrun, monarchiste sans ardeur, avait été, de 1789 à 1791, du parti constitutionnel, s'était éclipsé pendant la Terreur, avait reparu, député d'une droite modérée dans les conseils du Directoire; Cambacérès, venu à la vie politique en 1792, s'était, à la Convention, prudemment placé entre la droite et la gauche, avait ensuite penché vers celle-ci et voté la mort du roi, mais avec sursis; pendant la Terreur, pour ne se point compromettre avec les factions qui s'entr'égorgeaient, il avait pris, dans l'Assemblée, le rôle toujours singulier de travailleur, et, s'en étant fait une sorte d'alibi, avait survécu à tous les grands révolutionnaires et reparu dans le Comité de salut public post-thermidorien. Tandis qu'à la Constituante Lebrun s'était spécialisé dans les finances, à la Convention Cambacérès s'était fait l'homme du Droit, le bâtisseur de codes d'ailleurs toujours invotés. Chacun des deux hommes était tenu pour éminent dans sa partie, mais dans elle seule, et, représentant deux spécialités si appréciables, ils représentaient aussi deux clientèles : Lebrun les gens de droite, Cambacérès ceux de gauche, — une droite et une gauche sans excès ni rigueurs.

Ils avaient en effet le trait commun d'être de caractère tempéré; nés de la bourgeoisie rassise, ils étaient restés, à travers la tempête, des bourgeois raisonnables; la même prudence les avait garés l'un et l'autre des excès comme des risques, d'une vertu sans héroïsme, d'un cœur assez froid au milieu des grands enthousiasmes, désapprouvant les grands crimes, — mais, dans le fond de leur âme, — probes d'ailleurs, encore que fort sensibles aux profits du pouvoir, Lebrun par amour de l'argent, Cambacérès par amour du plaisir.

Lebrun, homme de lettres, bel esprit avec une apparence de puritanisme, sachant écrire de la même plume des rapports

diserts et de petits vers, n'utilisait que pour son agrément une causticité naturelle qui piquait et ne mordait jamais; Bonaparte, ayant lu ses rapports au Conseil des Cinq Cents, l'avait, dès cette époque, félicité de « donner un important démenti à ceux qui crient si haut qu'un littérateur ne saurait être un homme d'État ». Et comme, en 1800, on objectait que ce Lebrun ne passait point pour « patriote », (ce qui voulait dire « bon républicain » et jacobin au moins à demi), le Consul avait dit : *Je ne demande que des hommes d'esprit*. Lebrun était « homme d'esprit » et c'est bien cet esprit qui le faisait se résigner à ne jamais prétendre plus haut qu'il ne convenait.

Cambacérès, jurisconsulte émérite, avait de la valeur et pas de caractère : aimant la vie, ses douceurs et même ses plaisirs, — tous ses plaisirs, — il avait attaché et attachera toujours une grande importance à ne la pas exposer. Cet homme au profil noble a toujours eu peur de quelqu'un : de Danton, de Robespierre, de Barras même, mais personne ne lui en a plus imposé que Bonaparte. Il laissait passer les orages, se faisait petit aux heures dangereuses, mais était « l'homme des lendemains de crises » : « Son esprit judicieux, fertile en combinaisons variées, écrit Molé, le faisait rechercher des hommes d'action embarrassés de la victoire et voulant donner à leur succès la sanction des lois. » Calme, solennel, aimant l'étiquette, un peu ridicule par sa célèbre gourmandise et son goût de l'apparat, il était précieux par sa science du droit, son expérience de la politique, une certaine façon de donner à tout une apparence d'opportunité et de modération. D'ailleurs très maître de lui, il faisait dire, sous le Consulat, à une observatrice « qu'il pourrait vivre pendant un siècle près de Bonaparte sans lui adresser un mot vif ou peu courtois », — ce qui d'ailleurs lui vaudra, à son tour, de la part du grand homme, une considération insolite et des ménagements très particuliers.

« L'un gardera ma droite, l'autre ma gauche », avait dit de ces deux collègues le Premier Consul. Solides et commodes, ils seront, disait un homme d'esprit, « les deux bras du fauteuil », — des bras qui soutiendraient sans gêner.

Les ministres, choisis parmi les plus capables, avaient, comme les deux consuls secondaires, cette particularité de représenter dans un gouvernement de gauche des nuances

assez différentes. On avait remplacé le pauvre Laplace, — astronome toujours près de tomber dans un puits, — par Lucien Bonaparte à l'Intérieur; Berthier allait sous peu l'être à la Guerre par Carnot; le Premier Consul gardait Gaudin comme le plus précieux des ministres des Finances; Decrès était, à la Marine, de caractère incommode, mais de valeur certaine. Lucien était un politicien remarquable, trop politicien d'ailleurs pour un poste de haut administrateur, ambitieux jusqu'à la frénésie, avide jusqu'à l'improbité, mais ardent au travail comme au plaisir, intelligent, entreprenant, un peu agité, mais, jusqu'à nouvel ordre, dévoué à son frère dont, le 19 brumaire, il avait assuré la fortune, et, pour l'heure, tout à la politique de réconciliation. Les deux hommes marquants, en dépit des prétentions de ce Lucien, étaient bien cependant Talleyrand, rappelé aux Relations extérieures, et Fouché, maintenu à la Police. L'un et l'autre dessinent des physionomies et ont rempli des carrières trop connues pour que j'aie à m'y arrêter longuement.

Talleyrand, — ci-devant noble, ci-devant prêtre, ci-devant évêque, ayant, aux États généraux, trahi les deux ordres auxquels il appartenait, contribué plus que quiconque à ruiner, puis à briser l'Eglise dont il était, vu sans apparence de désapprobation la chute des Bourbons unis aux siens par huit siècles de relations, et, après quelques mois d'émigration forcée aux États-Unis, n'ayant reparu, ministre de Barras, que pour se prêter contre « la réaction » au rôle le plus compromettant, — était cependant arrivé à ne se pas compromettre à fond. S'étant, suivant le mot d'Albert Vandal, « fourvoyé plutôt que déclassé », resté aristocrate dans les moelles, grand seigneur simplement encanaillé, gardant, à travers ses incroyables avatars, l'élégante nonchalance, l'impertinent esprit et toutes les façons de l'ancienne cour, laissant volontiers percer son mépris pour les parvenus qu'il avait servis, il avait conservé ou renoué sans effort ses relations avec le monde qu'il avait si cruellement trahi. Gêné seulement par son « détrocage », compliqué d'un mariage excentrique, il sera tout d'abord porté à empêcher un rapprochement du gouvernement avec l'Eglise, puis, tout au contraire, à y pousser, si la condition de l'accord est de le rendre définitivement « au siècle ». Nourri de la politique de l'ancienne Monarchie, il avait, sous la Révolution,

cherché dans les Affaires étrangères l'alibi que Cambacérès devait trouver dans la confection des nouveaux codes, essayé de créer à Danton une politique extérieure, tenté de perpétuer dans les relations nouvelles avec l'Europe l'esprit d'un Vergennes et appliqué dès lors aux matières de politique internationale un des esprits tout à la fois les plus avertis et les plus déliés qu'on ait connus, éblouissant Barras et Bonaparte lui-même de « principes » qui n'étaient en réalité que la transposition de ses goûts. Et, précieux ministre des Relations extérieures, il donnerait, par surcroît, tout comme Lebrun, au gouvernement des amis à droite, puisque, par une ironie des circonstances et grâce à la défaillance intéressée des mémoires, ce noble déserteur devenait déjà paradoxalement le protecteur et presque le représentant de ceux qu'il avait jadis si vilainement trahis.

Fouché, comme Cambacérès, assurait cependant la gauche, et même l'extrême gauche. Cet ancien professeur de l'Oratoire qui, sans avoir été prêtre, avait néanmoins porté lui aussi le froc, représentait les souvenirs les plus fâcheux de la Révolution. Ancien membre de l'extrême Montagne, « régicide » sans phrases, proconsul qui avait en province professé et voulu imposer, avec l'athéisme officiel et le communisme cordelier, la « révolution intégrale », présidé aux terribles exécutions de la plaine des Brotteaux à Lyon et, tout en pratiquant, plus tard, comme ministre de la police du Directoire, une politique antijacobine, persisté à affirmer, sinon par ses actes, du moins par ses déclarations, une fidélité emphatique aux principes comme aux souvenirs révolutionnaires, il semblait ainsi le protecteur désigné des partis de gauche, et le maintien au ministère de cet homme marqué par les excès les plus compromettants était, à lui seul, un démenti aux bruits possibles de réaction. S'il n'était pas bien vu de tous les anciens jacobins, il était du moins leur caution et leur sûreté. Bonhomme au fond, n'ayant terrorisé, lui aussi, que par la peur de ne pas paraître assez avancé et d'y laisser sa tête, d'autant plus odieux peut-être qu'il était sans principes, mais d'autant plus propre aux retours et aux évolutions, il était habile et audacieux, perspicace et souple, — et tout disposé à apporter désormais dans le ministère, essentiellement politique, qui lui était confié, l'esprit le plus propre à faire respecter un gouver-

nement par tous sans le faire haïr de personne. Peu gêné par les scrupules, mais tenu par les craintes que lui inspirait toute perspective de contre-révolution, il était par là attaché, plus que Talleyrand, au régime qui, en instituant un pouvoir fort, mettrait celui-ci au service de la défense révolutionnaire; il restera fidèle à ce régime, qu'il travaillera à fortifier, jusqu'au jour où, par un incroyable effet de sa prodigieuse intrigue et de la faiblesse humaine, le « régicide » se croira assuré de devenir le ministre du Roi légitime.

Au lendemain de brumaire, il a, le premier, parlé conciliation et oublié des querelles; mais, tout en accordant faveurs et grâces aux tenants de l'Ancien Régime, il demeure l'homme des anciens conventionnels régicides, le représentant de la Révolution, et c'est, avec sa compétence déjà évidente dans les offices de la police, ce caractère même qui le recommande à Bonaparte, désireux avant tout, tandis qu'on entreprendrait la pacification des esprits et des cœurs, d'éviter tout soupçon de retour en arrière.

LES ARRÊTÉS RÉPARATEURS

Les Consuls avaient pris en effet, dès les premiers jours, une série de mesures propres à mettre fin à des querelles dont les éléments réputés de droite étaient bien, jusque-là, les principales victimes. Constitué le 6 nivôse, — au Luxembourg encore, en attendant que les Tuileries fussent remises en état, — le nouveau gouvernement avait inauguré son pouvoir, ce jour-là et les quatre suivants, par cinq arrêtés destinés au plus grand retentissement. Après avoir adressé aux insurgés de l'Ouest, déjà calmés par les promesses de l'armistice, un appel à la paix civile fondée sur la promesse la plus formelle de liberté religieuse, le gouvernement arrêta, d'autre part, que les citoyens, dans toute l'étendue du territoire, jouiraient désormais des édifices consacrés au culte avant le 22 septembre 1793, que tous les édifices religieux pourraient être ouverts à la dévotion des fidèles en dehors du décadi et que les prêtres catholiques non constitutionnels pourraient exercer en France sous condition d'un simple *serment de fidélité à la Constitution*. Puis, — premier pas dans la voie où Bonaparte entendait déjà s'engager vis-à-vis de Rome, — ils décidaient que des honneurs

seraient rendus aux restes de Pie VI, mort exilé en France : « Si ce vieillard, respectable par ses malheurs, disait l'arrêté, a été un moment l'ennemi de la France, ce n'avait été que séduit par les conseils des hommes qui environnaient sa vieillesse. » Et pour que nul ne se trompât sur le caractère de cet acte insolite de respect, on l'étendait à la papauté même en saluant dans le pontife défunt « un homme qui occupa *un des premiers rangs sur la terre* ». On était à cent lieues déjà des injures naguère encore prodiguées à « l'évêque de Rome », « au Braschi », à « Pie le dernier ». Les catholiques allaient, à la vérité, se montrer plus sensibles à la réouverture des églises, jugée presque miraculeuse. Le bureau central de la police, dès le 13 nivôse, signalera « l'affluence considérable à la porte des églises », où, ajoutera-t-il, on se serrait les mains et s'embrassait. En province, ce seront, pendant deux semaines, des explosions de joie presque délirante : les populations iront chercher les « bons curés » dans leurs cachettes, les installeront triomphalement à l'église et, parfois, en dépit des autorités débordées, remettront en branle les cloches. Les prêtres se décideront en grosse majorité à prêter le serment de fidélité, tandis que les catholiques « romains » reparaitront en foule dans les sanctuaires réaffectés.

Cependant, d'autres arrêtés avaient suivi qui, sans intéresser à ce point la masse, n'allaient pas sans provoquer dans certains milieux la plus vive émotion. L'un d'eux, rendant l'exercice de tous les droits civiques aux parents d'émigrés et aux ci-devant nobles, faisait rentrer dans le sein de la communauté française une catégorie considérable de citoyens réduits par une législation monstrueuse au rôle de parias. Et, tandis que la liste des émigrés était déclarée close, une nouvelle mesure décidait le rappel en France de trente-huit députés proscrits en fructidor, parmi lesquels Carnot, Barthélemy, Portalis, Barbé-Marbois qui, avant peu, seront appelés aux plus hautes situations de l'État. A la vérité, le même arrêté autorisait à rentrer deux anciens révolutionnaires notables, Vadier et Barère, bannis après thermidor. Mais on allait également laver du « crime » d'émigration et autoriser à rentrer d'éminents et nobles représentants des idées de 1789 : Laroche-foucauld-Liancourt, Latour-Maubourg, les Lameth, tandis que le territoire était rouvert, par tolérance d'abord, au plus illustre de tous, Gilbert de La

Fayette. Comme on allait accorder une pension à la veuve de Brissot, alors le plus célèbre des anciens Girondins, et une bourse au jeune fils de Camille Desmoulins, on pouvait espérer que cet éclectisme dans les réparations désarmerait les interprétations tendancieuses et les bruits malveillants.

C'était le même esprit qui inspirait la dernière mesure retentissante rendue par les Consuls. Dès le 2 nivôse, Bonaparte avait prescrit à Laplace, encore ministre, d'examiner « quelles étaient les fêtes qui se rapportaient à des événements sur lesquels l'opinion des citoyens était divisée » et de faire connaître « celles qui, appartenant à des époques où les vœux étaient unanimes, lui paraîtraient devoir être consacrées ». Le Premier Consul n'attendit pas le rapport de Laplace, d'ailleurs rendu sur ces entrefaites aux études astronomiques, et, supprimant les anniversaires du 21 janvier, exécution du Roi, du 31 mai, proscription des Girondins, et du 9 thermidor, chute de Robespierre, décréta que seules les dates du 14 juillet, avènement de la liberté et du 1^{er} vendémiaire (21 septembre), avènement de la République, seraient fêtées. Et dans ce geste essentiellement symbolique, il semblait faire tenir l'esprit qui avait inspiré toutes les autres mesures.

Devant cette série d'arrêtés surprenants rendus en quatre jours et suivant un plan évidemment médité, l'opinion d'abord tourbillonnait.

Les bénéficiaires de ces mesures en croyaient à peine leurs oreilles et rien ne témoigne plus de l'état de servitude où, la veille de brumaire, vivait la nation. Qu'un gouvernement ne proscrivît plus après sa victoire, avait déjà paru chose merveilleuse, mais que, réparant le tort causé par tous ses prédécesseurs, suivant une formule heureuse, il « déproscrivit », cela paraissait trop beau pour que tel miracle pût durer. Les actes de pacification religieuse, en particulier, stupéfiaient : encore qu'ils ne constituassent que des « demi-mesures retentissantes », ils laissaient voir toute une perspective de réparation, de libération, d'émancipation, et la liberté de conscience est, à ce point, de toutes les libertés la principale, que la France entière, les églises se rouvrant, sentait se soulever le joug qui s'était, depuis sept ans, appesanti tous les jours davantage sur toutes les épaules.

Quelques mécontentements, quelques inquiétudes, néan-

moins, se faisaient jour. Le *Journal des hommes libres*, organe jacobin tombé dans les mains de Fouché, essayait à la fois de les satisfaire et de les calmer dans le style le plus acrimonieux : « Nous verrions revenir les Capucins avec ou sans costume que nous serions tranquilles, si les républicains sont sages et veulent bien attendre sans s'émouvoir le résultat de ce dégel de piété et de dévotion. » C'était là du pur Fouché ; les agents de lui-ci, les gens de la police eux-mêmes, dénonçaient « l'intrigue sacerdotale » et se félicitaient qu'ayant « voulu abuser de la tolérance philosophique du gouvernement », les « fanatiques » qui avaient mis les cloches en mouvement eussent été rappelés à l'ordre.

La rentrée des proscrits de fructidor et des Constituants libéraux, chose assez étrange, soulevait plus de mécontentement encore dans ce monde révolutionnaire, à la vérité, assez restreint. Et l'on mesure là tout ce qui restait de rancunes, de haines, de craintes chez les proscriptionnaires plus encore que chez les proscrits. Des Constituants, on se contentait de dire que le rappel était inutile : « Qu'est-ce que cela vous fait ? disait-on aux mécontents, Charles de Lameth est rentré ! » et on demandait en effet : « Qu'est-ce que c'est que Lameth ? » On eût presque demandé : « Qu'est-ce que c'est que La Fayette ? » tant les dévorants événements avaient, depuis 1791, fatigué les mémoires. *L'Ami des lois*, au surplus, louait « celui dont le bras puissant a replacé la Révolution sur ses premières bases », d'avoir compris « qu'il devait aux hommes qui en ont été les premiers ouvriers et les premières victimes de leur appliquer les principes de justice et de liberté qu'ils ont proclamés avec tant d'enthousiasme et de courage » ; mais la proscription de fructidor était encore si récente et les anathèmes jetés par les proscriptionnaires avaient été si violents, que réellement des hommes comme Carnot et Barbé-Marbois, Portalis et Pastoret, passaient maintenant pour les pires ennemis de la Révolution. Oui, un Carnot, l'homme du comité Robespierre, était, comme un La Fayette, tenu par certains pour un « ennemi de la Révolution ». Leur rappel était un geste inquiétant pour les purs ! Tout à l'heure, lorsque Siméon, proscrit en fructidor, fera son entrée au Tribunat, on verra, écrit un témoin, Chénier et Bailleul, qui ont été ses proscriptionnaires, « s'agiter furieusement » et « blêmir de colère ».

Mais c'étaient là les soubresauts d'un sectarisme déjà frappé de réprobation par la masse de la nation. Celle-ci, tout au contraire et sans distinction, acclamait les arrêtés réparateurs; elle se satisfaisait de leur éclectisme et, s'il était encore quelques gens inquiets, les assurances réitérées, contenues dans les déclarations de plusieurs ministres, les tranquillisaient; Fouché ne cessait de proclamer que le gouvernement continuait à surveiller étroitement « l'intrigue sacerdotale » et à tenir close aux émigrés « parricides » la terre de la patrie qu'ils avaient désertée, — tout en se demandant sans doute, en son for intérieur, par quelles mesures transitoires on arriverait le plus tôt possible à satisfaire les prêtres et à faire rentrer les émigrés. Cependant ces mouvements divers avertissaient le Premier Consul des difficultés qu'il rencontrerait dans l'entreprise singulièrement ardue qu'était la réconciliation. Cette « succession d'édits de Nantes » autrement importants qu'il méditait, comment y aboutirait-il si ces simples « demi-mesures », ces premiers gestes de réparation partielle et limitée provoquaient déjà, dans les milieux mêmes où, jusqu'à nouvel ordre, se recrutait le personnel gouvernemental, tant de trouble et d'aversion? Le mouvement de renaissance religieuse qui avait suivi la réouverture des églises, tout en l'édifiant sur l'esprit de la masse, lui faisait craindre des réactions trop rapides en bas, que pourraient suivre, en haut, des retours d'intolérance furieuse.

La Constitution le rendait maître, — théoriquement, — mais tant qu'une administration réorganisée ne permettrait pas de faire triompher dans toutes les parties du pays, avec les principes d'autorité, la politique d'équilibre et de concorde, il ne se sentirait pas réellement assuré qu'elle prévaudrait contre les passions opposées. Il fallait que l'État, organisé par la Constitution de l'an VIII, se bâtît et qu'avant trois mois, tout fût au pas du nouveau régime.

LES « CAPACITÉS » AU CONSEIL D'ÉTAT

Le premier rouage créé avait été le Conseil d'État, le seul qui eût gardé dans la Constitution un vocable d'Ancien régime.

Cette Constitution lui avait donné la mission d'élaborer les projets de loi dont le gouvernement avait seul l'initiative,

avant qu'ils fussent, au nom de ce gouvernement, soumis à la discussion du Tribunat et, finalement, au vote du Corps législatif. Devant le Tribunat, c'étaient deux conseillers d'État qui défendraient les projets que leur assemblée aurait préparés et les défendraient encore, concurremment ou d'accord avec deux tribuns, devant le Corps législatif. Le Conseil d'État était donc de toute évidence intimement lié à l'action de l'exécutif. C'est bien ainsi que l'avait conçu, sinon Sieyès, du moins Bonaparte.

Celui-ci avait attaché une importance extrême au rôle que devait jouer, dans le régime de l'an VIII, son Conseil d'État. Il avait en effet compris que, devant les oppositions qu'il allait à coup sûr rencontrer, au moins au début, dans les Assemblées législatives, il lui importait de n'y laisser porter que des projets de loi tout à la fois solidement établis par de sérieux débats préalables et déjà accrédités par la compétence et l'esprit même de ceux qui y auraient pris part. Trop intelligent, je l'ai dit, pour ne pas connaître ses lacunes et d'ailleurs avide de se nourrir de la science et de l'expérience d'autrui, il avait tout de suite pensé appeler à ce Conseil, sans distinction de partis et surtout de nuances, les hommes dont la valeur lui paraîtrait sans conteste et la capacité précieuse. Chacun trouverait dans la *section* où il étudierait la matière de chaque loi, le meilleur emploi de sa spécialité, et tous, dans le débat général autour du tapis vert, sous la présidence du Premier Consul lui-même, confronteraient leurs opinions et assureraient celles du gouvernement. La discussion, là, serait très libre; au besoin Bonaparte provoquerait les avis, et, de préférence même, les contradictions.

Attachés au dossier de la France à reconstituer et du nouveau régime à bâtir, les conseillers resteraient courbés sur ce dossier de longues heures et, en y utilisant leur capacité, s'instruiraient des réalités de l'État. Ainsi acquerraient-ils tous les jours une science plus approfondie de la France et l'assemblée deviendrait-elle le véritable laboratoire de la vraie *Politique*, — qui n'est, dans son sens propre, que l'art de gérer la Cité. Bonaparte y formerait, non seulement un groupe éminent de légistes dérobés aux agitations, aux intrigues et aux divagations des assemblées publiques, mais une pépinière de ministres, d'administrateurs, de diplomates, de magistrats qu'il emploierait avec sécurité, leur capacité une fois éprouvée et

fortifiée, aux missions d'État les plus délicates; plus tard, aux conseillers il adjoindrait, à titre d'auxiliaires, ces *auditeurs* qui seraient l'avenir de son gouvernement, ses futurs administrateurs formés très jeunes à cette forte et magnifique école.

Il était résolu à donner au Conseil un prestige unique. « Je traiterai si bien ceux que je placerai dans le Conseil, avait-il, dès l'abord, dit à Cambacérès, qu'avant peu cette distinction deviendra l'objet de l'ambition de tous les hommes de talent qui désirent parvenir. » Et le fait est qu'assez promptement, ce prestige éblouira. A Thibaudeau appelé, dès la seconde année du Consulat, de la préfecture de la Gironde au Conseil, Siméon écrira : « Vous passez sur un plus grand théâtre et, — c'était alors une exagération, mais aussi un pressentiment, — *pour dot, vous aurez le monde.* » On verra, un jour, un des avocats les plus accrédités de Paris, Jaubert, sacrifier le revenu de son cabinet, 20 000 livres, au traitement alors modeste, 14 000 livres, des conseillers : « Il en a un tel désir, écrira-t-on, qu'il aurait sacrifié le double s'il l'avait eu. » C'est que, de jour en jour, le crédit du Conseil grandira aux dépens des Assemblées législatives proprement dites. Il sera, suivant les termes enthousiastes d'un contemporain, « le siège du gouvernement, la seule parole de la France, le flambeau des lois et l'âme même de ce pays ». Et c'est bien ce qu'aura voulu Bonaparte, parce qu'il a compté être, lui-même, l'âme du Conseil. « Le gouvernement avait acquis de la force, écrira un conseiller, les Assemblées n'en avaient guère; le Conseil d'État n'avait que celle du Premier Consul. »

« Napoléon avait réuni dans ce Conseil les cinquante Français les moins bêtes », écrira Beyle-Stendhal qui y aura, un instant, paru à titre d'auditeur. Disons que, dès l'hiver de 1800, il avait cherché les cinquante hommes dont chacun présenterait en son cerveau le plus de capacité, dans sa vie le plus d'expérience et dans son cœur le plus de zèle pour l'État. En dehors de quelques techniciens comme Fleurieu, ancien ministre de la marine de Louis XIV, Gouvion Saint-Cyr, un des rares chefs militaires qui fussent capables d'étudier un dossier, Fourcroy et Chaptal, savants illustres et pratiques, Portalis, Bigot de Préameneu et Maleville, lumières jadis des barreaux de Paris et de province, il avait, de préférence, appelé à ce Conseil privilégié tout ce que la Révolution lui paraissait propre à lui donner

utilement. Boulay de la Meurthe, Merlin de Douai, François de Nantes, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, Defermon, Roederer, Régnier, Pelet de la Lozère, Treilhard, Thibaudeau, Tronchet, Réal, ils avaient, à commencer par Cambacérès (très spécialement appelé à les diriger), marqué tous, plus ou moins, dans les fastes de cette Révolution. Constituants de 1789, Législateurs de 1792, Conventionnels de 1792, membres des Conseils du Directoire, certains avaient siégé au Comité de salut public et plusieurs avaient voté la mort du Roi; d'autres avaient terrorisé les provinces et proscrit en fructidor; beaucoup avaient, à la tribune des Assemblées ou même à celle des clubs extrêmes, déclamé, parfois extravagué et, en extravaguant, tout bouleversé. Mais Bonaparte savait ce que vaut en solidité la lave refroidie. Ce sera le miracle, — prévu par lui d'ailleurs : ces échappés de tribune, autour du tapis vert du Conseil, paraîtront d'autres hommes. Leur exaltation tombée, il ne restera des crises terribles traversées que la forte expérience acquise dans le maniement de tout un monde et ce réalisme parfois si dur, dont les anciens Constituants, idéologues de 1789 tout à fait revenus, ont déjà fait montre dans les Comités de la Convention.

Aussi bien étaient-ils, pour la plupart, des légistes d'ancien régime. Boulay, Regnaud, Treilhard, Tronchet, du barreau de Paris, Portalis et Pelet, du barreau d'Aix, Roederer, du barreau de Metz, Merlin, du barreau de Douai, Réal et Defermon, anciens magistrats, jurisconsultes avertis et juristes portés à apporter à un gouvernement fort le concours des « chevaliers es lois » de Philippe le Bel. Et quand Bonaparte va jeter devant eux, en ces mois sans pareils de l'année 1800, le formidable dossier du grand procès de l'an VIII, quand il va les convier à rebâtir avec lui cette France que certains d'entre eux avaient démolie, il va les trouver égaux à cette tâche sans précédent, — parce qu'ils les a devinés en les choisissant.

COMPOSITION DES ASSEMBLÉES

Mais, en les choisissant, il avait, en quelque sorte, écréqué ce personnel de la Révolution qui, nous le savons, dans l'esprit de Siéyès, devait peupler Sénat, Tribunat et Corps législatif.

Thiers, à la vérité, traite un peu trop dédaigneusement les

Assemblées de l'an VIII, Bonaparte, écrit-il, mit « les hommes propres à la parole et *enclins au bruit* dans le Tribunal, *les fatigués obscurs* dans le Corps législatif, *les fatigués d'un ordre élevé* dans le Sénat ».

Bonaparte, en réalité, ne participa pour ainsi dire pas à la composition primitive du Sénat et des deux assemblées que celui-ci fut appelé à peupler. « C'est Sieyès qui a fait tous les choix, écrit, à cette époque, un agent de Condé; sur une liste de vingt présentés par le général (Bonaparte), deux seulement ont passé et avec beaucoup de peine. »

En fait, le Consul paraît s'être, — et peut-être intentionnellement, — abstenu de s'ingérer dans les choix. Soit qu'il voulût encore ménager la vanité, déjà si blessée, de Sieyès, soit qu'il trouvât utile de laisser celui-ci placer, sous sa responsabilité, un peu trop de révolutionnaires en jouissance dans les assemblées, Bonaparte avait laissé son ancien collègue recruter le Sénat et, par le Sénat, les assemblées législatives. On sait quelle était l'idée de Sieyès quand il avait conçu la Constitution de l'an VIII : il s'agissait de faire rentrer dans les nouvelles assemblées le personnel de la Révolution qui, déjà, de la Convention aux Conseils, s'était, par une série d'attentats, maintenu, contre le gré de la nation, à la direction des affaires. Sieyès suivit son idée : au Sénat, où il prenait place avec Roger Ducos, il était tenu, étant donné l'éminence de l'Assemblée, d'appeler ou de faire appeler tout au moins quelques représentants accrédités de la grande époque, puis, à côté d'un François de Neufchâteau, ancien jacobin, et d'un Sers, ancien girondin, des dignitaires de la science et de la philosophie en honneur, Monge, Berthollet, Volney, Daubenton, Destutt de Tracy, Cabanis, tous philosophes sévèrement hostiles à toute réaction intellectuelle, — sans parler de quelques vieux militaires un peu las, dont le plus illustre était le vainqueur de Valmy, le brave Kellermann. Mais, dans les assemblées que le Sénat lui-même recruta, tout le personnel de la Révolution se déversa, d'un ex-abbé Grégoire à un Bailleul, le grand proscriptionneur de fructidor, d'un Jean de Bry à un Marie-Joseph Chénier. Au total, 330 membres des trois assemblées étaient, sur 480, pris dans les conseils du Directoire et cinquante-sept d'entre eux avaient appartenu ou à peu près à toutes les assemblées révolutionnaires. Mais, comme Bonaparte avait, pour compo-

ser son Conseil d'État, soigneusement choisi parmi les *capacités*, il n'était plus guère resté à Sieyès que des révolutionnaires assurément assagis, mais plus possédés de l'esprit politicien que de l'esprit réalisateur : celui-ci avait appelé au Tribunal, destiné aux débats de la tribune, ce qui, parmi ces « perpétuels », possédait, avec le goût de la parole, le désir de s'opposer, et au Corps législatif des gens plus ternes, — ce que Thiers appelle « les fatigués obscurs ». Un nouveau venu, Benjamin Constant, était parvenu, en flattant à la fois Bonaparte et Sieyès, à se glisser au Tribunal où il allait essayer de se faire l'instigateur d'une opposition dont, à la vérité, les éléments semblaient assemblés à dessein.

Il y avait eu assurément quelque imprudence, de la part de Bonaparte, à laisser ainsi composer les assemblées. Mais il lui avait paru, — et il voyait juste, — que, en cas de conflit entre sa politique de restauration dans la conciliation et l'opposition des assemblées, l'opinion se porterait de son côté et lui permettrait de vaincre. Et si une opposition se produisait, mieux valait que, dès l'abord, elle fût discréditée du fait de l'impopularité même dont les choix de Sieyès seraient dès l'abord frappés.

De fait, à peine connue la composition des assemblées, vit-on l'opinion se prononcer assez vivement sinon contre tous ces choix, du moins contre l'esprit qui y avait présidé. A voir ces ci-devant jacobins nantis s'installer dans les nouvelles prébendes, le pays se rappelait trop que toujours, depuis six ans, ces gens, souvent rejetés par lui, s'étaient brutalement imposés. « Des éternels conventionnels, délivrez-nous, Seigneur, » a écrit le *Diplomate* du 18 frimaire. Le 22 nivôse, le *Bulletin européen* traduisait l'opinion générale quand il s'élevait plus tragiquement contre cette « nouvelle noblesse », « caste privilégiée », remise une fois de plus en jouissance. Le Sénat, écrivait le journal, « a commencé ses fonctions augustes par un acte de destruction : il a, pour ainsi dire, frappé de mort le nouveau Corps législatif en y appelant ces anciens artisans de démolitions et de ruines, ces lugubres représentants des Parques, ces sinistres figures qu'on a toujours vues à la tête du convoi lorsqu'on faisait les *funérailles de la France*. » On allait, ajoutait-on, déguster celle-ci de la République en persuadant au pays qu'il « était le patrimoine exclusif d'une poignée d'intrigants,

que la masse des citoyens est vouée à une compagnie d'entrepreneurs qui l'exploitent à leur profit. » Et déjà le même journal se tournait vers Bonaparte, seul espoir de l'esprit nouveau. Celui-ci n'était pas fâché qu'en face de cette « nouvelle noblesse », de cette « caste privilégiée », il apparût comme l'homme de la Démocratie libérée, et en face de ces « anciens artisans de démolition », restât le seul grand artisan de la restauration nationale. L'opposition des Assemblées, si elle se devait révéler, en restait d'avance frappée de vanité.

UN SURSAUT D'OPPOSITION

On s'en aperçut dès l'ouverture de la première session du Corps législatif fixée au 11 nivôse.

Inconsciente du mouvement d'opinion que nous venons de percevoir, l'opposition s'était déjà organisée et surexcitée. Organisée, elle l'était dans les entours de Sieyès. Surexcitée, elle l'était par les propos issus du salon de Germaine de Staël.

Sieyès, depuis quelques semaines, ne cachait pas son aigreur, « souffrant, dit Albert Vandal, d'une constitution rentrée ». D'autres partageaient son mécontentement; c'étaient ces fameux « idéologues » que Bonaparte allait si cruellement persifler, anciens membres des Conseils ou philosophes de l'Institut qui, à la veille de brumaire, avaient acclamé le général et collaboré à son avènement. Déjà, à le voir installé pour dix ans au pouvoir et évidemment disposé à faire prévaloir sa politique personnelle, quelques-uns criaient à la dictature et presque, d'avance, à la tyrannie. Comment ces gens d'esprit avaient-ils pu concevoir en brumaire qu'un homme, — et un homme de cette trempe, — fût, en de pareilles circonstances, chargé des affaires pour se contenter de gouverner une heure ou se résigner à ne point gouverner du tout? Le supposer serait évidemment les faire taxer d'inconcevable sottise. En fait, possédés de l'esprit de faction et, par conséquent, d'un esprit fort étroit, ils avaient dû rêver d'une révolution qui, mettant à la tête du pays ce très jeune soldat, leur livrerait, grâce à un instrument prestigieux, l'État tout entier pour y appliquer et y faire triompher, sur un terrain plus solide que sous le Directoire, leurs idées politiques qui étaient idées de gauche et leurs principes philosophiques qui tenaient dans la

proscription des « religions révélées ». Que Bonaparte eût, d'une façon si nette, montré, par ses propos et ses actes, la résolution de ne s'inféoder à aucun parti en n'en proscrivant aucun, que cette politique « nationale » l'eût contraint de donner, avant toutes choses, certaines satisfactions aux groupes très précisément proscrits la veille, que le désir de pacifier l'Ouest l'eût amené à envisager le règlement de la question religieuse et que, d'autre part, on eût aboli les fêtes anniversaires où se complaisait leur esprit de parti ou de secte, c'était de quoi les mécontenter. Mais la déception était, plus généralement, dans l'attitude résolue que prenait, depuis la proclamation de la Constitution, le soldat qu'ils avaient contribué à élever sur le pavois. Il était manifeste qu'il leur échappait. Avec Sieyès, éliminé si lestement, ils se tenaient pour dupés; c'est le rôle auquel on se résigne le moins facilement. De l'armée du Rhin leur parvenaient des bruits encourageants : on y murmurait, on y criait même, nous le savons, que « César avait franchi le Rubicon » et que, si l'on n'y prenait garde, la République était livrée. Les nouveaux opposants, d'ailleurs incertains, croyaient voir dans ces propos et dans les leurs l'expression de l'opinion. Celle-ci, leur disait-on, après le premier mouvement d'enthousiasme, s'aigrissait; l'hiver était très dur et le chômage, auquel on ne pouvait que remédier peu à peu, se faisait plus sensible. On pourrait, pour reprendre barre sur le « dictateur », s'appuyer sur les ouvriers mécontents comme sur les soldats.

Par surcroît, un politicien venait de surgir, publiciste acéré et tribun éloquent qui, arrivé trop tard pour prendre sa part aux grandes luttes des Assemblées, espérait encore les ressusciter pour y briller et y prévaloir : c'était Benjamin Constant. Ce Suisse, né aux rives du Léman, sorte d'intrigant supérieur, était à l'opposé même de Bonaparte et fatalement destiné à se heurter à lui; intellectuel charmant, mais rien qu'intellectuel, irréaliste avec passion, chimérique dans ses idées et dissolu dans sa vie, tourmenté d'ambitions sans aucun génie réalisateur, « le moins homme d'action et le moins homme d'État qu'il y eût au monde », écrit Sorel, alors que tout devenait action et État », Constant était, avant tout, désireux d'exposer des principes, — alors qu'au fond il n'en avait guère, — pour les opposer à l'homme des réalisations. Plus pusillanime qu'il ne

le voulait paraître, il eût peut-être cependant reculé devant le danger d'une pareille attitude s'il n'eût été, à cette époque, sous l'influence tyrannique de la fille de Necker, la remuante baronne de Staël.

Celle-ci aussi se déclarait déçue et déjà germait en elle une haine qui n'était que l'envers d'un amour malheureux. Plus que personne elle avait, en l'an VI, porté aux nues le vainqueur d'Italie, « le guerrier intrépide, le penseur le plus réfléchi, avait-elle dit, le génie le plus extraordinaire », et quand, à la veille de brumaire, le « guerrier intrépide » avait reparu, elle l'avait accueilli avec une « ivresse » qui avait fait sourire, dans son lointain Coppet, le sage M. Necker. Elle se tenait sans hésiter comme la femme supérieure de son siècle : elle l'était d'ailleurs par une intelligence que, fort malheureusement, un cœur extravagant et un jugement faux desserviront toujours cruellement. Son cœur était, depuis 1789, une manière de Forum : elle y avait appelé, de Mirabeau à Robespierre même, tous ceux qui lui avaient paru devoir diriger les hommes : c'est qu'une passion violente dominait encore chez elle les écarts innombrables de ce cœur intempérant, celle de la politique. Son ambition était d'être l'Égérie des hommes d'État et, pour un maître de la France, une maîtresse dirigeante. Elle n'avait pu réaliser qu'une heure son rêve avec le comte de Narbonne, en 1791, et, depuis, elle recherchait désespérément l'homme qui, derechef, l'introniserait.

Elle s'était, avec une pétulante audace, jetée à la tête de Bonaparte; elle l'avait offusqué, et, lui, qui, dans les premiers jours, ménageait les gens utiles, se prit pour elle d'une antipathie offensante se traduisant par un dédain plus offensant encore. L'attitude du général avait été si sévère, qu'en sortant d'une entrevue, Germaine avait dû avouer « une difficulté de respirer » et que, plus tard, elle avait, presque en pleurant, déclaré à Lucien que le Consul la rendait incapable de trouver ses phrases et « bête comme une oie », à quoi Bonaparte avait répliqué en riant : « J'entends : c'est-à-dire que son génie étonné tremble devant le mien ». Il ne l'en avait que plus persiflée, — et cruellement. Qu'il eût, une heure seulement, coupé la parole à Germaine de Staël, était pourtant une victoire sans pareille et un des premiers miracles du Consulat. Mais dès lors, elle ne lui avait point pardonné et s'était rejetée dans le camp

ennemi, attirant dans son célèbre salon et « voyant avec plaisir le petit nombre des tribuns qui ne voulaient pas rivaliser de complaisance avec les conseillers d'État ». Elle tenait alors dans une sorte de servitude le pauvre Constant, personnage chez qui l'intelligence la plus subtile était annihilée par des faiblesses sensuelles dont il souffrira toute sa vie, « homme femme », disait-on de lui, près de « la femme homme » qu'était l'autre. Ensemble ils complotèrent de tenir en échec, quand il en était encore temps, le pouvoir du tyran en germe.

Parmi ce « petit nombre des tribuns » dans lesquels ils mettaient leurs espérances était un brave garçon qui s'appelait Duveyrier. C'était un naïf qui eut la maladresse de se laisser surexciter. A la vérité, il avait, à Rome en 1798, monté la tragédie de *la Mort de César* et y avait joué Brutus, et peut-être y avait-il dans son cas une réminiscence d'ancien acteur. Quoi qu'il en soit, depuis quelques semaines, il réunissait des amis à dîner, se déclarant hostile au gouvernement consulaire qui, disait-il, « ne tiendrait pas plus que le Directoire », tandis que Marie-Joseph Chénier criait : « Est-ce qu'on a oublié que nous avons fait le Dix Août? » ; et ces ex-brumairiens se préparaient à faire à « l'homme de Brumaire, » une opposition systématique.

Le Corps législatif et le Tribunat se réunirent, l'un au Palais Bourbon, l'autre au Palais Royal, le 11 nivôse. Tandis que le Corps législatif recevait, pour la première fois, les conseillers d'État lui apportant le projet de loi réglant le mécanisme législatif et, en silence, le renvoyait aux tribuns, ceux-ci perdaient leurs premières heures à une discussion byzantine sur le costume qu'on leur attribuait, un habit à la française! — alors que, disaient certains orateurs, la toge seule était républicaine. Le 13, ils furent saisis du projet de loi renvoyé du Palais Bourbon au Palais Royal. Mais avant même que de l'examiner, quelques tribuns récriminèrent, non plus sur leur habit, mais sur leur logis. Le Palais Royal, entouré des pires établissements de plaisir, était, déclaraient-ils, un local inconvenant pour la dignité d'une Assemblée romaine. C'est alors que Duveyrier, animé de l'esprit de Brutus, crut devoir, sans plus tarder, réveiller les souvenirs de la Révolution pour en menacer le nouveau César. Sans doute était-on,

dit-il, « dans le centre des plaisirs, de la dissipation et peut-être du vice », mais on était aussi près du jardin fameux où Camille Desmoulins avait déchaîné la foule contre la Bastille, et il plaisait à Duveyrier que, des fenêtres du Tribunat, « on pût apercevoir ces lieux où, *si l'on osait parler d'une idole de quinze jours*, nous rappellerions qu'on vit abattre *une idole de quinze siècles* ». Et l'Assemblée témoigna, devant cette phrase magnifique, de son émotion par des « mouvements divers ». Ce n'était qu'une phrase, mais c'était la première, et très précisément celle dont l'opinion, dressée d'avance contre les déclamations éclatantes et vaines, pouvait le plus s'irriter et même s'indigner. En fait, l'incident souleva, dès le lendemain, une réprobation qui dépassa celle même du Premier Consul : on estima trop modérée la note sévère, mais courtoise, du *Moniteur*, devenu journal du gouvernement. Duveyrier lui-même, prit peur de son audace oratoire et, Stanislas de Girardin étant venu, le 13, déclarer à la tribune que le Tribunat ne se pouvait faire dès l'abord et sans motif « un foyer d'opposition », le pauvre Brutus se désavoua, démentant l'interprétation que « la malveillance avait donnée à une expression qui n'avait jamais eu ni pu avoir le sens qu'on y attachait. »

Le comparse s'écroulant, Benjamin Constant entra dans la lice. Germaine de Staël le représente comme ayant un instant hésité et ne s'être déterminé qu'à l'appel fait par elle « à sa vertu ». A propos du projet de loi sur les modalités du système organisé par la Constitution, il prononça une diatribe violente, éloquente d'ailleurs, qui tenait tout entière dans une des phrases stigmatisant le régime, qui se préparait, « de servitude et de silence ».

Le scandale fut naturellement plus grand encore qu'après la sortie de Duveyrier : c'était Benjamin Constant, c'était le groupe de M^{me} de Staël, c'était toute l'opposition qui, dès l'abord, se révélait âpre et violente. Le soir même, le salon de la fille de Necker se trouva aux trois quarts vide, ce dont elle se montrait plus fière que rassurée, première étape du martyre. La presse se déchaîna le lendemain, moins encore contre le tribun que contre son Égérie; les termes de ces diatribes furent d'une formelle discourtoisie contre ces deux « Suisses » qu'on invitait à retourner à « leur lac Léman » pour que ne fût pas troublée la paix civile à laquelle la France, elle, aspirait. Bona-

parte était ému : « C'est une honte, disait-il ; cet homme veut tout brouiller et nous ramener aux 2 et 3 septembre (les massacres de 1792)... Mais je saurai le contenir. *J'ai le bras de la nation levé sur lui.* » Fouché manda Germaine de Staël au ministère de la Police : ce fut une entrevue charmante ; la baronne atterrée au fond, de son propre aveu, s'attendait à être exilée au bout du monde ; le ministre, après avoir paru le chat jouant avec la souris, et lui avoir fait très peur, l'engagea à se retirer, pour quelques jours, à Saint-Ouen, — ce qui était réduire à rien le martyre.

Cependant, l'opposition récidivait : le tribun Riouffe, ancien député girondin, tout à fait revenu, lui, des grandes illusions, s'étant félicité de la présence au pouvoir de « celui que l'univers admire », de violents murmures s'élevèrent, et Ginguené, se déclarant vieux soldat de la liberté, s'insurgea contre le projet qui, s'il était accepté, enlèverait toute raison d'être au Tribunal. L'Assemblée était partagée ; un certain Desmeuniers vint prêcher la raison, et le projet fut finalement voté par 34 voix contre 26, ce qui amena le Corps législatif à l'adopter, le 19, sans mot dire, ainsi que la Constitution le prescrivait. Mais il avait suffi de ces quelques phrases prononcées au Tribunal par trois ou quatre hommes, pour que l'opinion s'alarmât : la rente montée à 30 était brusquement retombée à 20, et les journaux s'élevaient avec violence, non seulement contre les 26 opposants, non seulement contre le Tribunal tout entier qui n'avait pas su faire taire ces inguérissables bavards, mais même contre toutes les Assemblées, incapables, décidément, de comprendre les exigences de la situation et la nécessité de l'union autour d'un gouvernement pacificateur et restaurateur. *L'Ami des lois* allait jusqu'à engager Bonaparte à faire jeter dehors ce « Parlement croupion » comme « une vile canaille ».

Le Premier Consul n'en était pas à des procédés si propres non à apaiser les querelles, mais à les perpétuer. Il était satisfait d'être dépassé par l'opinion même ; il fit à quelques tribuns une scène violente qui les consterna, mais, en public, il affecta l'indifférence, allant jusqu'à blâmer l'apologie, peut-être maladroite, à laquelle le trop complaisant Riouffe s'était livré, et il décida que, dans les Tuileries, où il se préparait à transporter le siège de gouvernement, l'on installerait en bonne place le buste de Brutus. Mais M^{me} de Staël étant reléguée à Saint-

Ouen, Sieyès crut prudent de se claquemurer dans sa maison d'Auteuil.

Bonaparte avait mesuré, à cet incident, le discrédit de la tribune; mais ce sursaut d'opposition l'avait cependant, lui aussi, alarmé.

La presse, désireuse de satisfaire l'opinion, n'avait pas suivi les tribuns échauffés, mais, si elle l'eût fait, le gouvernement se fût senti singulièrement entravé dans sa tâche de reconstruction. Nous savons les idées de Bonaparte sur les journaux. Les feuilles publiques étaient trop nombreuses; elles avaient, de l'aveu d'un historien hostile à Bonaparte, « joui, pendant le consulat provisoire, de plus de liberté peut-être qu'elles n'en avaient jamais connu depuis le 2 juin 1793 »; mais tant que la guerre durerait et que la France serait en état de siège, le gouvernement se déclarait autorisé à les tenir sous sa main et, pour ce, à en diminuer le nombre. L'arrêté du 27 nivôse (17 janvier) réduisit de 73 à 13 les journaux de Paris « pour la durée de la guerre ». La mesure parut généralement justifiée: « Les hommes de parti, écrivait un observateur, peuvent seuls l'improver. Les journaux ont toujours été le tocsin des révolutions: ils les arment, les préparent et finissent par les rendre indispensables. Leur nombre étant diminué, ils seraient plus facilement surveillés et dirigés plus sûrement vers l'affermissement du régime constitutionnel. » On conserva, à la vérité, des journaux de nuances diverses, du *Journal des Débats*, qui défendait les thèses réactionnaires, au *Journal des Hommes libres* qui montrait les dents à tout indice d'esprit contre-révolutionnaire, mais qui, étant sous la main de Fouché, défendait, obstinément et contre toute évidence, le gouvernement du « reproche » de réagir. En fait, la désaffection de l'opinion pour la presse comme pour la tribune était telle, que les lecteurs des feuilles supprimées étaient déjà tombés à rien et que les journaux conservés ne retrouvaient, — en dépit de leur petit nombre, — que 18 680 abonnés dont près de la moitié (8 150) allaient au *Journal des Débats*. Déjà l'on demandait des mesures sévères contre les pamphlets, « l'impunité presque assurée des libraires et des colporteurs, dit un rapport, augmentant leur audace », et l'on déclarait que l'on verrait d'un bon œil la réglementation du théâtre, refuge des polémiques, comme

de la presse. A lire les documents, on a l'impression très nette que, sur ce terrain, l'opinion précédait et entraînait le Premier Consul plus encore qu'elle ne le suivait.

Elle le suivait en tout cas, parce que, sans perdre une heure, il s'était mis à reconstruire la France.

LA MACHINE ADMINISTRATIVE

La première nécessité était de pourvoir la nation d'une administration sérieuse. Nous n'avons pas à revenir sur l'état de délabrement dans lequel se trouvaient les administrations que la Révolution léguait au Premier Consul. J'ai jugé ailleurs les réformes administratives de la Constituante (1). Les « départements » créés assez arbitrairement, ainsi que les districts, cantons et communes, administrés par des directoires élus par les citoyens, avaient amplement justifié les craintes que pouvaient inspirer des autorités à la fois collectives et électives; l'anarchie avait été, de ce fait, comme à plaisir, organisée en 1794; le gouvernement, alors institué, n'ayant aucune prise sur les administrations qui n'étaient pas à sa nomination, le pays, habitué déjà à la forte centralisation créée par les rois, avait flotté dès le premier jour. La Convention avait dû, pour ressaisir la France, envoyer en province les terribles proconsuls tirés de son sein, et le Comité de salut public ses *agents nationaux* : les uns et les autres avaient dû recourir aux plus rudes mesures pour suppléer à la carence de l'autorité « constituée » par la première Assemblée. Cet expédient n'avait pu survivre au régime de la Terreur; on était alors retombé dans l'anarchie, aggravée, sous le Directoire, du laisser aller général. « Ces flasques administrations » sans âme et sans muscles, la « tyrannie haletante » du gouvernement ne parvenait à les « faire marcher » que par des attentats contre leur indépendance consacrée par la Constitution; mais elles gardaient néanmoins, avec tous les inconvénients des corps collectifs, — sans unité dans les plans, — ceux des corps électifs à la merci des fluctuations et des exigences des administrés. Par surcroît, en faisant des communes des organismes plus puissants que les départements, la Constituante avait créé, dans chacun de ces départe-

(1) Louis Madelin, *la Révolution*, pp. 409-413.

ments, des conflits chroniques qui achevaient de faire vaciller toute administration; la lutte continue, — et d'ailleurs terrible en ses conséquences, — entre le *département* de Paris (la Seine) et la *commune* de Paris en était le plus éclatant exemple. Comme l'organisation judiciaire avait été conçue selon les mêmes principes, la justice n'avait pas connu un meilleur destin que l'administration : les juges élus avaient jugé en juges élus, — et renouvelables, — et tout avait été à vau l'eau, sauf dans les tribunaux révolutionnaires qui, tombant dans la rigueur la plus arbitraire, avaient achevé de compromettre toute idée de justice. Les administrations financières elles-mêmes, encore qu'à la nomination de l'exécutif, avaient subi les conséquences d'une situation anarchique, et d'ailleurs elles étaient elles aussi collectives. Tout était directoires, comités, bureaux, jusqu'à la police même de Paris, confiée à un « bureau central » sans tête et par conséquent sans action.

« J'espère que dans un mois la France sera enfin un État organisé », écrivait, le 6 ventôse, le Premier Consul.

Il venait de mettre sur pied la machine administrative qui allait survivre si longtemps et survit encore, dans la plupart de ses rouages, à l'homme qui l'a créée il y a cent vingt-neuf ans. Et le fait même nous dispense de nous y arrêter longtemps.

Désormais toute l'administration n'est qu'une hiérarchie de fonctionnaires solidement organisée et tous ces fonctionnaires sont, y compris les maires, à la nomination et sous la main du gouvernement central.

A la tête du département, le *préfet* : c'est Lebrun qui, classique en ses pensées, a trouvé ce mot renouvelé de l'antique Rome. Dans les *arrondissements*, plus larges que les *districts*, des *sous-préfets*, agents étroitement inféodés au préfet du département. Les communes continueront à élire le conseil municipal qui assistera le maire, nommé par le préfet parmi les notables de la commune, et lui aussi agent du pouvoir central.

Si le maire est assisté d'un conseil, le préfet l'est aussi : le *conseil général*, destiné tout d'abord à préparer la répartition équitable des charges, puis à éclairer de ses *vœux*, appuyés de *rapports*, les administrateurs qu'il assiste. Bonaparte voudrait, suivant la pente de son esprit enquêteur, faire de ces conseils généraux de *grands renseignements* : les procès-verbaux fourniraient

« le tableau des abus à réformer, celui des améliorations à faire et des vues propres à donner de l'aplomb à la marche de l'administration ». Les préfets seront plus tard trop portés à réduire promptement le rôle des conseils généraux; il n'était pas mince dans l'esprit du grand organisateur.

Le trait caractéristique est dans la mise en tutelle des communes. Elles avaient, sous le régime révolutionnaire, fait preuve d'incapacité plus encore que d'agitation : les dettes des communes seront toujours, pour Bonaparte, une préoccupation assez vive et, — encore qu'au Conseil d'État il dût déclarer un jour, à propos des halles et marchés, qu'il fallait « traiter les communes avec moins de rigueur et ne pas s'exposer à détruire l'esprit municipal », — il déplorait trop leur mauvaise gestion, pour ne pas les prendre en une stricte subordination. « Depuis 1790, les 36 000 communes représentent en France 36 000 orphelines, héritières des vieux droits féodaux, filles délaissées et pillées depuis dix ans par les tuteurs municipaux de la Convention et du Directoire, écrit-il en nivôse an VIII. En changeant de maires... elles n'ont guère fait que changer de mode de brigandage. » Et il admet qu'il faut, à chaque commune, donner, en la personne d'un bon maire, un tuteur parce qu'il veut « commencer la prospérité de la France par les communes ». Mais Chaptal, qui va prendre sous peu le portefeuille de l'Intérieur, déclarera qu'en fait, c'est le ministre qui est devenu « le grand tuteur des communes de France ».

Ce personnage est le grand tuteur de beaucoup d'autres gens. Toute la hiérarchie, du plus petit maire au plus haut préfet, relève étroitement de ce ministre qui, à peu près débarrassé de par l'institution du ministère de la Police générale, d'un rôle politique, peut se consacrer à cette énorme administration : embrassant, avec les matières proprement administratives, le commerce, l'industrie, l'agriculture, l'instruction publique, les sciences et les lettres, les travaux publics, l'assistance et l'hygiène publiques, le ministère de l'Intérieur justifie alors très largement son nom. Les préfets et sous-préfets seront les agents de cette considérable partie du gouvernement de la nation. Beugnot, qui fut le premier secrétaire général de l'Intérieur, écrira que c'est lui qui est l'« héritier du peuple souverain », — de par la loi célèbre du 28 pluviôse.

La loi du 27 ventôse va, à son tour, organiser l'adminis-

tration de la justice : c'est, avec ses juges de paix, ses tribunaux de première instance, ses tribunaux d'appel, son tribunal de cassation, l'institution des cours d'assises à jury, l'établissement de l'inamovibilité pour la « magistrature assise », l'organisation même qui fonctionne encore aujourd'hui. La gendarmerie était mise à sa disposition encore que, le commandement suprême en étant confié à un grand soldat, Moncey, elle fût intimement rattachée à l'armée.

La préfecture de police fut créée pour Paris le 17 ventôse, an VIII et, par son double rôle, se trouva dépendre tout à la fois du ministère de l'Intérieur et de celui de la Police générale. Celui-ci allait à son tour organiser sa hiérarchie avec les commissaires généraux et particuliers, là où il paraissait que les préfets, agents supérieurs, eux aussi, de la police, n'étaient pas suffisants. En fait, l'institution d'un préfet de police à Paris eût suffi à donner une satisfaction à ceux qui regardaient avec désolation la situation lamentable de la ville, livrée à un *bureau de police* sans capacité et sans probité, pour n'en pas dire plus.

Il est inutile de nous étendre sur l'énorme administration des finances : là aussi tout se trouvait hiérarchisé et sévèrement ordonné. Gaudin avait très vite compris que l'une des causes de la détresse financière était dans l'instrument étrangement faussé que ses prédécesseurs avaient eu entre les mains et voici que se crée cette énorme machine, — qui, elle aussi, a survécu, — des receveurs généraux, des receveurs particuliers, des percepteurs, des directeurs, conservateurs, inspecteurs et sous-inspecteurs, qui vont gérer toutes les parties des finances, contributions directes et indirectes, enregistrement, domaines, hypothèques, douanes et forêts.

Au sommet de chacune des parties diverses d'un ministère sont créées ces *directions générales* qui sont une des parties les plus utiles et vont rester une des plus solides de la grande réforme administrative. Dignes successeurs de ces « premiers commis » qui, sous les plus grands ministres de l'ancien régime, ont collaboré si modestement, mais si activement à la grande œuvre et, sous des ministres incapables ou trop éphémères, représenté la continuité dans le grand travail, ces directeurs et directeurs généraux vont constituer dans chaque ministère les assises les plus stables du gouvernement de la

France. Les préfets ont pu changer en partie de rôle et de mission, et les sous-préfets plus encore; les directeurs généraux restent, avec le Conseil d'État, une des plus magnifiques parties de l'héritage que Napoléon Bonaparte a laissé à ses successeurs.

LE CHOIX DES AGENTS

D'une façon générale, la construction de l'an VIII a traversé le siècle parce qu'elle avait été l'œuvre d'un architecte éminent qui ne travaillait jamais que sur des plans méthodiques et qu'un goût passionné pour la symétrie, l'ordre, la hiérarchie et la logique avait guidé, mais aussi le sentiment exact des tendances générales de l'esprit français. La Révolution s'était faite pour jeter bas moins la Monarchie elle-même qu'une administration qui, si régularisée, si hiérarchisée, si ordonnée que les grands princes et les grands ministres eussent essayé de la faire, se ressentait encore de la façon un peu chaotique dont le royaume s'était formé. On avait voulu de la clarté, mais la Constituante n'avait pu la projeter à travers le bâtiment si mal conçu de 1791, branlant dès les premiers jours et dans les fissures duquel la Convention n'avait pu que jeter, en manière d'expédient, quelques poignées de ciment romain. Et maintenant le monument s'élevait droit, clair, ordonné, équilibré, satisfaisant.

Sans doute a-t-on pu lui faire des reproches justifiés. L'Europe, suivant un mot célèbre, nous l'a longtemps et très réellement « envié », mais beaucoup de Français, depuis un siècle, s'en sont plaints. La machine de l'an VIII, écrivait déjà Chaptal, a « facilité singulièrement le despotisme » et, le despote tombé, conservée même sous des régimes libéraux et républicains, elle a pu encore bien souvent « faciliter le despotisme ». Mais, en l'an VIII, très précisément, la Nation, sans aspirer au « despotisme », appelait de tous ses vœux la restauration de l'ordre par l'autorité, et une organisation destinée si manifestement à l'asseoir ne pouvait être que la bienvenue. Les préfets notamment allaient recevoir un pouvoir tel, que Napoléon pourra dire à l'un d'eux : « Vous êtes un pacha ici; les préfets, une fois à cent lieues de la capitale, ont plus de pouvoir que moi. » Mais c'est que, justifiant leur pouvoir par d'incontestables bienfaits, la plupart des préfets de l'Empire l'avaient for-

tifié au delà des prévisions de leur propre fondateur et que, répondant au goût qu'ont toujours montré les Français pour une autorité éclairée et féconde, ils n'ont fait que le surexciter. On a dit que l'organisation de l'an VIII avait pesé, d'un poids trop lourd, sur la France; dès les premiers jours de l'Empire, on pourra épiloguer sur ces 978 pages de l'*Almanach impérial* remplies par l'énumération des fonctions publiques. Il y a plus de soixante-dix ans, les plaintes s'élevaient du sein de l'école libérale dont Octave Feuillet voulait qu'un de ses personnages se fit l'écho : « *Après avoir protégé, elle opprime; après avoir vivifié, elle paralyse; après avoir sauvé la France, elle la tue.* » Mais remarquons cette réserve sur les bienfaits originaires de l'œuvre de l'an VIII. Et c'est la seule réponse à faire aux critiques de tout ordre formulées au cours du xix^e siècle et du nôtre.

En réalité, un Bonaparte serait sans doute surpris aujourd'hui qu'on ait à ce point conservé son monument et respecté son ouvrage. J'ai dit qu'il était réaliste et opportuniste : « A chaque jour sa peine, à chaque circonstance sa loi, à chacun sa nature », lui avons-nous entendu dire. En fait, il avait tout simplement créé l'instrument qui lui paraissait le seul propre à refaire, en l'an VIII, le pays que l'an VIII lui donnait à refaire.

Ce pays était dissocié : la Révolution avait brisé les cadres sociaux, en même temps que les cadres administratifs, et ne les avait pas remplacés; le pays sans armature semblait crouler et, s'effritant, tombait en poussière. Cette poussière, Bonaparte n'en pouvait refaire un bloc qu'en l'enfermant dans ce dur gaufrier de bronze aux parois rigides et aux compartiments symétriques. Faute de ces cadres sociaux qu'on ne pouvait reconstituer, ceux-là, en trois mois, ni même en vingt ans, il fallait tout de suite donner à la nation des cadres administratifs solides et résistants. Ce fut l'œuvre de l'an VIII.

Les institutions du Consulat, — dont l'organisation administrative ne constitue qu'une des parties, — ne peuvent se juger qu'à leurs résultats immédiats; or, jamais la France n'a été administrée avec une si heureuse intelligence et une activité si féconde que de 1800 à 1814. Mais elles étaient faites pour un temps et, d'ailleurs, pour un régime.

Sans doute répondaient-elles, je le répète, à une tendance générale de l'esprit français et sans doute encore étaient-elles conformes à la traditionnelle politique, qui a toujours visé

a centraliser la France parce que la France a toujours dû opposer, sur des frontières incertaines, aux assauts de ses ennemis un front, de siècle en siècle, plus uni. Ce retour à une tradition cinq fois séculaire a permis à Albert Vandal de dire : « On a dit de Bonaparte qu'il organisa la Révolution; c'est le contraire qu'il faudrait dire : il organisa l'Ancien Régime. »

En fait, la Convention avait déjà repris la tradition centralisatrice, un instant rompue par l'idéologie de la Constituante, et Bonaparte la réalisait. Il n'en va pas moins que celui-ci ne pensait certainement pas avoir travaillé pour les siècles. Cette administration formidable n'a fait que grossir et se fortifier, quand elle eût dû, peu à peu, se réformer, se simplifier et s'adapter. Elle a, au surplus, longtemps gardé ses vertus : c'est elle qui, à travers ce XIX^e siècle agité, a été, pour la France, l'armature solide qui, si j'ose écrire, lui a permis de se payer six changements de régime politique, des révolutions violentes, des coups d'État, des guerres et parfois des désastres sans fléchir ni défaillir. Il est certain cependant que, dès que « le grand moteur » n'a plus été là, la machine a commencé à grincer; le personnel qu'il avait en vue, quand il créait ses milliers de postes administratifs, bientôt disparaissait; la plupart des institutions n'avaient plus l'objet pour lequel elles avaient été créées. Qu'on l'ait conservée, c'est cependant une preuve qu'elle répond à notre caractère national. Qu'elle satisfît jusqu'à l'enthousiasme aux vœux de l'opinion, — en l'an VIII de la République, — cela ne fait guère doute et c'est assurément ce que voulait, en cet an VIII, le Premier Consul Bonaparte.

Mais toute cette organisation ne créait entre ses mains qu'un instrument. Il ne confondait jamais le moyen avec le but, et le but était, pour l'heure, de mener à bien, grâce aux nouveaux agents, grands et petits, la politique qu'en dépit des oppositions, il pensait plus que jamais à faire triompher.

« Le difficile, dira-t-il, n'est pas de donner des ordres, c'est d'en assurer l'exécution. » Il ne suffisait pas qu'il eût une idée; il ne suffisait même pas qu'il eût des agents : il lui fallait de bons agents. Et c'est ce qui explique le travail auquel on se livra, sous son impulsion, dans le gouvernement tout entier pour choisir les premiers préfets.

Beaucoup de mains se tendirent, ce qui amenait dans les

antichambres des ministères, dit *la Gazette de France* du 11 pluviôse, « une espèce de bourdonnement », — et des mains frémissantes, surtout celles des révolutionnaires assagis.

Bonaparte n'entendait pas prendre ses agents dans un seul groupe; l'éclectisme même de ces choix serait une nouvelle manifestation de cette politique de conciliation qu'il entendait ensuite faire adopter à ces préfets.

Il pensait cependant puiser largement, comme lors de la constitution du Conseil d'État, dans le personnel de la Révolution; à la vérité, ce personnel même, il ne l'apercevait pas dans un seul parti, mais dans dix, des Constituants libéraux de 1789 aux Conventionnels de 1793 et des gens qui avaient proscrit en fructidor à ceux qui avaient été proscrits; il pensait aussi y ajouter, écrit Barante (dont le père avait été de cette fournée), « des honnêtes gens qui n'appartenaient pas au parti royaliste actif, partisans raisonnables des principes de 1789 », — voire des royalistes de la veille, désabusés et ralliés depuis brumaire.

Il appela à l'éclairer, pour plus de sûreté, les gens qui, eux-mêmes, représentaient des nuances fort différentes : officiellement, les deux consuls Cambacérès et Lebrun, en relation l'un avec le monde de la Convention, l'autre avec celui de l'Ancien régime. Talleyrand, connaissant admirablement le personnel de la Révolution de ses débuts à sa fin, Lucien, grand partisan alors de la réconciliation par l'autorité et, sous celui-ci, son secrétaire général, l'ex-législateur Beugnot, établirent des listes que nous possédons et que Bonaparte fonda après les avoir criblées de notes; mais d'autres encore furent autorisés à intervenir, Carnot, Clarke et Fouché, en particulier. Il devait sortir de tant d'inspirateurs les choix les plus divers.

Dans cette première promotion de l'an VIII, les éléments fournis par la Révolution prédominent forcément; ce n'est que vers la fin du Consulat, et surtout sous l'Empire, qu'on verra s'inscrire au tableau des préfectures un nombre assez considérable de noms d'Ancien régime, des royalistes longtemps résistants et jusqu'à d'anciens émigrés; nous y reviendrons. En thèse générale, l'on choisit beaucoup de membres des anciennes assemblées, — et, de préférence, un grand nombre d'anciens hommes de lois, — une quarantaine, presque tous encore jeunes, la plupart en dessous de quarante-cinq ans, beaucoup

en dessous de trente-cinq. « Le gouvernement de la jeunesse », avait dit Bonaparte.

Presque toutes les préfectures importantes allaient à d'anciens Conventionnels : Bordeaux à Thibaudeau, Marseille à Delacroix, Toulouse à Richard, Bruxelles à Doucet de Pontécoulant, Besançon à De Bry, Avignon à Pelet de la Lozère; Jeanbon Saint-André, ancien membre du Comité robespierriste, fut donné à Mayence, où il se déclarait prêt à seconder les vues du Premier Consul, « belle tâche, ajoutait-il, pour un fonctionnaire ». Cochon et Quinette qui, après avoir siégé à la Convention, avaient été ministres du Directoire, ne crurent pas déroger en acceptant des préfectures, et pas plus Letourneur qui avait même été Directeur de la République; en somme, dix-neuf préfets de la première promotion avaient siégé dans l'Assemblée géante, — sur des bancs d'ailleurs assez distants les uns des autres, — dont onze avaient, en janvier 1793, « voté la mort ». Parmi les anciens membres de l'Assemblée législative, Beugnot et Verneilh, qui avaient été à droite, furent choisis à côté de Riouffe, de la gauche girondine. Parmi les anciens Constituants, un nom valait en importance tous les autres, celui de Mounier, envoyé à Rennes, Mounier, l'ancien leader du parti « monarchien », le grand libéral qui, en 1789, avait, un instant, joué dans l'assemblée un rôle de tout premier ordre et, en un mot, l'homme du Serment du Jeu de Paume. En tout, trente membres des anciennes assemblées, représentant toutes les nuances politiques, étaient placés dans les préfectures. En dehors de ces anciens députés, on y appelait un Demousseaux, qui avait été procureur syndic de la Commune, un Fauchet, qui avait été, sous Danton, le secrétaire du Conseil exécutif de 1792, un ex-chanoine, Caffarelli, qui, n'ayant jamais perdu l'habitude de lire son bréviaire, reprendra plus tard le froc dépouillé en des heures de délire. L'Ancien Régime fournissait, jusqu'à nouvel ordre, un contingent plus mince : Doucet de Pontécoulant avait été garde du corps de Louis XVI; Legendre de Luçay était d'une famille de fermiers généraux; sept autres avaient, avant 1789, été « officiers du Roi »; et, sans parler de Barante, on voyait, dès cette première promotion, un Alexandre de la Rochefoucauld, un d'Herbouville, ex-maréchal de camp, un de Ligniville, à la vérité rallié de bonne heure à la Révolution, représenter dans ces rangs hétéroclites

l'ancienne noblesse à parchemins. Ce Ligniville était un soldat ; cinq autres généraux furent désignés pour des préfectures : Ferrand, Jullien, Pommereul, Serviez, et ce brave La Chaise, si enthousiasmé par le génie du Premier Consul qu'il déclara un jour dans un discours : « Dieu fit Bonaparte et se reposa. »

Les sous-préfets furent choisis, bien entendu, dans le même esprit. Tel était déjà le prestige de la nouvelle administration ou le besoin éprouvé par tant de gens d'y marquer leur place, que trente-sept membres encore des anciennes assemblées ne balancèrent pas d'accepter ces postes plus modestes, — parmi lesquels dix Conventionnels dont Drouet, qui, après avoir fait arrêter Louis XVI à Varennes, avait siégé aux Tuileries, et ce Chiappe qui allait être expédié à sa sous-préfecture dans des circonstances presque vaudevillesques. A côté de ces revenants de la Révolution, là encore, un grand nombre d'hommes ayant servi l'Ancien Régime, furent intentionnellement nommés pour affirmer l'esprit d'équilibre que l'on entendait afficher.

Pour la préfecture de la Seine, Bonaparte ne consulta personne. Il y nomma Frochot, qui, à la Constituante, avait été un des collaborateurs de Mirabeau, un de ses « faiseurs ». Emprisonné sous la Terreur, il avait frisé la guillotine. Depuis 1793, il faisait partie de l'administration du département de la Côte-d'Or où il avait montré de la sagesse et du bon sens. Le Premier Consul, à sa vive surprise, l'appela à l'Hôtel de Ville de Paris, en raison, lui déclara-t-il lors de leur première entrevue, « de la modération dont il avait fait preuve dans les luttes locales ». Le choix était bon. Cet ancien notaire bourguignon était simple, bonhomme, probe, consciencieux, solide, laborieux, pas servile : « imbu, dit Molé, des principes de 1789 et en soutenant encore les théories », il restera toujours dispensé par Napoléon de toute courtoisie grâce à une capacité bientôt éprouvée, que ce bon citoyen va rester douze ans à la tête de la première préfecture de France.

Le choix du préfet de police fut moins heureux. Dubois, qui y fut appelé, ancien magistrat de la Révolution, devait assurément y faire parfois montre de fermeté et d'intelligence ; mais ses mœurs privées et son caractère servile lui enlèveront rapidement le prestige dont jouira Frochot.

L'esprit d'éclectisme, apporté aux choix des préfets, se

retrouva dans celui des fonctionnaires de tout ordre, et particulièrement de ceux de l'ordre judiciaire. La présence parmi les hauts magistrats d'un Séguier et d'un Daguesseau, bientôt rejoints par un d'Epremesnil, témoignait du désir de rattacher la nouvelle magistrature au vieux monde du Parlement; celle de Murair, proscrit en fructidor, à la tête du tribunal de Cassation, à côté de Merlin de Douai, procureur général au même tribunal, qui avait été son proscripteur, marquait, là encore, la volonté du gouvernement d'imposer l'oubli des querelles. D'une façon générale, cependant, le personnel financier étant emprunté presque entièrement à l'ancienne administration, la proportion fut plus forte des anciens révolutionnaires dans le personnel judiciaire; Cambacérès, qui, seul dans ce domaine, avait fourni les noms, plaça dans les tribunaux tant d'anciens magistrats ci-devant avancés que, si l'on en croit Barante, on disait volontiers « qu'on avait fait des places de juges les canonicats du jacobinisme ». Mais Bonaparte n'y vit qu'une raison de plus de surveiller étroitement leurs arrêts. Il n'avait d'ailleurs laissé à personne le soin de leur dicter leur attitude. Recevant les nouveaux magistrats, il leur déclarait : « Vous n'examinerez jamais de quel parti était l'homme qui vous demandera justice... » La recommandation nous paraît aujourd'hui assez banale. En l'an VIII, elle enferma toute une révolution dans les mœurs publiques et l'esprit même des juges si longtemps dévoyés.

C'était l'esprit tous les jours plus nettement affirmé du gouvernement. L'éclectisme apporté au choix des fonctionnaires en était déjà une éclatante manifestation : préfets choisis dans tous les partis qui s'étaient, dix ans, déchirés, magistrats choisis parmi les juges de la Terreur comme parmi les vieux parlementaires, fonctionnaires de tout ordre, grands et petits, choisis indistinctement dans le monde de l'Ancien Régime et dans celui de la Révolution, tous témoignaient par leur heureux mélange que l'ère des divisions était close et que tous les Français étaient appelés, sans distinction de partis et d'origine, à collaborer à la grande œuvre de la réconciliation, condition essentielle de la restauration nationale.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

ATROPHIE

MRS FRENWAY s'installa furtivement en son coin du Pullmann. L'express s'ébranla... Elle se disait : « Est-ce que je rêve, est-ce bien moi ? »

Le contrôleur survint : « Les billets. » Elle murmura : « Pour Westover. »

Instinctivement elle avait baissé la voix, elle jetait autour d'elle des regards inquiets. Non, dans cette voiture elle ne connaissait personne, elle s'en assurait : à la mention de Westover, ni les voyageurs, ni le contrôleur n'avaient manifesté l'ombre de surprise ou d'intérêt.

Et pourtant en ces deux mots : « Pour Westover » il y avait aux propres yeux de Norah Frenway comme une révélation, un brusque coup de lumière sur le fond caché de sa vie. Certes, elle ne regrettait pas son aventureuse décision ; non, rien n'existait plus pour elle que le seul fait bouleversant qui la jetait tout d'un coup hors d'elle-même, l'arrachait à son existence feutrée et la livrait subitement à l'inquisition du public. (Une seconde fois, à la dérobée, elle s'assura qu'elle ne connaissait personne autour d'elle, vraiment personne, pas même de vue.)

Sa vie de jeune femme avait été jusqu'à ce jour même si unie, si parfaitement accordée par le dehors au pacte social, et cela en un milieu où l'on voyait déjà vaciller toutes les vieilles assises ! Personne au monde n'avait jamais pu se douter que

Norah Frenway eût un amant, non, personne, elle en avait la certitude...

Abriter sa vie, l'unique réalité de sa vie, dans le refuge du mystère, avait été pour elle le persistant souci, l'axiome, et, en son cas particulier, la nécessité vitale. Car il y avait le mari : un malade atrabilaire ; puis les belles-sœurs jalouses et soupçonneuses ; enfin la « matriarche » monumentale et redoutable, devant qui la prudente famille pliait, tremblait ou bien opportunément s'esquivait, chacun avec ses plus ou moins avouables secrets.

Que de lamentations on entendait au sein de la tribu sur le « glissement moral » ! Était-on bien juste, même à ne considérer que les grandes villes, les larges cercles sociaux ? Les belles mœurs d'autrefois cédaient, disait-on, à la tolérance, au relâchement, au sans-gêne. Que voyait-on le matin en dépliant le journal ? Scandaleux récits ! Des jeunes filles cambriolant le revolver au poing, des divorces à la vapeur, des irruptions de bandits en plein bal, des assassinats, des enlèvements, l'invasion désordonnée des violences et des appétits. Oui, tout cela se lisait dans les journaux ; mais en fait une Norah Frenway, considérant le champ de son existence, pouvait, comme tant d'autres, s'y trouver aussi parfaitement palissadée, clôturée et surveillée par la famille et la société aux aguets que la plus sage demoiselle des sages romans que lisait sa grand mère.

Pourtant, il y avait bien quelque chose de changé, et Mrs Frenway ne se distinguait pas des jeunes femmes de son milieu. Comme toutes ses amies elle pratiquait la cigarette, le cocktail ; à chaque nouvelle saccade de la mode on voyait ses robes devenir plus courtes ; elle s'était naturellement fait couper les cheveux, et ne manquait pas la partie de poker. Si elle avait prétendu se singulariser, porter chignon, cacher pudiquement ses jambes ou éviter le jeu, son mari, tout le premier, en eût pris de l'humeur. Il n'aurait pas manqué de dire :

— Ma chère amie, voyons, qu'est-ce qui vous prend, êtes-vous neurasthénique ou bien est-ce que vous voulez vous faire remarquer ?

Car Frenway, et avec lui ses pareils, les maris de son espèce, respectaient avant tout les convenances ; seulement, ces convenances s'étant modifiées, ils les appliquaient insensiblement

à des coutumes nouvelles, comme les accueillants romains lorsqu'ils intronisèrent de nouveaux dieux dans leurs vieux temples.

Le train avait laissé derrière lui la tristesse des faubourgs. Norah Frenway voyait maintenant fuir les doux paysages printaniers, l'étendue verte des prés, les haies en fleur, les bungalows aux toits pittoresquement enchevêtrés, et surtout ces hypnotisantes perspectives de routes goudronnées filant à perte de vue vers le mystère ! Avait-elle assez rêvé d'être emportée un jour aux côtés de Christopher sur une de ces routes qui les conduirait au bienheureux inconnu !

Elle en était restée au rêve. Ce n'était pas par timidité ; non. Les conventions, les règles, elle en avait toujours pris la mesure : elle s'en était moquée intérieurement, mais elle s'y était conformée. D'abord à cause de ce pauvre George Frenway. Ce mari avait droit à certains égards : une triste santé, un caractère malheureux, une vanité déçue et souffrante, faisaient de lui un personnage assez falot mais pitoyable. Cependant, si Norah Frenway avait résisté à la grande tentation d'affranchissement, c'était surtout pour ses deux enfants. Il y avait trop d'yeux inquisiteurs rivés sur elle ; cette famille du mari était trop compacte, trop unie, quand il s'agissait de critiquer, et surtout quand il se serait agi de punir. Dès sa première imprudence, elle eût été perdue, battue sur toutes ses lignes de défense ; à la fin, son mari lui eût repris les enfants. A cette pensée elle voyait devant elle le pas qu'elle ne franchirait pas. Elle se l'était dit une fois : mes enfants, voilà ma religion. Et elle n'en avait guère d'autre.

Pourtant c'était bien elle, elle-même, que l'express emportait à Westover : tout à l'heure, elle sonnerait, elle entrerait chez Christopher : depuis hier, elle avait pris sa décision. Entre elle et son amant, il n'y aurait plus d'obstacle. Christopher était malade, très malade, en danger. Ce danger, Norah en avait reçu la foudroyante nouvelle au bal, chez Kate Salmer.

— Comment, lui avait jeté Gladys Brincker, vous ne savez pas ? Mais oui... ce pauvre Chris ! Je vous croyais très amis. J'ai peur qu'il ne soit bien mal : c'est une rechute de sa vieille affaire. Knowlton, le spécialiste qu'on a appelé, ne laisse pas beaucoup d'espoir. N'est-ce pas que c'est navrant ? Il y a eu deux consultations, — et il est là-bas à la campagne, tout seul,

avec la pauvre Jane, vous savez, sa sœur, cette vieille fille falote et timide. C'est elle qui monte la garde... La nullité même.

Et Gladys, au rythme des danses, avait disparu.

Christopher peut-être à la mort, et seul ! Et cependant, Norah s'était demandé parfois si Jane Aldis, la « nullité même », n'occupait pas dans la vie du frère une place aussi dominante que le mari et les enfants dans la sienne à elle.

Christopher, si Norah le questionnait, passait négligemment sur ce chapitre. « La pauvre Jenny ! » disait-il d'un ton apitoyé : mais justement pour Norah son mari était « le pauvre George ». Jane Aldis n'avait pas, il est vrai, l'égoïsme exigeant de George Frenway : elle n'en appelait que davantage au sentiment généreux d'un frère. Quelquefois, sous les manières réservées de la vieille fille, Norah avait cru déceler une curiosité, une inquiétude. Aurait-elle deviné quelque chose ? Il y avait des moments où Norah, en sa relation avec Christopher, s'imaginait que tout le monde avait deviné, que son cœur tremblant et palpitant était devenu visible comme un papillon dans une boîte de verre...

Non, concluait-elle, Jane ne se doute de rien. Jane Aldis n'était décidément qu'une pauvre oie blanche un peu déplumée : elle n'avait jamais pensé qu'à tenir pour son frère la jolie maison de Westover, à veiller que les pièces fussent chauffées, les vases remplis de fleurs, et tout préparé pour les élégants *week-end* de Christopher.

Que de fois Christopher avait dit à Norah : « Si je pouvais t'avoir à moi, pour un *week-end* à Westover » ! A l'entendre, c'était, au moins pour lui, la chose la plus faisable du monde. Comme ils s'étaient plu tous deux à en caresser, à en détailler le projet ! Et pourtant Norah s'était parfois demandé si ce n'était pas un jeu, si son amant ne savait pas, au fond de lui-même, que pour elle, c'était à peu près aussi réalisable qu'un *week-end* dans la lune. En fait, elle n'avait jamais été à Westover qu'escortée de son mari, ou avec des amis, et seulement au début... Ensuite elle n'avait pas osé. Sa dernière visite datait de trois ans...

Gladys Brincker, en annonçant à Norah la maladie de Christopher, n'avait-elle pas eu dans les yeux une expression singulière, comme si elle songeait à quelque chose ? Mais non, quelle idée !...

Qui eût songé à soupçonner Norah Frenway? Ses amis auraient plutôt dit : Cette gentille Norah, elle est assez jolie, mais elle ne dit rien aux hommes... pas plus de tempérament qu'une poupée. Et elle-même, Norah, n'avait-elle pas porté des jugements aussi pénétrants sur des amies qui peut-être avaient... comme elle... leur mystère?

Le train ralentissait : Norah eut un sursaut, à son poignet consulta sa montre. Deux heures et demie; on arrivait à Ockham : la prochaine station serait Westover. Un peu moins d'une heure encore et elle serait chez Christopher. Jane Aldis la recevrait : elle voyait à l'avance la pièce aux bibliothèques basses... et la pauvre Jane dirait... au fait, que dirait-elle?

Norah, depuis qu'elle avait pris la résolution d'aller à Westover, avait plus d'une fois imaginé ce dialogue : ce qu'elle dirait à Jane, ce que Jane lui répondrait, tout cela s'était d'avance inscrit dans sa tête. Le début serait un peu gauche, même difficile; mais très vite la grande angoisse jetterait les deux femmes aux bras l'une de l'autre. Il n'y aurait rien à dire, pas d'explication à donner de l'insolite visite. Miss Aldis prendrait les mains de Norah, et tout de suite la conduirait chez le malade.

Cette chambre du malade! Norah ferma les yeux, eut la vision d'autres chambres où tous deux s'étaient retrouvés dans les délices de leur jeunesse et de leur bonheur. Mais non, se dit-elle; pas cela, pas en ce moment. Le Christopher qu'elle allait revoir aujourd'hui c'était un homme mourant, un autre; elle sentait comme une profanation à associer les deux images. Et pourtant, celui vers qui elle allait ainsi, c'était bien son Christopher à elle, celui qui avait vécu en elle, en son âme. A ce moment même, seul sur son lit de mort, peut-être l'appelait-il, elle, Norah! Qu'importait à présent ce qu'on pouvait, autour d'elle, dire ou deviner? Le Pullman pouvait bien s'emplir d'amis et de connaissances, George Frenway et toute la famille auraient pu y entrer à la dernière gare : cela me serait indifférent, songeait Norah.

Et pourtant, en ses pensées contradictoires, elle se rappelait toutes ses adroites précautions, et les réponses qu'elle avait déjà préparées si George, au retour, s'avisait de la questionner sur son absence. Elle avait son alibi tout trouvé, à Oakham, chez son ancienne gouvernante. « Mais oui, dirait-elle, je suis allée

voir ma vieille Fräulein, la pauvre; elle est maintenant tout à fait impotente. Il faut absolument que je lui donne un fauteuil roulant. George, vous ne pourriez pas m'avoir des catalogues? » Elle avait d'avance tout prévu, paré à tout, et maintenant ces prétextes, détours et faux-fuyants lui semblaient aussi vains que le vent...

Westover!

Elle eut une secousse, se dressa, se faufila rapidement entre les voyageurs. Chacun d'eux, avec ses valises, lui semblait faire exprès d'obstruer le couloir. L'arrêt n'était que de trois minutes. Mon Dieu, si le train allait repartir, l'entraîner jusqu'Albany! Et le porteur qui s'obstinait, devant la portière, à lui demander ses colis!

A Westover, il y avait bifurcation des voies, c'était une gare assez importante. Elle y trouverait sûrement un taxi. Il y en avait tout juste un. Elle s'y jeta, devançant un commis-voyageur en chapeau de paille tout neuf, qui portait sa valise d'échantillons. L'intérieur du taxi avait une odeur de paille mouillée et de mauvais tabac. Elle s'affala sur la banquette et d'une voix frémissante :

— A Oakfield, chauffeur... marchez vite. Oui, la propriété de M. Aldis. Vous savez, tout près de Westover.



Le début fut bien ce qu'elle avait prévu. Une femme de chambre, paraissant étonnée d'ouvrir à une dame en visite (Norah remarqua l'étonnement), l'introduisit dans le cabinet de travail aux bibliothèques basses. L'intime présence de Christopher s'y révélait; sur le bureau, ses papiers, ses pipes, et, sur le tapis un peu râpé, le terrier somnolent.

— Je vais prévenir miss Aldis, fit la femme de chambre.

Norah voulait demander : « Est-ce que miss Aldis est auprès de son frère? Et lui, comment est-il? » Mais elle eut peur de son émotion : d'avance elle croyait entendre le tremblement de sa voix. Et puis toute question était superflue, puisque miss Aldis, elle l'espérait, allait descendre...

La femme de chambre sortit, de ce pas pressé et silencieux si particulier aux maisons que la maladie visite. Elle ne revint pas tout de suite. L'attente, dans cette pièce à la fois si pleine

d'une intime présence et si étrangère, fut pour Norah un supplice. Cela, elle ne l'avait pas prévu. La vue du bureau avec les porte-plume alignés, et les lettres éparses, lui faisait mal. Devant le feu le chien, assoupi, la regardait d'un œil bienveillant, mais sans lui faire la moindre avance. Ce chien, une main aimée l'avait caressé. Comme elle avait envie de le caresser à son tour, de mettre sa main où Christopher avait posé la sienne! Elle n'osa pas, le chien pourrait aboyer; cela troublerait le silence inquiet de cette maison aux écoutes. Elle se mit à la fenêtre et regarda les buissons bourgeonnants, les oignons à fleurs qui pointaient sur la terre gonflée.

— Si madame veut bien me suivre.

Elle eut au cœur un sursaut. Allait-on vraiment la conduire auprès du malade? Elle sentait monter les larmes dans un flot d'angoisse et d'amour. Mais la femme de chambre, la conduisant à travers le hall, s'effaça pour la faire entrer dans un de ces salons froids et vides, comme on en trouve chez les célibataires. Les fauteuils et les canapés symétriquement placés semblaient enveloppés de ces tristes réflexions qui s'échangent d'un meuble à l'autre dans les pièces inhabitées... Même le soleil printanier glissant à travers la vitre son rayon oblique ne posait qu'un reflet terne et froid sur la marqueterie lisse d'une table inutile.

En ces attentes, le premier émoi s'était épuisé, laissant à Norah une sensation de malaise, d'élan manqué. Si Jane Aldis allait lui jeter un froid comme cette pièce glacée! Elle songea avec regret qu'elle n'avait pas établi avec Jane Aldis un lien de cordialité. Mais cacher son amour avait été son instinct; avec l'entourage de Christopher elle avait joué le détachement : elle se demandait maintenant si cette affectation n'aurait pas au contraire éveillé la curiosité? Oui, il aurait été plus habile de se mettre, avec Jane Aldis, sur un pied d'intimité : comme tout serait plus aisé et plus naturel aujourd'hui! Au lieu d'être là, cherchant midi à quatorze heures pour justifier sa visite, elle dirait tout simplement : « Chère Jane, me voici. Dites-moi ce qu'au monde je puis faire pour vous. »

Elle entendit dans le hall un pas hésitant : encore un pas étouffé! Elle aperçut miss Aldis debout sur le seuil entr'ouvert. La « pauvre Jane », comme elle avait bien changé depuis la dernière rencontre! Il y avait du gris maintenant dans ses cheveux

ternes; les paupières, toujours un peu rouges, étaient lourdes et gonflées, le teint jaune tournait à l'anxiété, à la fatigue... Était-ce là l'adversaire redoutée? Pourtant Norah eut l'impression que miss Aldis avait hésité un instant dans le hall, s'était arrêtée comme pour dévisager à l'avance l'imprévue visiteuse, et mesurer la situation... Mais non, elle avait sans doute simplement rajusté ses pauvres cheveux en passant devant le miroir.

— Mrs. Frenway! Comme vous êtes bonne, fit miss Aldis. Sa voix sonnait un peu lointaine et détachée, une voix d'automate qui récite les formules de l'hospitalité. — Je vous en prie, dit-elle, asseyez-vous.

Elle avança l'un des maussades fauteuils. Norah s'y assit, un peu raidie, sa main crispée sur son petit sac, dans l'attitude réglementaire de la dame en visite.

— Je suis venue...

— Comme vous êtes bonne! répéta miss Aldis. Je n'avais pas la moindre idée que vous fussiez dans nos parages... pas la moindre idée.

Est-ce qu'elle voulait donner le change? Ne savait-elle pas tout, ne cherchait-elle pas, pour elle et pour sa visiteuse, une feinte décente? Ou bien, était-elle simplement obtuse?

— Vous êtes en visite chez les Brincker, sans doute? Ou peut-être chez les Northrup? La dernière fois que nous vous avons eue à déjeuner, je me rappelle que vous étiez venue avec les Northrup. Il y a bien deux ans de cela, n'est-ce pas? fit miss Aldis, d'un ton qui semblait attacher à cette question l'intérêt le plus vif.

— Non, trois ans, répondit Norah, et aussi d'une voix d'automate.

— Trois ans déjà! En 1921, alors? Vous avez raison. C'est l'année où nous avons transplanté le grand hêtre. Je me rappelle que M. Frenway s'était intéressé à l'opération. Je l'avais mené voir l'ancien emplacement du hêtre. N'est-ce pas, il s'occupe beaucoup d'arboriculture?

— Oh! oui... beaucoup.

— Nous avons fait venir des spécialistes, vous savez; des « médecins d'arbres », comme ils disent. En fait, le hêtre a beaucoup gagné à être changé de place. Et vous-même, poursuivit miss Aldis, n'avez-vous pas fait de la transplantation d'arbres à Long Island?

— Oui, répétait Norah... mon mari s'intéresse beaucoup à...

— Ainsi, interrompit miss Aldis, vous êtes en séjour chez les Northrup? Et moi qui ne les savais même pas arrivés à Maybrook! Je vois toujours si peu de monde!

— Mais non, fit Norah, je ne suis pas chez les Northrup.

— Vraiment? Alors chez les Brincker? Tiens! Hal Brincker est venu ici hier, et il ne nous a pas dit que vous étiez leur hôte.

Norah eut une hésitation.

— C'est que je ne suis pas leur hôte. J'ai une ancienne gouvernante qui demeure à Oakham; je vais quelquefois la voir, et aujourd'hui j'ai poussé jusqu'à Westover.

Elle s'arrêta court, et miss Aldis murmura avec une gracieuse aisance : « C'est cela, c'est cela », comme si elle-même soufflait à Norah la leçon opportune.

Mais Norah reprit :

— Et puis, j'ai vu l'autre soir Gladys Brincker; elle m'a appris la maladie de votre frère.

— Oh! fit miss Aldis.

Elle sembla donner à cet *oh!* tout un sens, et même y mettre l'intention d'un point final. Ses sourcils se levèrent comme en un léger étonnement. La chambre close semblait faire silence autour des deux femmes. Une grosse mouche sortit de la torpeur chaude et vint bourdonner contre la vitre.

— Oui... mon frère est malade, concéda miss Aldis, lentement et comme à regret.

— Cela nous fait tant de peine, dit Norah. Je... votre frère, depuis longtemps, est un si bon ami pour nous.

— Oui... il m'a souvent parlé de vous et de M. Frenway!

Une autre pause souligna cet acquiescement. « Non, elle ne se doute de rien », pensa Norah. Miss Aldis continua :

— Christopher fait grand cas des avis de M. Frenway sur ses essais de transplantations. Seulement, notre sol ici est bien différent du vôtre. M. Frenway a certainement fait faire chez lui l'analyse du terrain?

— Oui... je crois que oui...

— Mon cher Christopher a toujours été un grand amateur de jardins.

— J'espère qu'il n'est pas très malade, hasarda enfin Norah. Notre amie Gladys semblait inquiète.

— La maladie inquiète toujours, n'est-ce pas?

— Mais vous n'êtes pas... je veux dire, vous n'avez pas d'inquiétude sérieuse?

— Je suis très touchée de votre intérêt... Voici... les médecins n'observent aucun changement depuis hier.

— Et hier?

— Ah! hier... ils étaient dans l'expectative.

— D'un changement?

— Sans doute... oui.

— Mais... un changement en mieux, j'espère?

— Ils étaient incertains... ils ne se prononçaient pas.

Dans la chambre muette, le bourdonnement de la grosse mouche devenait obsédant. Norah croyait l'entendre se poursuivre dans sa tête, y rompre le fil ténu de l'irritant dialogue; elle avait conscience en même temps de chaque minute qui passait. Et celui qu'elle aimait était couché, malade, mourant peut-être, là-haut, au-dessus d'elle...

Elle n'allait pas se laisser dérouter ainsi; ce serait ridicule, lamentable. Il fallait à tout prix en finir avec ces fuyantes niaiseries... il fallait y couper court, faire front.

— Je pense que vous avez eu une consultation, fit-elle bravement.

— Naturellement. Le docteur Knowlton est déjà venu deux fois.

— Et qu'est-ce qu'il dit?

— Eh bien, il est d'accord avec ses confrères. — Là miss Aldis se tourna vers la fenêtre. — Oh, dit-elle, voilà une voiture. C'est sans doute votre taxi qui revient vous prendre?

— Oui. J'étais descendue à la grille. Elle n'osa pas ajouter: J'ai craint le bruit de la voiture pour votre malade.

— J'espère que vous avez trouvé sans peine un taxi à la gare?

— Oh! oui, très facilement.

— C'était vraiment gentil à vous de venir: vous risquiez de ne pas trouver de voiture... Et je sais comme vous êtes occupée; on est tellement pris en ville... même en cette saison.

— Oui, sans doute. Mais votre frère...

— Ah! mon frère... on ne le verra guère en ville cette

année... Il ne sera pas mondain du tout... pas de longtemps.

— Pas de longtemps, répétait lentement Norah. Mais enfin vous avez bon espoir ?

— Près d'un malade il faut toujours avoir bon espoir, fit la sœur avec douceur.

— Naturellement... mais je veux dire...

Brusquement Norah se leva; la tête lui tournait. Est-ce que vraiment cette vieille fille et elle, depuis une demi-heure, étaient là en tête-à-tête à échanger ces platitudes, tandis qu'à l'autre étage le sens, la vérité, le poids, la portée de deux vies étaient à la merci d'une montée de fièvre ? Comment Norah s'était-elle laissée hypnotiser ainsi ? Quel pouvoir avait donc cette créature insipide et fanée sur une femme jeune, belle et, de plus, aimée ? C'est que la sœur se dressait d'instinct en antagoniste contre les charmes dont elle se savait dépourvue ; c'est qu'elle se sentait menacée en la possession d'un frère, l'essence même, la raison d'être de sa vie ! « Pauvre Jenny » — la nature ne l'avait pas gâtée, mais au foyer de ce frère elle trouvait sa force, sa défense ; et cet instinct de défense s'aiguillonnait dans la notion de l'imminent danger.

« Il est probable qu'elle me hait, se dit Norah. Et je n'y avais jamais songé... » Elle qui croyait avoir tout pesé, tout ruminé ! S'il y avait eu en ces précautions une lacune, il était trop tard pour y pourvoir. Il n'y avait plus qu'à s'affirmer, à sauver les précieux instants qui restaient encore, à déchirer les mailles de ce filet enveloppant où l'adversaire cherchait à l'immobiliser. Mais elle se sentait atrophiée par son propre passé.

— Miss Aldis, fit-elle brusquement, il faut que je vous le dise : j'étais venue dans l'espoir de voir...

— Où nous en sommes ? Croyez-moi, je suis touchée de cette marque d'amitié. Mon frère aussi y sera sensible : il est lui-même si attaché à ses amis !

— Mais vous allez lui dire, n'est-ce pas, vous me le promettez ?... vous allez monter lui dire que je...

— Que vous avez voulu venir vous-même prendre de ses nouvelles ? Oui, oui, je le lui dirai, vous pouvez y compter... aussitôt qu'il sera un peu moins faible.

— Mais, non, je voudrais... tout de suite...

— Tout de suite... peut-être pas... Mais tout à l'heure... demain matin, s'il va un peu mieux.

Norah sentit ses lèvres se sécher comme sous l'haleine brûlante du désert; à peine si elle pouvait les ouvrir. Elle eût voulu s'écrier : « Pas tout à l'heure, pas demain, aujourd'hui, à l'instant ! » Mais ce fut d'une voix réduite à un souffle qu'elle murmura :

— Est-ce qu'il n'a donc pas toute sa connaissance ?

— Oh, si, il est parfaitement lui-même. — Miss Aldis souligna cette assertion d'une de ses longues pauses. — Certainement, il saura que vous êtes venue.

Soudain elle se leva, s'approcha de la fenêtre.

— Ce n'est pas très hospitalier de ne pas même vous offrir une tasse de thé. Mais... je me reprocherais de ne pas vous le dire... si vous avez l'intention de rentrer à Oakham avant le soir, vous n'aurez plus qu'un seul train à partir de quatre heures.

Elle tira de sa ceinture une petite montre démodée en émail, au cadran fleuri de roses, et sur un ton de regret :

— C'est qu'il faudrait être à la gare à quatre heures moins le quart au plus tard... et avec ces mauvais taxis... Je suis désolée, j'ai l'air de vous inviter à partir...

Sur ses lèvres pâles Norah vit passer un petit sourire cérémonieux.

Norah savait exactement le nombre de minutes nécessaires au trajet, elle comprit : avec politesse miss Aldis lui signifiait le congé... Pour elle c'était le congé de la vie, de l'espérance, c'était lui refuser même cette précieuse angoisse : emplir une dernière fois ses yeux du visage qui pour elle avait été l'unique visage. « Alors, se dit-elle, c'est qu'elle a toujours su... »

— Je ne voudrais pas vous faire manquer ce train... continuait doucement l'adversaire.

— Miss Aldis... est-ce qu'il ne voit personne ? hasarda Norah en un chuchotement étranglé.

— S'il ne voit personne ? Mais si ; il voit les docteurs. Et puis il y a les gardes. Mais vous parlez des amis... Voyons, — elle parut réfléchir. — Si, il y a eu Hal Brincker ; c'est notre cousin, vous savez. Mais Hal l'a vu pendant un instant seulement.

Hal Brincker ! Norah savait ce que Chistopher pensait de ses

cousins... tous, en bloc, des raseurs. Ainsi, Hal Brincker seul avait eu le privilège d'entrer chez Christopher, de voir le malade en cette extrémité! Les yeux de Norah s'emplirent de larmes; elle dut baisser les paupières devant le regard à la fois inexorable et timide de miss Aldis.

— Mais... aujourd'hui? fit-elle encore.

— Non, aujourd'hui il n'a encore vu personne.

Les deux femmes, debout, se dévisagèrent un instant; puis miss Aldis détourna les yeux.

— Vraiment, dit-elle, je suis confuse de ne vous avoir pas offert le thé; c'est que je n'en prends jamais moi-même. Voyons, nous aurions encore juste le temps; on vient d'en monter pour la garde, il doit y avoir de l'eau bouillante. — Elle consulta encore la montre fleurie. — Excusez-moi un instant; je vais aller m'en assurer...

— Oh, non, non, balbutia Norah en un sanglot. Comment pouvez-vous?... Non, je ne veux pas de...

Miss Aldis parut soulagée.

— Allons... je serai plus tranquille. Vous n'aurez pas l'ennui de manquer votre train.

Il y eut encore une pause, et miss Aldis tendit sa longue main osseuse.

— Merci, chère madame; je n'oublierai pas cette bonne visite. C'est si loin, et vous auriez pu si facilement prendre des nouvelles par le téléphone! Vous direz à M. Frenway, n'est-ce pas, que je suis très touchée; vous n'oublierez pas? Il m'a envoyé des brochures si intéressantes sur la transplantation des arbres; et puis je veux absolument le remercier de vous avoir laissée venir...

Encore une pause, et les deux lèvres pâles ne furent plus qu'une fente étroite, une ligne tracée à la règle dans un visage sans expression.

— Aussi, je vais lui écrire et le remercier moi-même.

Miss Aldis posa un doigt sur le plus proche commutateur; le timbre retentit dans le silence. La femme de chambre apparut avec la promptitude d'une soubrette de théâtre.

Le silence envahit encore la pièce. « Oui, elle sait tout », songea Norah. Pour la troisième fois, miss Aldis regarda l'heure à sa montre: elle fit entendre quelque chose comme un petit rire indifférent. La grosse mouche sifflait, venait buter contre

les vitres; son bourdonnement se répercutait dans la tête de Norah, s'y associait aux explosions du taxi récalcitrant qui arrivait devant le perron. Le chauffeur fit sonner sa trompe; il appelait sa cliente.

— Il a peur, comme moi, que vous manquiez le train.

Miss Aldis eut encore son sourire cérémonieux.

Norah s'avança vers le hall; le parquet lisse et glissant lui semblait s'étendre devant elle à perte de vue. Tout au bout elle apercevait pourtant, dans l'encadrement éclairé de la porte, une toute petite femme de chambre, et devant le perron, le taxi trépidant qui avait l'air d'un indocile joujou.

Elle franchit le grand espace. A chaque pas il lui semblait soulever du plomb; sa déception lui faisait mal jusque dans les os. Maintenant, elle ouvrait la portière de la voiture, reconnaissait l'odeur de paille mouillée et de mauvais tabac. Debout sur le seuil, calme, polie, miss Aldis présidait au départ. Norah l'entendit encore qui disait :

— En route, chauffeur, Madame retourne à la gare.

Le taxi démarra. Miss Aldis faisait de la main le geste d'adieu, disait encore :

— Sûrement, je vais écrire; je veux absolument remercier M. Frenway...

EDITH WHARTON.

DEUX ANNÉES A BERLIN

1912-1914

VIII ⁽¹⁾

A LA VEILLE DE LA GUERRE

MARIAGE PRINCIER

Après un séjour d'une semaine à Paris où m'avait appelé une grave maladie de ma mère, je repris le chemin de la capitale allemande. J'y arrivai juste à temps pour assister aux fêtes du mariage de la fille de Guillaume II avec le fils du duc de Cumberland, spectacle dont j'aurais été désolé d'être privé, tant il présentait d'intérêt par la présence autour de la famille impériale de plusieurs têtes couronnées des plus prestigieuses de l'Europe, le Tsar de toutes les Russies, les souverains de la Grande-Bretagne, sans parler d'autres princes apparentés aux fiancés. Vu le nombre et l'importance de ces personnages, à cause aussi du côté sentimental de cette union, on eût dit d'un hymen de conte de fées plutôt que d'un mariage politique.

Le lendemain de mon retour, eut lieu une représentation de gala à l'Opéra, assaisonnement obligé de toutes les réjouissances officielles. De la loge où j'étais placé avec quelques-uns de mes collègues, toute proche de la loge impériale, je pus observer à loisir les hôtes de l'Empereur : le tsar Nicolas, physionomie ouverte, chez qui l'amabilité semblait simple et naturelle, tandis que chez Guillaume II, qui en dépensait beaucoup, elle paraissait bruyante et trop démonstrative; le roi

(1) Voyez la *Revue* des 15 février 1928 — 1^{er} juillet 1929.

George, aussi taciturne que ses deux cousins étaient loquaces, contemplant d'un œil rêveur la scène et l'assemblée ; la reine Mary, droite et fière sur son fauteuil, la plus royale, sous son diadème de diamants des Majestés en vedette au bord de la loge, point de mire de tous les regards ; les fiancés, offrant l'image ingénue de leur bonheur ; la duchesse de Cumberland, un peu gênée et effarouchée, à ce que j'ai cru voir, de se trouver en pareille compagnie après une aussi longue inimitié...

Un mariage princier a été rarement aussi populaire que celui de la princesse Victoria-Louise avec le prince Ernest-Auguste de Cumberland, duc de Brunswick et de Lunebourg. La reconnaissance des droits héréditaires du fiancé à ce duché était un cadeau de noces de l'Empereur. Les habitants de Berlin ont manifesté leur satisfaction par des ovations à la famille impériale, dont ils étaient généralement peu prodigues et qu'ils ont étendues aux hôtes qu'elle recevait à cette occasion. Il était aisé de constater par la lecture des journaux que le même sentiment, fait d'approbation et de contentement, était éprouvé par toute l'Allemagne. On se montrait joyeux de voir se terminer d'une manière aussi heureuse la querelle des Guelfes et des Hohenzollern qui pesait, comme le legs pénible d'un âge encore récent, sur les brillantes destinées du jeune Empire. On savait gré à l'Empereur d'avoir donné sa fille unique au fils de son ancien ennemi et traité ce dernier, pendant toute la durée des fiançailles, avec une courtoisie qui ne s'était pas démentie, évitant soigneusement ce qui pouvait froisser l'amour-propre des vaincus de Langensalza. D'aucuns attribuaient à l'influence personnelle de l'Impératrice ce souci constant d'aplanir la voie au bonheur des futurs époux. Dans le toast que Guillaume II a porté au jeune couple à la fin du banquet nuptial, il s'est plu à placer sur le même pied les maisons de Prusse et de Hanovre qui, a-t-il dit, « ont joué des rôles si marquants dans le développement historique de la patrie allemande ». On ne saurait plus aimablement travestir l'histoire.

Le duc de Cumberland, oncle du roi de la Grande-Bretagne et de l'empereur de Russie, a toujours été l'objet de la part de ces princes d'une sympathie marquée. La cour britannique n'a jamais oublié que la maison de Hanovre est une branche détachée du tronc royal d'Angleterre. Aussi la solution chevale-

resque, apportée par Guillaume II à la question guelfe, a-t-elle été accueillie avec une joie sincère à Londres et à Saint-Pétersbourg. Quoi d'étonnant à ce que les souverains anglais et russes aient tenu à témoigner leur approbation à un mariage qui scellait la fin d'une hostilité qu'ils regrettaient ? Ce sentiment, plus encore que les liens de famille, suffisait à justifier leur présence à Berlin.

On a cherché pourtant ici à attacher une importance politique à la réunion des trois plus puissants monarques de l'Europe. De politique, à proprement parler, il n'a pas dû être beaucoup question dans les entretiens de Guillaume II et de George V. Le fils d'Édouard VII est un souverain trop réservé et trop constitutionnel pour aspirer à diriger la politique étrangère de son pays. Nous pouvons donc présumer, sans trop risquer de nous tromper, que la visite du couple royal d'Angleterre n'a été que la consécration aux yeux du monde du rapprochement qui s'était opéré entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne pendant la guerre balkanique, où les deux États avaient agi de concert pour la préservation de la paix européenne. Rien de plus. Avec le Tsar, l'empereur allemand n'a sans doute pas laissé échapper l'occasion de déployer, comme il l'avait fait dans d'autres rencontres, toute la gamme de ses séductions personnelles. Le voyage de Nicolas II à Berlin était une nouvelle preuve des relations amicales, confirmées déjà par l'entrevue de Potsdam, cimentées par celle de Port Baltique, qui existaient entre les deux maisons régnantes et aussi entre leurs gouvernements. Je n'y ai pas vu autre chose.

Cependant on ne s'est pas contenté de cette constatation. La visite des monarques anglais et russe a été interprétée comme un avertissement à l'adresse de la France, qu'elle aurait bien fait de méditer, au lieu de se consumer en efforts stériles, en vue de rétablir l'équilibre des forces entre elle et l'Allemagne. Qu'elle renonçât donc à vouloir contrebalancer la supériorité militaire allemande et répudiât toute idée de revanche !

A l'occasion de la présence du roi d'Angleterre, un journal pangermaniste, la *Post*, commentant ses conséquences, a fait dépendre le rapprochement anglo-allemand d'une entente coloniale dont le Congo belge ferait les frais. Voilà encore la question africaine qui ressuscitait ! Cet article a indigné le département des Affaires étrangères à Bruxelles. Il ne pouvait

rester sans protestation, et j'ai été chargé de demander au gouvernement impérial que la feuille conservatrice fût rappelée aux égards qui sont dus à une nation voisine et amie. En vérité, les pangermanistes qui préconisaient, comme une éventualité toute naturelle, la cession de notre Congo à l'Allemagne semblaient vouloir pousser la Belgique dans les bras de la France, quoiqu'ils ne se fissent pas faute de dénoncer avec acrimonie ses tendances francophiles.

Je me rends donc chez le sous-secrétaire d'État, à la Wilhelmstrasse, et lui dis que, sans suspecter le moins du monde les intentions du gouvernement impérial et sans exagérer l'importance de l'organe pangermaniste, il paraissait profondément regrettable au gouvernement du Roi que le Congo fût désigné par ce journal comme le but des convoitises de l'empire allemand, dont la réalisation ne dépendrait que du bon vouloir de l'Angleterre. La *Post* adressait cette invite au gouvernement britannique au moment où il s'apprêtait à nous donner une preuve éclatante de confiance en prenant acte de l'annexion du Congo à la Belgique! Je suggérai en conséquence l'idée d'un communiqué rectificatif, à insérer dans un journal officieux, pour démentir une nouvelle si préjudiciable à nos bons rapports avec l'empire allemand.

M. Zimmermann me répond qu'il n'est pas moins indigné que moi du langage de la *Post*, et son indignation a l'air si spontanée et si sincère qu'elle me persuade qu'il n'y a pas de négociation en cours entre Londres et Berlin visant le Congo et son acquisition totale ou partielle par l'Allemagne. Il se plaint des embarras que la feuille susdite ne cesse de susciter au gouvernement impérial. Il m'en cite plusieurs exemples, notamment lors des incidents de Lunéville et de Nancy. Lui-même, il a été pris personnellement à partie par son directeur, le général Liebert. Il me promet d'examiner si le communiqué que je réclame pourrait être inséré dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. « Mais, continue-t-il, le front soucieux, le chancelier n'est pas très partisan de ces admonestations formulées par l'organe d'un journal officieux; il n'aime pas à jouer au maître d'école avec la presse dans des questions de politique extérieure. » Je réplique qu'il s'agit avant tout, dans l'occurrence, d'une satisfaction à donner à l'opinion publique belge et d'un nuage à dissiper dans les relations de nos deux nations

qui sont de bonnes voisines en Europe et qui devraient l'être également en Afrique.

Comme je devais m'y attendre d'après l'embarras du sous-secrétaire d'État, aucun communiqué n'a paru pour morigéner la *Post*. Je ne mettais pas en doute la loyauté de l'Angleterre à notre égard, d'autant qu'il n'était pas admissible qu'elle introduisit le loup dans la bergerie, qu'elle fit pénétrer au centre de l'Afrique une rivale, de qui la puissance d'expansion eût été bientôt une menace pour les colonies britanniques elles-mêmes. Au surplus, s'il était jamais question à Londres et à Berlin d'un partage de notre Congo, il semblerait impossible d'exclure la France de ce marché. Le danger n'apparaîtrait réel et pressant que si nos dépouilles africaines devenaient la matière d'un rapprochement pacifique entre ces puissances. Rien de tel n'était à conjecturer. Toutefois, après avoir exposé à mon gouvernement l'inanité des espérances coloniales, nées à Berlin de la visite des souverains anglais, je conclusais par le conseil suivant : « Nous n'en devons pas moins, à mon avis, tenir l'œil ouvert sur toutes les conséquences d'une entente anglo-allemande (1). »

SERBES ET BULGARES

Le 30 mai, ont été enfin signés à Londres, au palais de Saint-James, des préliminaires de paix entre la Turquie et les États balkaniques. Les conditions sont celles que les Puissances avaient recommandées après l'acceptation de leur médiation et la suspension d'armes du 15 avril. Il s'en faut cependant que ce soit là une paix réelle ni même la fin des hostilités. La Turquie étant hors de combat, voilà les Bulgares, d'un côté, les Serbes et les Grecs, de l'autre, prêts à se disputer, les armes à la main, les territoires occupés, comme des fauves la proie qu'ils tiennent entre les dents.

Le sous-secrétaire d'État m'apprend que l'Empereur et le Tsar ont télégraphié, tous deux, à Ferdinand de Bulgarie, pendant les fêtes du mariage de la princesse, pour l'engager, en termes pressants, à ne pas déchaîner une guerre fratricide. « Mais, ajoute aussitôt M. Zimmermann, ne vous figurez pas

(1) Dépêche à M. Davignon du 27 mai

que la question d'Orient sera résolue à Londres. Des combats entre les alliés pour s'arracher de plus grands lambeaux des dépouilles turques sont inévitables. Les efforts des Puissances en vue de les conjurer ne feront que les ajourner. Enlée de ses victoires, la Bulgarie voudrait s'adjuger la part du lion et elle se heurtera à la résistance acharnée des Serbes et des Grecs. Nous allons assister sans aucun doute à un spectacle lamentable en Macédoine. Une fois la paix turco-balkanique signée, l'Allemagne se lavera les mains de ce qui se passera entre les alliés. Tant pis s'ils s'exterminent pour la possession de Salonique ou de Monastir! Mais nous veillerons, dans la conférence financière qui s'ouvrira à Paris le mois prochain, à ce que la Turquie ne soit pas accablée d'une dette trop lourde pour ses forces productrices et qu'elle reste en mesure d'exécuter ses engagements, surtout ceux qu'elle a contractés envers des banques allemandes pour la construction et l'exploitation du chemin de fer de Bagdad. »

C'était parler en homme d'affaires qui surveille avec soin ses intérêts. Mais, réduite à ces proportions, la politique d'une grande Puissance apparaît sous un jour étroit et mesquin.

Le fond du débat entre les Balkaniques n'est pas des plus clairs. La Bulgarie s'en tient strictement à l'observation et à la lettre du traité d'alliance, conclu au mois de mars 1912, qui prévoyait, à l'issue d'une guerre heureuse contre la Turquie, une répartition des vilayets conquis et, en cas de désaccord entre les copartageants, le recours à l'arbitrage du tsar de Russie. La Serbie objecte que ces clauses du traité ont été modifiées par les événements de l'hiver dernier. Après ses victoires en Thrace, la Bulgarie a refusé de signer la paix avec la Turquie, quoique la Sublime Porte consentit à céder tous les territoires prévus dans la convention serbo-bulgare. Depuis la fin de novembre, la guerre a continué dans l'intérêt exclusif des Bulgares. Le gouvernement de Belgrade a prêté, sans marchander, son concours militaire à son allié, pensant que celui-ci reconnaîtrait l'équité d'un nouveau partage territorial. Dans l'intervalle, il était obligé de renoncer, sous la pression des puissances, aux territoires albanais dont il s'était rendu maître et qui étaient compris dans la répartition fixée par le traité d'alliance. La Bulgarie doit donc beaucoup à la Serbie qui a perdu une partie des conquêtes prévues et qui, en

conséquence, se croit en droit de réclamer une compensation, tandis que sa sœur d'armes s'est agrandie bien au delà des limites entrevues à l'origine.

L'opinion du monde diplomatique à Berlin est qu'aucune des parties n'a tout à fait raison ni tout à fait tort, comme il arrive dans beaucoup de procès; partant, qu'elles devraient se faire des concessions réciproques. Mais le courant belliqueux semble l'emporter à Sofia. Le premier ministre, M. Guéchow, partisan désespéré de l'alliance balkanique qu'il avait mise au monde, vient de donner sa démission. Il s'est senti impuissant à résister aux exigences des généraux bulgares et n'a pas trouvé d'appui auprès du tsar Ferdinand, qu'on dit en proie à une crise de neurasthénie aiguë et confiné dans son palais où il ne veut recevoir aucun ministre. Est-ce une maladie diplomatique, pour n'être pas rendu responsable des événements? Le successeur de M. Guéchow sera M. Danew, l'intraitable plénipotentiaire de la Bulgarie dans les pourparlers de Londres.

A Vienne, on se réjouit bruyamment du conflit qui se prépare, parce qu'il fait s'évanouir le fantôme importun d'une confédération balkanique s'appuyant sur une force militaire redoutable. A Berlin, il ne me paraît pas qu'on serait mécontent de voir les ex-alliés en venir aux mains. On dit trop, à la Wilhelmstrasse, que cette guerre intestine est inévitable pour ne pas la désirer un peu. Elle permettrait à la Turquie de travailler en sécurité à son relèvement, à quoi l'Allemagne n'a jamais cessé de s'intéresser par-dessus tout.

Du côté serbe, l'entêtement est égal à l'intransigeance bulgare. La note, remise par le ministre de Serbie au cabinet de Sofia, a presque le ton altier d'un ultimatum : demande en revision du traité d'alliance, demande du retrait des troupes cantonnées dans les vilayets en litige ; faute d'une réponse affirmative au bout de deux jours, menace de proclamer l'annexion à la Serbie des territoires contestés. A en croire le chargé d'affaires serbe à Berlin, son gouvernement est certain, en cas de guerre, de la victoire. M. Boghitchévitch affirme, en outre, que la note comminatoire de Belgrade a été approuvée par le ministre de Russie, M. de Hartwig, et que les Serbes restent plus que jamais respectueux et reconnaissants envers le gouvernement du Tsar de ses conseils. Quelle lueur ce langage ne projette-t-il pas sur le double jeu de la diplomatie russe!

Autant M. Sazonow, de qui la sincérité est au-dessus de tout soupçon, prêche la conciliation, autant les agents russes dans les Balkans soufflent la guerre. Ils obéissent, soit à des motifs d'intérêt personnel, soit aux excitations des panslavistes et de certains membres de la famille impériale. Pour ces derniers, l'essentiel est d'empêcher à tout prix la Serbie de retomber dans la dépendance de l'Autriche-Hongrie. Ils la veulent forte et grande pour être en état de reprendre un beau jour les provinces slaves possédées par la monarchie dualiste. Il est évident, d'un autre côté, que la Serbie, repoussée de l'Adriatique, ne parviendrait pas à se développer sans un débouché sur la mer Égée. Or cet exutoire lui sera interdit, tant que les Bulgares occuperont le chemin de Salonique.

Le ministre de Bulgarie ne se montre pas moins belliqueux que son collègue serbe. C'est entre eux un assaut de forfanterie, à moins qu'ils ne soient persuadés que leurs gouvernements sont enragés à pousser leur querelle jusqu'au sang. Cependant M. Guéchow, quand il fait sonner l'inébranlable résolution d'exiger l'exécution intégrale du traité d'alliance, ajoute qu'à Sofia on aura certainement égard, autant qu'il sera possible, au désir du tsar russe d'empêcher un conflit. Cette restriction lui est dictée peut-être par les préparatifs militaires et l'attitude ambiguë de la Roumanie qui doivent donner à réfléchir aux ministres bulgares.

Que l'on parle à M. de Jagow ou aux ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Italie de la situation critique dans les Balkans, ils haussent les épaules et font la même réponse : « C'est affaire aux Balkaniques de s'entendre ou de s'entr'égorger. Cela ne nous regarde pas. » De Paris, on adresse aux ex-alliés les plus sages conseils; mais on les considère, me dit M. Cambon, comme des enfants rusés et incorrigibles.

INTERVENTION DU TSAR

Le tsar Nicolas s'est décidé à intervenir télégraphiquement auprès des cours de Sofia et de Belgrade pour l'apaisement de leur querelle. Il a agi en dehors de la France et de l'Angleterre. On raconte à Berlin qu'il aurait préféré parler au nom de la Triple Entente, mais que ces deux Puissances lui ont fait observer que la Triple Entente ne constituait pas un corps poli-

tique et que la Russie seule devait figurer comme médiatrice ou comme arbitre.

Nicolas a pris un ton d'autocrate en s'adressant aux petits frères; il leur rappelle le droit d'arbitrage que lui confère le traité de 1912; il leur signifie que l'État qui assumerait l'initiative d'une guerre fratricide en encourrait aux yeux du monde slave toute la responsabilité; il les avertit qu'il se réserve toute liberté quant à l'attitude qu'adopterait la Russie en face des résultats éventuels d'une lutte aussi criminelle.

Ces paroles énergiques ont produit tout d'abord un certain désarroi chez mes collègues danubien et balkaniques. Le « quos ego! » que le Tsar prononce, comme un seigneur parlant à ses feudataires, l'évocation à son tribunal d'un procès entre Slaves, dont il se proclame pour la première fois le juge suprême, semblent inaugurer chez le potentat russe la volonté de prendre une position personnelle qui prête aux plus sérieuses réflexions.

Mon collègue de Roumanie, très frappé et très gêné d'un langage aussi péremptoire, prétend que la Bulgarie ne s'y soumettra pas. M. Beldiman est d'avis que le tsar Ferdinand vient d'y répondre sur un ton fort digne, où perce le dessein de ne pas reconnaître au tsar russe le protectorat qu'il veut s'arroger sur les Balkans.

Le ministre de Bulgarie évite prudemment de se prononcer sur ce point délicat, mais il affecte de croire que le télégramme de Nicolas II admet la validité du traité d'alliance serbo-bulgare et que le partage prévu dans ce traité ne fera pas matière à arbitrage. Il se pourrait que la Bulgarie fût invitée à consentir quelques sacrifices, mais les clauses essentielles du traité ne seront pas contestées par l'arbitre.

Le chargé d'affaires de Serbie me dit que l'intervention du Tsar est venue trop tard. Elle n'a fait qu'embrouiller la situation et provoquer la retraite du Cabinet Patchich. Je devine à son humeur que le gouvernement serbe n'a pas confiance dans le résultat de l'arbitrage, que cette solution pour trancher le différend ne lui sourit guère. D'après les promesses du représentant de la Russie, il s'attendait qu'elle pesât sur la Bulgarie pour l'obliger à de larges concessions, et il a été déçu.

En somme, le souverain russe n'a réussi qu'à mécontenter les parties, sans les amener à la composition. Les pourparlers qui se prolongent entre le Cabinet de Saint-Petersbourg et les

Cabipets balkaniques ne prennent pas une tournure satisfaisante. Les ambassadeurs de la Triple Entente à Berlin affichent néanmoins un inébranlable optimisme. Au contraire, à la Wilhelmstrasse, on prédit l'échec définitif de la démarche de Nicolas II et l'on répète que la guerre, fût-elle évitée pour le moment, éclatera avec plus de fureur dans quelques mois, parce que la Bulgarie, qui se sent et qui est réellement la plus forte, ne peut pas abandonner à la Serbie des territoires et des villes absolument bulgares ou bulgarisées et que, de plus, elle veut dominer dans les Balkans. Elle a pour elle la force et le droit. Je ne jurerais pas que le gouvernement allemand pousse le tsar Ferdinand à la lutte, comme le fait celui de Vienne. Je sais seulement que M. de Jagow a répondu sèchement à l'ambassadeur de Russie qui le pressait de seconder les efforts de M. Sazonow pour un règlement à l'amiable du litige balkanique : « Je n'aime pas à donner des conseils qui ne seront pas suivis. » C'est tout au moins la politique du mutisme et de l'abstention qu'on persiste à pratiquer à la Wilhelmstrasse. On s'y lave plus que jamais les mains des événements qui peuvent survenir dans les Balkans.

La presse berlinoise n'observe pas la même retenue; elle approuve et reproduit avec force commentaires le discours du comte Tisza à la Chambre des députés de Budapest sur la situation engendrée par le conflit entre les ci-devant alliés et l'attitude éventuelle de la monarchie dualiste, en cas d'immixtion d'une tierce Puissance dans les affaires balkaniques. Ce discours est qualifié de réplique bien assénée du ministre hongrois au télégramme du tsar Nicolas, jugé aussi imprudent que maladroit. Son ton de maître était fait pour froisser les susceptibilités très irritables des vainqueurs de la Turquie. On ne parle ainsi à des gens rétifs aux bons conseils, que si l'on a les moyens de les leur imposer.

La conduite énigmatique de la Roumanie est aussi très commentée, sans qu'on parvienne à percer ses intentions. Elle est maîtresse de la situation. Elle n'a qu'un mot à dire, un geste à faire, une menace à esquisser, pour empêcher les Bulgares d'attaquer les Serbes, qu'elle ne saurait laisser écraser sans compromettre sa sécurité. Pourquoi ne le fait-elle pas? Veut-elle rester spectatrice de la mêlée, quitte à intervenir au dernier moment pour dicter sa volonté aux lutteurs épuisés?

Où bien les ministres roumains tiraillés par l'Autriche-Hongrie, travaillés par les membres de la Triple Entente, n'osent-ils pas prendre de décision, parce que le chef de l'État et le chef du Cabinet sont tous deux des vieillards, chez qui l'indécision est une faiblesse de l'âge? Autant de questions qu'on se pose dans l'attente d'événements prochains.

LE JUBILÉ DE GUILLAUME II

Berlin a pris, le 13 juin, un air de fête pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de l'avènement de son souverain. Le soleil de juin, un des plus beaux mois de l'année dans l'Allemagne septentrionale, verse de généreux rayons sur une foule joyeuse que sillonnent de nombreux militaires en grande tenue. Aux fenêtres des maisons d'*Unter den Linden*, flottent les trois couleurs du drapeau impérial et le drapeau prussien blanc et noir. Aux vitrines des magasins, s'étalent en éventail ou groupées dans un cadre des photographies de l'Empereur dans tous les uniformes de son armée de terre et de mer, qu'il aime, comme un enfant, à endosser; il y figure aussi sous de modestes vêtements civils.

Pour le corps diplomatique le programme de la fête était assez réduit. Défilé dans la salle blanche devant les Majestés, auquel n'ont pris part que les chefs de mission. Le soir, spectacle de gala à l'Opéra. L'Impératrice, s'étant sentie indisposée, a dû se retirer avant la fin de la représentation; d'où une inquiétude générale, car on savait que Sa Majesté souffrait d'une maladie de cœur. L'Empereur, très ennuyé et très perplexe, l'a suivie, sitôt le rideau baissé, en sorte que le cercle qu'il devait tenir au foyer a été fort écourté. Les princes et princesses n'ont causé que quelques minutes avec les invités. L'indisposition de l'Impératrice n'était heureusement qu'un malaise causé par la fatigue et la chaleur.

La célébration du jubilé des vingt-cinq années de règne a mis en évidence la popularité dont jouit présentement Guillaume II, après ce long exercice du pouvoir. Le public, massé dans les rues de la capitale, lui a prodigué à son passage des acclamations spontanées. Il n'en a pas toujours été ainsi. Un quart de siècle auparavant, l'Allemagne avait vu avec inquiétude monter au trône impérial, glorieusement restauré par le

vieux Guillaume et à peine occupé pendant trois mois par l'agonisant Frédéric, un jeune homme de vingt-neuf ans, dont elle ne savait rien, si ce n'est qu'il était agité, impulsif et trop impatient de régner. Mais ce Télémaque impétueux avait près de lui comme Mentor un Bismarck grave et chenu, dont la présence tranquillisait les esprits. L'Allemagne a reproché à Guillaume II le prompt renvoi de l'illustre chancelier passé à l'état d'idole, des manifestations et des discours intempestifs sur le ton d'un monarque absolu, puis le scandale Eulenburg dévoilé par Maximilien Harden. Et ce n'est pas tout. Moins de cinq ans se sont écoulés depuis la publication, dans une feuille anglaise, d'une interview de l'Empereur qui a soulevé contre lui une tempête d'indignation. L'opinion publique allemande l'accusait de ne pouvoir contenir son intempérance de langage et de s'affubler d'un rôle politique, contraire à la constitution et aux intérêts de l'Empire. Comment expliquer le revirement qui s'est opéré en si peu de temps en faveur du souverain, violemment pris à partie naguère par presque toute la presse germanique ?

Comme l'a dit le président du Reichstag dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion du jubilé impérial, le peuple allemand est reconnaissant à Guillaume II des bienfaits que lui ont procurés vingt-cinq années d'un règne pacifique. Il lui sait gré d'avoir maîtrisé, en ceignant la couronne, les penchants belliqueux et les rêves de gloire militaire qui devaient hanter un homme de son âge disposant de la plus forte armée du monde, pour se vouer exclusivement au développement économique de son empire. Le peuple allemand, en présence du magnifique résultat obtenu, reconnaît la part qui en revient à l'Empereur encourageant le labeur de ses sujets, les incitant à la conquête de nouveaux débouchés, leur indiquant même la voie à suivre par des paroles comme celles-ci : « Notre avenir est sur la mer. »

La presse en général a rendu hommage en ce jour au pacifisme de Guillaume II et à la communauté de sentiments qui existe sur ce point entre lui et son peuple, ce qui tend à prouver que la majorité de la nation allemande souhaite la continuation de la paix, à l'encontre des vœux d'une minorité belliqueuse par atavisme, par ambition et par l'intoxication d'un enseignement universitaire ultra-nationaliste. Le Vor-

waerts lui-même a parlé en phrases calculées de l'impérial adversaire de la social-démocratie. Il paraît regretter que, malgré ses tendances libérales, l'Empereur soit resté le prisonnier des partis réactionnaires par le fait de la situation qu'il occupe et des traditions qu'il a héritées. Le journal socialiste ne met pas en doute que Guillaume II ne veuille personnellement la paix et qu'il ne soit de bonne foi, s'il pense que le meilleur moyen d'éviter la guerre est d'augmenter la force de son armée. Ces armements excessifs constituent au contraire, au jugement du *Vorwaerts*, le plus grand danger pour le maintien de la tranquillité européenne.

Il semble que le mot d'ordre ait été donné aux journaux de ne pas troubler l'atmosphère pacifique, créée à dessein autour du jubilé de l'Empereur. La discussion de la loi militaire se poursuit au Reichstag sur le terrain financier, sans soulever de nouvelles et irritantes polémiques avec les quotidiens français. L'orage a beau gronder sur les Balkans, les Allemands feignent de ne pas l'entendre et abandonnent Serbes et Bulgares à leurs dissensions intestines. La semaine suivante, M. Poincaré doit se rendre officiellement à Londres, où il célébrera par ses discours l'entente anglo-française. Son voyage vraisemblablement ne fournira pas d'aliment aux critiques acerbes, aux ironies malveillantes, qu'il n'aurait pas manqué de susciter ici deux mois plus tôt...

Cependant cette trêve ou cette détente dans l'hostilité allemande contre la France ne me rassurait pas pour l'avenir. Je ne partageais pas aveuglément l'admiration et la confiance proclamées autour de moi dans le pacifisme de Guillaume II. Chose rare assurément qu'il eût persévéré pendant vingt-cinq ans dans sa règle de conduite pacifique, alors qu'il se livrait trop souvent dans ses harangues à de dangereux écarts de langage. Ce n'était pas là l'indice d'une force et d'une fermeté de caractère nécessaires pour être toujours le rempart de la paix. Aussi ai-je cru opportun de renouveler l'avertissement, la mise en garde, que j'avais donnée précédemment à mon gouvernement, et j'ai terminé par les réserves suivantes mon rapport sur le jubilé impérial :

« Guillaume II sera-t-il toute sa vie l'Empereur de la paix? ...Sans parler du cas d'un conflit où l'Allemagne serait entraînée par ses alliés de la Triplice, on doit se demander si la

répugnance personnelle de l'Empereur à donner le signal d'une guerre qui bouleverserait l'Europe serait une barrière suffisante pour arrêter les tendances belliqueuses de ses sujets. Le jour peut venir où les classes dirigeantes allemandes, non seulement les pangermanistes, mais les libéraux eux-mêmes, conscients de la puissance de l'Allemagne, jaloux d'étendre au loin son hégémonie, voudront contraindre le chef de l'empire à employer l'arme formidable qu'ils ont mise entre ses mains pour briser les résistances qui s'opposeraient à l'extension de leur pays. Ce jour-là, Guillaume II se conformerait probablement au vœu de l'opinion publique, comme il l'a fait jusqu'à présent en étant le gardien de la paix. » Que ne l'est-il resté jusqu'au bout ! Il aurait épargné au monde la plus effroyable épreuve qu'aient subie les temps modernes, et il serait assis, aujourd'hui encore, sur le trône de ses pères.

LE CENTENAIRE DE 1813

Le roi Albert avait été nommé par l'Empereur chef du 2^e régiment de dragons n° 16. Il succédait dans ce commandement honoraire et honorifique à Léopold II. Héritage de famille. Le régiment, en garnison à Lunebourg, célébrait, le 18 juin, le centenaire de sa création, et le colonel von Bodelschwingh m'avait invité à assister à cette fête, en qualité de ministre de mon souverain. Avec l'autorisation du Roi, je me suis rendu à Lunebourg, le 17 juin, accompagné du major de Melotte, notre attaché militaire. J'étais curieux, je l'avoue, de pénétrer dans l'existence d'un régiment allemand, chose difficile à un ministre étranger, et de voir de près cet organisme vivant, amené et maintenu par la discipline prussienne au plus haut point de son entraînement.

Lunebourg est une agréable petite ville, très prospère jadis, quand elle faisait partie de la ligue hanséatique, ayant conservé de son passé des vestiges gothiques, des maisons patriciennes de la Renaissance et un bel hôtel de ville d'un style composite, entretenus et restaurés à l'excès, comme la plupart des monuments des vieilles cités germaniques. Elle est située au sud de Hambourg, dans un pays aux collines onduleuses et boisées qui avait appartenu à la couronne de Hanovre.

Le 2^e régiment de dragons n° 16 était un corps formé pen-

dant la guerre de l'indépendance pour combattre Napoléon, appelé d'abord régiment des hussards d'Estorff du nom de son premier chef, devenu dans la suite le régiment de dragons du prince héritier de Hanovre, dissous après l'annexion de 1866 pour renaître bientôt après sous un uniforme prussien. Les officiers se recrutaient en majorité dans les familles de la noblesse hanovrienne.

Nous avons été reçus par un capitaine et un premier lieutenant attachés par le colonel aux hôtes belges du régiment et sommes allés, en compagnie du major comte de Jonghe d'Ardoye, représentant le roi Albert, et du lieutenant de Selliers de Moranville qui venaient directement de Bruxelles, au champ de manœuvres où avait lieu un carrousel, retraçant l'histoire du corps dans des costumes de l'époque. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, ce festival militaire a reproduit des incidents de la lutte de 1813 entre Allemands et Français. Il s'est terminé plus pacifiquement par des exercices équestres.

Grand dîner le même jour au Casino des officiers, luxueusement installé. Le colonel nous engage à aller, avec la jeunesse du régiment, achever la soirée dans un beau parc à peu de distance de la ville. Là, en buvant de la bière aux sons d'une musique joyeuse et dans la douce tiédeur de l'été commençant, les langues se délient. Nos jeunes camarades entrent avec nous en confidences. L'un d'eux ne me cache pas que le corps d'officiers conserve un souvenir fidèle de ses anciens souverains d'origine anglaise. Ceux-là se montraient très généreux envers la noblesse militaire qui est pauvre en Hanovre, tandis que le Kaiser, passant souvent par Lunebourg pour se rendre à Hambourg, ne fait aucun don au régiment, quoique sa venue lui occasionne de lourdes dépenses. J'ai déduit de ces épanchements que Guillaume n'est pas aussi populaire chez les officiers des provinces annexées que parmi ceux de ses États héréditaires.

Le lendemain matin, nous assistons à un service religieux qui se célèbre en plein air sur le champ de manœuvres et ensuite, au même endroit, à une parade, au cours de laquelle le général von Emmich, commandant le 10^e corps d'armée à Hanovre, a remis des médailles commémoratives du centenaire aux anciens soldats du régiment, venus au nombre de 3000, quelques-uns des pays étrangers et même d'Amérique, pour prendre part à cette solennité. Jusque-là, je n'avais relevé

aucune parole gênante dans la bouche des militaires allemands pour leurs hôtes belges, aucun propos offensant contre la France. Je n'en puis dire autant du discours enflammé, prononcé par le pasteur pendant la cérémonie religieuse. L'orateur, un jeune homme maigre et blond, à la barbe jaune et rare, vraie figure de fanatique, digne du siècle de la Réforme, ne s'est pas contenté de rappeler les hauts faits du régiment dans les guerres passées, il a annoncé la guerre prochaine contre l'ennemi héréditaire, et le Dieu qu'il a invoqué en terminant, est le Dieu des armées, protecteur des guerriers teutons. Je ne pense pas qu'aucun aumônier catholique eût trahi ainsi son ministère de paix. « Diable! dis-je au comte de Jonghe, après cette homélie belliqueuse, qu'allons-nous entendre ce soir de blessant pour nos oreilles de neutres, si ce petit chapelain a osé se livrer à une charge à fond contre nos amis français? »

Nos craintes heureusement n'étaient pas fondées. Le banquet jubilaire réunissait, dans la grande salle de l'hôtel de ville, les autorités militaires, généraux du corps d'armée, de la division et de la brigade, les magistrats civils de Lunebourg et de nombreux officiers supérieurs, parmi lesquels le prince Wedel, statthalter d'Alsace-Lorraine, et le prince Charles de Hohenzollern, beau-frère du roi Albert, qui avaient servi au 2^e dragons. Le colonel a ouvert le feu par un speech, empreint d'un dévouement vibrant au Roi, son seigneur, et à la maison royale. Le général von Emmich, petit homme simple et cordial, a bu ensuite au régiment. J'ai été surpris de l'élévation de son langage. Aucune allusion à la guerre, mais un émouvant éloge de la préparation morale que le jeune soldat reçoit à la caserne et qui ne lui est pas moins nécessaire que la préparation militaire. Le comte de Jonghe et moi, nous avons pris la parole en allemand, lui, au nom du roi Albert, en réponse aux compliments adressés par le colonel à l'auguste chef du régiment, moi, pour porter la santé de l'Empereur, dont le jubilé pacifique avait coïncidé avec celui des dragons.

Le général von Emmich passait pour un des meilleurs chefs de corps de l'armée allemande. Rien d'étonnant à ce qu'il ait été désigné, l'année suivante, pour commander l'avant-garde qui a attaqué Liège. La ville prise, un silence de mort s'est fait sur son nom. Un Liégeois, venu au Havre, alors que le gouvernement belge, dont j'étais l'un des membres, y recevait l'hospi-

talité fraternelle de la France, m'a donné la clef de ce mystère, et je reproduis sa version sous toutes réserves. Le général avait télégraphié à l'Empereur que ses troupes étaient entrées dans Liège. Félicitations du kaiser : il fait sonner toutes les cloches de Berlin et annonce à l'heureux vainqueur l'envoi d'une haute décoration. Le lendemain, nouveau télégramme du général réclamant de la grosse artillerie, sans laquelle il ne peut pas réduire les forts. Fureur de Guillaume II : il répond qu'il envoie les canons, mais qu'un général ne se vante pas d'avoir pris une ville, tant qu'il ne s'est pas emparé de ses défenses. Au reçu de ce message foudroyant, von Emmich, se jugeant perdu dans l'esprit de son maître, s'est tiré un coup de revolver, à la suite de quoi il est décédé dans un hôpital. Tel serait le vrai motif pour lequel les Allemands sont muets sur son sort.

Lunebourg et ses dragons ont été pour moi un champ d'observations. Elles ont quelque peu modifié, je le confesse, l'idée que je me faisais de l'armée allemande sous la discipline prussienne. Ce qui m'a frappé, c'est la fidélité que les anciens soldats gardaient à leur régiment et la façon amicale dont ils s'entretenaient avec les officiers. La rigueur de la discipline se tempérerait, dans le corps hanovrien dont j'ai été l'hôte, par la bienveillance des supérieurs, et il n'y avait aucune aversion contre eux chez les soldats. Autre remarque. Autant que l'esprit de corps, l'esprit militaire survivait chez les hommes sortis du régiment. Voilà, pensais-je, ce qui rendrait l'armée allemande si redoutable dans une guerre avec des nations, où l'amour du métier, la pratique de la discipline et le respect des chefs n'existeraient pas au même degré.

En quittant Lunebourg, je croise un détachement de hussards battant le pays en tenue de campagne, dans leur nouvel uniforme *feld grau* que je n'avais pas encore vu. Ils exécutaient des manœuvres de cavalerie. Cette préparation intensive à la guerre, cette vision de guerre, m'a obsédé comme un présage jusqu'à ma rentrée à Berlin.

LE REICHSTAG VOTE TOUS LES PROJETS

La discussion au Reichstag des crédits et des impôts nécessités par la loi militaire s'est prolongée pendant tout le mois de juin. Discussion aride, mais passionnée. Le gouvernement

aurait voulu que l'augmentation de l'armée fût votée d'enthousiasme en deuxième lecture, dès la première semaine, et le projet de contribution extraordinaire destinée à n'être perçue qu'une fois au cours de la seconde. Il avait compté sans la tenace rancune du centre contre le chancelier à cause de son refus de modifier la loi d'exception contre les jésuites. Le centre a trouvé d'anciens alliés dans le parti conservateur. Le docteur Spahn, au nom des catholiques, le comte Westarp, au nom des hobereaux prussiens, ont maintenu formellement le principe « pas de dépenses sans couverture », d'après lequel le projet militaire et les projets financiers devaient être adoptés en même temps et former un bloc inséparable. Comme les partis étaient loin de s'entendre avec le gouvernement sur les sacrifices pécuniaires à demander aux contribuables, on est allé jusqu'à entrevoir l'échec de la loi militaire à la veille du jour où le chef de l'Empire s'apprêtait à célébrer le vingt-cinquième anniversaire d'un règne extrêmement heureux et prospère. Quel scandale aux yeux de l'Europe ! Quel aveu de désunion et d'impuissance ! Dans l'entourage du chancelier on s'en montrait fort ému, mais si les plus irrités envisageaient une dissolution immédiate du Reichstag, c'était avec autant d'ennui que d'appréhension, car de récentes élections au Landtag prussien avaient favorisé les candidats socialistes, malgré les vétustes barrières de la législation électorale encore en vigueur en Prusse.

Cependant la rupture a été conjurée, l'accord s'est fait entre le gouvernement et le parlement, quand l'affaire paraissait le plus compromise. Après un long mois de marchandages, le Reichstag a voté à la fois, en troisième et dernière lecture, le 1^{er} juillet, le projet de renforcement de l'armée, la contribution extraordinaire et les impôts affectés à la couverture des dépenses courantes qu'entraînerait l'augmentation des effectifs.

Ce triple vote constituait, en apparence, un grand succès pour le chancelier. La satisfaction qu'il éprouvait d'être sorti de ce mauvais pas était néanmoins très diminuée par la tournure qu'avait prise la discussion des impôts permanents. Son âme de conservateur prussien a dû saigner de voir ses amis politiques voter à l'unisson contre ces impôts et la majorité qui les a approuvés former un mélange hétéroclite où figu-

naient en triomphateurs tous les députés socialistes. Autre sujet d'amertume pour son amour-propre d'auteur, la transformation qu'avaient subie entre les mains de la commission du Reichstag les projets financiers du gouvernement. Il ne restait plus rien du fameux impôt d'Empire sur la fortune, cette nouveauté hardie dont M. de Bethmann-Hollweg était le père officiel. L'enfant avait été déclaré mort-né par les médecins parlementaires chargés de se prononcer sur sa viabilité.

Le compromis imposé par la commission a consisté dans le vote d'un impôt d'Empire sur l'accroissement de la fortune qui était lui-même un amalgame d'impôts sur les successions, sur le capital et sur le revenu.

Le centre a déserté le camp conservateur, abjuré ses répugnances passées contre les charges fiscales grevant la propriété, et s'est joint aux libéraux et aux social-démocrates. Ce n'est pas évidemment pour se réconcilier avec le chancelier qu'il a accompli cette volte-face, mais pour des raisons intimes et majeures. Deux courants se combattaient dans son sein, l'un, dirigé par de vieux parlementaires soucieux de maintenir leurs anciens principes en matière fiscale, l'autre, formé en majorité par les représentants de l'Allemagne du sud à tendances radicales. Ces derniers, les démocrates chrétiens, l'ont emporté, et les autres les ont suivis, l'oreille basse, afin d'éviter une dislocation qui eût été la ruine du parti catholique.

Le parti conservateur, par l'organe du vieux comte de Schwerin-Lowitz, a justifié son irréductible opposition au compromis. Il a rappelé que les dépenses de l'Empire devaient être couvertes, en bonne règle, par une augmentation des contributions indirectes, d'après la saine doctrine de Bismarck. Un impôt général sur la fortune a le tort de frapper, non seulement le revenu régulier, mais aussi le patrimoine qui s'augmente par l'économie et par l'épargne; il lèse également le commerce et l'industrie. L'orateur de l'aristocratie prussienne a salué avec tristesse la fin de l'indépendance financière des États confédérés, qu'il a appelée leur « médiatisation ».

Les orateurs socialistes ont cherché à expliquer pourquoi, tout en condamnant les accroissements militaires, leur parti voterait la contribution extraordinaire et l'impôt sur l'augmentation de la fortune. La première pèsera uniquement sur les épaules des classes riches et le second empêchera les parlements

des États particuliers, qui ne sont pas élus par le suffrage universel, de répartir à leur gré les charges annuelles des armements sur les classes les moins privilégiées. Une date triomphale marquera aux yeux de la social-démocratie le vote des présentes lois qui consacreront le pouvoir grandissant du Reichstag au détriment des États confédérés.

Toutefois le parti socialiste n'a pas obtenu gain de cause dans sa proposition de soumettre à l'impôt permanent sur la fortune les maisons régnantes. Il s'est buté à la résistance obstinée du chancelier qui, sur ce point, a été très ferme. Les défenseurs des princes ont dit avec raison que les traités, en vertu desquels ils étaient entrés dans l'Empire, n'avaient mis aucune restriction aux privilèges dont ils jouissaient en matière d'impôts. De plus, un vote du Reichstag qui porterait atteinte à leur situation spéciale manquerait de sanctions et de moyens de contrainte à leur égard.

Le compagnon Haase a réédité, au nom de son parti, la thèse exposée dans les journaux socialistes et les craintes que j'avais exprimées maintes fois, moi-même, dans mes rapports. Des armements exagérés augmentent les motifs de défiance entre les nations, troublent les relations internationales et accentuent, en dépit des déclarations les plus pacifiques, le danger d'une conflagration générale. Le peuple allemand étant mieux armé qu'il ne l'avait été jusque-là, et prêt à faire front à ses adversaires sur toutes ses frontières, la conservation de la paix européenne dépendrait plus que jamais d'un incident tragique survenant à l'improviste en dehors de l'Empire.

Les social-démocrates du Reichstag ne se sont pas aperçus ou ils ont feint de ne pas voir qu'en votant, pour le triomphe de leurs principes, toutes les impositions ordinaires et extraordinaires, ils livraient indirectement au gouvernement impérial les armes qu'ils semblaient lui refuser en repoussant son projet militaire, puisqu'ils lui donnaient les moyens de les posséder; c'est tout ce qu'il demandait. Les principes sont une belle chose, mais leur stricte application produit parfois de déplorables conséquences. La social-démocratie ne peut donc pas échapper au reproche d'avoir aidé inconsciemment le gouvernement de Guillaume II à entreprendre la guerre, dont elle était la première à dénoncer le péril.

Ai-je besoin d'ajouter que l'enthousiasme patriotique, mani-

festé à la première heure par les classes dirigeantes pour le renforcement de l'armée, s'est volatilisé, comme une fumée légère, à mesure qu'elles acquéraient une connaissance plus exacte des sacrifices, auxquels elles devaient se résigner? Elles n'avaient pas même la consolation de se dire que ce seraient les derniers. Si des circonstances analogues se reproduisaient, une majorité se reformerait au Reichstag qui serait toute disposée à frapper d'impôts exceptionnels les classes riches, au lieu de les faire peser sur toutes les classes de la population à la fois.

Quelques chiffres pour terminer. Le rendement total de la contribution extraordinaire était évalué à un million de marks, dont 880 à prendre sur le capital des contribuables, 80 sur leur revenu, et 40 sur l'avoir des sociétés anonymes par actions et des sociétés en commandite. La contribution serait payable par tiers en trois ans. Le montant définitif des charges renouvelables chaque année était fixé pour 1913 à 154 millions, pour 1914 à 153, pour 1915 à 186. Ces charges se maintiendraient ensuite au chiffre de l'année 1915.

CHEZ LE GRAND-DUC DE HESSE

Au commencement de juillet, je me suis évadé de Berlin, pour retourner, pendant quelques jours, dans la vallée du Rhin, que j'avais vue en sa floraison printanière et qui resplendissait maintenant de toute la gloire de l'été. J'allais présenter mes lettres de créance au grand-duc de Hesse et du Rhin. Sa capitale, Darmstadt, est une ville dépourvue d'intérêt, dont les édifices les plus anciens ne datent que du XVIII^e siècle. Elle possède un château de la même époque et un musée où trône une célèbre vierge d'Holbein au milieu de quelques bons tableaux flamands et hollandais. Dans cette calme sinécure qui empruntait son charme principal au pays environnant, des ministres de Russie et de Prusse coulaient des jours paisibles auprès de la petite cour grand-ducale, en attendant un poste plus important pour rentrer dans le courant de la politique européenne, ou bien ils y achevaient sans lustre et sans bruit leur carrière diplomatique.

J'ai dîné chez le ministre d'État du Grand Duché, le docteur von Ewald, avec le ministre du Tsar, M. van der Vliet, et le nouveau ministre de Prusse, le baron von der Lancken Wake-

nitz, qui arrivait de Paris, où il avait rempli, plusieurs années durant, les fonctions de conseiller à l'ambassade d'Allemagne. Ce brillant collègue, portant beau comme un jeune homme, devait trouver Darmstadt un théâtre bien modeste pour ses éminentes facultés. Il l'a échangé, dès l'année suivante, contre une scène tragique où elles pouvaient se déployer à l'aise : la Belgique opprimée par l'invasion allemande. Il a, en effet, dirigé, à Bruxelles, jusqu'à la fin de la guerre, la *politische Abteilung*, le département politique du gouvernement d'occupation. C'est à lui qu'ont eu affaire les ministres des États neutres, demeurés dans le pays pour protéger notre malheureuse population ; avec lui que discutaient et négociaient les excellents patriotes qui, à la tête du *Comité national de secours et d'alimentation*, ont préservé les Belges du supplice de la faim ; contre lui, à défaut du gouverneur général von Bissing, que notre vénéré cardinal a soutenu des polémiques qui s'égarèrent parfois sur le terrain philosophique, mettant la doctrine de saint Thomas aux prises avec celle de Kant.

Von der Lancken, esprit cultivé, diplomate expérimenté, aurait pu faire grand bien à côté des militaires qui faisaient rage dans le royaume occupé, adoucir d'iniques rigueurs, provoquer d'équitables réductions de peines. Il n'a pas su empêcher le meurtre juridique de miss Cavell, quoiqu'il fût trop intelligent pour n'en pas pressentir l'effet désastreux à l'étranger, ni les déportations d'ouvriers belges, aussi nuisibles à la cause allemande que contraires au droit des gens, et dépouillées de toute humanité ; il n'a pas prévu enfin la débâcle finale, pendant laquelle il s'est prudemment éclipsé. Sa culture, sa courtoisie même, n'ont pas suppléé à ce qui lui manquait, le courage de résister aux injonctions des chefs de l'armée.

Le grand-duc Ernest Louis m'a reçu à dîner le lendemain avec mes collègues russe et prussien, les ministres hessois et les dignitaires de sa Cour. Sa tunique de général ne parvenait pas à lui donner une tournure militaire ; il avait plutôt l'air et les manières raffinées d'un esthète. Aussi notre entretien n'a-t-il roulé que sur des questions d'art. La situation particulière qu'il occupait parmi les princes confédérés, il la devait à d'illustres alliances. Fils de la princesse Alice d'Angleterre, petit-fils de la reine Victoria, il était le cousin de Guillaume II et de George V, le beau-frère de Nicolas II ; sa plus

jeune sœur occupait le trône de Russie; une autre avait épousé le grand-duc Serge, une troisième le prince Henri de Prusse. Je ne lui vois pas d'autres titres à la curiosité des mémorialistes de l'avenir.

Avec le docteur von Ewald, la politique extérieure, le conflit entre Balkaniques et les nouveaux impôts militaires votés par le Reichstag ont fait le sujet de mes conversations. Le premier ministre m'apprend que l'opposition contre ces impôts a été beaucoup moins vive en Hesse qu'en Saxe et dans d'autres régions de l'Allemagne.

LE TRAITÉ DE BUCAREST

M. de Jagow disait, le 1^{er} juillet, aux ambassadeurs de la Triple Entente : « La guerre entre les Balkaniques étant inévitable, mieux vaut qu'elle éclate maintenant que plus tard. » Il peut être satisfait aujourd'hui. D'après les premières nouvelles, assez confuses, qui nous parviennent des Balkans, des rencontres sanglantes ont eu lieu, qui n'étaient pas des combats d'avant-postes, de regrettables incidents de frontières, entre des armées en présence. De vraies batailles ont été engagées. Après le désarmement et l'anéantissement partiel par les troupes grecques du bataillon bulgare demeuré à Salonique, il était, d'ailleurs, improbable qu'il ne fût pas vengé par ses frères d'armes. Aussi les regards se sont-ils tournés tout de suite du côté de la Roumanie. On considère maintenant l'intervention de l'armée roumaine comme le meilleur, comme l'unique moyen d'imposer la paix aux ex-alliés devenus des ennemis altérés de sang. On attend du savoir faire des ministres roumains et de la sagesse du roi Carol, ainsi que de leur souci de ne pas créer à leur pays de complications futures avec leurs vindicatifs voisins du sud, autre chose que l'exécution d'un plan égoïste de conquêtes et d'agrandissements.

Quoique les adversaires se rejettent mutuellement la responsabilité du premier sang versé, nous n'avons pas tardé à apprendre que les Bulgares, ayant attaqué les Serbes par surprise, ont été refoulés avec de grandes pertes et qu'ils ont échoué également contre les Grecs. Aussi le sentiment des Allemands est-il nettement défavorable aux agresseurs et d'autant plus sévère que leur coup n'a pas réussi. Ils s'étonnent

que l'état-major bulgare ait été assez aveugle ou assez présomptueux pour méconnaître à ce point les qualités militaires de ses ci-devant alliés et que le tsar Ferdinand, ce profond politique, ses ministres et ses généraux aient pu se faire illusion sur les conséquences de leur félonie, en cas d'échec. La Bulgarie qui espérait triompher de ses adversaires par la soudaineté de son attaque va sortir, affaiblie et humiliée, de cette déplorable lutte, traîtreusement entreprise par elle.

Bien que la diplomatie autrichienne n'ait certainement pas les mains pures du sang répandu, vu le profit qu'elle comptait tirer de la rupture du bloc balkanique, on prétend à Berlin qu'elle n'a pas eu besoin de souffler sur le feu pour attiser les convoitises bulgares. Le cabinet de Sofia a agi de sa propre impulsion, et le principal coupable, le bouc émissaire qu'on accable de l'initiative de cette collision fratricide, serait M. Danew. L'ambassadeur de Russie va répétant que M. Danew est un homme à courte vue, un politicien de bas étage, qui puisait ses inspirations dans les cafés de sa petite ville, où se brasse la politique du pays, où il subissait la pression des comitadjis macédoniens. L'effacement du tsar Ferdinand dans une aussi périlleuse aventure est attribué à la crainte des bombes dont le menaçaient ces forcenés (1).

Si la Roumanie, qui vient d'entrer en guerre à la rescousse des Serbes et des Grecs, arrache à la Bulgarie, sans tirer un coup de canon, sans brûler une cartouche, un large territoire, de Routschouk à Varna, on n'en sera pas autrement surpris à Berlin, car elle est l'arbitre de la situation. L'enthousiasme militaire et patriotique dont est transportée la population de Bucarest, où d'anciens ministres, MM. Bratiano et Philipescu, se sont engagés comme simples volontaires, fait prévoir que la Roumanie veut en finir avec le péril du voisinage bulgare. Plusieurs journaux de Berlin, constatant l'importance des manifestations antiautrichiennes qui ont retenti dans les rues de cette capitale, expriment la crainte que le client danubien

(1) De pareilles conjectures étaient loin de la vérité qui n'a lui que plus tard, après la publication des déclarations du général Savow, commandant en chef de l'armée bulgare. L'auteur responsable est bien le tsar Ferdinand; l'ordre d'attaquer les Serbes et les Grecs à l'improviste a été donné directement par lui au général, et M. Danew, tenu dans l'ignorance des perfides desseins de son maître, a prescrit au contraire, le 1^{er} juillet, de cesser le feu, dès qu'il fut averti de l'agression.

ne s'éloigne de la Triple Alliance pour suivre une route isolée qui le rapprochera de la Russie. Mais ils prennent en même temps beaucoup de peine pour démontrer que l'Allemagne ne perdra rien à la défaite de la Bulgarie qui ne vaut pas les os d'un seul grenadier poméranien et qu'elle verra sans déplaisir la Roumanie, la Grèce et la Serbie obtenir les avantages territoriaux, auxquels elles ont droit.

L'ambassadeur d'Italie qui revient de Kiel nous raconte que Guillaume II est très antibulgare. En revanche, il a noté chez l'Empereur un grand revirement en faveur de sa sœur, la reine de Grèce, à qui il ne pardonnait pas sa conversion à la religion orthodoxe. Les relations des deux maisons régnantes sont devenues des plus cordiales. Tel est l'effet des succès militaires des Hellènes sur les sentiments fraternels du Kaiser.

Depuis près de quinze jours, aucun fait de guerre nouveau sur le théâtre des Balkans. L'armée bulgare, abandonnant sans défense le nord et le sud-est du pays, se concentre en face des Serbes et des Grecs, sous le commandement du général Savow qui n'a pas été destitué par M. Danew, comme on l'avait annoncé. C'est au contraire celui-ci qui a été obligé de démissionner pour faire place à un ministère Radoslawow-Ghénadief. Les Bulgares, bien que réduits aux abois, cherchent à gagner du temps, dans le suprême espoir que les prétentions exorbitantes des Grecs finiront par jeter la discorde entre eux et leurs alliés et par amener l'intervention tardive des grandes Puissances.

Une conférence pour la paix va se réunir à Bucarest et les délégués de tous les États belligérants, à l'exception de la Turquie, toujours liée soi-disant par le traité de Londres, sont en route pour y prendre part.

J'ai profité de cette bonne nouvelle pour aller voir mon collègue de Roumanie, le féliciter du succès pacifiant de l'intervention roumaine et l'interroger discrètement sur la situation nouvelle, créée dans les Balkans. M. Beldiman s'est prêté de bonne grâce à cette interview.

« Le roi Carol, me dit-il, avait reçu du souverain des Hellènes un télégramme motivant son refus de consentir à une suspension d'armes. Le roi Constantin, qui connaît la mauvaise foi des Bulgares, assurait qu'il commettrait un crime de lèse-patrie s'il envoyait à Bucarest des plénipotentiaires pour

conclure la paix, avant que la Bulgarie eût souscrit aux conditions préliminaires posées par la Grèce. Ces conditions, nous les ignorons encore, mais elles doivent être très rigoureuses. Je sais seulement que les Grecs tiennent essentiellement à conserver Cavalla, de crainte que ce port ne devienne entre des mains étrangères un rival de Salonique. La folie des Bulgares est incompréhensible d'avoir sacrifié la possession et la défense de Cavalla, l'entrepôt du tabac de la Macédoine et de la Thrace, à la stérile conquête de Monastir! »

M. Beldiman a évité de définir l'attitude future de la Roumanie vis-à-vis de ses anciennes amies, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et je n'ai pas, de mon côté, abordé ce sujet scabreux qui restera pour le royaume danubien le problème de l'avenir.

Le traité de Bucarest a été signé le 10 août. Comme le prévoyait M. Beldiman, les Bulgares ont dû céder sur tous les points, accepter en Thrace et en Macédoine les frontières exigées par les Serbes et les Grecs et consentir aux Roumains, sur la rive droite du Danube, un agrandissement de territoire, qu'ils n'auraient pas rêvé il y a deux mois, et une augmentation de population de près de deux cent mille âmes.

Le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, que je suis allé entretenir de cet événement qui clôt la lugubre série des guerres balkaniques, s'en est déclaré très satisfait. Il en éprouve, m'a-t-il dit, un véritable soulagement. Il ne pense pas que le traité puisse être révisé par les Puissances à la demande de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, ainsi que l'insinuent quelques journaux. Si les Puissances estimaient que les concessions faites à la Serbie et à la Grèce sont trop considérables, encore faudrait-il qu'elles fussent unanimes dans ce jugement. Resterait à trouver les moyens de faire entendre raison à des vainqueurs récalcitrants. Qui se chargerait par exemple de déloger les Grecs de Cavalla? Pas l'Allemagne assurément.

Que Guillaume II se soit opposé à une revision, M. Zimmermann n'a pas eu besoin de me le dire. Le kaiser vient de nommer le roi Constantin, son beau-frère, feld-maréchal de l'armée allemande. Ce bâton est pour lui un certificat patent d'aptitudes militaires et une ratification implicite de ses conquêtes. Même bienveillance sous une autre forme envers le roi de Roumanie, que la cour de Berlin veut retenir dans le giron

des Hohenzollern. Il n'aura pas à craindre la rancune de l'Autriche-Hongrie. Il est assuré de l'appui de l'Allemagne pour consolider son œuvre de paix, témoin le télégramme de reconnaissance expédié par le roi Carol à l'Empereur : « Grâce à toi, la paix restera définitive. »

M. Zimmermann envisage avec un souriant optimisme la solution des questions laissées en suspens par le traité de Bucarest : la participation des États balkaniques aux charges financières de la Turquie, la délimitation de l'Albanie, le sort d'Andrinople et des îles égéennes.

Je n'ai pas attendu que la paix fût signée par la Bulgarie et la Turquie pour prendre, au milieu d'août, mon congé annuel, et je me suis rendu à Carlsbad. J'y retrouve, parmi de notables Européens, clients habituels de cette célèbre ville d'eaux cosmopolite, un de mes amis de Bucarest, M. Alexandre Marghiloman, membre du ministère roumain. Nous nous promenons, le verre en main, autour des sources chaudes et bien-faisantes. Nous discutons amicalement de l'avenir réservé au traité de Bucarest. Aux yeux de M. Marghiloman, il est intangible, gravé sur l'airain et ne peut être déchiré ni enseveli dans la poussière des chancelleries, comme tant de papiers diplomatiques hors d'usage. Moi, au contraire, j'émet des doutes sur sa pérennité. Amputer sans coup férir, sans verser une goutte de sang, une nation valeureuse et vindicative d'un large morceau de son territoire, c'est une opération chirurgicale habile, mais grosse de conséquences. La Roumanie s'est fait ainsi de la Bulgarie une ennemie mortelle. Et cette ennemie n'est pas abattue, pas réduite à l'impuissance. Elle rongera son frein dans l'humiliation de sa défaite, attendant impatiemment l'heure de la revanche qui peut sonner d'un jour à l'autre. C'est le sort commun des traités qui consacrent des situations provisoires, d'être balayés comme des feuilles sèches au premier soufle de guerre, et nul ne peut répondre que la paix régnera longtemps dans les Balkans ni sur le continent européen.

En formulant ces prévisions pessimistes, je ne me doutais pourtant pas que le traité de Bucarest n'aurait que deux années d'existence.

BEYENS.

LA LITTÉRATURE COLONIALE

HIER ET AUJOURD'HUI

La France, au lendemain des revers de 1870, trouva dans son expansion coloniale une compensation aux amertumes de la défaite. Nous n'avons pas à retracer ici les fastes de la formation lente, mais continue, de nos domaines d'Afrique et d'Asie. Ils commémorent l'énergie d'une élite d'intellectuels, en France, et l'héroïsme de quelques hommes d'action, *là-bas*. Ils sont à la connaissance de tout homme cultivé.

Mais, si l'État accorde son appui le plus complet et le plus efficace au labeur des pionniers de la plus grande France, l'opinion publique n'en saisit pas encore suffisamment la beauté et l'utilité. Le public n'est point au courant de la géographie générale, de nos méthodes coloniales, des ressources et de la richesse de nos possessions extérieures, de l'état social des habitants et, en somme, de la valeur cosmique de notre empire. Il convient donc de l'éclairer sur la nécessité d'une politique coloniale. C'est le rôle des écrivains. Leur devoir est de connaître les milieux qu'ils décrivent ; leur tâche est de guider, d'instruire, de dire le vrai, de combattre le préjugé, de dénoncer la charlatanerie, de courir sus aux illuminés, aux malveillants, aux détracteurs et aux maladroits. A accomplir leur labeur de pèlerins sans peur et d'observateurs sans reproche, ils courent sans doute le risque de provoquer certaines hostilités, mais ils rendent familière aux foules l'idée qu'il est au monde une autre France que l'européenne.

L'INVITATION AU VOYAGE

A l'origine, c'est-à-dire pendant la période qui va de 1873 à 1900, ceux qui écrivirent sur nos colonies furent ceux-là même qui avaient assuré la conquête du pays. La plupart eurent le simple dessein de fixer des souvenirs personnels, de relater telle scène tragique qu'ils vécurent, de noter un renseignement, de décrire tel ou tel paysage. D'autres, qui fréquentaient dans l'intimité la société indigène, souhaitaient d'en restituer un aspect. Celui-ci donna le pas aux préoccupations sociales; l'autre à la psychologie de l'individu. Nous eûmes en ce temps-là une magnifique bibliothèque de Voyages, de Journaux de route, de Mémoires.

Quelques intrépides osaient déjà emprunter à l'ethnographie, au folk-lore, à la science des religions, des détails savoureux qu'ils mêlaient à un récit d'aventures. Ils brosaient avec précision les tableaux animés de l'activité et de la morbidesse tropicales et y introduisaient même, pour *faire joli* (s'il m'est permis d'employer une expression chère aux noirs éclairés de l'Afrique) de nombreux motifs de peinture et quelques-uns d'étonnement.

Peu à peu le peloton s'accrut, perfectionna son art, acquit de l'expérience. De nos jours il donne les plus belles espérances à notre littérature nationale. Il groupe en effet des artistes dont certains sont hors de pair, tant vigoureuse est leur pensée, tant prestigieux est leur pinceau. Un idéal commun les unit. Il est d'agrandir le champ de la conscience française, et d'accoutumer celle-ci à l'ampleur de destinées nouvelles. Il faut que la France s'habitue à voir grand. Un peuple qui n'a plus d'ambitions mondiales est prêt à la décadence.

La floraison croissante des lettres coloniales témoigne qu'un printemps n'est pas loin où se multiplieront les talents originaux issus du jardin des tropiques. Sous leur influence les vieilles formules se transformeront. Ils revivifieront le morne maquis des procédés, gonfleront leur style de sève fraîche, amplifieront à d'autres étoiles le rêve du poète, nourriront leurs livres d'autres viandes que la banale psychologie où s'ankylosent nos écrivains depuis un demi-siècle. Ce printemps renouvèlera, non sans le bousculer à l'occasion, le bloc de nos *idées reçues* et de

nos *opinions faites* ; la lumière est toujours créatrice, et à celle des pays chauds s'épanouissent des âmes que nous ignorons encore et s'annoncent des mentalités qui ne sont point les nôtres.

Nous avons sous les yeux, depuis qu'il est une littérature en France, la comédie de notre société dans la moindre de ses nuances. Les splendeurs de l'empire colonial invitent nos gens de lettres au voyage et leur proposent de scruter dans leurs plus secrets recoins les passions de races qui s'efforcent au bonheur par des moyens que nous ne tenons plus pour légitimes. Cette enquête, où s'affine en s'exaltant notre sensibilité, émoussée aux spectacles quotidiens de l'Europe, se révèle indispensable à notre sécurité politique. Et, en effet, pour gouverner les hommes, il faut les connaître ; la fantaisie ni le système n'interviennent point dans l'art de régenter les foules. Acquérir une idée exacte de l'annamite, du tahitien, du malgache, du maure, du bambara ou du pêcheur des grandes lagunes, exige une expérience approfondie et donc longue. Ce n'est pas à la rencontre et à vue de couleur que l'on juge des capacités d'un homme.

Décrire l'action de l'Européen sur l'indigène, et la réaction de l'indigène sur l'Européen n'est point affaire de rhétorique. On n'y réussit qu'à hanter avec persévérance les endroits où ces contacts se produisent. Il faut les hanter avec intelligence, et *voir*, et cela n'est pas du commun : presque aussi nombreux que le peuple des sots est celui des étourdis, qui ont des yeux et des oreilles et sont aveugles et sourds à la réalité. Il est, je crois, du plus élémentaire bon sens d'exiger d'un auteur qu'il n'écrive que de ce qu'il connaît. Qui s'aviserait de situer une action psychologique aux Cévennes, ou dans le Jura ou en Bretagne, sans s'être gorgé de documents, sans avoir visité le pays, sans en avoir curieusement étudié les mœurs, le folklore, le caractère des habitants et leurs goûts, sans témoigner de la sympathie aux êtres ? Qui décrit mieux que Balzac, ce Tourangeau, la Touraine ; que Pesquidoux, ce Gascon, la Gascogne ; que Valère Bernard, ce Marseillais, Marseille.

Ce qui est vrai de la France l'est aussi de ses colonies. Et c'est pourquoi il est indispensable aux écrivains soucieux d'exotisme qui ne soit point fantaisiste, de pénétrer au profond de la société aux pays chauds. Cela est logique et ne saurait être mis, je le crois, en discussion.

LITTÉRATURE D'ESCALE

Cette logique même nous conduit à condamner ce qu'on appelle la *littérature d'escale*. Voici en quoi elle consiste : l'auteur, ayant pour viatique des recommandations officielles et une excellente opinion de son talent, entreprend un voyage d'exploration dans la zone tropicale. Fort pressé par le temps, et d'ailleurs prisonnier de ses succès de librairie, il traverse une contrée en tourbillon. Chaque soir, il note en hâte ses impressions, les propos de table qu'il estime de haut goût, et quelques traits du paysage. Il effleure et sourit ; il paraît et est déjà parti ; il se paie d'apparences et applaudit à sa perspicacité. Un colonial le reçoit-il comme hôte, il lui démontre en peu de mots qu'il n'entend goutte à la colonie et qu'elle est mal gouvernée. Il péroré encore la main sur le levier de mise en marche de son automobile. Il se grise de mots et, à cinquante kilomètres de là, il a oublié celui qui l'a reçu, mais non ses propres discours ; et ce sont ceux-ci qu'il produit dans ses livres. D'un barbouilleur de papier, les pauvretés demeurent enfouies au sépulcre poudreux des bouquineries : elles sont de conséquence quand elles sont signées du nom d'un homme qui a sinon du talent, du moins de la célébrité. On les commente, on les discute, on les porte à l'occasion à la tribune du Parlement. Ainsi se crée l'opinion du Français moyen sur les colonies. Je ne prétends pas au surplus que les littérateurs d'escale dénigrent toujours notre œuvre coloniale. Ils font pis : ils la travestissent, et de très bonne foi.

Pour les coloniaux, les révélations du touriste sont sans valeur. Il a sur choses et gens des opinions rigides conformes à la tradition et classiques. Il aperçoit le monde à travers ses lectures. A ses yeux, l'Espagnol est généreux ; l'Italien, perfide et envieux ; l'Anglais, hypocrite ; l'Arabe, fier ; le Chinois, cauteleux ; le Nègre, bon et naïf. Le passager d'escale brode des lieux communs sur ses partis pris. A-t-il du génie, c'est Chateaubriand, c'est Lamartine, c'est Gérard de Nerval, c'est Théophile Gautier, c'est Loti. Le voyage n'est plus qu'un prétexte auquel l'écrivain accroche un chef-d'œuvre. Le plus souvent le touriste de la littérature est l'innombrable monsieur Un-tel, amateur qui a, pour orner les pages de ses livres, un

choix brillant d'épithètes de journal de modes, et qui met à toutes les sauces le palmier, le minaret, la moukèrè, le chaumeau, le filanzane et les ruines d'Angkor. Les libraires sont encombrés de ses élucubrations aux titres aguichants. Cela ne vaut qu'au poids, le jour de la mise au pilon.

UN MOUVEMENT LITTÉRAIRE NOUVEAU

L'exotisme à l'ancienne mode, tel que l'entendent les auteurs d'escale, n'est qu'un décor. La littérature coloniale exige de l'écrivain qu'il observe, qu'il analyse, qu'il approfondisse. Il est un écrivain français, c'est-à-dire qu'il s'abstient d'imiter les étrangers, fussent-ils R. L. Stevenson, Conrad ou Kipling. Il n'aperçoit pas le monde à la façon de l'Anglo-Saxon, de l'Allemand ou de l'Américain. Il n'interpose pas l'écran d'un préjugé, d'un intérêt matériel, d'une passion, entre l'univers et lui. Il n'est ni un prophète, ni un apôtre. Français, il souhaite de plaire et d'être aimé. Le Français est un être sentimental. Il veut comprendre l'indigène autant qu'il souhaite être estimé de lui. Les noirs et les jaunes ne sont pas fatalement à son regard des créatures grossières, qu'il convient de maintenir dans une caste inférieure. S'il n'y a pas toujours d'esprit dans les livres de la littérature coloniale, on y trouve une large humanité. Et la bonne humeur ne leur manque point : c'est que le rire est essentiel à l'homme, soucieux de sa santé. Seul au monde le Français sait rire.

Ainsi la constitution de notre empire colonial a provoqué un mouvement littéraire qui, restreint à ses débuts au récit de voyage, répudie la littérature d'escale ou de tourisme et crée peu à peu son public. Ce mouvement, né vers 1900 avec la *Grande France*, revue fondée par MM. Marius et Ary Leblond, recrute de fervents adeptes parmi les jeunes coloniaux. Certains critiques le chicanaient naguère pour le qualificatif dont il se pare et lui reprochent ses ambitions et de n'avoir point de quartiers de noblesse. A cette heure la légitimité de son existence n'est plus contestée. Les vaines querelles d'autrefois sont oubliées. Gardons-nous de définitions qui, par cela même qu'elles bornent, sont étroites, et tenons-nous au fait : il est une littérature coloniale.

Le public n'a pas de prévention contre des écrits qui lui

révèlent un pittoresque original et vivant, et l'évolution de psychologies nouvelles dans des milieux insolites. Notre exotisme a la physionomie et l'allure françaises. On lui reproche de ne point avoir produit un Kipling. Mais Kipling est avant tout un Anglo-indien. L'Anglais qui communie en Kipling est un homme sans ironie; il a mesuré l'étendue de ses devoirs d'occidental; il sait qu'il doit civiliser le monde, pour la plus grande gloire de l'Empire, et mépriser la démocratie, la foule, le bavardage et l'indiscipline. Or, le Français est égalitaire, sensible à l'éloquence et trop athénien dans ses goûts pour se plier aveuglément aux volontés d'un chef et aux impératifs d'une loi.

Notre exotisme actuel s'est écarté de l'école de Kipling. Il est par excellence révélateur de notre idéalisme. Notre littérature coloniale trouvera sans doute un jour son homme de génie : il ne prônera ni l'utilitarisme pragmatique, ni le matérialisme de la politique. Pour le moment nos auteurs, quel que soit leur talent, de quelque école littéraire qu'ils se recommandent, ont une façon identique de traiter des rapports de l'Européen et de l'indigène. Ils considèrent que l'un et l'autre sont *égaux* en valeur d'humanité, et que le rôle de la colonisation est non de former des sujets ou une clientèle commerciale, mais de convertir à notre mentalité, avec tact, mesure et intelligence, des peuples encore à l'état de barbarie.

Nous avons l'appétit moins d'ouvrir de plus larges perspectives à notre négoce que d'obtenir la sympathie des races qui se donnèrent à nous. Nous l'acquérons sans difficulté dans nos jeunes colonies, où les grosses questions qui jadis mirent en jeu l'avenir de nos vieilles possessions ne se posent pas : l'esclavage, l'accaparement des terres par les créoles, le préjugé de la couleur. Elle a pour éléments la confiance et la gratitude. Ces éléments constituent pour la grande partie les impondérables qui régissent nos relations avec l'indigène. Il sent confusément qu'une solidarité s'est établie entre lui et nous, constate que son pays est mieux tenu, mieux aménagé, plus prospère qu'avant notre arrivée, qu'il est infiniment plus sûr et que nous avons respecté sa coutume. Le jaune et le noir, grâce à nous, s'enrichissent et nul tyranneau de leur pays n'ose leur extorquer leurs biens. Il s'instruit à nos côtés, et fait des

progrès croissants dans la connaissance de notre langue et de notre civilisation. Sa mentalité est en pleine évolution, et rien n'est plus intéressant, pour un homme de lettres, que d'en étudier les modalités. Les nouveaux domaines offerts à notre activité littéraire sont d'une opulence sans égale.

Ces promesses ont inspiré aux docteurs en Sorbonne le désir de goûter à leur tour aux fruits savoureux des pays chauds. Ainsi, naguère, devant les plus graves des aéropages, furent soutenues, et avec succès, des thèses de rare mérite, comme celle de M. Roland-Lebel sur *l'Influence de l'Afrique occidentale dans la littérature française* et celle de M. Taillart sur la *Littérature algérienne*. Elles ont exposé, avec l'appareil scientifique exigé par la tradition universitaire, que l'exotisme, qui fut en France un prétexte d'art, ne se confondait plus avec la littérature coloniale qui applique au roman et à l'essai, quand ils ont pour objet l'homme de couleur, les procédés de la psychologie moderne. De notre jeune école le principal protagoniste fut M. Louis Bertrand. Le premier il vit l'Afrique telle qu'elle est et confronta, en Algérie, le vainqueur et le vaincu. L'ardeur de ses disciples n'a d'égale que leur acharnement à révéler à la France les nouvelles terres et les nouveaux hommes. C'est que les Français intellectuels déprisent éperdument et, ajoutons-le, avec une sorte d'entêtement qui est peut-être de la fausse honte, les faits et les méthodes susceptibles d'accroître le prestige national. Notre modestie est de si bon aloi qu'elle permet aux autres peuples de proclamer que, de notre aveu, nous ne sommes pas colonisateurs, et que nos colonies sont des nids à fonctionnaires. En conséquence, ajoutent-ils, il ne nous appartient pas de posséder des colonies.

Quelques métropolitains qui, par ailleurs, ne sauraient se passer de riz, de café, de cacao, d'huile, de tapioca, de bananes, de rhum, de bois d'acajou, de caoutchouc et de jazz-band, et font cependant bon marché des contrées qui les produisent, nous conseillaient, il n'y a pas longtemps, de vendre nos îles à quelque nation vraiment colonisatrice et hautement humanitaire, experte dans l'art d'accommoder les nègres et les Peaux-rouges. Ils livraient au plus fort et dernier enchérisseur nos indigènes et nos territoires, garantis en bonne condition et immédiatement exploitables. Je crois que si de telles sottises n'ébranlent point le renom que nous avons d'être le peuple le

plus spirituel de la planète, elles ne sont pas de nature à répandre l'idée que nous en sommes le plus intelligent.

LA GRANDE AVENTURE FRANÇAISE

Une littérature, à son origine, a pour but plutôt l'utilité que l'agrément. Les premiers qui écrivirent de nos colonies furent, nous l'avons dit plus haut, les voyageurs. Ils enseignaient à nos aïeux ce qu'ils avaient eux-mêmes appris à rude école. Ils exploraient avec passion, reconnaissaient l'architecture de la terre, rectifiaient les erreurs, dissipaient les légendes. Comparons les vieilles cartes de Drapper à nos cartes modernes : le labeur de redressement accompli par les grands errants fut prodigieux. Lisons le récit dramatique de leurs traversées : il contraste avec le compte rendu assez gaillard des dernières randonnées automobiles ou aériennes en Afrique ou en Indochine. Là où les premiers, pendant des années de misère, se désaltéraient à l'eau sale, les seconds, après un effort de quelques jours, se traitent au champagne.

Il existe dans les relations des précurseurs un intérêt historique et littéraire dont le public ne se rend pas suffisamment compte. Les ancêtres de notre littérature coloniale furent des professeurs d'énergie. Le journal des aventures de René Caillié en Mauritanie, au Soudan et au Sahara, est le plus poignant des documents scientifiques. Qui prétendra qu'un tel ouvrage a vieilli et ne demeure pas l'un des plus beaux dont l'humanité puisse s'enorgueillir ? Où trouver un plus décisif exemple de labeur patient, de souffrances âprement dominées par la volonté, que la biographie du Père de Foucauld ? Stanley fut un grand explorateur, mais à la tête d'une riche mission ; Caillié et de Foucauld furent misérables et *seuls* en pays sauvage. Rivière fut un héros en Indochine. Nos missionnaires pour mieux civiliser et franciser l'indigène vivent chez lui de sa vie, lui imposent le respect de leurs vertus et lui enseignent le sentiment de l'amour. Tous ces hommes de devoir sont *seuls*. Pourquoi nos manuels scolaires et les livres de lecture à l'usage des écoles n'enferment-ils pas les passages essentiels des épopées de la science et de la foi ? Ces épopées sont aussi inconnues au public que la geste française aux colonies. En vérité, les livres de nos conquista-

dors, libérateurs des races opprimées, doivent être les classiques de notre littérature coloniale, toute d'action et d'énergie. Ils sont nos maîtres. Qu'on ne les estime pas ignorants dans l'art d'écrire. Pareils aux génies de la grande Renaissance, ils furent, comme tous les créateurs, des hommes complets. L'animateur d'une œuvre de puissance trouve, d'instinct, les plus puissants procédés du style pour manifester sa volonté. Le difficile, pour un Français, est de se déterminer. S'est-il assigné un but, il s'y rend avec une farouche énergie. Il est alors un admirable maître d'entreprise. S'il s'amuse au spectacle du monde, ce n'est qu'à fleur d'épiderme, et peut-être par vanité. Le mal dont souffrirent nos conquérants fut le scepticisme pétri d'ignorance des gouvernements et leur peur d'être trompés par les arrivistes. C'est à l'incompétence ingénue de ses chefs que notre pays dut ses déboires, à leur méconnaissance surprenante de la géographie et de l'économie politique mondiale. Il n'y a pas très longtemps encore, un de nos glorieux présidents du Conseil... mais je ne continuerai pas cette histoire qui n'a, elle, rien de bien glorieux...

L'énergie de nos hommes d'action fut toutefois plus forte que la philosophie résignée de nos conducteurs. Grâce à elle, Verdier conserva à la France la Côte d'Ivoire, Jules Ferry lui donna la Tunisie et le Tonkin, Brazza le Congo, Coppolani lui annexa la Mauritanie, Angoulvant pacifia la forêt dense.

Je lisais, il y a quelques mois, dans les archives d'une colonie africaine, les rapports sobres et émouvants d'un capitaine dont il n'est pas permis de prononcer le nom et qui conquit l'Empire mossi avec une centaine de tirailleurs. Certes, cet officier eut certain jour un geste d'une vivacité exagérée. Mais on ne saurait oublier sans injustice qu'il déconcerta les ambitions anglaises et n'y employa qu'une poignée de soldats. On parle de Fernand Cortez et de Pizarre. Ceux-ci étaient casqués de fer et cuirassés d'acier. Nos gens, vêtus de loques, couturés de blessures, firent meilleure besogne. Laperrine, qui pacifia les nomades, fut un savant ainsi que son ami le Père de Foucauld qui découvrit, après les mystères du Maroc, les arcanes de la langue tamachek. Tous deux surent sourire et moururent en martyrs. En est-il beaucoup, hors de notre milieu colonial, qui s'en souviennent en France?

Le beau livre à écrire pour l'un de nos jeunes auteurs colo-

niaux! Celui des héros, où il conterait avec simplicité, sans trémolos d'enthousiasme, ni tirades patriotiques, ni platitudes à l'adresse de quelque politicien vulgaire, les plus beaux instants de leur vie, non par conséquent ceux de leurs triomphes, mais ceux de leurs luttes. Le livre de la grande aventure française manque à nos lettres. En attendant qu'apparaisse celui qui la dira, lisons et faisons lire la chronique des errances de Baratier qui conta la route de Marchand, cette grande âme. Quelle splendide page d'anthologie constitue l'épisode de la traversée des savanes noyées du Haut-Nil! Confrontons les soucis de Baratier dans ses marais avec ceux de Stanley dans la sylve noire et recherchons où sont, à égalité d'énergie, la noblesse et la beauté...

L'ŒUVRE DES ADMINISTRATEURS

L'œuvre des organisateurs qui donnèrent à notre empire colonial sa cohésion, et instituèrent la sage direction de chacune de ses parties, ne le cède en rien à celle des grands aventuriers. A y réfléchir, je me demande même si nous, ces Français qui, selon le mot de leurs concurrents, n'entendent rien à la science colonisatrice, ne sommes pas les premiers administrateurs du monde, en bons fils de la latinité classique. En vérité, quel est le pays d'Europe qui peut s'enorgueillir d'un Bugeaud, d'un Faidherbe, d'un Gallieni, d'un Paul Bert, d'un Ponty, pour ne parler que des morts et de quelques-uns seulement? Ces hommes-là trouvèrent des villes mortes et des campagnes dévastées, changées en déserts par les guerres de village à village, ravagées par les pirates et les chasseurs d'esclaves. Ils les ont transformées et revivifiées, y ont restitué la sécurité, ont forgé de toutes pièces l'armature d'une autorité régulière, ordonné les tâches régénératrices, créé une justice, des finances, des routes, des écoles, l'assistance médicale. La foule, à la métropole, ignore ces grandes figures, ces bons serviteurs du pays comme elle ignore les héros de la grande initiative.

La presse, toutefois, toujours à l'affût d'articles sensationnels, dépêche de temps à autre aux colonies un chroniqueur qui décrira les péripéties d'une campagne de guerre, les conditions de la mise en valeur économique d'une contrée

jusqu'alors déshéritée, ou les incidents d'un scandale souvent grossi à souhait. Le travail des journalistes n'est pas vain. Il familiarise le public avec les idées directrices de la politique mondiale. Ses erreurs, ses omissions même ont leur utilité. Une vertu certaine se dégage de certains mots, auxquels le populaire attache une valeur quasi magique. C'est ainsi que, depuis la randonnée de Félix Dubois en Afrique, il est de mode d'accoler l'épithète de *mystérieuse* à Tombouctou. Le retentissement de cet adjectif fut immense. J'ai honte d'avouer qu'en dépit de mes fréquentes visites à ce village assez malpropre et fort dépeuplé, je n'en ai point encore percé le mystère. Mais, grâce à Félix Dubois, tout le monde en France connut l'existence de Tombouctou, son annexion à la France, et l'intangibilité de ses secrets. On apprit ainsi, jusque dans les écoles de village, que le Soudan occidental florissait à l'ombre du drapeau tricolore. Les auteurs de revues, de leur côté, assurèrent une publicité à la nouvelle colonie en symbolisant, sous les espèces de jolies femmes à oripeaux, les plaisirs de la cité de Tombouctou.

Un autre touriste de marque fut Paul Adam, l'un des plus sincères artistes qui furent jamais. Notre ministère des Colonies, qui choisit parfois ses missionnaires à la faveur plutôt qu'au talent, avait élu en Paul Adam le vaillant apôtre de la plus grande action. Ce fut dans une ferveur pieuse qu'il communia avec la nature africaine; il parla de celle-ci, dans *Notre Carthage*, comme les Russes parlaient jadis de la sainte Russie, et sans doute les croisés du Saint-Sépulcre. Ce ne fut pas une relation proprement dite de voyage qu'il composa, mais un hymne à la gloire de nos tropiques français. Ce fut une dulia magnifique, où tour à tour il célébra les paysages, les ciels, les hommes, la volonté des précurseurs, nos procédés d'appropriation de l'indigène, notre bonté parfois longanime, le loyalisme des Soudanais. Il mit en lumière cette vérité, que partout, au Soudan comme en Indochine et à Madagascar, nous dûmes jouer la difficulté. Et nous ne gagnâmes pas la partie sans coquetterie. Au surplus, la partie dure encore, car ce n'est pas en quelques années qu'on reconstitue des races, qu'on rebâtit de l'humanité. Certes, nous ne fûmes pas des colonisateurs, si colonisation signifie exploitation du travail au profit d'intérêts personnels. Nous avons cependant créé de la richesse et aussi des hommes.

Je lis parfois dans quelque périodique que le captif noir ne

nous sut aucun gré de la liberté que nous lui octroyâmes et n'abandonna point son maître pour s'en retourner à son hameau natal. Ce n'est point exact. Dès 1908, Ponty, après des investigations prudentes (et je fus l'un des investigateurs), informait nos sujets africains que les blancs ne connaissaient ni maîtres, ni esclaves, mais des gens ayant, au regard de l'autorité constituée, devoirs et droits égaux. A cette nouvelle, plus de six cent mille noirs, pauvres captifs qu'El Hadj Omer et Samory vendaient aux caravaniers maures contre une poignée de poudre, quittaient leurs patrons et regagnaient par bandes leurs anciennes terres de culture. Ce mouvement ne provoqua point de désordre. La vie économique du pays n'en fut point elle-même affectée.

L'ŒUVRE DES SAVANTS

La connaissance intime des peuples est assurée, dans nos colonies, par des sociétés savantes que subventionne l'autorité supérieure. Il est sans doute à regretter que, dès le début, faute de moyens financiers suffisants, il n'ait pas été procédé, sur tous les points de notre jeune empire colonial, à une vaste enquête de techniciens. Une mission scientifique de ce genre fut organisée en Algérie vers 1840, je crois. Elle poursuivit ses travaux pendant nombre d'années et éclaira nos fonctionnaires et nos officiers sur l'histoire, les institutions et les mœurs des Arabo-berbères.

Plusieurs de ses ouvrages sont encore consultés avec fruit : la traduction de l'*Histoire des Berbères* d'Ibn Khaldoun par le baron de Slane, celle des textes juridiques de Sidi Khalil, la *Kabylie et les institutions kabyles* de Letourneux et Hanoteau, les *Migrations des tribus* de Carette, etc. En Afrique occidentale, la littérature technique est abondante et fut d'abord éparpillée ; puis un comité d'études historiques et scientifiques, constitué par le gouvernement général, publia un bulletin trimestriel où sont insérées de remarquables études. L'Indo-Chine possède une école française d'Extrême-Orient qui groupe les travaux de savants en renom. Madagascar a une académie malgache dont les comptes rendus embrassent l'universalité des connaissances relatives à la grande île. Le Maroc a, sur l'initiative de Georges Hardy, créé un Institut de hautes études

berbères. Nombreux sont les savants qui, dans nos possessions, se fatiguent et parfois meurent à la peine. Combien de biologistes, de bactériologistes, d'hygiénistes sont à cette heure aux troussees de maladies que nos anciens croyaient incurables : maladie du sommeil, fièvre jaune, lèpre, béri-béri, etc. ! Peu à peu ils les rendent moins nocives.

Il n'est pas négligeable de réserver une place, dans l'intellectualité coloniale, à ceux qui rassemblent, avec patience, prudence et sans se lasser, les matériaux de l'ethnographie, à ceux qui butinent, dans la brousse épaisse de la linguistique des sauvages, les éléments de quelque dialecte nouveau, de quelque patois de dialecte, qui en établissent le vocabulaire et la syntaxe, qui collectionnent les contes du folklore et les dictions, les traditions orales, les comparent et en tirent des bribes d'annales. Les recherches historiques sont ardues aux pays tropicaux ; les sources sont rares, d'accès difficile et, hélas ! imprécises. Nous soupçonnons dans le passé d'énormes mouvements de foules, des successions d'empires, des disparitions de tribus, des mêlées de races, d'innombrables revanches de l'esclave. Ce ne sont que mosaïques de problèmes, que kaléidoscopes d'énigmes, devrais-je écrire. Des légendes survivent qui narrent les voyages des nègres bantous de l'est vers l'ouest, leurs luttes contre les négrilles des forêts et les hommes à peau jaune. Nous trouvons les négrilles, à l'état sporadique, dans toute l'Asie méridionale. Nous possédons, par les écrits des voyageurs arabes et de deux ou trois chroniqueurs noirs, des détails à demi mythiques sur les anciens sonhrai et les dynasties de Gao ; mais nous ignorons où fut l'antique habitat des Peuhls et comment il se fait que, blancs incontestablement à l'origine, ils parlent une langue nègre de physionomie spéciale. Nous ne savons pas grand chose des Soninkés et du royaume de Koumbi et l'existence de la grande ville de Mali est contestée par certains bons esprits. Chaque jour, toutefois, un de nos savants élucide un point intéressant de l'histoire coloniale, au plus grand bénéfice des écrivains psychologues. Le regretté gouverneur Delafosse, homme complet, explorateur et homme d'action, créa la science historique africaine générale et fut le maître incontesté de la philologie chamitique. Son grand prédécesseur avait été le général Faidherbe.

LE ROMAN COLONIAL

La littérature d'imagination touche plus facilement le grand public, qui lui demande une récréation, que les écrits de science et d'érudition. Au surplus, il n'est nul besoin au lecteur d'être très habile pour faire, dans un livre de cette catégorie, le départ entre ce qui est de la réalité et ce qui relève de la fantaisie, puisque celle-ci s'enferme en une intrigue. L'amateur de romans, non toujours la critique, sollicite en général l'écrivain de ne pas l'ennuyer; la réserve que je fais à ce sujet tient à ce que, de notre temps, il existe en littérature certains ouvrages dont la vogue est due précisément à ce qu'ils sont très ennuyeux. En matière coloniale, que l'écrivain se garde d'endormir son lecteur, ou, s'il possède de nature ce mérite, qu'il le dissimule de son mieux. Il est un initiateur; chacun de ceux qui achètent son livre est un profane en instance d'initiation. Les épreuves qu'il lui appartient d'imposer à ce néophyte peuvent comporter de la terreur, des larmes, de la stupeur, de l'ahurissement ou même des rires, mais jamais de la lassitude.

Cela admis, avouons qu'on s'ennuie rarement en compagnie d'un romancier colonial. Nous aimons à découvrir en lui les qualités, plus ou moins développées, de tels livres dont notre enfance s'enivra : *Robinson Crusœ*, héros à nos yeux de l'énergie humaine, et aux yeux des puritains du temps jadis, beau sujet d'édification, puisque chacune de ses mésaventures conduisit le solitaire à longuement méditer sur la Bible; *Robinson suisse* où l'on parle beaucoup, certes, de la Providence, mais beaucoup aussi et dans un singulier et délicieux désordre, des animaux et de la flore des tropiques; les *Voyages extraordinaires* du génial Jules Verne à qui l'on commence à peine à rendre justice; les *œuvres* de Gustave Aymard, cacographe un peu décrié, qui imita Fenimore Cooper et réalisa le prodige de décrire, sans trop d'accrocs à la vérité, des paysages qu'il ne connaissait que par oui-dire. Ces bouquinages s'amalgament, peu ou prou, aux souvenirs de notre enfance.

Leur mémoire nous est aussi chère que celle de nos étourderies et de nos timidités. C'est sur cette réminiscence que les écrivains coloniaux modernes comptent pour rallier à leur juste cause les sympathies du lecteur lettré. La haute critique

n'a guère encore que dédain pour leurs ouvrages. La littérature coloniale n'a point obtenu à ce jour l'intronisation officielle au temple des belles-lettres françaises. En Angleterre, elle participe pour une bonne moitié à l'ensemble de la production littéraire. Pendant longtemps encore, en France, les écrivains coloniaux seront, au regard des gardiens du seuil sacré, des vagabonds, des bachi-bouzouks, des romanciers d'aventures.

Nous sommes pis. Nous sommes les trouveurs de sentiers, les ouvriers de routes. Il est très important et très pénible de frayer une voie nouvelle à l'esprit. Le novateur provoque l'hostilité des penseurs dont la gloire est assise. Et les assis sont les ennemis naturels des gens qui marchent. Nous avons contre nous une partie de l'opinion publique ; car, par paresse naïve, la foule préfère s'assembler autour du charlatan qui lui vante son orviétan plutôt que suivre le prophète au désert. Mais quiconque est de la lignée des hardis et des audacieux est de nos partisans. D'autre part, nous avons le suffrage des artistes et des écrivains de race. Que de pages ardentes célèbrent la nouvelle aurore dans les livres de ce fin et délicat humaniste qu'est Régismanset, dans ceux de MM. Marius et Ary Leblond ! Nous nous rallions aux batailles que dispose notre maître Louis Bertrand. MM. Pierre Mille, Jean Vignaud, Jean Héritier, Francis Baumat, Pierre Bonardi, Georges Hardy, Chaumel, Julien Maigret clament la vérité, *notre vérité*, au monde. Les plus respectés noms de la littérature encouragent nos efforts ; et parmi eux, en première ligne, sont le grand J.-H. Rosny, les magnifiques poètes Henri de Régnier, Jean Royère, Sébastien-Charles Leconte. Maintes fois M. Georges Lecomte, dévoué à toutes les nobles causes, a pris en main la nôtre.

Il ne faut pas que le roman colonial ne constitue un genre à succès que lorsqu'il fait scandale. Il faut qu'il se dégage de l'influence, trop souvent sensible encore, de R. L. Stevenson et de Kipling. Accor donc à celui-ci qu'il sera immortel pour avoir détourné sur des animaux, dans le *Livre de la Jungle*, la responsabilité des déraisons humaines. Je reconnais en lui un grand moraliste, et non le maître des destinées de notre littérature coloniale. Ses animaux, comme ceux du Bonhomme, ont bien de l'esprit. Nous avons vu leurs frères aux cages des ménageries. Dès notre plus tendre enfance on nous enseigna

la férocité brutale du tigre, la sagesse de l'éléphant, la versatilité et la grimace du singe, la gourmandise hérakléenne de l'ours, la ruse du renard, la méchanceté du serpent. Notre nourrice nous prépara au charme de Kipling. Nous admirons celui-ci de ne point troubler nos souvenirs. Ses contes plaisent aussi à notre malice. En la bête, toujours, nous ne voyons que l'homme. Mais, hélas ! nos contemporains connaissent mieux le caïman que l'Hindou, le tigre que l'Indochinois, l'éléphant que le Congolais, le lion que l'homme de l'Atlas, l'autruche que le nomade, le requin que le Tahitien. L'animal est de notre famille. En l'homme exotique, le Français de France considère, pour l'aimer ou le détester et outre mesure, l'étranger.

C'est pourquoi, à entretenir de nos indigènes le lecteur métropolitain, nous interrompons sa routine, nous le conduisons dans un autre monde : il ne s'y retrouve plus, tâtonne, perd la polaire, ou plutôt la croix du sud, et s'inquiète. Il a aperçu des noirs, des jaunes et des bistrés aux expositions. Il a admiré leurs villages et leurs travaux, s'est ébahi au costume des femmes et a tapoté les joues des enfants. Il eut nettement alors l'impression que ces gens lui étaient inférieurs et qu'il ne devait point le leur laisser entendre, pour ne pas les irriter. Il exige que l'on soit bon pour eux, car il l'est lui-même avec son personnel domestique, ses chiens, ses chats, ses lapins et ses poulets. Il ne les prend pas au sérieux. On lui a narré que, pendant la grande guerre, ces noirs, ces jaunes, ces tannés, ces safranés se dévouèrent par milliers à notre service. Il applaudit et s'enthousiasme ; pourtant cette exaltation est celle qui l'emporte, quand il lit dans son journal qu'un dogue a défendu son maître en danger, ou qu'il commente à ses enfants la légende du lion d'Androclos. Aussi les amours du beau spahi blanc et de la sénéarienne ne l'impressionnent-ils qu'à fleur de chair. Et l'intrigue du fonctionnaire européen avec la congolaise en Indochine relève-t-elle pour lui moins de la psychologie de l'amour que du roman-feuilleton d'aventures. L'auteur colonial est, à son estime, un épigone du romantisme ; il œuvre dans l'excessif, il narre l'exceptionnel ; il est un disciple de Jules Verne, et doit réunir les qualités qui sont le caractère de ce dernier : le bon sens tranquille dans la fantaisie, le culte de la raison, et un immense émerveillement.

C'est une erreur, je pense, d'envier un grand homme à une

nation étrangère. Le génie vient, quand nul ne pense au besoin qu'on en a : il vient à l'improviste, comme un voleur de nuit. A défaut d'écrivains coloniaux de génie, nous en avons qui sont de talent et nullement enclins à composer, pour enlever le suffrage des oisifs, des fictions d'aventures. Le roman colonial, tel que nous l'entendons, présente au profane, non des fantômes ou des personnes de théâtre, mais des êtres de chair et d'os, *nous*. Il dégage des valeurs d'humanité. Le Français de demain, qui établira ses affaires aux colonies, s'assurera, mieux que ne le fit son père, qu'il est là-bas autant de civilisations que de peuples. Il apprendra, et peut-être à ses dépens, que les lois de la psychologie ont des variantes, que la façon dont un Mossi apprécie l'amour n'a nul rapport avec celle où s'émeut un indigène du quai Malaquais. Les professeurs de philosophie, un jour, enrichiront leurs livres de notes empruntées aux récits d'explorateurs, d'ethnographes et de romanciers coloniaux. Ils connaîtront ainsi que le processus du sentiment est, dans les tribus que l'on prétend sauvages, d'une complexité difficile à démêler sans une longue étude.

Il y a même au désert infiniment plus de choses que ne le croient ceux qui n'y ont point habité, ou l'ont simplement traversé au cours d'une randonnée en automobile ou en avion. La vie réelle, quotidienne, dépasse en invraisemblance l'imagination de l'homme. Point de *Ville inconnue*, au Sahara, point d'*Atlantide*, point de *Ville de cuivre*, mais des drames poignants, des lâchetés cruelles, des vengeances héroïques, de formidables voyages de hordes, où le bandit est un homme de cœur, et le larron un apôtre. Le duel y est constant entre hommes et contre la nature. Ce combat est magnifique, et hors du *déjà lu* de la littérature. Le conter est se faire inculper de mensonge ou d'absurdité : l'art, pour demeurer véridique, doit rester en effet en deçà de la vérité.

Encore, me dira-t-on, faut-il que l'œuvre soit, sinon d'un maître, du moins d'un bon ouvrier. Eh quoi ? Des livres comme : *Poèmes barbares* de Leconte de Lisle, *Fumeurs d'opium* de Boissière, les *Immémoriaux* de Max Anély, *la Cina*, *Pépète et Balthazar* de Louis Bertrand, *A l'ombre chaude de l'Islam*, d'Isabelle Eberhardt, *le Café chantant* d'Elissa Rhais, *le Kilomètre 83* de Daguerche, *De la rizièrre à la montagne* de Marquet, *Diato* de Demaison seraient indignes de l'intel-

lectualité française ? Et *Barnavaux* de Pierre Mille, *Broumitche et le Kabyle* de Lecoq et Hagel, la *Mer rouge* de Maximilienne Heller, les *Musulmanes* de Géniaux, le *Prince Jaffer* de Duhamel, le *Visage de la brousse* de Bonardi, *Ulysse Cafre* des Leblond, la *Soudanaise et son amant* de Francis Bœuf, *Sarratille-terrible* de Jean Vignaud, les *Deux pirogues* de Pierre Rives, *l'Heure silencieuse* de Pouvoirville, *Raffin su-su* d'Ajalbert, la *Connaissance de l'est* de Claudel, *Cristobal-le-poète* de J.-A. Nau, le *Conquérant* d'Herbert Wild doivent-ils être bannis de la bibliothèque d'un homme de goût ?

POUR LES ÉCRIVAINS COLONIAUX

Mais l'écrivain colonial, qui vit le plus souvent éloigné de Paris, n'est point un familier de la tactique littéraire ; son influence d'art et son action sociale se ressentent de son exil.

Il postulera, à l'occasion, le prix que réserve, chaque année, la munificence du ministère des Colonies et des gouvernements généraux à quelque bon livre. Celui-ci aura pour objet, en conformité des souhaits légitimes et de la haute personnalité qui créa la récompense, de servir les intérêts de la nation. Il vulgarisera les efforts de nos pionniers, exposera et résoudra le problème de la colonisation, indiquera les résultats obtenus, dira le travail fait et la besogne à conduire à sa fin. De tels desseins sont légitimes. J'admets que la propagande est d'autant plus fructueuse que la forme revêtue par elle est plus artistique. Certains auteurs, affamés d'indépendance, ne consentent pas à se plier aux règles du genre. Leurs productions, n'étant pas conformes au programme, seront ainsi écartées dès le début. Cette décision est parfois injuste. Il est donc permis de solliciter la critique d'être plus accueillante au livre colonial. Elle restaura naguère les lettres de province, exalta des œuvres comme *Jacquou le Croquant* et *le Livre de raison*. Pourquoi rechigne-t-elle à des produits coloniaux qui, s'ils ne sont pas tous excellents, fleuront du moins les vieilles épices et révèlent des parfums nouveaux ?

On me répondra qu'il y a là un malentendu. Je ne le nie point. Mais voilà longtemps qu'il persiste. Et la vie est courte. Et maints parmi nous tombèrent sur la route, sans qu'on ait accordé à leur talent l'hommage dont il était digne. Certes, les

gars de la brousse acquièrent, au contact de l'homme de couleur, une vertu, la patience. Ils sont aussi des tenaces. Vouloir et savoir attendre sont les qualités de l'homme d'action, même écrivain. Au froid silence des aristarques il répondra à coups d'œuvres. Déjà l'Indochine publie d'admirables revues d'art et de littérature, dont la somptuosité est sans égale. L'Afrique du Nord, de son côté, voit florir la jeune école des *algérianistes*, qui assemble de nombreux écrivains coloniaux autour de ses périodiques et dans ses anthologies.

A cette littérature s'applique à merveille l'observation jadis formulée par M. Roland-Lebel, dans sa thèse sur l'Afrique occidentale dans notre littérature : « La littérature coloniale réside dans l'essence des idées, des sentiments, des faits exprimés, et non pas dans le lieu, dans le décor.... Le colonialisme réside dans une attitude, une qualité de l'âme, l'assimilation d'une optique nouvelle, dit Braga. L'exotisme est plus romantique que colonial. Exotisme s'oppose à colonialisme, comme romantisme s'oppose à naturisme. Nos écrivains algériens sont nés pour la plupart en Algérie; certains parmi eux sont des Arabo-berbères, qui œuvrent en français. Cette littérature produite par la colonie exprime la colonie. C'est là, en dernière analyse, le but suprême de l'effort du nouvel esprit français : créer dans nos possessions, même lointaines, des centres de rayonnement intellectuel de langue et d'âme françaises. Ceci n'est pas du séparatisme : c'est de la décentralisation. » Et le même auteur ajoute : « Le vieux fond métropolitain a créé dans ces terres neuves une force rajeunie... La littérature coloniale, jeune, entreprenante, acte de foi et de volonté, reflète le caractère du pays qu'elle exprime : *terre de la tentative audacieuse, terre d'héroïsme et de sacrifice, de dur vouloir, d'ardeur et de passion.* »

Il est difficile de mieux exprimer le caractère général d'un mouvement intellectuel d'ampleur croissante. Les pays où, pour la gloire de la plus grande France, succombèrent tant de *printemps sacrés*, renverront à la métropole, pour les payer de ses sacrifices, les effluves revivifiants d'une somptueuse Renaissance.

ROBERT RANDAU.

LES POSTES DE L'ARMÉE GOURAUD

JUILLET 1918 (1)

Au printemps mouillé de 1918 succédait un été brûlant coupé d'orages. Il faisait bon vivre sous les hautes futaies d'Argonne que nous venions de retrouver après deux ans d'aventures.

Cette année-là, notre ligne de résistance se développait sur les hautes crêtes boisées qui s'érigent au sud de la Biesme. Au nord de ce torrent nous ne gardions que quelques postes. Depuis notre arrivée, nous demeurions en soutien dans la vallée. J'habitais à flanc de coteau une cabane faite de débris empruntés aux maisons de La Harazée, et dont les parois s'ornaient de curieuses caricatures.

Tout le jour, j'errais le long de la rive, un livre à la main. Par l'intermédiaire des agents de liaison je correspondais avec les camarades des unités voisines, qui comme moi avaient échappé aux hétacombes du mont Renaud et au grand massacre de Saconin. Après ces tueries, tous se sentaient contents de villégiaturer dans ce cadre merveilleux.

Nous dormions sur des matelas sauvés des décombres. La cuisine fumait en plein vent sous les saules du rivage. Tard dans la nuit les chœurs basques et béarnais retentissaient dans la gorge sauvage. Puis nos soldats se retiraient dans leurs cavernes.

Un Américain fraîchement débarqué vint un jour en automobile pour visiter le front, qu'il ne connaissait pas. En

(1) *Souvenirs d'un poilu du 57^e R. I.*

voyant les poilus jouer dans l'herbe au pied des hautes roches brunes, laver leur linge dans le courant, il n'en croyait pas ses yeux. A quinze cents mètres pourtant, commençait la zone morte, où les veilleurs blottis dans leurs trous montaient leur garde attentive.

UN soir, je rassemblai ma section. C'étaient des jeunes gens de la classe 1918, cinq ou six ouvriers d'usine, don de Clemenceau, et deux ou trois anciens, épargnés comme moi par les balles de mars, d'avril, de mai et de juin.

Devant leurs cagnas des officiers et des soldats en bonnet de police fumaient. Quelque part, un accordéon accompagnait l'air *Sur les bords de la Tamise* chanté par de fortes voix.

Mes hommes me suivirent en colonne dans le ravin bleu, et nous commençâmes d'escalier la pente. Après quelques minutes, il fallut s'arrêter. Des chevaux de frise barraient le chemin. Une baïonnette luisait près d'eux dans la broussaille. Mon passage était annoncé. Le factionnaire se leva, se retourna, lança un bref appel. D'une construction basse, faite de troncs grossiers et que nous n'avions point vue, car de gros chênes la dissimulaient, un caporal sortit et déplaça la barricade. Je lui tendis la main.

— Le ciel se couvre, il va pleuvoir.

— Au revoir, lui dis-je.

— Bonne chance là-haut!

Maintenant que nous avions franchi cette borne, nous quittons le monde civilisé. Nous allions être, durant quelques jours, livrés à nos seules forces. Quoi qu'il arrivât, personne ne devrait ni ne pourrait nous porter secours. Là où nous allions, il faudrait rester coûte que coûte. Ce poste, comme les postes semblables échelonnés sur le plateau, devait, en cas d'attaque, tenir jusqu'au dernier homme.

La nuit tombait. Le soleil disparu laissait flotter à l'occident de lourdes flammes rouges, et d'épais nuages cuivrés se rassemblaient au ciel. La musique et le chant des invisibles camarades que nous laissions dans la vallée, après avoir cessé, nous parvint de nouveau, sans doute parce que la nuit les sons montent, ou parce qu'un écho nous les renvoyait. Mais, je ne sais par quel miracle, en s'éloignant, ces accents joyeux devenaient infiniment plaintifs. Plus ils s'affaiblissaient, et plus ils se transfor-

maient pour nous dans le sens d'un indéfinissable *lamento*.

Combien de fois m'étais-je séparé de mon bataillon par des crépuscules semblables! Pourtant, quand le bruit qui nous rattachait aux nôtres se fut éteint dans le soir, mon cœur se serra. Rien alors ne bougea sur la sombre étendue. Nous allions sans mot dire entre les genêts rigides. L'atmosphère devenait suffocante. Au bout d'un moment, la fatigue causée par cette ascension pénible fit haleter les hommes. Ils grimpaient sur mes pas, arcbutés aux cailloux glissants, tenant à deux mains les bretelles du sac et ruisselant de sueur. Mais, hors le bruit de tous ces souffles rauques et le choc des pierres qui roulaient sous les talons ferrés, on n'entendait pas un murmure.

Nous nous enfoncions dans un effrayant silence. J'avais un guide. Cependant, comme l'ombre s'épaississait, je redoutais de me perdre dans ces lieux inconnus où tous les layons se ressemblent, où les vestiges des boyaux anciens s'enchevêtrent et forment avec les nouvelles tranchées un impénétrable labyrinthe. Rien de plus épouvantable que d'errer jusqu'à l'aube dans un désert coupé de réseaux rouillés, creusé d'abris effondrés que la végétation recouvre et où peuvent s'aventurer les reconnaissances allemandes. Quand on est le chef, le sentiment de la responsabilité vous donne une angoisse que ne peut comprendre le soldat.

Bientôt le paysage devint lugubre. Une terre pelée par les obus, que jonchaient comme des cadavres les troncs ébranchés, s'ouvrait sous nos pas, crevée de trous énormes. On ne distinguait plus les objets au delà de vingt mètres. Mais il restait dans l'air un peu de jour, et dans cet espace livide, rangés comme des squelettes, les arbres saccagés du bois de la Grurie, témoins des combats de 1915, dressaient leurs silhouettes massacrées. Les poilus commençaient à jurer, car ils s'empêtraient dans des fils téléphoniques ou dans des barbelés tendus au ras du sol, débris des organisations de 1916.

Nous entrâmes dans un boyau dont les bernes éboulées révélaient le vieil abandon. L'herbe l'envahissait. Nous heurtions des boîtes de conserves vides, des grenades, des armes brisées, des équipements déchiquetés, laissés là par les anciens occupants dont les os pourrissaient sur la lande à côté de nous, ou qui continuaient de souffrir ailleurs.

Très loin, sur notre gauche, au delà peut-être de la Main-de-Massiges, les points laiteux des fusées étoilaient l'horizon.

Par crainte d'une embuscade, je montai sur le talus et je partis en avant avec le guide. Parfois, celui-ci hésitait. Il s'arrêtait pour chercher un point de repère, pour déchiffrer à la lueur de ma lampe électrique des mots presque effacés par deux ou trois saisons sur une planche fongueuse. Ces pancartes qui indiquent, aux carrefours des lignes, les noms des tranchées et des boyaux, fichées dans les parapets en ruines, m'évoquaient la vie d'autrefois, l'époque où ce front grouillait de troupes, où cette solitude était abondamment peuplée. Alors, on ne pouvait faire cent pas sans trouver un homme, ou un abri garni de soldats. On était là plein de sécurité, se sentant les uns près des autres. On voyait filtrer la clarté des bougies au travers de la toile de tente qui fermait l'entrée des sapes. Cette lumière amie réconfortait le passant. Quelquefois des chants sortaient du sol, et ces voix accompagnaient le voyageur nocturne. Une sentinelle accoudée au créneau vous arrêtait, et, pour rompre le morne ennui de sa veille, causait avec vous un moment. A présent, c'était un ossuaire habité par des fantômes.

A de certains endroits, le boyau se perdait dans les excavations. Il nous fallait chercher, à droite, à gauche, la direction, pendant que les hommes essoufflés se tassaient sur le sol. Puis, nous reprenions notre route dans le vaste cimetière.

Tout d'un coup le guide s'arrêta.

Il avait dit à plusieurs reprises : « Nous approchons. »

— Voyez! me dit-il.

Il s'était mis à genoux. Il me montrait, à dix pas, un obstacle. C'était une barricade barbelée.

— Le boyau est fermé? demandai-je. Les hommes passeront dessus.

— Voyez la porte annamite. J'avais oublié de vous prévenir. Nous occupons certains postes. D'autres restent inhabités. Comme il y a souvent sept ou huit cents mètres entre deux postes, on peut passer entre eux. Alors il arrive que les Boches viennent s'installer chez nous, comme nous allons chez eux. La semaine dernière, le lieutenant Aimery du 1^{er} bataillon est resté vingt-quatre heures dans un poste boche.

Les poilus, immobiles, attendaient.

— Le jour, dit le soldat, je suis passé sans me méfier. La nuit, on ne sait jamais...

La porte annamite se compose d'un cadre rectangulaire sur lequel s'entrecroisent des fils barbelés. On l'accroche à un portique. Elle s'ouvre de bas en haut. Le jour, un piquet la maintient horizontale au-dessus du passage qu'on obstrue la nuit en la laissant retomber.

Le terre-plein, je le vis tout de suite, s'embroussillait de pointes acérées. On n'avait pas ménagé les défenses accessoires. Nous écoutâmes. Pas le moindre murmure. Mais celui qui guette, immobile, sait retenir sa respiration aussi bien que celui qui rampe vers un redoutable inconnu.

Je me laissai glisser dans le boyau. Sur les genoux, le revolver armé dans la main droite, je me coulai jusqu'à l'obstacle. J'attendis un moment...

Mes soldats, de leur propre initiative, m'avaient rejoint. Nous soulevâmes lentement la porte et j'entrai dans la place. Nous en fîmes le tour avec précaution. Ça et là, dans des alvéoles, un lit de paille moisie, une couverture sur une banquette; à côté d'elle des chargeurs français. Ces traces d'un récent passage de l'homme rendaient plus pénibles le silence et la solitude.

Un solide réseau condamnait l'entrée d'un abri. J'en fis la remarque au guide. Il me dit :

— C'est partout comme cela. Tous les abris sont bouchés.

— Et s'il pleut ?

— On a la toile de tente. Et puis, on creuse de petites guittoues individuelles dans la paroi de la tranchée.

Je compris la précaution du commandement. Les défenseurs devant tenir jusqu'à l'épuisement, on les sauvait de la tentation trop facile de chercher un refuge dans les souterrains. Quand l'ennemi tombe sur vous, que la mort se dresse à dix pas, que vous restez cinq ou six survivants contre une compagnie, il vous faut un cœur solide pour tirer à bout portant sur le *feldgrau* dont les survivants vous feront payer cher cette audace. Alors vous vous engouffrez dans l'abri qui s'ouvre là comme le salut, et qui devient le terrier où l'on vous prend, la trappe où l'on vous égorge. Mais si, barricadé dans votre tranchée, vous ne gardez aucun espoir, vous vous battez jusqu'à la mort. C'est ce que devaient faire par centaines, le 15 juillet,

les héros de l'armée Gouraud. Les postes, dans leur redoutable agonie, devaient briser la première vague allemande.

Je fis mettre baïonnette au canon. Je vérifiai quelques fusils. La section nous suivit comme une procession d'ombres dans l'extravagant labyrinthe où le guide avançait prudemment.

A chaque moment on devait déplacer un cheval de frise, enjamber un paquet de branches rompues, escalader un éboulis. Nous allions pas à pas, à tâtons. Je recommandai aux fantasmes de se tenir par le pan de la capote. Le dédale devenait de plus en plus fou. Malgré le danger, j'allumai plusieurs fois la lampe électrique. Impossible dans ces ténèbres de se reconnaître aux carrefours. J'admirais l'habileté du guide à s'y retrouver. A un endroit, des pieux de fer auxquels s'entortillaient des fils garnissaient le boyau. Il fallait remonter sur la berme. Deux ou trois fois, nous nous perdîmes. Revenir sur ses pas, calmer les soldats irrités, chercher dans la nuit, parmi tous ces fossés semblables, le bon passage, s'arrêter pour écouter le bruit révélateur d'une embuscade possible, s'assurer que nul n'est perdu, que tous les poilus suivent, quels efforts ! Et pendant ce temps-là, des gens jouent au bridge, regardent l'heure aux horloges, foulent le pavé des villes. D'autres aussi prient pour nous. La pensée de ces âmes ferventes m'arrivait à travers des lieues d'ombre et m'encourageait.

— Doucement ! disait le guide, attention au caillebotis.

Et tout d'un coup, une présence humaine, là, devant moi.

— C'est la relève ?

Je reconnais cette voix. C'est le sous-lieutenant Fischer, le commandant du poste, qui est venu au-devant de nous.

Le poste ? Il est là, à vingt mètres. Voici l'éclair d'une baïonnette. La porte annamite est levée. J'entre avec mon prédécesseur dans mon nouveau domaine. Nous heurtons des hommes casqués qui parlent à voix basse, ou qui mangent, assis sur leur sac, les musettes au flanc. Je fais briller la flamme de ma lampe.

— Ah ! non, par exemple ! dit Fischer, pas de ça ici ! On m'a signalé des ennemis à soixante ou quatre-vingts mètres, dans le boyau nord.

— Ça m'étonnerait, grommelle une voix.

Je me retourne.

— Taisez-vous, Larrieu !

— Ici, poursuit Fischer, sans paraître entendre, la consigne est de disparaître, de s'enfourir. Vous comprenez? On ne doit pas, dit-il en scandant les mots, savoir que nous sommes là. La nuit, silence! Le jour, silence! Que personne ne se montre jamais! Pas de cigarettes! Pas de cris! On vous porte le café le matin, et, le soir, la soupe pour vingt-quatre heures. Vous avez le mot. Vous reconnaissez la corvée, toujours accompagnée d'un caporal. Vous seul, chef de poste, avez le droit d'ouvrir la porte. Dès la fin du jour, vous la ligaturez solidement aux montants du portique. Il n'y a qu'une porte, celle-ci, au sud. Des chevalets, des boudins Ribard barricadent les autres boyaux d'accès. Mon sergent va placer vos sentinelles. Où sont-elles? Qu'elles avancent sans bruit. Sergent, guidez-les par le ceinturon.

Puis il m'explique l'organisation des feux; il indique les flanquements fournis par les postes voisins. Il y a des grenades et des caisses de cartouches. En cas d'attaque, on se fait tuer. Du reste, à l'aube, je lirai les ordres affichés au-dessus de ma cagna. Ma cagna, c'est un terrier de lapin, un trou de la largeur d'un homme au ras du sol. On s'y glisse sur le ventre, les pieds les premiers. On s'y loge comme dans un cercueil. Il me conduit à ce logis primitif, en me tirant par le bras. La nuit est si noire que je distingue seulement, au-dessous du dessin de son casque, ses yeux brillants.

— Vous savez, ajoute-t-il, c'est le filon, après tout. Pas un obus! Et puis, on n'est pas embêté. Des rondes viennent une ou deux fois par jour. La nuit, des patrouilles circulent dans le réseau des postes. Mais quand il y a patrouille, un coureur vient vous avertir et vous indiquer les signes de reconnaissance. Sans cet avertissement, soyez sûr que tout ce qui se présente est allemand.

Sa troupe se rassemble. Depuis qu'il parle, des lueurs violettes tremblent au ciel ténébreux. Pas un bruit. Seraient-ce des canons lointains?

— Il va faire orage, grommelle le sous-lieutenant Fischer. Sacré tonnerre de tonnerre! Fichons le camp! Vous n'avez rien à me demander? Au revoir, mon cher... Allez, vous autres, commande-t-il à voix basse. Debout! en avant...

Ils s'en vont ployés sous le sac. J'écoute s'éloigner leurs pas prudents. Plus rien.

L'un après l'autre, mes poils pénètrent dans le poste. Nous rabattons la porte et nous l'attachons solidement aux montants du portique, avec des fils de fer.

A présent, nous voilà seuls dans la cage où nous nous enfermons nous-mêmes. Si tentant que soit le désir de briser ces ligatures, nulle main ne doit les toucher. Qu'un homme affolé, dans un danger pressant, veuille forcer l'issue, et je l'abattraï comme un chien. Voilà mon terrible devoir. Mais les braves gens s'installent sans mot dire et se préparent à reposer sur le sol, roulés dans leur couverture. Je devine leurs formes accroupies. Je les enjambe en passant pour faire le tour du réduit circulaire.

- Alors? disent-ils, il y a des copains, là tout près?
- Oui! Le poste cinq, à gauche, le poste sept, à droite.
- Et les Boches où sont-ils?
- Peut-être très loin, peut-être tout près. Mais dormez.

Les sentinelles veillent...

Comme on se sent perdu dans cette masse de nuit où la mort se promène! Au temps du front continu, on entendait danser, sur son caillebotis, le factionnaire allemand pris de froid. Par les nuits chaudes comme celle-ci, on s'injuriait violemment. Au bois du Tordois, dans l'Aisne, les invectives les plus brutales ne cessaient de se répondre du crépuscule à l'aube. Des guetteurs fusillaient le parapet voisin. Ces cris, ces coups de feu animaient le sépulcre.

Rien d'affreux comme ce silence imposé. Ne point parler haut, marcher sur la pointe des pieds, éviter le choc des baionnettes, rester dans ce trou, faire le mort avant d'être tué, ne pas brûler une cartouche, ne pas chanter dans les ténèbres, attendre un danger qui peut-être ne viendra pas! Encore, si le soleil se hâtait de briller. Mais il n'est pas plus de minuit. Pas même un oiseau! Le hibou est sinistre. Quand je l'entendais dans la forêt d'Alsace, il m'exaspérait. Je le bénirais s'il voulait bien ululer maintenant. Mais les hiboux eux-mêmes ont fui ces lieux décharnés. Pas une bête dans les broussailles. Pas une aile sur les arbres martyrisés. Dans les souterrains creusés sous nos villes, on perçoit souvent un roulement sombre. Ce sont des voitures, là-haut. Cela vous rattache au monde. Ici, pas même une canonnade lointaine. On se croirait

transporté dans quelque ruine millénaire, au sein d'un désert fabuleux.

Cependant le ciel s'anime. Des éclairs fendent ce plafond noir. On respire avec peine, tout en sueur dans l'étroite et profonde tranchée, comme dans une étuve. Ce n'est pas l'artillerie, ce grondement sourd qui monte et qui pourtant lui ressemble. Et brusquement l'espace se déchire. Un coup de foudre l'incendie. L'averse s'abat sur nous torrentielle. On se bouscule.

— Vite, ma toile de tente.

Déjà, la pluie ruisselle dans la tranchée, s'y amasse, envahit l'abri minuscule, mouille en quelques secondes la paille qui gardait la chaleur du corps. Il faut rester debout sous le déluge, attendre, adossé au parapet, sous la médiocre toile vite traversée par l'eau, demeurer là, tout de suite trempé jusqu'aux os, tandis que les coups de tonnerre éclatent comme des coups de canon.

Dans cette clairière, au milieu de la forêt bouleversée, ce fut d'une grandeur sauvage. L'Argonne est coupée de profonds ravins parallèles. En peu de temps les lits à sec des ruisseaux charrièrent des torrents qui se ruaient en mugissant vers les bas-fonds. La foudre s'éteignit, mais la trombe, avec un bruit retentissant, battait la colline, crépitait sur nos casques. Nous eûmes bientôt de l'eau jusqu'aux chevilles. Quelle inquiétude ! A la faveur de ce tumulte, des agresseurs pouvaient approcher sans être entendus, cisailler le réseau, sauter parmi nous l'arme au poing.

— Veillez bien, disais-je aux sentinelles, en parcourant le réduit, en pataugeant dans la flaque grossissante.

J'allai, m'appuyant à la paroi pour me guider, jusqu'à la barricade qui fermait à l'est la tranchée. Je me plaçai près du guetteur. Je me souciais peu de la pluie qui coulait dans mon échine ! Ah ! pouvoir fouiller ces ténèbres mouillées avec un projecteur !

Quand l'averse cessa, la nuit resta noire. Elle s'emplissait maintenant de musiques ; le clapotis des rigoles, le murmure des gouttelettes formaient mille petits bruits doux. L'air était devenu subitement frais.

Le soldat, au bout d'un moment, me prit le bras et me regarda dans les yeux. Cela signifiait :

— J'entends quelque chose.

Sa main gauche s'appuyait au canon du lebel. Il posa le fusil contre le parapet, prit une grenade dans une caisse à ses pieds, et demeura immobile. Depuis juin 1916, j'ai l'oreille assez dure. Mais après quelques instants, je perçus des frôlements légers.

— Il y a des rats ! dis-je au factionnaire.

Il fit un signe de tête négatif. Puis il se pencha vers mon visage.

— On marche ! souffla-t-il.

Il tendit le doigt dans la direction suspecte. A ce moment, il y eut un bruit lourd, comme celui d'une chute. Puis le silence. Ensuite un crissement bien connu, celui que font des fils de fer qu'un homme essaie de franchir.

Sans mot dire, je me penchai pour m'armer d'une grenade que je débouchai lentement. Nous étions, la sentinelle et moi, joue contre joue.

— Ils traversent le réseau !

Devant nous, à quelques mètres, quelqu'un sauta dans la tranchée. L'eau jaillit et retomba. Nous perçûmes un juron vite étouffé. Le poilu leva le poing pour percuter sa grenade. Je lui pris vivement l'avant-bras. Il me regarda.

— Attendez ! murmurai-je.

Des pas feutrés, mais très distincts se succédaient. Ce qui impressionnait le plus, c'était d'entendre ces Boches sans les voir.

Une deuxième fois, la flaque gicla sous le pas d'un sauteur. Celui-ci ne jura pas. Mais nous entendîmes un bourdonnement de paroles étouffées. Puis les pas s'éloignèrent.

— Ils sont au moins trente ! dit le soldat.

Comme il était venu, ce bruit s'enfonça dans l'obscurité. Il n'y eut plus que les soupirs de la pluie qui s'égouttait dans les ruisseaux. Le ciel commençait à pâlir.

Avais-je eu raison de ne pas tirer sur ces rôdeurs ! Sans doute ils ne soupçonnaient pas notre présence si proche et si menaçante. Ils avaient frôlé le volcan sans le deviner. Notre mission n'était pas d'attaquer, mais de rester silencieux jusqu'à la grande offensive. Nos grenades, qui peut-être n'auraient tué

personne, auraient permis à ces fureteurs de situer notre emplacement.

La nuit s'acheva dans un calme auguste. Les poilus affalés dans la fange dormaient. Seuls, les factionnaires et moi restions éveillés. La chemise spongieuse collait à la peau. Je tremblais de froid. Mes dents par moments claquaient. Alors je buvais un peu de l'alcool de ma gourde.

J'ai vu bien des fois paraître le jour. Je ne saurais pourtant le décrire ce phénomène. Il y a dans l'aube une trahison. Elle se glisse dans l'ombre et peu à peu la détruit. On est introduit insensiblement de l'ignorance dans la clarté.

Depuis un moment, les bornes de notre prison reculaient ou plutôt semblaient se fondre. L'espace autour de nous s'élargissait. Devant nos yeux se haussait une muraille compacte de pièces de fer et de bois, où s'enroulaient des fils aux dents aiguës. A nos pieds, la tranchée se creusait, profonde, dans son lit de boue, entre ses parois gluantes. Des arbres se dessinaient dans une lueur blafarde, fendus, déchiquetés, sans feuilles, sans branches, immobiles comme des morts, dressés comme des martyrs vers le ciel qui dépouillait ses voiles et gardait ses secrets. La nuit, pleine d'événements, de furtives promenades, s'en allait avec ses menaces, sans nous laisser aucune preuve des forfaits devinés. Elle emportait même nos craintes.

Au delà de la barricade, le boyau liquide s'enfonçait dans la floraison touffue des genêts et des fougères.

Des soldats commençaient à se remuer, à s'arracher à leur couche molle, — avant-goût du cimetière, — et luttaienent contre les rêves lourds qui les terrassaient encore. Deux ou trois d'entre eux se levèrent et s'approchèrent à pas pesants en bâillant et montrant des figures non moins fripées que leurs capotes sous le bonnet bleu chiffonné. Leur peau maculée de terre se ridait précocement et signalait la fatigue, comme leur attitude courbée d'êtres qui sortent d'un terrier les rapprochait des bêtes. Ils avaient froid. Ils avaient faim. Ils se plaignirent.

Le soleil éclata, brilla sur les brumes comme une roue de feu. Je pris un mousqueton, deux chargeurs et je m'approchai de la porte du nord.

Le sous-lieutenant Fischer, la veille, avait dit que de ce

côté-là des ennemis s'étaient montrés. L'ennui m'accablait. La curiosité me tentait. Je voulais secouer le fardeau de la solitude.

Je restai longtemps sans bouger derrière la barricade, réfléchissant. J'entendais mes hommes s'éveiller, parler, déboucher leurs bidons. J'appelai le factionnaire.

— Je vais faire un tour par là. Prévenez les camarades. Je reviendrai bientôt. Ouvrez-moi un passage.

Il écarta les rosaces, déplaça deux chevaux. Je m'en allai dans le boyau.

ON ne marche pas sur ces chemins inconnus, semés de pièges, comme sur un boulevard. J'allais avec précaution l'arme à la main, surveillant mes pas, retenant mon souffle. Les flaques ne clapotent pas, les branches ne craquent pas sous les souliers d'un vrai patrouilleur. A chaque tournant, je m'arrêtais.

Et c'était toujours la même chose. Deux murs de sacs à terre fuyant, parallèles, vers le nord. Ça et là quelques débris, une torpille abandonnée, surgissant à demi de la glaise avec ses hélices rouillées, une baïonnette oubliée que l'humidité détruisait, car l'acier lui-même périt, ou simplement au ras du sol, une niche affaissée, à peine à la taille d'un chien, et qui certifiait qu'un homme avait dormi là. On n'imagine pas l'exaltation qui peut s'emparer d'un combattant dans cette zone désertée, seul dans les lieux où s'affrontèrent les formidables fantassins de 1915.

Je m'aperçus bientôt qu'autour de moi, sur ce terre-plein rasé et troué, pas une touffe d'herbe, pas une fleur ne poussait. De longs piquets qui avaient pu être des chênes, dépouillés de toute frondaison, survivant à leurs branches sciées par les lames de fer, plantés comme des monuments funéraires, gardaient les vieux souvenirs. A la cime de l'un d'entre eux s'accrochait, comme un trophée, un chevalier gigantesque, lancé là-haut, à vingt pieds, par le souffle effrayant d'un obus.

J'avais toujours, avec la même prudence, le doigt sur la gâchette de mon lebel armé. Je me trouvais déjà loin. Aux carrefours je m'arrêtais pour prendre des points de repère, et je pensais : « Si l'on racontait à l'arrière qu'il est possible de circuler entre les deux fronts sans plus de dommage, personne ne nous croirait. »

Plus loin, je trouvai mon passage bouché par une porte annamite que je considérai longtemps, avec l'angoisse de trouver quelqu'un derrière, et le désir d'y aller voir.

Je mis cinq minutes à l'aborder, à la soulever, à la franchir, sur les genoux, le cœur tremblant, mais l'âme en fête. C'était un poste inoccupé. Quels Français? Quels Allemands avaient vécu là deux mois ou deux jours plus tôt?

Ensuite, le boyau circulait entre deux bermes faites de sacs à terre pourris. Le jour maintenant triomphait : sous la chaleur croissante, mes vêtements fumaient.

Je me reposai un peu. Un petit oiseau surgit et se posa sur le parapet. Je le considérai, amusé, surpris. Et je ne sais quel mouvement irrésolû, stupide, me fit épauler mon arme. J'hésitai, puis je tirai. L'oiseau, heureusement, s'envola. Les échos répercutèrent le coup de mousqueton. Je repris ma route, entraîné par l'attrait de l'étonnant voyage. Pour comprendre ma folie, il faut avoir étouffé dans les réduits barricadés, d'où l'on regarde perpétuellement devant soi un glacis monotone. Mais, tout d'un coup, l'inquiétude s'empara de moi. Le silence un instant rompu par la détonation retombait plus étrange. Je me hissai hors du boyau. Rien qu'une étendue morne. À l'ouest, à l'est, partout la même désolation. Partout à l'entour, des crevasses et des tumulus dont on ne pouvait dire si c'étaient des abris ou des tombes, semés de gerbes de ferraille. Je fis quelques pas encore. Le couloir s'effondrait, s'abaissait, et des alvéoles envahies par la pluie se creusaient de part et d'autre dans la terre. Des lambeaux d'étoffe traînaient dans la boue. Ces chiffons n'avaient plus de couleur. On ne pouvait connaître leur patrie. Le terrain s'inclinait. Une pente s'indiquait sous mes pieds. Le sol se penchait vers une excavation sombre. Le passage s'engouffrait entre deux robustes claies coiffées d'un gros pare-éclats formé de poutres et de sacs. Je levai les yeux. À ma droite, sur une pancarte fichée dans la berme, je lus une indication en langue allemande que j'ai oubliée.

Il me sembla que quelqu'un allait sortir du trou, en bas, monter de ce piège creux, ou que, si je m'y aventurais, j'y périrais. Cependant j'eus peur d'avoir peur. Je posai mon fusil. J'allumai une cigarette. Ensuite je fis demi-tour. Je me hâtai alors, pressé de regagner le gîte...

QUAND j'arrivai, je découvris à l'entrée du poste un groupe de mes soldats qui entourait des visiteurs. En m'approchant, je reconnus mon commandant de compagnie, le lieutenant Michou, et près de lui le lieutenant Drouault, les sergents Havard et Richard.

— Eh bien ? cria Michou, d'où venez-vous ?

Je montrai la direction d'un geste.

— Qu'avez-vous vu ? me demanda Drouault joyeux, en me tendant la main.

— Vous êtes donc revenu de Bordeaux ? Je n'ai rien vu ! Il n'y a rien !

— Mais, remarqua le lieutenant Michou, vous êtes ici chef de poste. On ne doit pas quitter son poste !

— Jamais pour aller vers l'arrière ! répliqua Drouault, mais vers l'avant c'est permis !

Les autres me disaient bonjour, et tous me questionnaient.

— Nous avons entendu un coup de feu. C'est sur vous qu'ils ont tiré ?

— C'est moi ! Sur un oiseau.

Et tous de rire.

Drouault portait une tenue d'un bleu très clair. Sa jambe était guérie. Comme d'habitude, il était nu-tête, laissant pendre son casque au crochet du ceinturon.

— On va rire, me dit-il, c'est épatant ce pays pour les patrouilles.

Il revenait de permission, et ses vingt ans resplendissaient dans la claire matinée. Il était grand, souple, avec de beaux yeux, un visage ovale aux traits réguliers, un air de franchise et de modestie, de bravoure et de gaieté, une belle chevelure blonde rejetée en arrière et qui se gonflait sur son front. Je le revois toujours comme il était ce matin-là, le poing droit posé sur la hanche, sa petite canne dans l'autre main. Pauvre Drouault, couvert de gloire, aimé de tous, et qui n'avait plus que quelques semaines à vivre !

La journée fut accablante. Un soleil dur sécha notre tranchee et nous terrassa. Dans l'air pesant de midi nous somnolâmes accablés dans l'étroit espace, sans abri contre les rayons aveuglants. Le ciel flambait, impitoyable, sur le pays de la mort. La sueur coulait sous nos casques et couvrait les joues.

Le silence demeurait non moins troublant, non moins extraordinaire que durant la nuit. Dans la lumière intense l'absence des tumultes humains nous rendait cette lande plus hostile que si des ennemis s'y fussent montrés. On raconte que des bergers vivent durant des mois, seuls à de hautes altitudes. Ils parlent haut et leur voix les étonne. Ils vont et viennent et, ne pouvant chasser leur ombre qui les poursuit, deviennent fous.

La musique et le chant sont des inventions divines. J'aurais aimé que quelqu'un jouât ou chantât. Mais l'interdiction était formelle. Rêver, manger, boire et fumer étaient les seules distractions permises. L'après-midi fut éternel. Le temps semblait s'être arrêté. Le soleil paraissait fixé à la même place. La terre ne tournait peut-être plus. Les vestiges des arbres pareils à des pieux figuraient les barreaux inamovibles de notre prison.

Pour la centième fois, je relus notre arrêt de mort, la brève consigne affichée dans le poste, et qui recommandait de tirer en cas d'attaque des fusées rouges, puis de se défendre jusqu'au dernier. Cent fois je vérifiai les fusées disposées dans leur niche. Pourtant je ne pouvais croire à la possibilité d'une attaque. Une chose s'avérait certaine, c'est que le quatrième jour nous serions relevés. Il faudrait pour arriver à ce terme grignoter de longues heures, égrener d'incalculables minutes.

Parfois j'essayais de lire et je m'endormais. Je n'étais du reste jamais ni tout à fait éveillé, ni tout à fait endormi. Mais dans ma fatigue, constamment en état de songe, mon esprit ne cessait de voyager dans les lieux les plus divers et de s'entretenir avec les plus irréels personnages...

QUAND ON me secoua rudement par le bras, je vis une lune mystérieuse dans l'éther blême. Une brume épaisse nous enveloppait, perçait mes os. Mes dents claquèrent. Des marmites fumaient dans le boyau. Des cuillers sonnaient contre les gamelles.

— Un ordre pour vous !

Un caporal me tendait un billet chiffonné.

— Attendez ! je vous éclaire avec mon briquet.

La flamme jaillit. Je lus quelques lignes signées Michou. Elles m'avertissaient d'avoir à me tenir sur mes gardes. Des mouvements suspects sur les arrières de l'ennemi avaient

frappé nos aviateurs. Une deuxième note réclamait d'urgence un état détaillé des vêtements et des chaussures. Ce n'était guère le moment de passer ma section en revue. J'inscrivis au hasard quelques chiffres sur le papier. On me servit un repas que j'absorbai paisiblement pendant que la corvée satisfaite se retirait.

Les étoiles fleurissaient par milliers. Il faisait de plus en plus froid. L'Argonne a un climat capricieux. L'orage de la veille avait détraqué l'atmosphère et jeté au flanc des collines des écharpes de brouillard.

Vers minuit, tout d'un coup, le ciel s'emplit de plaintes lamentables. Ce fut si subit et si triste que notre cœur en fut troublé. On eût cru entendre ces troupes d'oiseaux nocturnes qui quelquefois effraient les paysans, que l'on juge maléficiques, et que les légendes donnent pour des bandes errantes de trépassés. Les soldats étaient tous debout. Je fis le tour du poste en disant :

— Avez-vous vos masques ?

— Des obus à gaz ?

— Oui ! ce sont les nôtres qui tirent. Mais les autres répondront sans doute.

— On n'entend pas d'éclatements ?

— Ils se débouchent là-bas, sur les routes autour de Varennes.

Rien de plus lugubre que le son de ces obus qui filaient par milliers, leurs trémolos aigus soutenus par le roulement des canons. Ils accouraient d'assez loin. La tête dans les mains, accoudé sur le parapet, je les écoutai jusqu'à l'aube.

Dès l'aurore, je quittai le poste et je partis, cette fois dans la brousse comme un chasseur. Je revins assez tard sans encombre, rompu, plein de gaieté. Je dormis bien jusqu'au soir.

— Écoutez, me dit dans la veille suivante un soldat, on dirait le train !

Le conscrit n'avait jamais entendu rouler les Decauville. J'expliquai :

— Ils ravitaillent leur première ligne.

— Mais on croirait que cela passe tout près de nous ?

— En effet, la nuit, on se trompe aisément. Leur ligne de résistance est à 4 ou 5 kilomètres.

Nous ne l'avions pas entendu la nuit précédente. Il y avait

de longs silences. Puis tout d'un coup, le fracas sourd du convoi éclatait, allant de l'ouest à l'est.

Et brusquement la nuit s'emplit de terribles lumières. A notre droite, à 7 ou 800 mètres, des gerbes de flammes volèrent, battant la terre et le ciel de coups retentissants. Un bouquet de fusées jaillit, s'épanouit comme un essaim d'étoiles.

— Aux armes! criai-je, tous à vos postes!

— Aux armes! debout! répétèrent des voix nombreuses.

— Ne tirez pas, tonnerre! Attendez mes ordres pour tirer!

L'artillerie se tut soudain, et la fusillade se mit à craquer chez nos voisins. Les fusils-mitrailleurs et les lebel se déchaînaient comme l'orage. Les fusées bondissaient de minute en minute, rouges, blanches.

— Ils attaquent un de nos postes?

— Oui! Le poste 7 sans doute!

Et l'air devint furieux, le sol mugit battu par des marteaux rapides. Deux ou trois batteries de 75 venaient de s'éveiller spontanées et rageuses.

Les bleus ouvraient des yeux émerveillés.

— Eh bien? disais-je tout joyeux, en allant de l'un à l'autre, vous voyez maintenant ce que c'est que la guerre. C'est ça, la guerre. Mais vous verrez bien mieux encore!

Toute la journée du lendemain un grand vent siffla dans la forêt mutilée qui ne cessa de gémir.

Ainsi s'écoulait notre étrange vie dans ce poste avancé.

GEORGES GAUDY.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

THÉRÈSE OU LES AMOURS VIENNOISES ⁽¹⁾

Il y a une trentaine d'années, M. Arthur Schnitzler était le grand amuseur de Berlin. « Vous n'avez pas lu *Anatole* ? » se disait-on sous les Tilleuls. C'était, cet Anatole, une espèce de doux bohème, un fou plein de sagesse bouffonne et de fantaisie. Toujours des embarras de cœur et des tas de femmes sur les bras, mais tant de bonne humeur et une profusion de mots drôles. « Parlons-en, des joies de l'adultère ! Imagines-tu une situation aussi terrible que la nôtre ? — Mon Dieu, oui. Celle de ton mari. » Ou encore dans *Reigen* : « Enfin ! Me voici donc l'amant d'une honnête femme. » C'était un peu le genre *Chat noir* ou *Vie parisienne*, le genre « fin de siècle ». M. Arthur Schnitzler cultivait avec beaucoup de bonheur cette ironie particulière. Avec le poète Hofmannsthal et le romancier Hermann Bahr, il formait le trio viennois qui représentait en Allemagne l'école décadente.

J'étais resté plus de vingt ans sans lire un mot de lui, et il me sembla d'abord, quand j'ouvris son nouveau roman, que je rouvrais un ancien livre, ou plutôt que j'avais affaire à un

(1) Arthur Schnitzler, *Therese, Chronik eines Frauenlebens*, 4 vol. S. Fisher Verlag, Berlin, 1928. *Der Weg in's Freie*, 1908 ; *Traumnovelle*, 1926, etc. *Œuvres complètes*, 9 vol. Cf. Richard Specht, *Arthur Schnitzler*, Berlin, 1923.

vieux manuscrit que l'auteur aurait retrouvé naguère dans ses tiroirs. Cette *Thérèse*, en effet, sans être le moins du monde un roman historique, nous transporte en arrière assez loin du présent, dans un monde d'hier qui déjà commence à nous apparaître dans une perspective poétique. C'est une histoire d'un passé tout proche et pourtant aboli, une histoire de la jolie Vienne d'autrefois, la Vienne d'avant les malheurs, la Vienne de ce temps dont on dit « C'était le bon temps » : les fiacres goguenards et philosophiques dans les rues, les équipages sur le Ring, les courses de la Freudenau, les canotages sur les petits bras du Danube.

En général, soit paresse, soit goût, l'auteur répugne aux grands efforts et aux ouvrages de longue haleine. Le roman effraie sa nonchalance. Il n'avait fait encore en ce genre qu'un seul livre, d'ailleurs magnifique, une sorte d'*Éducation sentimentale*, l'amour libre et la question juive (on sait que M. Schnitzler est d'origine israélite), un de ces livres où un homme verse toute son expérience. L'auteur y abordait ce point central de son œuvre, le problème du rapport des sexes et de la destinée de la femme. On peut croire que l'idée de son nouveau roman est contemporaine du premier. La triste aventure de Thérèse Fabiani complète la mélancolique histoire d'Anne Rosner. On s'explique que l'héroïne ait conservé l'atmosphère du temps où elle a vécu : c'est une ancienne compagne de la jeunesse de l'auteur. Sans la décrire, rien que par sa date, nous savons la femme qu'elle était : jupes longues, cheveux longs, la taille pincée par le corset, de la pointe de ses bottines jusqu'à la forme du chapeau, depuis les froncés de la robe et de l'ombrelle jusqu'à son linge et à ses dessous, sa silhouette nous est familière comme celle d'une figure de Maupassant ou de Bourget ; d'avance nous connaissons ses gestes, sa démarche, la qualité de créature, l'ensemble de sentiments féminins qu'elle représente.

Sans qu'il y paraisse, M. Schnitzler, cet ancien humoriste ou cet « auteur gai », comme nous dirions, est peut-être aujourd'hui ce qu'il y a de plus classique en Allemagne, j'entends classique à l'allemande, qui n'est pas tout à fait la manière française : c'est une façon de conter, un art de conduire le récit d'une manière paisible dans un long déroulement de temps (qui embrasse, dans *Thérèse*, une durée d'une

vingtaine d'années) et qui rappelle beaucoup plus *Gil Blas* ou *Moll Flanders* que le roman machiné, le roman-crise ou roman-drame de Balzac ou de Dostoïevsky. Le vrai roman à l'allemande (je ne dis pas la nouvelle du genre de *Werther*) a toujours conservé son allure de chronique; chronique est le nom même que M. Schnitzler donne à son livre. Il a eu soin d'en observer la diction tranquille et transparente. Je songeais en le lisant au mot de son cher Casanova : « *La Julie* de Rousseau, le plus mauvais des romans, parce qu'il en est le plus éloquent. » Appelons éloquence non seulement la rhétorique, mais toute affectation, tout ce qui s'écarte du naturel, l'écriture artiste, le style figuré et truqué, vous aurez le contrepied de ce qui fait le charme de M. Arthur Schnitzler : le ton uni, l'aisance, la justesse simple où rien ne brille, où rien ne se fait remarquer, l'absence de prétention, la grâce d'une prose sans embarras, un art dont le dernier mot est de se faire oublier.

Vous rappelez-vous *Une vie*, ce chef-d'œuvre de Maupassant, qui arrachait à Tolstoï des cris d'admiration, et que celui-ci a sans doute cherché à imiter dans le beau récit d'une paysanne, paru après la mort du maître, et intitulé *Ma vie* (car on n'a pas encore tout dit sur les sources de Tolstoï et sur les secrets de son travail). Je ne serais pas surpris que l'auteur de *Thérèse* ait eu ce grand modèle en vue (peut-être a-t-il songé aussi au *Cantique des Cantiques* de Sudermann quand il s'est proposé de représenter à son tour une existence de femme, l'histoire d'une vie entière, de l'adolescence à la mort, des premiers battements et de l'éveil du cœur jusqu'aux désillusions suprêmes et à la tombe, dans son désenchantement, dans toute sa désolante généralité).

Par un raffinement morose, pour présenter son thème en quelque sorte à l'état pur, dans une condition absolue de veuvage, l'auteur a voulu que son héroïne ne fût pas mariée : seule, toujours seule, toujours trahie, sans compagnon dans le désert. Il a voulu que son livre fût réduit (on verra pourquoi) aux deux éléments dont se compose la chaîne de l'existence : la mère, l'enfant, car Thérèse a aimé et n'est que trop le jouet de l'amour. Déjà, dans son premier roman, c'était l'histoire d'une séduction, une histoire infiniment triste, celle d'une jeune fille de bonne maison, intelligente, distinguée, que son cœur égare, qui fait la faute de ne pas se marchander, de se

donner, les yeux fermés, à un musicien homme du monde, un demi-artiste qu'elle espère sauver et à qui son dévouement d'ailleurs ne sert de rien. Thérèse est encore plus à plaindre. Elle mène pour vivre le métier d'institutrice. Et sans doute, je veux croire que beaucoup de ses pareilles sont des femmes irréprochables. Pourtant, quand on y songe, quand on pense qu'elles ont un cœur, que de chagrins, de rebuffades, que de muettes résignations derrière le visage de ces éternelles isolées, que de romans insoupçonnés sous le masque de ces femmes qu'on désigne sous le nom impersonnel de *Fraülein*!

Fille d'officier supérieur à la retraite, il va sans dire, Thérèse n'a pas dix-huit ans quand le colonel Fabiani donne des signes de troubles cérébraux qui le font enfermer dans une maison de santé. La mère est une ancienne baronne qui se souvient de ses grandeurs passées, des terres que sa famille possédait en Styrie, des bois où, jeune fille, elle montait des poneys sauvages. Tombée dans la dèche, cette noble dame subsiste d'expédients, reçoit une société équivoque; Thérèse s'aperçoit qu'au lycée ses compagnes la tiennent à distance : dans la rue ses amies feignent de ne plus la reconnaître. Elle prend de bonne heure conscience de son déclassement. Comment sortir de là? Elle n'a à compter que sur elle-même. Un ami de son frère, Alfred, lui fait la cour, mais qu'il est timide, emprunté! Il lui demande de l'attendre six ans, jusqu'à la fin de ses études. Que faire d'un pareil nigaud? La vie n'attend pas, c'est tout de suite que Thérèse a besoin de secours. Elle est serrée de près par un vieux roquentin, et sa baronne de mère la lui pousse presque dans les bras. Thérèse l'écarte avec dégoût. C'est dans ce désarroi que la pauvre enfant s'amourache d'un militaire, s'imaginer sur la foi de ce bel oiseau à parements jonquille que ce sera le bonheur, le grand amour et le salut : c'est comme une évasion et une délivrance : elle devient la maîtresse de Max qui ne demande pas mieux et fait la sourde oreille quand elle lui parle de mariage.

Que reste-t-il à faire à Thérèse? La vie de province auprès d'une vieille folle compromise, la province où tout son passé la montre au doigt, où tout lui rappelle sa déconvenue désastreuse, le père qui agonise dans un asile d'aliénés, la mère qui a changé de marotte et qui se toque de littérature? ou au contraire, la grande ville où elle se souvient d'avoir passé

quelques années heureuses, la ville où l'on se perd dans la foule anonyme, où il y a des magasins, du monde, la fortune, au moins l'occasion, l'aventure? Et voilà Thérèse qui se jette à l'eau, prête à recommencer sérieusement la vie.

Rien de plus désarmé à cette date qu'une jeune fille du monde : Thérèse n'a aucun métier ; sans brevet, sans certificats, sans relations, sans talents, c'est une rude entreprise que de trouver à se caser, même en ce temps où il y avait place pour une institutrice dans les familles bourgeoises. Elle fait le tour des adresses qu'elle trouve dans les petites annonces. La voilà réduite à entrer au petit bonheur dans les maisons où l'on veut bien d'elle, et c'est pendant des pages un voyage à travers tous les milieux et à tous les étages de l'ancienne bourgeoisie viennoise : familles du commerce ou de l'industrie, médecins, avocats, rentiers, quelquefois une maison de banque, un jour les beaux quartiers, plus souvent les rues noires du centre de la ville, chassée d'un endroit par la crasse, d'un autre par l'avarice et le caractère acariâtre, persécutée ici par les avances du maître d'hôtel, ailleurs par celles du patron. Souvent elle ne reste en place que quelques jours et c'est le côté le plus décourageant de son métier. Une fois, dans une maison où elle se plaisait, il lui arrive de surprendre une conversation galante de la dame du logis, et le lendemain elle est remerciée. Ailleurs, elle n'y tient plus devant d'horribles scènes de ménage. Une autre fois, elle se trouve à l'aise, presque en famille dans la maison d'un négociant : elle s'attache à son petit élève, le veille trois nuits de suite dans une maladie ; enfin elle rencontre un foyer, du bien-être, se croit à l'abri pour longtemps : un matin, elle apprend que « Mademoiselle » revient, et qu'elle n'était qu'une remplaçante. Elle s'en va en pleurant toutes les larmes de son corps. On lui donne un petit souvenir de cinquante francs, et la voilà sur le pavé.

Elle décide alors d'exercer son devoir d'une manière toute mécanique. Elle arrive à régler ses sentiments comme une montre. Avec le temps, l'oubli vient : elle est guérie de Max ; elle se croit sauvée de l'amour. C'est alors qu'elle rencontre Casimir. « En veston clair tout flambant neuf, mais qui allait tout de travers, flottait d'une manière risible autour de son corps efflanqué, il s'avancait en sautillant, les deux mains dans

son pantalon ; et entre deux doigts de la main, qui dépassaient de la poche droite, il balançait son feutre mou. » Qu'est-ce que ce Casimir ? Un pauvre diable de raté, demi pinceau, demi violon, ayant le bagout du rapin, un de ces loustics qui font rire la galerie et donnent la comédie gratis dans les tramways, tutoient les garçons de brasseries, bref, le type du rigolo. Moitié pitié, moitié ennui, ce qui devait arriver, arrive. Trois mois de liaison, de rendez-vous inquiets dans des garnis sordides, et puis le Casimir s'éclipse sans laisser d'adresse le jour où il apprend que Thérèse est enceinte.

Alors commence pour la malheureuse la torture qu'on devine. L'auteur ne nous fait grâce de rien : il ne feint pas de croire Thérèse meilleure qu'elle n'est, il ne nous cache aucune de ses faiblesses, de ses révoltes et de ses instants de lâcheté. Par peur de se trahir et par respect humain, elle n'ose s'ouvrir à personne. Elle consulte, comme toujours, l'oracle des timides, la quatrième page des journaux, se risque à visiter deux ou trois matrones charitables. Enfin, elle cesse de lutter ; elle accepte l'idée de sa maternité, et il lui vient de cette résolution, sinon une grande joie, du moins un grand repos.

Tout sa détresse la reprend la nuit de ses couches, où seule, terrifiée, sans secours, dans une chambre d'hôtel, la misérable met au monde un fils aussi chétif, aussi exténué, aussi moribond qu'elle-même. Vit-il ? Respire-t-il ? Comme il a l'air vieux, ce petit !... S'il allait mourir ? S'il était mort ? Ne vaudrait-il pas mieux qu'il le fût ? Va, dodo, mon petit. Il ne fait pas bon sur cette terre. Adieu, adieu, petit Casimir... Et la funèbre berceuse se continue pendant quelques pages gigantesques, d'un gémissement si prostré que le souvenir vous hante jusqu'au bout comme un *leit-motiv* d'épuisement et de désespoir, complainte de néant qui mêle la tombe et le berceau. Rarement des accents si tristes ont accompagné une naissance, comme un accablement et un présage de deuil : soucieuse, lugubre aurore, enfance non désirée qui ne fut pas une joie pour ta mère, *cui non risere parentes*.

L'enfant est porté en nourrice, et un nouveau supplice s'apprête, celui de ne pouvoir être mère qu'en cachette et à la dérobée, coupé de quelques rares joies, la première dent, les premiers mots, les premiers pas. Mais il faut vivre, s'habiller, payer la pension du petit : et c'est de nouveau le tour des places

qui recommence, le voyage circulaire, la revue des dessous de la société bourgeoise. Ça et là elle rencontre quelque bonne âme, qui n'a pas de peine à découvrir son secret; l'une d'elles pousse même l'absence de préjugés jusqu'à inviter la jeune femme à lui amener le petit Franz. Elle-même a cessé depuis longtemps de rougir : elle en a vu assez pour savoir que son cas est un accident commun, et qu'il n'y a pas à en vouloir à une pauvre fille plantée là par son amoureux. Plus d'une fait bien pis qui ne s'en porte pas plus mal. Du reste, à qui fait-elle du tort? Elle ne doit de comptes à personne. Et peu à peu, elle en arrive, par une curieuse dissociation, à faire de sa vie deux ou trois parts : il y a d'abord le métier, la probité professionnelle, et puis la vie intime, qui se passe sur un autre plan, et qui est elle-même double ou triple, à diverses profondeurs et de natures diverses, l'intérêt maternel et la vie de plaisirs.

Je renonce à résumer, à poursuivre en détail un fourmillement d'épisodes qui ne serait jamais fini. Ah! nous en apprenons de belles : à qui confions-nous nos enfants? Cette Thérèse correcte, ponctuelle, régulière, est sujette à d'étranges faiblesses : toujours passive ou, pour mieux dire, inégale, successive, une personne qui n'est jamais longtemps la même. C'est une psychologie fluide, une psychologie de la mobilité. M. Schnitzler a fait sa médecine, et l'on voit qu'il lui en souvient. Même la physiologie de Thérèse est quelque chose de fugitif : elle ne se ressemble pas d'un jour à l'autre. A quelques pages de distance, elle est tour à tour vieille et lasse, puis soudain rajeunie; elle a des phases, des humeurs, des lunes. Sa beauté même est capricieuse. Dans certaines périodes de sa vie, sa nature paraît en sommeil; à d'autres moments, c'est une autre femme, elle-même ne se reconnaît plus.

A quoi bon rapporter cette suite d'aventures, ces liaisons où parfois la jeune femme tente de mettre un peu de raison pour retomber bientôt à des abandons de hasard, aux béguins, aux passades? Au milieu de cette dissipation, elle s'étonne et se reproche de ne pas faire assez pour son fils. C'est la grande misère : mère, elle l'est quand elle peut, par accès, par moments, pour quelques jours ou quelques semaines. Elle s'effraie quelquefois de son aridité. C'est que le sentiment maternel n'est pas plus que les autres une faculté invariable; il lui faut une cer-

taine culture, il s'accroît par les soins et par l'attention ; il est aussi une habitude. Thérèse n'a jamais eu ce bonheur. Elle s'occupe des enfants d'autrui et frustre le sien de tout le temps qu'elle donne à des indifférents. Le pis est qu'elle ne se donne que trop : souvent, ces petits étrangers lui prennent le meilleur de son cœur ; elle leur compare sa progéniture, ce petit rustaud mal élevé, jargonnant, grossier et paresseux, qui sent le fumier et commence à ressembler à Casimir ; et elle s'accuse de ses préférences pour des enfants plus raffinés, souffrant de son injustice, car enfin reprocher à son petit des défauts qui la crucifient, c'est comme si elle lui reprochait d'être plus pauvre, moins aimable, moins heureux que les petits riches.

Enfin, pour se fixer, mettre un peu d'ordre dans sa vie et pour être plus libre de se consacrer à son fils, elle renonce à se placer, loue un petit appartement et décide d'ouvrir un cours pour les fillettes du quartier. Pour la première fois, elle a un foyer, un « chez elle ». Elle n'est plus obligée de trotter, de courir, elle cesse de dépendre du bon plaisir des gens. Une de ses élèves, Thilda, la fille d'un maroquinier, l'invite le dimanche à déjeuner, lui fait des petits cadeaux gentils, l'emmène à l'Opéra, la traite enfin comme une amie.

Et puis, au bout de deux ou trois ans, quand la jeune fille se marie en Hollande, les relations continuent en son absence avec le père, ce brave homme de Wohlschein, un quinquagénaire encore vert, un peu chauve, commun, mais de cœur délicat. Ils se mettent ensemble, vont aux petits théâtres, mais Thérèse ne cesse pas de donner des leçons : c'est son honneur, à elle, d'avoir toujours su se suffire. Elle n'est pas une femme entretenue. Mais voici qu'elle tombe malade : force est bien de ne plus refuser les petits secours de son ami, comme elle suit ses conseils à l'égard de son fils. Un grand souci, ce fils, une épine, une croix qui lui pèse de plus en plus lourd. Il a décidément tout à fait mal tourné : un vaurien, un affreux voyou, fourbe, ivrogne, débauché, qui fait partie d'une bande de filous, n'ouvre la bouche que pour extorquer de l'argent ou vomir des ordures. C'est sa terreur maintenant. Thérèse n'en peut plus, ne respire plus un moment tranquille, d'abord couverte de honte la première fois qu'elle apprend que Franz fait de la prison, et puis devenue indifférente, n'espérant plus qu'une chose, se débarrasser de son fardeau, expédier ce mal-

heureux n'importe où, quelque part d'où il ne reviendra plus.

Ainsi Thérèse conjure le sort et tente de désarmer le passé. Il lui semble un moment qu'elle va y réussir, parvenir enfin à vivre en paix pour ses vieux jours. Wohlschein se charge d'embarquer le chenapan, après quoi deux ou trois petits voyages d'affaires, et puis la noce à la Pentecôte. Tout paraît s'arranger, le ciel se rassérène. Un matin, un coup de téléphone : Wohlschein est mort, on vient de le trouver dans son lit, emporté par une crise cardiaque. Il n'a même pas eu le temps de faire un testament.

Et la solitude recommence, cette fois définitive, plus grise, plus navrante, plus inutile que jamais. Un jour, après une longue éclipse, elle voit reparaitre son fils et, comme d'habitude, commence par un mouvement de peur devant ce gibier de prison. Mais l'apache se borne à s'asseoir sans rien dire, et puis doucement, d'une voix qui réveille en elle des sentiments qu'elle avait crus éteints, il lui échappe cette parole qui résume sa philosophie et leur commune misère :

« Toi non plus, maman, tu n'as pas eu de chance. »

C'est le seul mot humain que le malheureux ait prononcé. Et un flot de pitié monte au cœur de Thérèse pour ce misérable, qui est sa créature, qui n'a pas demandé à naître, et qui peut-être, au fond, ne vaut pas moins qu'un autre. « Si j'avais été une autre mère, il aurait été un autre homme », se dit-elle, et elle se ronge de douleur et de remords. Surtout un souvenir la poursuit : le souvenir de ce qui s'était passé dans cette nuit de son accouchement, dans la chambre, sur le lit sanglant où elle venait de mettre un homme au monde dans un abîme de désespoir, « le geste qu'elle n'avait pas achevé, la tentation qu'elle avait eue plutôt qu'elle n'y avait cédé, l'instant où, l'espace d'une seconde, elle avait été une meurtrière ».

Il y a là une idée familière à M. Schnitzler, un des thèmes sur lesquels est construite son œuvre : c'est l'importance des pensées, la valeur unique de la conscience. Peu s'en faut qu'elle ne soit pour lui toute la réalité (à peu près comme elle est pour un Schopenhauer), et c'est ce qui donne à ses écrits tant de résonnance et de profondeur. Déjà dans son premier roman, cette question revient à toutes les pages : on se rappelle cet endroit où Anna donne le jour à un petit qui ne vit pas ; il n'ouvre les yeux que pour les fermer, n'arrive au monde que

pour disparaître, *parce qu'il n'est pas assez aimé*, parce que son père ne le souhaitait pas, parce qu'il n'a pas trouvé en naissant l'atmosphère d'amour qui lui était plus nécessaire que l'air. C'est pourquoi il ne fait qu'affleurer un moment, repoussé dans les limbes, « passé de la nuit à la nuit, naufragé entre deux néants ».

Ainsi, c'est la pensée qui fait vivre et qui tue. La vie est le songe d'une ombre. Nul ne fait une si grande place à cette vérité que l'auteur des *Traumnovelle* ou de *la Vie en rêves*. Dans plusieurs de ses contes, comme l'admirable *Fräulein Else* ou le *Lieutenant Gustl*, le drame se réduit à un monologue intérieur : on assiste au tumulte d'images, à la tempête d'émotions déchainée par une crise dans un cerveau qui se désagrège. La vie se défait dans une fantasmagorie, comme le jour agonise au milieu d'une bousculade de nuées. A tout moment, chez M. Schnitzler, le songe déborde, envahit, se substitue à la réalité ; on ne distingue plus les bords des choses, le monde se confond dans une hallucination.

On a parlé à ce propos des théories de Freud. Or le *Lieutenant Gustl* est de 1901, et ne doit rien aux expériences du fameux inventeur de la psychanalyse. Mais la nuance essentielle qui sépare le psychiatre et le romancier, c'est l'angoisse, le tourment biblique, la terreur du sacré. M. Schnitzler ne déclame jamais : son intelligence compatissante et prodigieusement déliée comprend tout, paraît détachée de toute religion positive et presque de toute morale. Pas une fois il ne blâme Thérèse, et Thérèse elle-même ne se reproche pas un moment ses innombrables chutes. Sans s'expliquer nulle part, on sent bien que le mariage est à ses yeux une convention tout à fait arbitraire. Les fautes de Thérèse lui semblent très innocentes : surprises du cœur ou des sens, fantaisies, faiblesses, erreurs, jeux de l'amour et du hasard (où elle est du reste presque toujours la victime), toutes ces peccadilles ne lui paraissent que des bagatelles. Du moins Thérèse n'est pas vicieuse. Ses imperfections sont celles de la nature. Il semble que pour l'auteur, la chair ne soit jamais coupable.

Et cependant il porte presque jusqu'à l'épouvante le scrupule et l'horreur du crime, ou plus exactement le poids, le joug de cette idée qu'il y a une justice et qu'enfin tout se paie. Je ne saurais dire s'il croit en Dieu : et il vit, comme au temps

des Juges, sous le sceptre de la Loi. Nous devons compte à l'Éternel de nos moindres intentions. Et cela fait régner sur les dernières pages du livre une terreur religieuse. Cette terreur, chose singulière, ne regarde que la femme. Une des scènes saisissantes du roman est celle-ci. Un soir, pendant qu'elle vivait comme fiancée avec Wohlschein et l'accompagnait pour lui plaire dans les boîtes de nuit, elle avait tout à coup reconnu Casimir. C'était dans un beuglant, un triste caf'conc' de faubourg; il était à l'orchestre, un peu déplumé, mais toujours le même; il tenait la violoncelle et, comme il faisait chaud, buvait de temps en temps une gorgée d'une chope posée sur le piano. Dès lors, une pensée ne la quitte plus : ce fils qui lui ressemble et qu'il ne connaît pas, se doute-t-il qu'il existe? Longtemps, elle débat avec elle-même, « comme quelqu'un qui est au chevet d'une personne endormie et se demande s'il faut l'éveiller de son rêve ». Elle retourne au beuglant, c'était un soir d'hiver, il neigeait; elle se morfond à la sortie des artistes. Elle le hèle au passage : « C'est moi, Thérèse. » Et elle découvre, en quelques mots de conversation, sa longue et lamentable erreur : Casimir était marié, Casimir était un faux nom, il n'y a pas de Casimir. Il n'y a eu qu'un inconnu, un passant de hasard qui ne s'est joint à elle que pour jeter une étincelle de vie dans un instant de volupté et qui, sans se nommer, se perd dans les ténèbres.

Il y a de vieilles sociétés où la mère est la reine, comme chez les abeilles, et certaines théories semblent même faire soupçonner que le principe primitif est de nature féminine, que la création est femme, entrailles, sein maternels, océan de tendresse où le monde baigne et respire. Michelet pensait ainsi; je ne serais pas éloigné d'attribuer à M. Schnitzler une vue du même genre. La femme, pour lui, c'est toujours Ève, ce sont les puissances de l'instinct, c'est la nature : elle est tout à la fois la perdition et le salut, le bien et le mal, celle par qui l'amour, la vie, les délices et les crimes ruissellent dans le monde.

La vie n'est qu'un rêve, et un rêve de femme : dès lors, le crime conçu en rêve est le pire des crimes, le plus affreux de tous, étant le plus lâche et le plus caché, le crime contre l'amour qui se dissimule au fond des cœurs. Ainsi, comme il y a une logique des rêves, ne sommes-nous nullement surpris

quand le livre s'achève sur une scène d'horreur aussi tragique que les dernières pages de *l'Idiot* ou des *Possédés* et que nous voyons l'affreux Franz tenter d'assassiner Thérèse pour la dévaliser.

Sur le lit d'hôpital où on transporte la moribonde, il n'y a plus qu'un dernier souffle qui l'attache à la vie : ce n'est pas une idée d'amour, c'est une idée d'expiation. Elle fait venir, non un prêtre (il y a tout de même ici quelque chose d'un peu singulier pour une catholique, même pécheresse comme Thérèse), mais Alfred, son premier ami et son vieux confident, pour disculper son fils et se débarrasser de ce qu'elle a sur le cœur. Elle murmure : « Il est innocent. Il n'a fait que me rendre ce que je lui ai fait. » Et cet aveu lui fait du bien : c'est ce qui donne un sens à sa misérable vie, à tout ce qu'elle avait souffert, à ce qui lui restait à souffrir. « Son fils lui était rendu, elle trouvait enfin avec lui son véritable rapport : il était pour elle l'instrument d'une justice. »

Justice de Dieu, justice des faits ? M. Schnitzler ne le dit pas. Mais on ne peut qu'admirer dans ce grand esprit sceptique et détaché, à travers la ruine de tant de préjugés, la survivance de cette vieille mystique judaïque, de ce mystérieux calcul de compensations, de cette loi du talion qui accompagne depuis l'origine les hommes de sa race. Legs moral qui constitue peut-être l'unique solidité d'un monde d'illusions absurde et dérisoire ; et il semble, pour dernier mot, s'exhaler de ce livre la plus vieille plainte du monde, le gémissement d'Israël, le cri séculaire de Job, qu'il vaudrait mieux n'être pas né, ou l'axiome de l'Ecclésiaste, le glas désolé de la vie : *Vanitas vanitatum et omnia vanitas.*

LOUIS GILLET.

REVUE MUSICALE

Bayreuth à Paris (THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES). — THÉÂTRE DE L'OPÉRA :
Salamine, drame lyrique en trois actes; paroles de Théodore Reinach,
d'après les *Perses* d'Eschyle, musique de M. Maurice Emmanuel.

Après une trilogie rossinienne est venue la wagnérienne Tétralogie. Par contraste surtout, le régime de Bayreuth a paru dur. Nous n'avons assisté qu'aux deux représentations, ou plutôt répétitions médianes, celles de la *Walkyrie* et de *Siegfried*. Elles furent cruellement intégrales. Pas la plus légère coupure. C'était à croire que, loin d'en ôter, on en avait remis. Le plaisir et l'ennui, l'enthousiasme et la lassitude, nous avons, une fois, deux fois de plus, après tant d'autres, connu les extrémités opposées des choses wagnériennes.

Ce que l'on appelle encore le Théâtre de Bayreuth est maintenant un organisme composé d'éléments divers et changeants. Ici premièrement l'orchestre était nôtre : celui de M. Walther Straram. Sous les mains énergiques ou légères de M. Franz von Hœsslin, il a joué dans la perfection. Ainsi jouerait d'ailleurs tout autre orchestre français, et toujours, si la discipline, l'obéissance et la conscience redevenaient des vertus qu'un chef, également de chez nous, ait encore la possibilité d'enseigner, voire d'imposer à ses musiciens.

La troupe chantante nous parut inégale, inférieure en somme aux deux compagnies de Vienne et de Berlin qui nous visitèrent le printemps dernier. M^{me} Larsen-Todsen, une Suédoise, a porté vaillamment et plus d'une fois très haut le personnage de la tendre, triste et toujours héroïque Brunnhilde. A la fin, la sublime fin de la *Walkyrie*, la cantatrice et la tragédienne fut admirable de voix et de chant, d'action dramatique, de révolte généreuse et d'humble contrition tour à tour. M. Kirchhoff a été Siegmund, puis Siegfried, et ce dernier, surtout à la fin du premier acte, (chant de la forge), avec

le plus magnifique lyrisme. Quant au Wotan germanique, il a fait constamment regretter son incomparable devancier français, Delmas. Acteur et chanteur insigne, M. Seydel, qui figurait Mime, eut tout l'esprit, la malice cauteleuse et haineuse que réclame le personnage de l'affreux nain. Enfin jamais ne furent lancées par d'aussi jeunes et belles voix, avec autant d'éclat et d'allégresse, les clameurs fraternelles et farouches des piaillardes Walkyries.

Une reprise de contact avec la *Tétralogie* ne va pas sans secousses. Les « hauts moments sonores » (1) sont ici parmi les sommets de la musique entière. D'autres, en contre-bas, sont pénibles à passer. Les conversations, explications d'ordre mythologique entre les figurants de l'Olympe scandinave ne forment pas la partie la moins fastidieuse de l'énorme poème. Dès l'origine, exaspéré par certain entretien conjugal du dieu Wotan et de la déesse Fricka, (la *Walkyrie*, acte II), Paul Lindau jadis écrivait de Bayreuth : « Si du moins dans cet éternel dialogue ou plutôt dans ce monologue éternel d'un personnage en présence d'un autre, on sortait une seule fois du domaine de la déclamation musicale ! S'il ne fallait pas entendre toujours et toujours ces terribles *leitmotive* ! Une seule fois donnez-nous, je vous prie, ce que nous autres, gens dépourvus de goût, nous appelons une mélodie... Ma foi, tant pis, puisque cela m'a échappé. Si vous voulez nous priver de cette chère mélodie, eh bien ! je préfère le premier pont-neuf venu. Donnez-moi quelque chose qui m'arrache à ce continuels bourdonnement ou susurrement. Donnez-moi une vraie et franche mélodie, si mauvaise qu'elle puisse être. Méprisez-moi tant que vous voudrez, mais ne me torturez plus avec votre mélodie infinie, qui n'en est pas une. »

Par bonheur, ici comme souvent, il n'est que d'attendre un peu : une mélodie arrive, qui en est une, celle-là, définie et sublime. Déclamée encore, elle chante aussi, elle chante partout : à l'orchestre et sur les lèvres de Brunnhilde annonçant à Siegmund l'heure prochaine de la mort.

Pourquoi faut-il que le premier acte de *Siegfried*, ce courant, ce torrent de musique, soit brisé, ne fût-ce qu'un instant, mais qui dure, par la leçon de mythologie que Wotan vient donner à Mime ? Le *Rheingold* y est rappelé. Une heure après, peut-être deux, au troisième acte, (scène de Wotan avec Erda), c'est la *Götterdämmerung* qu'on nous annoncera. Qu'arrive-t-il alors ? De deux choses l'une :

(1) Maurice Barrès

ou nous assistions avant-hier au *Rheingold*, et demain nous entendrons la *Götterdämmerung*. Alors nous savons, nous saurons tout cela. Ou bien *Siegfried* seul nous est offert, et de tout cela nous n'avons besoin de rien savoir.

Tout cela, c'est l'inutile, encombrant appareil, c'est le poids mort sous lequel on ploie. Ailleurs encore que de fardeaux nous accablent ! Que de passages, — d'impasses plutôt, — où nous étouffe l'ennui, l'inxorable ennui wagnérien. Alors nous en venons à détester, à maudire l'éternel retour des thèmes, fût-ce les plus beaux, à douter si l'usage n'en serait pas, au lieu d'une trouvaille de génie, un système d'artificiel et mécanique remplissage. Oh ! les *leitmotive* ! Les entendre toujours et toujours les attendre ! Tyrannie d'une musique non seulement significative, mais nominative, et qui se prétend par là conforme à la nature et à la vie ! Mais la nature au contraire ne met jamais le nom de rien ni de personne sur les objets et les gens. Doudan l'a remarqué : « Est-ce qu'elle écrit *femme* sur le front d'une jeune dame ? Et pourtant bien peu de gens s'y méprennent, sauf ce monsieur qui se trompant de porte et entrant dans la salle de bains de M^{me} X... au moment où elle sortait de l'eau, lui dit avec un profond salut : « Est-ce à monsieur le comte que j'ai l'honneur de parler ? » Il est certain que grâce à l'emploi des *leitmotive* de semblables méprises ne sont plus à redouter.

Ainsi, plus nous entendons Wagner et le réentendons, plus il contraint notre pensée et notre sentiment à se partager, voire à se contredire. Il n'est pas de génie moins conciliant et, pour ainsi parler, aussi incompatible que le sien. Un très grand artiste latin, poète et musicien, et qui n'est pas suspect, ayant lui-même introduit *Lohengrin* en Italie, à Bologne, avec un succès triomphal, Arrigo Boito, figurait un jour par une violente antithèse ce qu'on pourrait appeler le manichéisme wagnérien : « Je suis, nous écrivait-il, je suis dans l'Autriche italienne, ou plutôt dans l'Italie autrichienne : un site idéal, tout entouré de solitude, sur des prairies ondoyantes, immenses, et fleuries, et boisées, dignes d'encadrer le réveil de *Faust* (seconde partie) ou plutôt (j'entends les clochettes des chèvres) le réveil de *Tannhäuser* dans la seconde scène du deuxième acte. Il sera donc dit que ce créateur tudesque, adorable et odieux, nous reviendra toujours à l'esprit toutes les fois que nous serons au contact des grandes sérénités ou des spasmes de la nature ou du cœur. Hybride, monstrueux, moitié homme, moitié brute, faune, satyre, centaure ou triton, ou bien plutôt moitié dieu, moitié âne,

Dionysius par le délire divin de l'inspiration, Bottom par l'opiniâtreté stupide, nous ne l'aimerons jamais tout entier. Mais si nous oublions son train de derrière, lourd, tardif, ridicule et récalcitrant, et si nous ne regardons que le buste, c'est à genoux qu'il faut le contempler. »

Une fois de plus, à notre tour, oublions l'arrière-train, telle ou telle *coda* pesante, et traînante, pour élever le buste sur les hauts lieux et l'y contempler à genoux. Que ce soit d'abord le premier acte de *Siegfried*. La fâcheuse conférence de Wotan avec Mime le divise en deux épisodes. Ils sont d'une croissante beauté. Le premier est quelque chose comme la paraphrase magnifique, ou plutôt la mise en action, une action de plus en plus pressante, émouvante, de la parole inscrite au fronton delphien : « Connais-toi toi-même ». Le héros appelé ici à se connaître étant plus qu'un homme : un fils ou petit-fils des dieux, autant et à mesure qu'il se connaît, il s'aime, et sa connaissance et son amour, affluant de partout en son âme, l'emplissent d'une surhumaine et divine joie.

À la fin de cet acte, la scène de la refonte de l'épée restera l'un des chefs-d'œuvre du premier rang. Chef-d'œuvre symphonique et mélodique, le chant de la forge en est le centre ou le foyer. Il se partage en véritables strophes et cela déjà flatte et ravive l'ancien esprit qui décidément ne veut pas mourir en nous. Il semble que Wagner ici, loin de rompre avec les vieilles lois, avec un idéal qui nous tient encore au cœur, le renouvelle, mais sans y contredire. Jamais aucun orchestre avant celui-là n'avait accru ainsi la puissance et la beauté d'un chant, d'une voix. Mais cette beauté n'en est point écrasée. Classique est l'eurythmie de ces couplets gigantesques. La musique ici va si loin, qu'elle semble ne pas avoir de bornes, mais elle a des bases, les bases éternelles, qui ne seront point ébranlées.

Autres sommets, que nous ne faisons aujourd'hui qu'effleurer : le premier et le troisième acte de la *Walkyrie*. Le premier, à qui l'embrasse d'un seul regard, apparaît comme une progression continue et puissante. Elle s'élève — après l'orageuse, mais très brève introduction — de l'extrême douceur, presque de l'immobilité, au paroxysme et, comme disait Goethe, à « la tempête de l'action ». Le dernier acte forme une figure musicale contraire. Au lieu de croître, il décroît. Parti de la violence farouche, (la Chevauchée), il aboutit, avec les adieux de Wotan à Brunnhilde endormie par ses soins, à la suprême, à la divinée paix.

Où, dans cette scène finale, il y a quelque chose de divin. Wotan

a signifié ses volontés à Brunnhilde. Il répandra sur ses yeux le sommeil. Elle ne sera plus déesse et le passant qui l'éveillera deviendra son époux. Mais la noble vierge frémit à la pensée d'appartenir peut-être à un lâche : « Que du moins, s'écrie-t-elle, seul un vaillant porte ses mains sur moi. Qu'un brasier s'allume et flamboie autour de ma couche et qu'il en défende l'approche à qui n'a pas l'âme d'un héros. » Alors, oh ! alors, musicale, morale même, c'est la suprême splendeur. Un des thèmes de la Walkyrie, celui de la Chevauchée, se dilate et s'élargit avec l'âme de Brunnhilde. Wotan lui aussi frémit de joie, voyant la fierté de sa fille, et dans la douleur même de la frapper, de la punir, son cœur déchiré se gonfle d'orgueil. « Adieu, s'écrie-t-il, adieu ma vaillante, superbe enfant », et la courbe immense de la mélodie ferme autour de la déesse noblement coupable, l'étreinte du dieu noblement justicier. Plus haut, montons plus haut encore. En vérité, quand le Père céleste, non plus celui de l'Edda, mais celui des Saintes Écritures, ouvrit les bras au Fils, qui lui aussi par pitié s'était fait punissable, c'est ainsi qu'il dut les Lui ouvrir et l'on vit alors s'accomplir ensemble les deux lois souveraines, celle de la justice et celle de l'amour.

« *Pax et justitia osculatæ sunt.* » En musique, en poésie, en tous les arts, on chercherait en vain plus sublime figure de cet embrassement. Une dame, à côté de nous, y demeurerait insensible et comme étrangère. Avec un zèle, une ferveur peut-être indiscrete, nous lui donnâmes les raisons que nous avions de nous émouvoir et que nous venons de vous dire : raisons du cœur, mais que connaît aussi la raison. Aux regards étonnés de notre voisine, à son silence, il nous parut qu'elle ne les entendait point. « Et ce soir-là nous ne parlâmes pas plus avant. »

Le poème de *Salamine*, inspiré par les *Perses* d'Eschyle au docte helléniste que fut Théodore Reinach, se compose de trois tableaux également funèbres. Un messager raconte la défaite de la flotte persique, ou persane ; puis, le peuple assemblé la déplore ; enfin Xerxès en fait à son tour un second et non moins lamentable récit. Et tout cela se passe « pendant l'horreur d'une profonde nuit ».

Ancien maître de chapelle à Sainte-Clotilde, érudit historien de « la langue musicale », savant professeur au Conservatoire, M. Maurice Emmanuel est l'auteur de la musique. Musique sérieuse, et plus que sérieuse : sévère ; plus que sévère : nous ne dirons pas quoi. Mais aussi musique originale, dont l'originalité consiste en un

parti pris de simplicité, dans une restriction volontaire de la forme à des lignes droites, à des plans tout unis, dans la recherche souvent heureuse d'un style archaïque, et sans doute hellénique beaucoup plus que persan. Des chœurs à l'unisson pour la plupart, disposés en strophes et anti-strophes, se répondent. Une place importante est réservée à la récitation parlée que l'orchestre accompagne. On n'est pas sans ignorer que ce genre de langage lyrique n'est autre que la *paracatalogé* d'Aristote. Enfin la parole et le rythme ont peut-être ici plus d'importance que la mélodie, laquelle est plutôt mélopée. La prédominance de ces deux éléments, l'usage aussi de certains modes, trahit chez le musicien de *Salamine* la connaissance et le goût très pur de la musique antique. Il est permis de trouver que la variété, le charme et la parure manquent un peu trop à l'œuvre vigoureuse et rigoureuse de M. Maurice Emmanuel. Il est impossible d'en contester le caractère, la noblesse et la grandeur.

Le rôle du messager de malheur est tenu par M. André Pernet. Retenez ce nom. Dans *Persée et Andromède* et déjà dans *Faust* (rôle de Méphistophélès) nous avons remarqué la voix, le chant et la diction de ce jeune artiste, presque un débutant. Après *Salamine* notre remarque subsiste.

Pour la première, ou l'une des premières fois à l'Opéra, les décors (le premier surtout) ont le caractère et même la beauté qui convient à l'esprit de l'œuvre représentée.

CAMILLE BELLAIGUE.

PAUL SOUDAY

La nouvelle de sa brusque disparition nous arrive au moment de mettre sous presse. Il y a quelques jours, nous ne soupçonnions pas qu'il fût mortellement atteint. Taillé en force, et, semblait-il, plein de vie, il paraissait dix ans de moins que son âge. Mais, l'autre dimanche, une note du *Temps*, annonçant qu'il n'enverrait aucun de ses articles de la semaine, nous avait donné tout à craindre : ces grands travailleurs ne s'interrompent de travailler que pour mourir.

La somme de travail qu'il fournissait était énorme. Critique de théâtre, on était assuré de le rencontrer aux répétitions, aux premières représentations, souvent deux fois dans la même journée. Sa silhouette bien connue faisait partie du pittoresque de ces solennités parisiennes. De haute taille et de carrure puissante, le visage coloré, moustache en croc et barbiche en pointe, il avait l'air, sous le chapeau de feutre à larges bords, d'un mousquetaire de lettres. Critique des livres, il lisait tout ce qui paraissait. Grâce à une culture très étendue, il était toujours prêt et sur tous les sujets. La sûreté de son information, comme son zèle professionnel, lui valait une clientèle sur laquelle il avait, chose rare aujourd'hui, une réelle autorité. Journaliste dans les moelles, il avait au plus haut degré les vertus essentielles du métier : la curiosité, le sens de l'actualité. Ses articles étaient vivants, écrits avec une sorte d'emportement. Ils étaient copieux et innombrables. Car ceux qu'on pouvait lire dans les journaux, Revues et magazines parisiens, n'étaient qu'une partie de sa production. Il en parlait chaque jour pour la province et pour l'étranger. Et c'était merveille qu'un homme pût suffire à un si écrasant labeur. Seulement il a succombé à la tâche.

Je l'avais connu chez Émile Faguet qui l'avait en estime, retrouvant chez lui quelques-unes de ses qualités, dont la première était

l'amour sincère et exclusif, la passion de la littérature. Beaucoup de bon sens et un jugement très solide, quand il n'était pas égaré par des partis pris. De la verve, de l'esprit, — et autre chose encore dont, à vrai dire, je lui savais un gré particulier.

Un soir de 1918, comme nous revenions du Théâtre Français, où la représentation avait été troublée par la visite des Gothas, le calme rétabli, l'obscurité des rues presque désertes, l'avaient mis en voie de confidences. Il me dit son chagrin de l'effacement où se réduit de nos jours la critique. Alors il s'était donné pour mission, ou pour consigne, de réagir contre l'universelle complaisance.

En beaucoup de points nous différions d'idées et d'admiration ; mais ce n'est pas la question. D'opinions très arrêtées, de convictions ardentes et sans nuances, son credo était celui du XVIII^e siècle. Il professait pour Voltaire, Victor Hugo, Renan un culte intransigeant. Il veillait sur leur immortalité avec un zèle inquiet et jaloux. A la première alerte, à la première menace ou au premier soupçon d'une attaque possible, il accourait, la plume en bataille, et massacreraient tout sur son passage.

Il lui est arrivé souvent d'être injuste et partial, de l'être avec brutalité, avec violence. Mais quelquefois aussi, il lui est arrivé de dégonfler certaines réputations usurpées, de se mettre en travers du succès, de rompre en visière à l'opinion, et d'être le seul à oser écrire ce qui devait être écrit. Il n'a pas craint d'accumuler contre lui les inimitiés et de s'assurer la rancune des vanités blessées. Il a eu ce mérite, le moins commun de tous dans l'état actuel de notre monde littéraire : le courage. C'est la part qui ne saurait lui être retirée, et c'est son honneur.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le 7 juin 1929, dans la Salle des congrégations de la secrétairerie d'État, au Vatican, a eu lieu, entre le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, et M. Mussolini, l'échange des instruments de ratification du traité du Latran et du Concordat signés entre l'Italie et le Saint-Siège. Par cet acte, sont entrés en vigueur et devenus définitifs les accords du 11 février. La souveraineté temporelle du Pape sur la Ville Éternelle a, de ce jour, juridiquement pris fin; la naissance d'un nouvel État souverain, la Cité du Vatican, est devenue officielle. Un événement si considérable devait, dans l'intention première des deux pouvoirs, s'accompagner d'une cérémonie solennelle; tout s'est passé, au contraire, avec la plus grande simplicité. C'est que, jusqu'au dernier moment, on a pu se demander si les ratifications seraient échangées, ou si le Pape ne renoncerait pas à des accords dont les discours de M. Mussolini au Parlement semblaient modifier le sens et altérer l'esprit. Entre le Duce, à qui incombe la responsabilité de l'offensive, et le Souverain Pontife, s'est élevée une polémique, — le mot n'est pas trop fort, — dont l'intérêt est universel et permanent, puisqu'elle a pour objet les droits respectifs du pouvoir spirituel et du temporel et les bornes dans lesquelles chacun d'eux prétend enfermer l'autre.

Querelle aussi vieille, dans ses traits généraux, que l'humanité et aussi ancienne, dans sa forme historique, que la Papauté et l'Empire! On ne mesure pas assez la somme de libertés essentielles dont les sociétés chrétiennes sont redevables à la distinction fondamentale, établie par l'Évangile, entre ce que l'homme doit rendre à Dieu et ce qui appartient à César. La discrimination, à la limite, a toujours été et sera toujours difficile; le problème n'a jamais reçu que des solutions provisoires sur le terrain pratique, car, dès que, de la théorie générale, on essaie de passer à des applications

particulières, les divergences et les incompatibilités apparaissent. On retrouve, dans les discours du Duce à la Chambre et au Sénat, un écho des harangues enflammées d'un Frédéric II ou d'un Philippe le Bel, et les réponses de Pie XI gardent la fière allure d'une encyclique d'Innocent III ou de Boniface VIII. Il n'est guère, dans l'histoire, de concordat qui n'ait ses « articles organiques » où le pouvoir civil, inquiet pour ses prérogatives, cherche à reprendre dans l'application les concessions qu'il a faites sur le terrain doctrinal. Il serait puéril et injuste de déplorer ces interprétations divergentes ; les peuples et les individus y trouvent, en définitive, d'importantes garanties contre tout despotisme unilatéral et sans frein. L'équilibre, si instable soit-il, est souvent, dans les affaires humaines, l'état le plus favorable auquel sache parvenir notre courte sagesse. Mais, après avoir lu les documents émanés du gouvernement royal et les actes du Saint-Siège, on pourrait se demander comment le nouvel équilibre établi par les accords du Latran et le Concordat pourra durer, si l'on ne savait de reste que l'Italie est le pays des subtiles combinaisons qui assouplissent, pour la commodité de la vie quotidienne, les prétentions qui, doctrinalement, restent les plus opposées.

Les pouvoirs les plus autocratiques et qui écartent le plus rigoureusement les critiques de la presse sont pourtant obligés de tenir compte des mouvements de l'opinion, surtout lorsqu'il s'agit de celle des hommes de confiance et d'énergie qui sont les soutiens du régime. M. Mussolini n'échappe pas à cette loi : chef des fascistes qu'il a menés à la victoire et installés au pouvoir, il est obligé de prendre garde aux courants d'opinion qui se manifestent parmi eux, et de suivre ceux qu'il conduit. Une partie des fascistes n'a pas accueilli sans défiance ni mécontentement les accords du Latran. Bien que M. Mussolini affirme qu'en régime fasciste les mots « droite » et « gauche » sont dépourvus de sens, les faits montrent constamment, au sein de l'oligarchie fasciste, des tendances diverses entre lesquelles le Duce a parfois quelque peine à maintenir l'équilibre et qui se caractérisent assez bien par les vieilles étiquettes parlementaires. Les négociations avec le Vatican furent menées dans le plus rigoureux secret par M. Mussolini lui-même et, lorsque le résultat en fut révélé, il y eut, dans le Grand Conseil fasciste, et même parmi les ministres, quelque stupeur et quelques résistances. M. Balbo, secrétaire d'État, qui représente la tradition républicaine et anticléricale, ne cachait pas ses inquiétudes et sa man-

vaie humeur. Des hommes comme M. Giovanni Gentile, l'un des chefs de l'école néo-hégélienne, se plaignaient que l'Italie librepenseuse capitulât devant le Pape. D'autre part, les organisations protestantes anglaises et surtout américaines, qui disposent de ressources considérables et qui tiennent à s'incruster dans la capitale de la catholicité, craignirent que, sous le nouveau régime concordataire, leur propagande ne fût entravée, et elles s'agitèrent; personne n'ignore que leurs ramifications s'étendent fort loin.

Ces alarmes s'avivèrent après la publication, le 14 mars, de l'exposé des motifs, rédigé par M. Mussolini, du projet de loi sur les accords du Latran. « Dans un État catholique, y est-il dit, l'Église catholique doit jouir d'une situation juridique particulièrement favorable, sinon de privilèges au vieux sens de ce mot; elle ne doit pas simplement jouir d'un respect négatif, ce qu'elle pourrait aussi bien obtenir d'un État libéral et agnostique. Il est donc évident qu'avec le concordat signé le 11 février 1929, le principe de la séparation entre l'Église et l'État, tel que l'entendait le vieux libéralisme et tel que le professe encore aujourd'hui l'anticléricalisme démocratique, se trouve abandonné. En d'autres termes, on renonce à considérer l'Église catholique comme une association privée soumise au droit commun, la religion comme un problème de la conscience individuelle et l'État comme une organisation agnostique en matière religieuse et pratiquant l'indifférence à l'égard de toutes les religions. » Rome n'est pas une ville comme les autres : « En raison du caractère sacré de la Ville Éternelle, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but de pèlerinages, le gouvernement italien s'opposera, dans Rome, à tout ce qui pourrait être en contradiction avec ce caractère. Nous voulons seulement, et c'est justice, défendre l'atmosphère pieuse et sacrée qui s'étend des catacombes à ses quatre cents églises contre les affirmations et les manifestations qui ne garderaient point la sérénité de la pensée et qui n'auraient pas conscience du respect exigé par la solennité du lieu. Dans les milieux « anticléricaux », on s'alarma. Quoi ? Des manifestations comme celles qui accompagnèrent l'érection d'une statue à Giordano Bruno ne seraient donc plus possibles ?

Dans quelle mesure peut-on trouver, dans les discours de M. Mussolini, l'écho de telles doléances ? Le Duce a parlé comme s'il voulait, jusqu'à un certain point, les rassurer et les apaiser. Lu entre les lignes, son discours se réduit à peu près à ceci : Rome est définitivement la capitale de l'Italie unifiée, voilà l'essentiel, et jamais plus

on ne pourra revenir sur ce résultat ; quant au Concordat, pourquoi s'en inquiéter ? L'Eglise catholique ne sera libre, en pratique, que dans la mesure où elle servira le fascisme italien dont l'autorité est assez forte pour l'empêcher de sortir du rôle qu'il consent à lui laisser. Mais, bien entendu, la pensée est plus enveloppée, bien que l'expression, surtout dans le discours du 13 mai à la Chambre, soit souvent virulente et agressive, dans la manière de M. Mussolini tribun et chef de parti, plus que dans le style du Duce chef de gouvernement et diplomate consommé. La discussion commença à la Chambre le 10 mai, et c'est le 13 que le Duce prononça son discours durant trois heures d'horloge.

Il débute par une définition. Les deux souverainetés, celle du royaume d'Italie et celle de la Cité du Vatican, sont également complètes, comme si elles étaient situées fort loin l'une de l'autre, et sont bien distinctes. On ne peut même pas dire que, dans l'Etat, l'Eglise est libre, puisque ses institutions et ses hommes sont soumis aux lois générales du royaume. Il faut dire : « Etat souverain dans le royaume d'Italie. Eglise catholique avec certaines prééminences loyalement et volontairement reconnues, libre admission des autres cultes. » Puis, dans un raccourci historique souvent tendancieux, le Duce affirme que le catholicisme doit son rayonnement supranational à l'Empire romain ; il retrace à sa manière l'histoire des concordats et celle de la « question romaine ». La solution, c'est le traité du Latran. Il ne sacrifie pas un pouce de territoire italien, en dehors de celui qui était déjà occupé par le Vatican et ses dépendances. « Nous n'avons pas ressuscité le pouvoir temporel des Papes ; nous l'avons enterré. » L'Etat fasciste n'a rien abdiqué de ses prérogatives. « Un autre régime que le nôtre, un régime démo-libéral, un de ces régimes que nous méprisons, peut juger utile de renoncer à l'éducation des jeunes générations. Nous pas. Sur ce terrain, nous sommes intraitables. L'enseignement doit être nôtre, les petits enfants doivent être élevés dans notre foi religieuse, mais il nous faut compléter cette éducation, il nous faut donner à ces jeunes gens le sentiment de la virilité, de la puissance, de la conquête ; par dessus tout, il faut leur transmettre notre foi, nos espérances. »

Le Duce s'attache ensuite à justifier le Concordat. Son « caractère sacré », Rome le doit d'abord à l'Empire romain, ensuite à ce qu'elle a été « le berceau du catholicisme » et enfin à ce qu'on y a transporté le Soldat inconnu. Nous voilà loin de l'article premier du Concordat et de l'exposé des motifs que nous rappelions tout à

l'heure ! Au reste, le texte dit « aura soin » d'empêcher toute manifestation contraire à ce caractère sacré, et non pas « assume l'obligation ». La statue de Giordano Bruno restera où elle est, au Campo di Fiori, et celle de Garibaldi sur le Janicule ; on va même ériger bientôt celle d'Anita Garibaldi. M. Mussolini donne en terminant un détail qui révèle les inquiétudes qui, parmi les catholiques, se seraient révélées si la presse était libre : « En trois mois, j'ai saisi plus de journaux catholiques que dans les sept années précédentes. C'était le seul moyen de les ramener à l'intonation juste. » Il achève son discours sur une apologie de l'État fasciste : « Il est catholique, mais il est aussi fasciste, il est même avant tout, exclusivement, essentiellement fasciste. Le catholicisme le complète, mais que nul ne s'avise, sous prétexte de philosophie, de métaphysique, de nous changer les cartes dans les mains ! Que chacun songe qu'il n'a pas devant lui l'État agnostique, démo-libéral, une sorte de matelas sur lequel tout le monde dormait à tour de rôle ; mais un État conscient de sa mission et qui représente un peuple en marche ; un État qui transforme essentiellement ce peuple, même au point de vue physique. A ce peuple, l'État doit dire de grandes paroles, agiter devant lui de grandes idées et de grands problèmes, et ne pas se contenter d'un simple rôle d'administrateur. Pour cette simple administration, les petits ministres des temps médiocres étaient suffisants ! »

Comment ne pas se représenter les étonnements, les sursauts, les anxiétés qui agiteront l'âme de Pie XI lorsqu'il prit connaissance d'un pareil discours où le vrai se mêle au faux et le meilleur au pire ? Avant même d'en avoir achevé la laborieuse lecture, dès le 14 mai, le Pape saisit l'occasion de la visite au Vatican d'un groupe d'élèves du collège de Mondragone pour définir, dans une allocution singulièrement vigoureuse, les droits de l'Eglise et de la famille en matière d'éducation chrétienne. Rétorquant directement les affirmations de M. Mussolini, il déclare : « La mission de l'éducation incombe avant tout, par dessus tout et en premier lieu, à l'Eglise et à la famille ; elle leur incombe de droit naturel et divin, par conséquent d'un droit qui ne souffre ni dérogation, ni abstention, ni aliénation. L'État assurément ne peut ni ne doit se désintéresser de l'éducation des citoyens, mais seulement pour contribuer à tout ce que l'individu et la famille ne pourraient faire eux-mêmes. Le rôle de l'État n'est pas d'absorber, d'engloutir, d'annihiler l'individu et la famille... Ce n'est pas nous qui disons qu'il est nécessaire, convenable, opportun, que l'État forme des conquérants, qu'il dresse ses

enfants à la conquête... Si tous les États dressaient leurs enfants à la conquête, qu'arriverait-il?... Dans le domaine de l'éducation nous ne dirons pas que nous sommes intraitable, car se montrer intraitable n'est pas une vertu, mais Nous sommes intransigeant, aussi intransigeant que Nous serions forcé d'être si l'on nous demandait combien font deux et deux. »

Telle fut, dans cet émouvant conflit de doctrines, la première passe d'armes. A quelques jours de là, le 25 mai, M. Mussolini, au Sénat, répondait aux critiques du sénateur Benedetto Croce, le philosophe néo-hégélien bien connu, et au Pape lui-même. Après avoir repris sa théorie historique des origines de l'Église, il en vient à l'éducation. « Il y a un côté de l'éducation à propos duquel nous sommes sinon intraitables, du moins intransigeants... Dire que l'instruction regarde la famille, c'est dire une chose en dehors des réalités contemporaines... Seul l'État, avec tous ses moyens de tout genre, peut remplir cette tâche. J'ajoute que seul aussi l'État peut donner l'instruction religieuse nécessaire en la rangeant parmi les autres disciplines. Quelle est donc l'éducation que nous revendiquons en totalité? L'éducation du citoyen. » Et ce sera une « éducation guerrière... Puisque nous avons des intérêts que nous devons défendre jour par jour, nous ne pouvons nous laisser bercer par les balivernes de l'universalisme; je le comprends chez un peuple arrivé, mais je ne puis l'admettre chez un peuple qui doit arriver. » Puis le Duce termine l'apologie des accords du Latran par un avertissement qui est une menace enveloppée. Le traité est hors de discussion; mais « les conflits éventuels auront un autre terrain, celui du Concordat... Vous ne vous effrayerez pas, ni moi non plus, quand on dira qu'il y a des froissements, en dépit de la distinction très nette de ce qu'on doit rendre à César et de ce qu'on doit rendre à Dieu; mais quand la bonne foi et le sens de l'italianité viendront en aide, ces conflits s'aplaniront. »

Ces risques de l'avenir, le Pape les accepte comme le Duce, mais il a tenu à répondre, par un document plus solennel et plus complet que l'allocution aux élèves de Mondragone, à la philosophie et à l'histoire accommodées à la mode fasciste : c'est l'objet d'une lettre au cardinal Gasparri datée du 30 mai. Ce document, empreint d'une dignité sereine et attristée, est difficile à analyser : il faut le lire (1). Le Pape a le devoir de parler, car la joie qu'avaient provoquée les évé-

(1) On en trouvera la traduction dans *La documentation catholique*. — Voyez, sur les accords du 11 février, notre *Chronique* du 1^{er} mars.

nements du 11 février devait être, trois mois après, « profondément et douloureusement troublée ». Après le traité et le Concordat, le Pape « ne pouvait s'attendre à des expressions hérétiques et pires qu'hérétiques sur l'origine même du christianisme ». L'universalité n'a pas été conférée à l'Église par l'Empire romain; elle se rencontre déjà de droit et de fait aux premiers débuts de l'Église et de la vocation apostolique, et l'Église n'a pas tardé à déborder les limites de l'Empire romain. Puis, ayant redressé les affirmations tendancieuses du Duce, Pie XI établit fermement les principes de l'Église : « Si, dans le concordat, ce ne sont pas deux États qui sont en présence, ce sont très certainement deux souverainetés, au sens total du mot, c'est-à-dire pleinement parfaites, chacune en son ordre, ordre nécessairement déterminé par les fins respectives, où il est à peine besoin d'ajouter que l'objective dignité des fins détermine non moins objectivement et nécessairement l'absolue supériorité de l'Église. » Ne croirait-on pas apercevoir les ombres toujours vivantes des grands papes du moyen âge? Le souverain Pontife, continue Pie XI, ne représente pas la souveraineté de l'Église, « il la personnifie et l'exerce en vertu d'un direct mandat divin. Ce n'est donc pas l'organisation catholique en Italie qui se soumet à la souveraineté de l'État, fût-ce avec une condition de particulière faveur, mais c'est le souverain Pontife, la suprême et souveraine autorité de l'Église, qui dispose ce qui, à son jugement, peut et doit se faire pour la plus grande gloire de Dieu et pour le plus grand bien des âmes. »

Le Pape s'applique ensuite à redresser les formules inexactes ou inadmissibles du point de vue de l'Église, offensantes même parfois ou en tout cas déplaisantes, dont s'est servi le chef du gouvernement italien; il définit la vraie liberté de conscience qui ne saurait être « absolue », car, « autant vaudrait dire que la créature n'est pas dépendante du Créateur », mais qui, en tout cas, échappe au pouvoir de l'État. « État catholique, dit-on, mais État fasciste ». Oui, pourvu que « tant dans l'ordre des idées et des doctrines que dans l'ordre de l'action pratique, l'État fasciste n'admette rien qui ne s'accorde avec la doctrine et la pratique catholiques : faute de quoi il n'y aurait pas et il ne pourrait pas y avoir d'État catholique ». Pie XI, par cette simple affirmation de haute portée, désolidarise, pour le présent et l'avenir, l'Église et le Saint-Siège des violences et des actes arbitraires dont le fascisme a jusqu'ici souvent abusé.

Le Duce avait paru distinguer entre le traité de Latran qu'il considère comme définitif et intangible, et le Concordat plus fragile et

susceptible d'amendements. Le Pape affirme de nouveau que le Concordat et le traité « sont le complément nécessaire l'un de l'autre et qu'ils ne peuvent être séparés ni dissociés. Il en résulte *due simul stabunt* ou bien que *simul cadent* : la Cité du Vatican, dût-elle, en conséquence, tomber aussi avec l'État qu'elle constitue. » Le Pape, en signant les accords, avait précisé que le Concordat est la condition et l'explication du traité ; il s'agissait avant tout, dans son esprit, de rendre la paix aux consciences italiennes et, nous dit-il, quand il s'agit de sauver des âmes, il traiterait « même avec le diable en personne ».

La lettre du Pape a produit en Italie une impression d'autant plus forte qu'aucune voix n'a la faculté de s'élever pour critiquer les actes du gouvernement. Peu de personnes eurent d'ailleurs la possibilité de la lire, car l'édition de l'*Osservatore romano*, où elle parut d'abord, fut presque entièrement achetée dès sa mise en vente par les soins vigilants de la police. Les journaux fascistes attaquèrent vivement le Saint-Siège. Le passage suivant de l'*Impero*, que nous empruntons au *Journal des Débats* du 8 juin, donnera une idée de leur ton.

« Il ne faut pas, à notre avis, attacher une trop grande importance à cette lettre, mais nous devons déclarer qu'un fasciste ne peut supporter que le Pape, se mettant tout à coup à polémiquer, croie avoir le droit de critiquer le Duce. Nous rappelons que le Duce ne doit pas être discuté. Nous n'avons jamais offensé l'Église et l'Église ne peut pas offenser le fascisme. Ceci est le dogme fondamental de notre grandeur. Mussolini, que personne ne l'oublie, est l'homme de la Providence. »

C'est dans une telle ambiance que les ratifications ont été échangées le 7 juin. A cette occasion, un échange de messages cordiaux a eu lieu entre le Roi et le Pape. Mgr Borgongini-Duca, qui a toute la confiance du cardinal Gasparri, a été nommé nonce à Rome auprès du gouvernement royal d'Italie et procède à son installation. Le sénateur de Vecchi a été accrédité en qualité d'ambassadeur auprès du Saint-Siège. La Cité du Vatican s'organise et a promulgué ses lois fondamentales qui sont au nombre de six. Ainsi s'est accomplie la restauration d'un État pontifical, dans des conditions à la vérité toutes nouvelles qui en font, comme l'a dit M. Mussolini et comme l'a voulu Pie XI, une « cité des âmes » qui aura sa législation, sa monnaie, ses postes, ses timbres, mais qui, cependant, pour toutes les réalités pratiques de la vie matérielle, ne pourra guère se passer du grand État dans lequel est enclavé son minuscule territoire. Indé-

pendance de droit des deux pouvoirs l'un à l'égard de l'autre, interdépendance de fait, qui reste, pour le Saint-Siège, sans inconvénient grave tant que la concorde règne entre les deux États également souverains, mais qui peut entraîner de singulières complications le jour où, pour emprunter le langage de l'*Impero*, « l'homme de la Providence » aurait, avec le fondé de pouvoirs permanent de cette même Providence, quelque différend sérieux.

Mais si le Concordat n'est pas appliqué, ou ne l'est que partiellement, le traité se trouvera caduc ; serait-il possible, en pareil cas, de faire revivre les revendications territoriales du Saint-Siège ? Évidemment non. Le Pape retomberait dans la situation, où il était avant le 11 février et le 7 juin, d'un souverain sans terre et sans garanties d'indépendance, mais sa position s'aggraverait de l'échec même de la tentative de collaboration et d'entente. L'indépendance de l'autorité spirituelle ne se fonderait alors que sur l'opinion de la catholicité et l'intervention diplomatique des gouvernements représentés auprès du Vatican. C'est la raison principale pour laquelle le gouvernement italien, quel qu'il soit, s'arrangera pour faire durer, vaille que vaille, le Concordat et le traité.

La force du Saint-Siège, même lorsqu'il croit plus expédient de n'y pas faire appel et de traiter seul à seul avec le gouvernement italien, réside essentiellement dans son caractère supranational. C'est pourquoi le différend, si nouveau dans sa forme mais si ancien dans son fond, qui s'est élevé entre le Saint-Siège et l'Italie fasciste, intéresse toutes les nations. Au moment où, dans tous les pays, on se préoccupe de trouver des formes nouvelles et d'un meilleur rendement pour l'organisation de l'État, les actes de Pie XI et les discours de M. Mussolini prennent un relief singulier. Et le moins intéressant, en ce débat, n'est pas d'entendre la Papauté, en face de la déification de l'État par le fascisme, définir les limites que le pouvoir de l'État ne saurait franchir sans attenter à l'indépendance des consciences.

RENÉ PINON.

inter-
nient
ment
us le
de la
cette
elle-
s, de
dem-
ant le
antiés
de la
torité
ité et
uprés
ement
aille,
ent de
ement
. C'est
dans
, inté-
on se
rende-
scours
essant,
déli-
ouvoir
ce des